



La voix de l'opposition de gauche

L'émancipation des travailleurs sera l'oeuvre des travailleurs eux-mêmes



Causeries août 2018

janvier	février	mars	avril	mai	juin	juillet	août	septembre	octobre	novembre	décembre
---------	---------	------	-------	-----	------	---------	------	-----------	---------	----------	----------

1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13
14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26
27	28	29	30	31								

Le 1er août 2018

CAUSERIE ET INFOS

- Causerie au format pdf (9 pages)

Plus on est de fous... et moins on rit ou tant qu'il reste du riz, on s'en fout !

Comment cela ne vous fait pas marrer ? Pourtant cela ne rend pas constiper, bien au contraire, à condition d'être épicé cela rend même de bonne humeur et en prime c'est aphrodisiaque paraît-il, paradisiaque n'exagérons pas.

Par les temps qui courent on se soulage comme on peut, de toutes manières on n'arrivera jamais à rivaliser avec les bas-fonds de la fine équipe de l'Elysée dont les miasmes empuantissent l'atmosphère. Il faut bien vivre ou plutôt survivre. .

C'est valable pour l'augmentation de la démographie mondiale, mais aussi pour les réseaux numériques...

Une bonne nouvelle tout de même, il paraîtrait que les jeunes se lassent rapidement de Facebook...

Comment donner un sens à sa vie dans une société aussi pourrie ? C'est la question qui devrait tarauder chacun, non ? En combattant pour en changer. En embringuant les jeunes et les moins jeunes dans des associations, ils les entraînent à collaborer avec cette société abjecte au lieu de la rejeter pour en changer. Votre inconscience individuelle fait notre malheur collectif, pensez que c'est seulement collectivement que nous nous en sortirons. Seule une issue politique partagée par le plus grand nombre permettra de mettre un terme à ce cauchemar.

Personne ne peut s'en sortir individuellement, pas même les riches qui ne doivent pas servir de modèles. Ils seraient presque plus à plaindre qu'à envier pour être aussi dégénérés que les aristocrates hier au crépuscule de l'Ancien Régime. Ils s'emmerdent grave pour poser leurs culs sur les gradins d'un court de tennis de Roland Garros et suivre la baballe voler d'un côté et de l'autre du filet, ou regarder un match de football sur leur yacht ancré dans la baie de Cannes entourés de leurs putains au sourire hébété.

[Lobotomisation. L'art d'enseigner la soumission ou de créer des imbéciles heureux.](#)

- Les "cours de bonheur" font leur arrivée dans les écoles indiennes - Le HuffPost 30 juillet 2018

Pour des centaines de milliers d'enfants indiens, la rentrée a eu un goût un peu différent. Rentrés en classe à la mi-juillet, les

écoliers de la région de Delhi ont une nouvelle matière au programme: le cours de bonheur .

Inspirées par l'État voisin du Bhoutan qui inventait en 2009 le "bonheur national brut", les autorités de cette région très dynamique de l'Inde veulent enseigner aux enfants à être heureux. Pour cela, ils auront 45 minutes par jour dédiées à la relaxation, la méditation et l'échange...sans cahier, sans stylo et sans notes. Une démarche appuyée par le Dalaï-Lama, comme le rapporte le Washington Post. Le HuffPost 30 juillet 2018

Avec des références pareilles, c'est que le pire est à venir.

Cela me rappelle ce directeur de marketing, un familier de la famille Gandhi vivant dans la banlieue de Delhi à qui j'avais donné des cours particuliers de français il y a longtemps déjà, son père avait été ambassadeur au Sénégal, son épouse était rédactrice dans une revue économique. Il m'avait dit qu'hormis quand il était cloîtré chez lui où il se sentait bien, dès qu'il franchissait la porte de son appartement c'était l'enfer. Depuis la situation n'a fait qu'empirer.

Sur 1,4 milliard d'Indiens, combien peuvent se dire heureux ? Même pas les plus riches qui doivent vivre dans des ghettos, personnellement je n'en connais pas, des Indiens heureux. Alors comment faisons-nous ? On se force, on feint, on procède par abstraction, et puis cela ne dure jamais plus qu'un rictus ou une grimace. Mes rapports avec eux se bornent à observer leurs visages, je les connais bien.

J'ai quand même parler politique et syndicalisme avec un postier ce matin. Comment résister au néolibéralisme sinon en luttant avec et dans les syndicats... Il m'a dit que le gouvernement voulait réduire le nombre de fonctionnaires dans tous les services, je lui ai répondu que c'était la même chose en France et partout dans le monde. Il m'a dit aussi que les partis communistes étaient devenus pourris, je lui ai répondu que c'était aussi le cas en France depuis des lustres... On s'est quitté sur une poignée de main fraternelle. C'est peu, mais cela fait du bien.

France. Quelques indices économiques.

Atlantico.fr - ...(En France) la demande intérieure pour les produits manufacturés est aujourd'hui au même niveau qu'en l'an 2000, alors que sur la même période la demande de services a augmenté de 40%.

...même aux États-Unis et au -Royaume-Uni, pays où les technologies de l'information et de la communication (TIC) sont les plus développées, l'emploi dans ce secteur ne représente que 3,4% de l'emploi total (2,5% en France). L'idée selon laquelle le développement des start-up, des emplois dans le numérique, va régler le problème de la bipolarisation des marchés du travail relève de la grande illusion. Atlantico.fr le 29 Juillet 2018

France. La médiocratie au stade terminal.

- Jamel Debbouze révèle avoir décliné un poste au gouvernement - LeParisien.fr 29 juillet 2018

Il ne manquait plus que le dîner de cons.

- Macron convie le gouvernement à dîner mercredi - Reuters 30.07

... et une voyante qui ose tout.

- Julie Gayet voit "une vraie attente" autour de Hollande - L'Express.fr 30.07

Selon l'actrice, compagne de l'ancien président socialiste, "beaucoup de gens espèrent son retour" en politique. L'Express.fr 30.07

...plus niaise tu meurs !

- "Il me fait beaucoup rire": Julie Gayet évoque l'humour "légendaire" de François Hollande - Le HuffPost 30.07

Benalla poubelle.

- Une deuxième enquête vise Benalla, une nouvelle vidéo fragilise sa défense - LeParisien.fr 31 juillet 2018

- Une nouvelle vidéo accablante - Liberation.fr 31.07

- Affaire Benalla : une nouvelle enquête ouverte pour d'autres violences commises le 1er mai à Paris - Franceinfo 31.07

Le parquet de Paris a annoncé, lundi 30 juillet, l'ouverture d'une nouvelle enquête dans l'affaire Benalla, pour d'autres violences commises le 1er mai dans la capitale. Il s'agit cette fois de faits qui se sont déroulés au Jardin des plantes, quelques heures avant les heurts survenus place de la Contrescarpe. Cette enquête a été ouverte après les plaintes de deux jeunes de 23 et 24 ans affirmant avoir été victimes d'une interpellation musclée.

Des images ont été diffusées par Libération. Sur cette vidéo, on distingue trois personnes qui "ressemblent fortement" à Alexandre Benalla, Vincent Crase (un gendarme réserviste salarié de La République en marche) et Philippe Mizerski (policier chargé d'encadrer Alexandre Benalla le 1er mai), a indiqué Grégory Saint-Michel, l'avocat de la jeune femme, à franceinfo.

La scène se passe dans l'après-midi du 1er mai. Les deux jeunes manifestants quittent le cortège, où les violences commencent à éclater et traversent le jardin des Plantes. Ils croisent trois personnes qu'ils pensent être des policiers et qui leur indiquent le chemin à prendre. Mais l'une d'elle s'aperçoit que la jeune femme filme avec son téléphone portable. "À partir de ce moment-là, quelqu'un a sauté sur elle, l'a ceinturée, l'a plaquée contre un arbre pour essayer de lui prendre son portable, lui demandant d'arrêter de filmer", raconte son avocat. Toujours selon Grégory Saint-Michel, la personne a effacé les vidéos prises par la jeune femme. Franceinfo 31.07

Précision.

Vincent Crase, doté d'un brassard police, leur indique la sortie, puis la vidéo s'interrompt, la jeune femme tenant le téléphone étant manifestement violemment bousculée. Libération cite le témoignage du jeune homme interpellé à cette occasion, selon lequel son amie a été "ceinturée d'une façon très violente", possiblement par Vincent Crase selon un témoin. Reuters 31.07

Dans une interview donnée ce dimanche au JDD, après les révélations de Libération, Alexandre Benalla a démenti avoir participé à une quelconque interpellation au Jardin des Plantes. "J'étais derrière les policiers en tant qu'observateur, on peut le voir distinctement, je n'ai ni casque, ni brassard, ni radio", assurait-il au Journal du Dimanche. Ce que cette nouvelle vidéo semble donc contredire. francetvinfo.fr 31.07

Une histoire glauque...

- L'arsenal impressionnant d'Alexandre Benalla - LePoint.fr 30 juillet 2018

Trois pistolets Glock, un fusil à pompe : sans appartenir au GSPR, le jeune chargé de mission était pourtant doté des mêmes armes de poing. Les 3 armes de poing sont des Glock 17, 26 et 19.

Pour se conformer à son contrôle judiciaire, le garde du corps d'Emmanuel Macron a remis ce matin ses armes à la justice. En effet, lors de la perquisition effectuée à son domicile par les policiers de la brigade de répression de la délinquance à la personne, un service de la police judiciaire parisienne, Alexandre Benalla avait prévenu ses hôtes : s'il possède bien des armes, elles sont en lieu sûr pour « éviter qu'elles soient volées en cas de cambriolage », s'était-il justifié devant les policiers. Il s'est donc rendu au TGI de Paris pour remettre ses armes au juge d'instruction, qui les a immédiatement placées sous scellés judiciaires. Selon nos informations, il lui reste une arme en dotation qu'il doit également remettre à la justice. LePoint.fr 30 juillet 2018

Provocation d'un nervi. On avait deviné que le macaron ne s'était pas fait tout seul...

- Alexandre Benalla: personnalités et anonymes indignés par la Une "pathétique" du JDD - HuffPost 29.07

"Ce que j'ai fait pour Macron." Alexandre Benalla accorde, avec son interview dans le JDD ce dimanche 29 juillet son troisième entretien en quatre jours dans un grand média national. Après Le Monde, le 20 heures de TF1, c'est donc dans Le Journal du Dimanche que l'ancien collaborateur de l'Élysée mis en examen pour "violences en réunion" livre une nouvelle fois "sa vérité."

"J'ai dit que j'étais prêt à démissionner. On m'a répondu que ce n'était pas la peine", explique Alexandre Benalla qui ajoute que la présidence a "utilisé" le recel présumé d'images de vidéosurveillance qui lui est reproché pour "couper court" au "scandale" et engager une procédure de licenciement le 20 juillet à son encontre.

Et la couverture du JDD, parfois accusé de complaisance à l'égard d'Emmanuel Macron ne passe pas chez tout le monde. On y voit Alexandre Benalla, en costume, rasé, lunettes de vue sur le nez, les bras croisés, semblant s'adresser directement aux lecteurs à côté des mots "ce que j'ai fait pour Macron." "Une formule et une Une qui resteront culte, Pulitzer de la Com" pour le journaliste et président du Festival de Cannes Pierre Lescure qui se lâche sur son compte Twitter. HuffPost 29.07

...et théoricien du complot !

- Dans un long entretien au «JDD», l'ex-collaborateur de Macron persiste sur sa ligne de défense : il assure n'avoir commis aucune infraction pénale et entretient l'hypothèse d'un complot. Liberation.fr 29.07

Et Crase la vermine à la poubelle...

- Affaire Benalla : Castaner annonce une procédure de licenciement contre Crase - Le Parisien 31 juillet 2018

... avec Macron !

- Avec l'affaire Benalla, le "nouveau monde" vanté par Macron a pris du plomb dans l'aile - Le HuffPost 31.07

Avant de refermer le couvercle de la poubelle de la Ve République, les invités se bousculent...

- Le PC et LFI voteront la motion de la droite, pas l'inverse - Reuters 31 juillet 2018

Les députés du Parti communiste et de La France insoumise ont annoncé mardi qu'ils voteraient, en plus de leur propre motion de censure, celle défendue par Les Républicains, lesquels ont en revanche décidé de ne pas souscrire à celle de la gauche. (Pour ceux qui ne savaient pas encore quelle était la véritable nature de la gauche : de droite ! Ils n'ont vraiment aucun scrupule, aucun principe, aucune dignité, ils se sont vendus corps et âmes au régime. - LVOG)

Les deux textes dirigés contre le gouvernement, sommé de s'expliquer sur l'affaire Alexandre Benalla et ses suites, n'ont de toute façon aucune chance d'aboutir compte tenu du rapport de forces à l'Assemblée nationale, largement favorable à La République en marche (LaRem) et au MoDem. (Ils ne loupent pas une occasion de légitimer les institutions antidémocratiques de la Ve République. - LVOG)

Les signataires de la motion de gauche dénoncent une "obstruction au bon fonctionnement de la commission d'enquête parlementaire" sur le dossier Benalla et ceux de la motion de droite accusent la majorité de ne pas vouloir "faire toute la transparence sur cette affaire". (Commission présidée par une députée LREM qui ne voulait pas "faire toute la transparence sur cette affaire", non, sans blague ! Elle aurait eu tort de se gêner, sachant que ces raclures de gauche sont eux-mêmes des imposteurs que la transparence effraie par dessus tout. - LVOG)

En dépit des convergences entre les deux motions, le groupe LR, le plus important au sein de l'opposition se refuse à mêler ses voix à celles de la gauche. (Convergences et collusion. - LVOG)

"Je n'aime pas la confusion des genres, je n'aime pas les alliances de circonstance", a justifié le député Damien Abad, vice-président du parti, sur franceinfo. (Un consensus permanent où chacun garde son masque, c'est mieux. - LVOG) Reuters 31 juillet 2018

ACTUALITE EN TITRES

[L'amnésie du directeur de conscience des barbares du Front al-Nosra qui ont "fait du bon boulot" en Syrie.](#)

- Laurent Fabius, ministre des Affaires étrangères pendant 4 ans, dit n'avoir jamais entendu parler de l'affaire Lafarge en Syrie - Le HuffPost 31.07

Ils osent tout

- Julien Dray «L'affaire Benalla est un révélateur de l'exercice du pouvoir» - Liberation.fr 30.07

- "Fake news": le patron du New York Times met Trump en garde - AFP 30.07

ACTUALITÉ DU JOUR

[Des rats ! Ils ne veulent rien donner, il faut tout leur prendre !](#)

- Saint-Tropez : sollicités, les propriétaires de yachts refusent d'aider financièrement les sauveteurs en mer - M6info 30 juillet 2018

Depuis la mi-juin, le canot de la Société Nationale de Sauvetage en Mer (SNSM) de Saint-Tropez est immobilisé à quai. La raison ? Le bateau est en panne, et les sauveteurs n'ont pas le budget nécessaire pour effectuer les réparations, comme l'a révélé Var-Matin.

Alors pour assurer le sauvetage de navires en détresse pendant la période estivale, les bénévoles de la station SNSM ont eu une idée : solliciter les grands fortunes du coin propriétaires de yachts amarrés à Saint-Tropez.

Mais quasiment aucun d'entre n'a daigné répondre à leur appel. "On a demandé à tous les propriétaires importants de bateaux ici – le CAC 40 : Arnault, Pinault, Lagardère... – et à des sociétés", a expliqué dans les colonnes du quotidien local Pierre-Yves Barasc, le président de la station de la SNSM Saint-Tropez. "On n'a eu aucun retour, sauf une promesse jamais tenue. Un seul bateau, loin d'être le plus gros, a donné 10.000 euros. Si 30 personnes en avaient fait autant...on aurait pu avancer plus vite", regrette-t-il. M6info 30 juillet 2018

[Le groupe Bilderberg se fissure ou prend partie pour le clan opposé à celui de Trump.](#)

- Fake news": le patron du New York Times met Trump en garde - AFP 29 juillet 2018

Le patron du prestigieux New York Times a révélé dimanche avoir vigoureusement mis en garde Donald Trump sur ses attaques répétées contre la presse lors d'une rencontre à la Maison Blanche, qualifiant son discours sur les "Fake news" de "dangereux et nuisible".

C'est le président américain lui-même qui avait révélé un peu plus tôt dans un tweet avoir discuté de fausses informations avec Arthur Gregg (A.G.) Sulzberger, directeur de la publication du New York Times, que M. Trump prend régulièrement pour cible de ses critiques.

"Avons passé beaucoup de temps à parler des vastes quantités de Fake News qui sont publiées par les médias et comment ces Fake News se sont métamorphosées en une phrase, "Ennemi du peuple". Triste!", a-t-il tweeté.

Donald Trump qualifie régulièrement de Fake News (fausses informations) les médias généralistes américains qui, pour la plupart, se montrent très critiques sur sa présidence.

Ce tweet a conduit M. Sulzberger à publier un communiqué sur cette rencontre, qui était supposée rester confidentielle comme toutes les réunions que les dirigeants des grands médias américains ont régulièrement avec les responsables du gouvernement.

A.G. Sulzberger, 37 ans, a précisé avoir rencontré le président septuagénaire le 20 juillet, à la demande de la Maison Blanche, accompagné du responsable de la page éditoriale du journal, James Bennet.

Il a ajouté avoir décidé de répondre publiquement au tweet de M. Trump, en se basant sur les notes détaillées prises par James Bennet et lui-même.

"Mon objectif principal en acceptant cette rencontre était de soulever mes inquiétudes au sujet de la rhétorique anti-presse extrêmement troublante du président", a expliqué celui qui a succédé début 2018 à son père Arthur Ochs Sulzberger comme directeur de la publication du Times.

"J'ai dit franchement au président que je pensais que son discours n'était pas seulement facteur de division mais qu'il était de plus en plus dangereux", a-t-il ajouté dans ce communiqué transmis à l'AFP. (Division de l'oligarchie. - LVOG)

"Je lui ai dit que bien que l'expression "Fake News" soit fausse et nuisible, j'étais beaucoup plus préoccupé par sa façon de caractériser les journalistes comme des "ennemis du peuple". (Ce qu'ils sont effectivement. - LVOG)

- Journalistes menacés -

"Je l'ai prévenu que ce langage incendiaire contribuait à une augmentation des menaces contre les journalistes et allait inciter à la violence", a poursuivi le patron du NYT, précisant avoir insisté sur le fait que "c'est particulièrement vrai à l'étranger". (Il menace Trump de recourir à la violence si nécessaire pour qu'il infléchisse sa politique. - LVOG)

"La rhétorique du président est utilisée par certains régimes pour justifier des répressions d'ampleur contre les journalistes", a-t-il dénoncé. (Comme si ils avaient attendu Trump. - LVOG)

"Je l'ai imploré de revenir sur ses vastes attaques contre le journalisme, que je pense être dangereuses et nuisibles pour notre pays", a ajouté M. Sulzberger tout en précisant que le président américain avait bien sûr le droit comme ses prédécesseurs de critiquer la façon dont la presse relate son action.

M. Trump ne pouvait pas laisser le New York Times avoir le dernier mot: dans une série de tweets dimanche après-midi, le président américain a lancé de nouvelles attaques contre la presse, affirmant que ce sont les médias qui "mettent des vies en danger, et pas seulement celles de journalistes (...) en révélant des délibérations internes de l'administration". "Le défaillant New York Times et le Washington Post d'Amazon ne font rien qu'écrire de mauvais articles, même sur des réussites très positives, et ils ne changeront jamais!", a-t-il ajouté. (Cette attaque est frontale. Trump prend de gros risques, certains journalistes évoquent une liquidation physique. - LVOG)

Le New York Times fait partie des médias les plus souvent attaqués par Donald Trump, avec la chaîne CNN et le Washington Post, propriété du patron d'Amazon Jeff Bezos.

Les diatribes contre la presse font partie du cocktail idéologique du milliardaire républicain qui cherche à décrier les élites, dont la presse, selon lui éloignées des préoccupations du pays. (Je pense plutôt que c'est un procédé habile pour faire parler de lui et faire passer sa politique par les médias, parce que les élites n'ont pas non plus attendu Trump pour se vautrer dans la fange. - LVOG)

Une polémique a opposé la semaine dernière CNN à la présidence américaine qui avait refusé à l'une de ses journalistes l'accès à la Maison Blanche pour une conférence de presse du président américain et du président de la Commission européenne Jean-Claude Juncker.

Le New York Times occupe cependant une place à part pour Donald Trump. Né à New York, ville où il a construit son succès dans les affaires, c'est probablement le journal qu'il connaît le mieux. C'est à lui aussi qu'il avait accordé l'une de ses premières grandes interviews peu après son élection. (L'AFP veut rabibocher tout le monde ! - LVOG) AFP 29 juillet 2018

Totalitarisme. Collusion et censure.

- L'Union européenne met sous pression les réseaux sociaux - Les Crises 30 juillet 2018

Extrait. L'UE a mis jeudi sous pression les réseaux sociaux et les plateformes, tels Facebook et Twitter, pour qu'ils luttent davantage contre la désinformation en ligne. Bruxelles n'exclut pas de proposer fin 2018 des mesures réglementaires, si nécessaire.

Lors d'une conférence de presse à Bruxelles, la commissaire européenne à l'Economie numérique, Mariya Gabriel, a insisté pour "donner une chance aux réseaux sociaux et aux plateformes en ligne de résoudre le problème une fois pour toute".

L'exécutif européen propose aussi de soutenir la création d'un réseau indépendant de vérificateurs de faits et une série de mesures visant à stimuler un journalisme de qualité et à promouvoir l'éducation aux médias.

Ces propositions ont été élaborées après un rapport d'un groupe de travail, mis sur pied en janvier et constitué de 40 représentants de grands médias européens (RTL, Mediaset, Sky News), de la société civile (RSF) et des géants technologiques (Facebook, Twitter et Google), d'universitaires ainsi que de journalistes, y compris un représentant de l'AFP. Les Crises 30 juillet 2018

Totalitarisme. Pudibonderie et oppression.

Ils ont osé censurer Rubens, Delacroix et Courbet.

- Belgique : la drôle de réaction d'un musée après la censure d'un tableau par Facebook - Franceinfo 30 juillet 2018

Que faire lorsque Facebook censure l'une de vos œuvres d'art ? En Belgique, la maison Rubens, à Anvers, a trouvé la solution après la censure d'un tableau du peintre. Ce dernier montre le Christ presque nu, ce qui n'a pas plu au réseau social. Pour protester, le musée a fait circuler de faux agents de sécurité pour écarter les visiteurs des tableaux "trop osés". Ils interrogent les touristes : "Avez-vous un compte sur un réseau social ?"

Protéger les utilisateurs de Facebook de la nudité

Ces agents en uniforme du FBI (pour FaceBook Intelligence) demandent à ceux qui confirment utiliser le réseau social de s'écarter des tableaux montrant un nu, pour leur propre bien, évidemment. Ce n'est pas la première fois que Facebook censure une œuvre d'art : on peut citer La Liberté guidant le peuple de Delacroix ou encore L'Origine du monde de Gustave Courbet. Franceinfo 30 juillet 2018

Et simultanément ils rendent la pornographie accessible à tous ! On a affaire à des tyrans. Demain ce sera la philosophie, la littérature, le théâtre, etc. Ils finiront par les partis politiques et les syndicats et un régime fasciste sera instauré.

Et nous, que faisons-nous face à cette menace ? On se disperse, on polémique, on s'ignore, au lieu de nous rassembler et élaborer une stratégie pour les abattre...

[A bas l'Etat juif ! Ahed est une brave fille, ne change rien surtout.](#)

- Aucun regret pour une jeune Palestinienne après huit mois dans une prison israélienne - AFP 30.07

"Ma vie a énormément changé mais je n'ai rien fait de mal que je puisse regretter", a affirmé lundi à l'AFP Ahed Tamimi, l'adolescente palestinienne devenue icône de la résistance à l'occupation israélienne après huit mois en prison pour avoir giflé deux soldats. AFP 30.07

Je considère les Palestiniens comme des prisonniers dans leur propre pays d'invasisseurs et agresseurs soutenus par Washington et toutes les puissances impérialistes.

[INFOS EN BREF](#)

[POLITIQUE](#)

Syrie

- La Syrie libère toute la ligne de démarcation avec Israël - Réseau Voltaire 31 juillet 2018

L'Armée arabe syrienne est parvenue à libérer la totalité de la ligne de démarcation avec Israël qui était occupée par des jihadistes.

L'administration el-Assad confirme que la rapidité à laquelle les derniers combats ont eu lieu est la conséquence des accords Poutine-Trump conclus lors du sommet d'Helsinki du 16 juillet.

Le ministre russe des Affaires étrangères, Sergueï Lavrov, et le chef d'état-major, Valéri Guérassimov, se sont rendus successivement en Europe —malgré l'interdiction d'accès au territoire prononcée contre le général Guérassimov— et en Israël. Ils se sont engagés au respect de la ligne de démarcation israélo-syrienne.

Trois réunions secrètes ont eu lieu entre l'Armée arabe syrienne et l'armée israélienne, sous les auspices de l'Onu et de la Russie.

L'administration Netanyahu a fermé sa frontière à ses collaborateurs qui lui demandaient asile et s'est abstenue de leur faire parvenir des munitions. Elle espère obtenir que l'armée arabe syrienne stationne sans troupes pro-iraniennes le long de sa frontière.

L'armée états-unienne devrait, quant à elle, se retirer de la base qu'elle occupe illégalement à Al-Tanf (frontière jordanienne). Réseau Voltaire 31 juillet 2018

[Haut de page ↗](#)

Le 2 août 2018

[CAUSERIE ET INFOS](#)

● [Causerie au format pdf \(18 pages\)](#)

[Parole d'internaute à propos du roturier Macron.](#)

1- "Pour ma part je ne vois aucune grandeur dans le personnage, que du vide, aucun courage, aucune sincérité. Tout est faux chez lui, faux semblant, fausse modestie, fausse intelligence. Je ne comprends pas comment des gens peuvent l'entendre et le prendre

au sérieux, ses discours me hérissent le poil, ce sont ceux d'un mauvais acteur, tout est surjoué.

Non seulement le personnage est faux mais aussi la fonction, il ne gouverne pas grand chose au service de la France ou des français. Une pute, pour reprendre le mot de Minc, et de l'un de ses employeurs, caractérisant le métier de banquier d'affaire, voilà de quoi Macron est le nom, prêt à toutes les compromissions pour satisfaire le client. Un fake président avec, hélas, une vraie capacité de nuisance au service des 0,...1% les plus riches."

2- "Macron est un acteur qui lit un texte dans un théâtre « France » où tout est faux, en carton-pâte, où les pouvoirs réels sont partis à Bruxelles, Washington et la City. Macron fait semblant, en l'attente de son cachet dans 4 ans où il sera remplacé par un autre acteur, une femme, car le casting est préparé à l'avance."

3- "La monarchie absolue de droit divin, instaurée par Clovis et largement « améliorée » par ses successeurs au fur et à mesure que le royaume s'agrandissait, n'a été abolie qu'il y a à peine un peu plus de 2 siècles. Et encore, elle a été remplacée à diverses reprises par des régimes plus ou moins républicains, voire carrément monarchiques et/ou dictatoriaux (Vichy pour le plus récent).

Aujourd'hui nous sommes sous un régime semi monarchique instauré par De Gaulle à la suite de son coup d'état de 1958. Et sur le plan économique nous vivons dans un système capitaliste régi par la finance internationale qui se satisfait pleinement du régime politique en vigueur, ce que De Gaulle n'a jamais compris (l'intendance suivra, la politique française ne se fait pas à la corbeille, etc etc). Et pour cela la finance n'a besoin que de simples valets : UE, Merkel, Macron... qui, étant à sa botte, en profitent et font profiter des petits copains pour obtenir certains avantages dont le menu peuple est évidemment privé. Macron n'est ni Sylla ni Caligula, et encore moins Jupiter, c'est simplement un petit pantin qui certes profite allègrement du système, mais que ce dernier mettra à la porte s'il n'obéit plus à son maître."

4- "Le déclenchement de l'affaire Benalla est venu juste après la décision, avec Poutine, de faire transporter par la Russie de l'aide humanitaire en Syrie. Et c'est ce même journal Le Monde qui a maintenu dans le mainstream depuis des années toute la narrative atlantiste sur la vision de la guerre en Syrie."

En complément.

Lu dans : Syrie : Paris et Washington jouent les prolongations ! Par Richard Labévière - prochetmoyen-orient.ch

- Toujours à la pointe de la propagande, le quotidien Le Monde titre : « Deraa, l'étincelle de la révolution syrienne s'est éteinte... » S'ensuit une hallucinante diatribe anti-russe et anti-Bachar relevant davantage du parti-pris idéologique que d'une information maîtrisée, recoupée et responsable. Depuis mars 2011, Le Monde nous annonce le renversement imminent du « boucher de Damas ». La libération de Deraa constitue pour le quotidien, qui n'est plus que l'ombre de lui-même, un cinglant démenti, sinon un cruel retour du réel signifiant que depuis le début de la crise syrienne, Le Monde nous désinforme et nous ment. prochetmoyen-orient.ch

[En famille. Est-ce une injonction ou une menace du porte-parole du "syndicat du crime" ?](#)

- Ne les appelez plus jamais «Gafam - Liberation.fr 1 août 2018

On a coutume de regrouper en un commode syndicat du crime numérique Google, Amazon, Facebook, Apple et Microsoft : les Gafa(m). Ces entreprises seraient toutes des menaces pour la démocratie et les libertés. Si leur principal point commun est qu'elles sont dans le secteur des nouvelles technologies et qu'elles représentent les cinq plus grosses capitalisations boursières (935 milliards de dollars pour Apple !), leurs business modèles sont très différents. Liberation.fr1 août 2018

[Macronneries et barbouzeries](#)

Pourquoi les médias-oligarques ont-ils déclenché l'affaire et l'ont-ils entretenue quotidiennement depuis le 18 juillet ?

- Affaire Benalla : Macron réinvente la saga de l'été - Le Point.fr 31.07

De nombreux lecteurs se plaignent apparemment que l'affaire Benalla soit montée en épingle par la presse. De telles récriminations me surprennent. Je suis le premier à critiquer les journalistes, leurs œillères et leurs biais, mais je trouve pour une fois qu'ils font leur travail.

« Ça se contredit, ça crée le doute et ça sent l'enfumage »

Si la presse en fait tant, c'est peut-être aussi que la moindre intervention d'un protagoniste de l'affaire lui redonne du grain à

moudre. Chaque justification rallume l'incendie au lieu de l'éteindre : ça ne colle jamais, ça se contredit, ça crée le doute et ça sent l'enfumage. Entre l'autosabotage de la commission d'enquête au Palais-Bourbon, les trous de mémoire du ministre de l'Intérieur et la défense énigmatique du président qui se plaint d'avoir été trahi, fait applaudir le traître puis crie à la tempête dans un verre d'eau tout en réclamant qu'on vienne le chercher, tout dans cette histoire donne l'impression d'une plomberie qui fuit et d'un mystère inviolé. Le Point.fr 31.07

- La révision constitutionnelle star malgré elle des motions de censure - Le HuffPost 31 juillet 2018

En théorie, c'est d'elle que les députés auraient du débattre pendant cette session extraordinaire. Mais l'examen de la révision constitutionnelle a été suspendue il y a dix jours par l'affaire Benalla.

En réalité, cette réforme n'a jamais été bien loin des discours qui se sont succédés pendant près de trois heures. Car si les opposants à la réforme ont obtenu temporairement une pause dans ce débat, et ont revendiqué à ce titre une victoire, ils réclament l'enterrement définitif. Au minimum, les communistes et la France insoumise réclament qu'un référendum soit organisé pour la voter.

Sur Twitter.

1- Tout comme les LR, la FI se félicite que l'"affaire Benalla" entraîne le report de l'examen de la révision constitutionnelle. C'est donc ça. - Nathalie Loiseau

2- Les choses sont claires : la droite et la gauche conservatrices (affublées de leurs extrêmes) visent l'échec de la réforme constitutionnelle. - Florian Bachelier

3- Les masques tombent : l'opposition voit dans cette affaire #Benalla un prétexte pour refuser la réforme constitutionnelle. Stop à l'instrumentalisation ! - Pascale F. Personne

"Nous ne courberons pas l'échine face à ce projet de révision constitutionnelle qui a été ajourné et que vous seriez bien inspiré d'abandonner", a lancé le président des Républicains à l'Assemblée Christian Jacob estimant qu'il est "urgent de résister à la tendance d'un pouvoir technocratique".

"La France a besoin de contre-pouvoirs. L'Assemblée Nationale est le premier de ces contre-pouvoirs", a repris le député LR qui dénonce depuis des semaines un projet qui va réduire le nombre de députés et ne vas pas redonner du poids au Parlement.

Mais La République en marche aurait tort de balayer les derniers jours d'un revers de main. Car même ses alliés veulent tirer les leçons de l'affaire Benalla. "Ce texte constitutionnel, perfectible, pourra être amélioré à la lumière estivale des événements récents pour que force reste à la loi et que tout pouvoir soit équilibré par des contre-pouvoirs", a lancé à la tribune le député Modem Patrick Mignola.

Son collègue Franck Riester, président du groupe UDI-Agir, a lui aussi dénoncé le fait que depuis trop longtemps "les pouvoirs du Parlement ont été détournés au profit de ceux du président de la République". "Monsieur le premier ministre et Madame la Gardes des sceaux, il est encore temps d'améliorer le contenu des projets de loi, a-t-il estimé. Donnons nous les moyens de garantir mieux la séparation des pouvoirs et l'équilibre des institutions ce qui n'est pas suffisamment le cas dans les textes présentés. Faute d'évolution des textes, notre groupe serait dans l'incapacité à voter la réforme."

En théorie, l'examen doit reprendre à la rentrée. Toutefois la conférence des présidents de l'Assemblée qui établit l'ordre du jour du Palais Bourbon a préféré ne pas évoquer le sujet ce mardi. On ne sait donc pas quand le débat explosif sur la Constitution va reprendre. Il est bien la première victime de cette affaire Benalla. Le HuffPost 31 juillet 2018

Quand la droite détient le pouvoir politique, elle gouverne pour le compte des capitalistes, et quand c'est la gauche qui y est, elle gère les affaires courantes moyennant rémunération et autres avantages en nature en attendant que la droite la remplace et ainsi de suite. La gauche n'est rien d'autre que le supplétif de la droite, elle prend le relais, ils se passent et repassent le témoin et la vie continue comme avant.

Quand ni l'un ni l'autre ne peut faire l'affaire, l'affaire se corse. Ils ont le choix entre recourir au centre constitué d'une alliance d'un pan de la droite et de la gauche qui se retrouveront dans une coalition qui ne veut pas dire son nom pour poursuivre la politique de la droite, et l'extrême droite dont les dirigeants sont si médiocres ou débiles qu'ils hésiteront à deux fois avant de faire appel à ses services sous peine de déclencher une guerre civile qu'ils ne contrôlèrent pas forcément.

En principe, en recourant au centre, ils disloquent la droite et la gauche au profit des extrêmes, l'extrême droite et l'extrême gauche, un risque qu'ils peuvent assumer parce qu'ils sont neutralisés également, c'est ce qu'on peut observer quotidiennement, le centre appliquant une partie du programme de l'extrême droite, tandis que l'extrême gauche liée à la gauche qu'elle a

idéalisée pendant près d'un siècle, est incapable de l'assumer et se déchirent, se divisent à l'infini de sorte qu'elle demeure marginal ou inaudible.

Vous vous souvenez peut-être des causeries dans lesquelles j'insistais sur la nécessité de faire l'inventaire de la lutte de classe depuis au moins 1945, histoire d'y voir plus clair, de remettre chacun à sa place, de repérer les erreurs qui ont été commises ou les trahisons, pour repartir sur des bases saines, et bien à ce jour personne à l'extrême gauche n'a voulu se livrer à cet exercice salutaire, le reste est à l'avenant et il ne faut pas s'en étonner.

Personnellement j'ai préféré rompre avec tous ces courants politiques plutôt que continuer à avaler des couleuvres comme disent certains militants, à un moment donné on n'a plus le choix. Qu'aucun militant, cadre ou dirigeant me rejoigne ou partage mes analyses, peu importe, c'est dommage, je ne cautionnerai plus des dirigeants et des partis qui ont failli ou pire encore, et qui continuent de tenir le même discours comme si de rien n'était, c'est tellement insensé ou grotesque, contraire à ma conception du combat pour le socialisme ou pour notre émancipation, qu'une autre attitude reviendrait à renier mes principes ou mon idéal, les seules choses qui donnent encore un sens à ma vie.

Au lieu de reconnaître nos faiblesses, nos lacunes, nos erreurs, nos errements, on s'est enfoncé jusqu'au cou dans le déni, le mensonge, la mégalomanie, on s'est autodétruit, on a tout abîmé, on a tout gâché. Le sursaut viendra peut-être des nouvelles générations de militants, les autres sont usées, foutues.

En complément

- 61% des Français pensent que Macron doit s'expliquer devant une commission d'enquête - Le HuffPost 01.08

Encore une manipulation ou comment les instituts de sondages vous prennent pour des cons sachant qu'elle ne serait pas indépendante !

- La popularité de Macron au plus bas après l'affaire Benalla - Le HuffPost 01.08

Pour les curieux : 27%.

- Nicolas Hulot dégringole dans le palmarès des politiques préférés des Français - Le HuffPost 01.08

Il est toujours millionnaire au moins ? Ouf !

Voyous, barbouzes, cow-boys, justiciers, miliciens, nervis...

- Benalla et Crase, les deux cow-boys de l'Élysée rattrapés par le colt - Liberation.fr 1 août 2018

Les nouvelles révélations sur les armes détenues par les deux comparses soulèvent de nombreuses questions sur leur acquisition. Et les complicités dont le duo a pu bénéficier.

Un coffre-fort contenant des armes de poing et un fusil à pompe disparaissant mystérieusement du domicile d'Alexandre Benalla juste avant sa perquisition. La confirmation que son compère Vincent Crase portait bien un Glock à la ceinture sans la moindre autorisation lors des manifestations du 1er Mai. Et des pistolets déclarés à la préfecture de police par La République en marche mais portés illégalement à l'extérieur des locaux du parti... Les dernières révélations du Canard enchaîné et du Monde soulèvent de nombreuses questions sur la passion des armes à feu que nourrissaient les deux cow-boys de l'Élysée, et l'impunité dont ils ont pu bénéficier.

Les pistolets de LREM

Des armes ont-elles été détenues illégalement au siège de LREM ? Selon le Monde, trois pistolets, dont un Glock 17, auraient été découverts au siège du parti présidentiel. Des armes «non déclarées», selon le quotidien, qui précise qu'une demande d'autorisation a été envoyée à la préfecture de police mais que celle-ci est restée lettre morte en raison d'un dossier incomplet. La situation est en réalité plus complexe.

Selon nos informations, le parti a bien été autorisé par la préfecture à détenir trois armes au sein de ses locaux afin d'assurer la sécurité des lieux, comme le permet la loi en cas de risque «exceptionnel». Mais la demande était en cours de régularisation en raison du déménagement du siège de LREM, transféré en septembre du sud au centre de Paris. Depuis qu'une enquête judiciaire a été ouverte, il n'y a pas eu de perquisition au siège du parti, mais les policiers de la PJ parisienne, saisis des investigations, se sont fait remettre le 21 juillet des documents relatifs aux conditions dans lesquelles Vincent Crase était autorisé à détenir une arme. Dans ce cadre, comme en attestent des mails entre LREM et la préfecture versés à la procédure, il est apparu que le parti

avait effectivement demandé des autorisations, mais l'information judiciaire doit désormais déterminer si toutes les formalités administratives ont été correctement remplies.

Le Glock 17 de Vincent Crase

Seule certitude : même en cas de feu vert préfectoral, ces armes ne pouvaient en aucun cas quitter les locaux. C'est pourtant bien l'un de ces pistolets, le Glock 17, que Vincent Crase portait à la ceinture lors des manifestations du 1er Mai.

Pendant plusieurs jours, l'ancien gendarme réserviste invité par Alexandre Benalla sur l'opération de maintien de l'ordre a nié l'évidence. Comme l'avait révélé Libé, il était toutefois possible de distinguer assez nettement, sur certaines vidéos, un holster (étui) d'arme à feu et la forme d'une crosse d'arme de poing à la ceinture de Crase ce 1er Mai. Après avoir à nouveau démenti lors de sa garde à vue, il a fini par reconnaître avoir porté un Glock 17 ce jour-là. « Cette arme n'est pas à mon nom, elle appartient à LREM, elle est réservée pour la défense du site LREM », a-t-il précisé face aux enquêteurs, selon le Monde.

Vincent Crase n'a pourtant plus aucune autorisation de port d'arme depuis juin 2017, détail qui ne l'a pas empêché de continuer à s'entraîner dans un stand de tir privé à Paris et de se comporter avec un « vrai sentiment d'impunité », selon un de ses proches, n'hésitant pas à sortir calibré en toute illégalité. « J'ai toujours une arme sur moi, c'est une habitude de travail et de sécurité », s'est justifié benoîtement le comparse de Benalla, dont la présence ce 1er Mai n'avait par ailleurs jamais été déclarée à la direction de la préfecture de police de Paris, comme l'a révélé la commission d'enquête parlementaire.

Mis en examen pour « port prohibé d'arme de catégorie B », Vincent Crase vient d'être licencié de LREM. Mais l'ex-détective privé féru d'armes à feu, également détenteur d'un fusil sans permis selon le Monde, est encore loin d'avoir livré tous ses secrets.

L'armoire forte de Benalla

La scène, savoureuse, a été racontée par le Canard enchaîné. Le 20 juillet, les policiers de la BRDP se rendent à Issy-les-Moulineaux (Hauts-de-Seine) pour perquisitionner le domicile d'Alexandre Benalla, placé en garde à vue quelques heures plus tôt. Mais faute de parvenir à crocheter la serrure, ils décident d'apposer un simple scellé sur la porte et de revenir le lendemain matin avec les équipements adéquats. Sauf qu'entre-temps, l'armoire forte contenant trois pistolets et un fusil à pompe Remington s'est brusquement volatilisée. « Elle a dû être emmenée en lieu sûr par une personne », a expliqué sans rire l'ancien chargé de mission d'Emmanuel Macron, évoquant l'intervention d'un « ami » pour justifier cette disparition hallucinante. Selon l'Obs, ce mystérieux émissaire aurait visité son appartement entre le 19 et le 21 juillet afin de mettre certains objets en « lieu sûr », dont les armes à feu. Une volonté de faire le « ménage » simplement destinée, selon Benalla, à éviter toute incursion inopportune à son domicile, notamment de certains journalistes ayant repéré son adresse. Rien à voir, selon lui, avec une bonne vieille opération de barbouzes.

Escroquerie politique. LFI, ces "opposants" qui se fondent dans les institutions de la Ve République.

- « L'affaire Benalla a révélé le manque de pouvoir du Parlement » - Liberation.fr 01.08

Le député La France insoumise de Seine-Saint-Denis Eric Coquerel a toujours été contre le projet de révision constitutionnelle. Après l'affaire Benalla, le texte a été reporté sine die, une décision positive pour l'écu qui juge « impensable d'adopter une loi institutionnelle alors même que les institutions sont mises à mal ». (Sinon il ne serait pas contre, c'est ce que cela signifie, non ? A trop causer, ils se démasquent eux-mêmes ces charlatans. Il aurait préféré que les institutions se portent mieux, quelle noble intention ! Comme dirait l'autre, pour parler vulgairement on en aurait pris davantage dans la gueule, merci monsieur Coquerel. - LVOG)

Dans quelle mesure le report de la révision constitutionnelle est-il lié, selon vous, à l'affaire Benalla ?

Même si je reste convaincu qu'il s'agissait dès le départ d'une mauvaise réforme qui affaiblirait les pouvoirs de l'Assemblée nationale, il est vrai que l'affaire Benalla-Macron rendait son examen impossible. Il est tout à fait impensable d'adopter une loi institutionnelle, alors même que les institutions sont mises à mal, c'est contradictoire. D'ailleurs, cette affaire a souligné deux problèmes : le contournement absolu de l'Etat, de la police et des autres institutions par Emmanuel Macron, en direct de l'Elysée. Elle a également révélé le problème actuel de notre pays, qui est le manque de pouvoir du Parlement. (Non, sans blague, cela dure depuis 1958, il n'en a jamais eu ! Quand je vous dis qu'ils n'en ont rien à foutre de notre sort, en sortant une telle connerie il le prouve. - LVOG)

Que reprochez-vous à ce projet avorté ?

Une réforme qui visait à diminuer encore le pouvoir du Parlement, c'était complètement indécent, surtout dans ces conditions-là. Mais sans Benalla, les oppositions se seraient malgré tout positionnées contre ce projet, car l'affaire révèle qu'on est face à une concentration de pouvoirs au-dessus de toutes les institutions légales. En ce sens, le projet de révision constitutionnelle

cadre totalement avec la façon de faire d'Emmanuel Macron : une vision du pouvoir très dirigiste et personnelle. Cette réforme visait sans nul doute à entériner le souhait du président de la République de contourner encore l'obstacle que peut représenter l'Assemblée nationale dans la réalisation de son projet. S'il voyait cette réforme comme la clôture triomphale de sa première année à l'Elysée, elle a en fait été son premier couac notable. Et cela peut avoir des conséquences sur la suite des réformes qu'il espérait mettre en place. (Que des lieux communs ou parler pour ne rien dire. - LVOG)

Craignez-vous que l'exécutif tente de passer en force les mesures phares (baisse du nombre de parlementaires, non-cumul dans le temps, proportionnelle) qui ne nécessitent pas de modifier la Constitution ?

Le gouvernement serait très mal inspiré de s'embarquer là-dedans. Cela voudrait dire qu'il est complètement rétabli de la crise, et je ne pense pas que ce sera le cas à la fin de l'été. S'il voulait passer en force, il commettrait là une très lourde erreur. D'autant que je ne pense pas que le Sénat le suive : si le débat reprend à la rentrée, je doute que le texte soit adopté par les sénateurs. Jusqu'à maintenant, le Sénat à majorité Les Républicains (LR) hésitait et cette affaire l'a fait basculer dans l'opposition. Cela explique peut-être les déclarations de Richard Ferrand selon lesquelles le gouvernement n'a pas remis l'examen du texte à l'ordre du jour de la rentrée.

Les députés de la majorité se sont dits soudés au sortir de cette séquence. Avez-vous échoué à les faire douter ?

Cette affaire a créé un isolement des macronistes à l'Assemblée. Au début du quinquennat, les marcheurs profitaient de la position floue, voire ambiguë de certains groupes, qui ne savaient pas se situer par rapport à la majorité LREM-Modem écrasante. Je pense notamment au groupe Nouvelle Gauche. Au moment du vote de confiance au gouvernement, ils se sont largement abstenus, alors que les élus UDI-Agir ont voté en faveur du gouvernement d'Edouard Philippe. Les marges, qui faisaient un peu tampon, n'existent plus, elles sont complètement passées dans l'opposition. Liberation.fr 01.08 (Opposition stérile, ainsi le veut la Constitution de la Ve République qui doit être abolie, discours qu'on n'a pas entendu dans sa bouche. - LVOG)

En complément.

- Censure: Philippe dénonce "une instrumentalisation politique" et promet de ne pas "ralentir" - AFP 31.07

- Benalla: Philippe accuse l'opposition de chercher l'immobilisme - Reuters 31.07

Médias alternatifs. Comme ils les aiment finalement les multinationales du CAC40.

- Le véritable bilan annuel des grandes entreprises françaises - bastamag.net 28.06.2018

Extrait. Si l'on regarde la réalité des chiffres et des faits, Danone se situe dans la moyenne en terme de redistribution de ses profits aux actionnaires. Elle fait partie des multinationales tricolores qui possèdent la plus grosse proportion de filiales dans les paradis fiscaux. En terme de rémunérations, elle est l'un des groupes les plus inégalitaires du CAC40. Son effectif en France a chuté de 9% depuis 2010 alors même que son chiffre d'affaires augmentait de 45%. (Normal, il le réalise en très grande partie hors de France! Lire plus loin, ils le disent eux-mêmes ! - LVOG)

Danone contribue à l'envahissement du monde et des océans par le plastique, n'apportant que des réponses partielles et imparfaites en matière de recyclage. Le groupe agro-alimentaire a réduit ses émissions de gaz à effet de serre et affiche des objectifs ambitieux dans ce domaine, mais l'industrie laitière reste l'une des principales sources mondiales de gaz à effet de serre. bastamag.net 28.06.2018

LVOG - Là cela tourne à la chronique des chiens écrasés, excusez-moi, des vaches écrasées ! On pourrait aussi supprimer les vaches et le lait pour atteindre ces " objectifs ambitieux " ! Ils répriment une multinationale, pourquoi, il faudrait en attendre autre chose ? C'est à croire qu'ils les aiment plus qu'ils ne souhaitent leur nationalisation ou socialisation, non ? Ah ces braves révolutionnaires !

- Une multinationale coûte en moyenne 300 millions d'euros par an à la collectivité - bastamag.net 9 juillet 2018

Extrait. Admettons que les politiques de soutien à la compétitivité de nos entreprises soient coûteuses. Sont-elles au moins efficaces ? Les chiffres que nous avons collectés pour le « véritable bilan annuel » suggèrent que non. Toutes les entreprises de notre échantillon (Total, Michelin, Renault, EDF et Sanofi), à l'exception d'EDF, ont vu leur effectif en France diminuer depuis 2010, alors même que leur effectif mondial et leur chiffre d'affaires cumulé croissaient de plus de 10 % sur la même période. Une tendance que l'on retrouve à l'échelle de tout le CAC40, qui a vu ses effectifs en France baisser de 20 % depuis 2010, malgré un chiffre d'affaires en hausse. Sur la même période, les dividendes ont bondi de 44 %. Soit une privatisation des bénéfices, et une socialisation des coûts... bastamag.net 9 juillet 2018

LVOG - On croirait entendre le "produisons français" des staliniens, non ? Eh oui, il y en a qui en sont encore là ! Et quelle en est la signification politique ?

Si au moins les multinationales du CAC40 augmentaient leurs effectifs en France, si au moins elles se montraient encore plus généreuses envers leurs salariés en terme de rémunération et autres avantages, ces derniers mériteraient de figurer parmi l'aristocratie ouvrière... au même titre que ces idiots utiles du régime !

ACTUALITE EN TITRES

Ca baigne ! Je sens que le jour de la révolution approche camarades trotskystes...

Vous aurez compris que je me fous d'eux...

- +18,9 % - Liberation.fr 01.08

C'est la hausse des immatriculations de voitures particulières neuves en France en juillet sur un an, selon des chiffres provisoires publiés mercredi... Liberation.fr 01.08

A chaque impérialiste son près carré.

- Pékin met en garde contre toute ingérence étrangère au Cambodge - Reuters 1 août 2018

- La Turquie menace les Etats-Unis de mesures de rétorsion après les sanctions américaines - AFP 1 août 2018

Stratégie de la tension, du chaos.

- La chute de Maduro "est proche", juge le président colombien - AFP 1 août 2018

- Nicaragua: Ortega rend hommage à l'armée, l'opposition manifeste à nouveau - AFP 1 août 2018

Au lendemain d'une série d'entretiens où il s'est montré inflexible, le président nicaraguayen Daniel Ortega rend hommage mardi à l'armée, restée pour l'heure en marge de la crise, tandis que l'opposition manifeste à nouveau. AFP

Le clan de la guerre ne désarme pas.

- Trump cherche à créer des divisions, accuse la star du basket LeBron James - AFP 1 août 2018

- L'Union inflige des sanctions à six entreprises russes - Reuters 1 août 2018

L'Union européenne a infligé mardi des sanctions à l'encontre de six sociétés russes à qui elle reproche d'avoir contribué à la construction d'un pont reliant la Crimée au territoire russe, un ouvrage que le bloc juge illégal. Reuters 1 août 2018

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Syrie

1.1- Les Émirats, premier État à rouvrir son ambassade à Damas - Réseau Voltaire 1er août 2018

Selon l'agence Fars, suite à une réunion entre les deux chefs des services de Renseignement émirati et syrien, les généraux Mahamat Al-Chamsi et Ali Mamlouk, la décision de rouvrir l'ambassade des Émirats arabes unis à Damas aurait été prise.

Les Émirats, qui ont déjà rouvert une correspondance aérienne avec Damas.

Cheik Mohammed ben Zayed Al Nahyane (photo), le cadet du souverain et homme fort du pays, aurait décidé de souffler la politesse aux Occidentaux.

À l'initiative du Royaume-Uni et de la France, la presque totalité des ambassades en Syrie ont été fermées dès le début de la guerre. Réseau Voltaire 1er août 2018

1.2- Les armes lourdes iraniennes retirées à 85 km du Golan, dit Moscou - Reuters 01.08

Les forces iraniennes ont retiré leurs armes lourdes à 85 km de la ligne de démarcation avec les hauteurs du Golan contrôlées par Israël, a déclaré l'émissaire du président russe pour la Syrie, que cite mercredi l'agence de presse russe Tass. Reuters 01.08

1.3- Les va-t-en guerre qui refusent la paix en Syrie y croient encore, à l'instar de leur porte-parole, l'Agence Française de Propagande de l'Otan.

Grille de lecture.

Fake news, amalgame, désinformation.

Vous constaterez que l'AFP ne cherche même plus à sauver les apparences, ils vont jusqu'à nommer rebelle une coalition dans laquelle figurent les barbares issus d'Al-Qaïda. Lisez, c'est écrit en toutes lettres.

- Syrie: nouvelle coalition de rebelles à Idleb, dans le viseur du régime - AFP 2 août 2018

Des groupes rebelles dans le nord-ouest de la Syrie ont annoncé mercredi la formation d'une nouvelle coalition, alors que le président Bachar al-Assad avait récemment mis en garde que la province d'Idleb était sa nouvelle priorité.

Située près de la frontière turque dans le nord-ouest syrien, la province d'Idleb est dominée par l'organisation jihadiste Hayat Tahrir al-Cham (HTS), formée par l'ex-branche syrienne d'Al-Qaïda.

La région accueille également une multitude de groupes rebelles, puisque c'est là que sont envoyés les combattants insurgés des autres régions de Syrie à mesure qu'elles sont reconquises par le pouvoir de Damas.

Le "Front national de libération" a été formé pour regrouper le Front syrien de libération --coalition qui regroupe déjà les deux poids lourds Ahrar al-Cham et Nouredine al-Zinki-- et quatre autres factions rebelles.

La nouvelle coalition comprend par ailleurs le puissant groupe rebelle Jaich al-Ahrar, influent dans la province d'Idleb, et qui par le passé avait tissé des alliances avec Hayat Tahrir al-Cham.

"La Turquie cimente encore un peu plus son influence à Idleb, au moment où les groupes armés de l'opposition --à l'exception de HTS-- cherchent à dissuader le régime", a réagi sur son compte twitter l'expert sur la Syrie Charles Lister.

Moscou, allié indéfectible du régime, a temporisé mardi la possibilité d'une offensive contre Idleb.

"Il n'est pas question et il ne peut pas être question pour le moment d'une offensive d'ampleur à Idleb", a affirmé l'émissaire russe pour la Syrie, Alexandre Lavrentiev.

Le chef de l'opposition syrienne en exil, Nasr al-Hariri, avait également exclu une offensive gouvernementale contre Idleb, lors d'un récent entretien avec l'AFP.

Déclenché en 2011, le conflit en Syrie s'est complexifié au fil des ans avec l'implication de pays étrangers et de groupes jihadistes, sur un territoire de plus en plus morcelé. (Euphémisme et glissement sémantique à l'annonce de la fin de cette guerre impérialiste que l'AFP a soutenue contre la Syrie. - LVOG)

Qui est Charles Lister, cet expert sur la Syrie auquel l'AFP fait référence ?

- Trump's Syria Strategy Would Be a Disaster Charles Lister - foreignpolicy.com 17 November 2016

Traduction : La stratégie de Trump en Syrie sera désastreuse.

Normal quand la guerre c'est la paix (G. Orwell - 1984) !

Charles Lister travaille pour trois think tanks néoconservateurs : Foreign Policy, Brookings Doha Center, The Brookings Institution.

Brookings Institution.

L'Institution s'est donnée pour mission de « fournir des recommandations imaginatives et pratiques sur trois grands points : affermir la démocratie américaine ; améliorer le bien-être économique et social, la sécurité et les opportunités de tous les Américains ; et de sécuriser un système international plus ouvert, plus sûr, plus prospère et coopératif. »

La Brookings Institution est un think tank américain ayant son siège à Washington

Avant de prendre sa retraite en tant que général quatre étoiles du United States Marine Corps, le président de Brookings, John R. Allen, fut commandant de la Force internationale d'assistance et de sécurité de l'OTAN et des forces américaines en Afghanistan. Son précédent président Strobe Talbott [archive] fut ministre adjoint des Affaires étrangères de Bill Clinton. wikipédia.org

Voilà le monde auquel appartient l'AFP, le pire d'entre tous, qui fournit quotidiennement les matériaux et l'orientation politique qui sont repris comme tels par l'ensemble des médias en France, presse écrite, radio, télévision.

2- Zimbabwe

2.1- Zimbabwe: le pays dans l'attente des résultats de la présidentielle, l'UE livre son rapport - AFP 1 août 2018

Les observateurs de l'Union européenne (UE) doivent faire connaître mercredi leur rapport sur l'élection présidentielle au Zimbabwe, tandis que le pays s'installe dans une attente tendue avant la proclamation des résultats, prévue vendredi ou samedi.

L'opposition a revendiqué dès mardi la victoire de son candidat Nelson Chamisa dès le premier tour de la présidentielle la veille, face au chef de l'Etat sortant Emmerson Mnangagwa.

Une proclamation qui a suscité la colère du gouvernement qui a menacé d'arrestations ceux qui annoncent des résultats alors que le décompte traîne en longueur.

Lundi, les Zimbabweens se sont rendus en masse et dans le calme aux urnes pour élire leurs président, députés et conseillers municipaux, lors des premiers scrutins depuis la chute de Robert Mugabe, tombé en novembre après trente-sept ans au pouvoir.

La présidentielle se joue entre Emmerson Mnangagwa - ancien bras droit de Robert Mugabe et membre de la Zanu-PF, au pouvoir depuis l'indépendance en 1980 - et Nelson Chamisa du Mouvement pour le changement démocratique (MDC).

"Les résultats montrent au-delà de tout doute raisonnable que nous avons gagné les élections et que le prochain président du Zimbabwe est Nelson Chamisa", a déclaré un haut responsable du MDC, Tendai Biti, expliquant se baser sur les informations des agents électoraux du parti.

De son côté, M. Mnangagwa, qui a succédé à Robert Mugabe à la faveur d'un coup de force militaire, s'est dit confiant de l'emporter.

"Les informations obtenues par mes représentants sur le terrain sont extrêmement positives", a-t-il assuré sur Twitter.

La menace, semble-t-il, d'un haut responsable du MDC de donner le détail de "ses résultats" a provoqué les foudres du ministre de l'Intérieur, Obert Mpofu, qui s'est dit prêt à "envoyer en prison" ceux qui seraient tentés de donner des chiffres.

"Je suis sûr que personne ne souhaite provoquer les foudres de la loi", a-t-il lâché.

Les résultats de la présidentielle ne seront pas connus avant vendredi ou samedi, a prévenu la commission électorale (ZEC).

Si aucun candidat n'obtient la majorité absolue, un second tour sera organisé le 8 septembre.

Le retard pris par la commission suscite les pires inquiétudes de l'opposition, qui n'a cessé de dénoncer pendant la campagne

la "partialité" et le manque de transparence de la ZEC.

"Il y a un retard délibéré dans l'annonce des résultats. Ce retard est totalement inacceptable", a estimé Tendai Biti.

Pendant ce temps, devant le siège du MDC, des partisans de l'opposition criaient victoire en brandissant des affiches "Votez Nelson Chamisa", tandis que des policiers équipés de canons à eau patrouillaient à proximité.

Aucun incident n'a été signalé depuis la fin du scrutin, contrairement aux élections de l'ère Mugabe.

Mais l'opposition est sur ses gardes, victime ces dernières décennies d'élections truquées et entachées de violence.

Le président Mnangagwa, soucieux de se démarquer, a promis cette année des scrutins libres, justes et transparents et a invité, pour la première fois en seize ans, des observateurs électoraux occidentaux.

L'Union européenne doit présenter mercredi un premier rapport très attendu.

La ZEC de son côté a affirmé mardi que les élections n'avaient été entachées d'"aucune fraude".

"Nous, à la commission électorale du Zimbabwe, ne volerons pas le choix" des électeurs, "quel qu'il soit", a assuré mardi sa présidente Priscilla Chigumba.

Dans les rues d'Harare, des habitants s'inquiétaient cependant des réactions du parti au pouvoir en cas de défaite.

"Il est exclu que la Zanu-PF accepte" la victoire du MDC, a estimé Tracy Kubara, une commerçante de 26 ans.

Mais si le MDC est déclaré vaincu, "les gens descendront à coup sûr dans la rue parce qu'ils sont avides de changement", a-t-elle ajouté.

Selon le cabinet BMI Risk Consultancy basé à Londres, la défaite éventuelle du parti gouvernemental pourrait provoquer "une intervention de l'armée pour sécuriser le pouvoir pour la Zanu-PF".

Depuis son indépendance, le Zimbabwe n'a connu que deux chefs de l'Etat, tous les deux issus du même parti, la Zanu-PF. D'abord M. Mugabe, contraint à la démission en novembre dernier à l'âge de 93 ans, puis M. Mnangagwa, son ancien vice-président.

M. Mnangagwa, 75 ans, a promis un "nouveau Zimbabwe" et la relance de l'économie, au bord de la faillite.

M. Chamisa, âgé de 40 ans et sans grande expérience politique, a lui fait de sa jeunesse son arme principale pour séduire un électorat en quête de sang neuf. AFP 1 août 2018

2.2- Zimbabwe: l'armée tire à balles réelles contre des partisans de l'opposition - AFP 1 août 2018

Des militaires ont tiré à balle réelle mercredi à Harare contre des partisans de l'opposition, qui dénoncent des fraudes lors des élections générales de lundi, les premiers scrutins depuis la chute du président Robert Mugabe en novembre, a constaté un photographe de l'AFP.

Des chars et des camions transportant des militaires circulaient dans les rues de la capitale à proximité des bureaux où est réunie la commission électorale, qui a annoncé la victoire aux législatives du parti au pouvoir, la Zanu-PF. AFP 1 août 2018

2.3- Après les élections, le Zimbabwe sombre dans la violence euronews 1 août 2018

A peine les premiers résultats électoraux annoncés au Zimbabwe, l'armée a tiré contre des partisans de l'opposition à Harare, la capitale. Bilan : au moins trois morts. L'opposition conteste les résultats des législatives qui donnent la victoire au parti du président Mnangagwa, qui a succédé à Robert Mugabe.

"Aujourd'hui, nous avons vu le déploiement de chars de l'armée et des tirs à balles réelles sur des civils sans raison apparente, a réagi Nkululeko Sibanda, le porte-parole du MDC, le Mouvement pour un changement démocratique. Les civils sont fondés à exiger le respect de leurs droits de manière légale. Tout désordre public doit être traité par les policiers qui sont les mieux formés pour ces opérations. Les soldats sont formés pour tuer en temps de guerre."

Ces violences rappellent celles de l'ère Mugabe, fréquentes après les élections. Les observateurs de l'Union européenne ont dénoncé un scrutin inéquitable. Les résultats de la présidentielle qui se tenait aussi lundi ne sont pas encore connus. Pour le chef de l'opposition, aucun doute : ils seront truqués. euronews 1 août 2018

3- Comores

- Comores: le référendum qui renforce les pouvoirs du président plébiscité - AFP 31 juillet 2018

Les Comoriens ont approuvé à une écrasante majorité de plus de 92% une réforme constitutionnelle très controversée qui permet au président de briguer un deuxième mandat consécutif, selon les résultats officiels d'un référendum organisé lundi et boycotté par l'opposition. (Au Comores ou ailleurs en Afrique, quand un président veut "briguer un deuxième mandat consécutif" ou un troisième, c'est "très controversée", autrement dit illégitime, mais pas en France où la monarchie est héréditaire... depuis Clovis ! - LVOG)

"Je vous donne les résultats au niveau national. Oui: 172.240, soit 92,74%. Non: 13.338, soit 7,26%", a annoncé le président de la commission, Ahmed Mohamed Djaza, lors d'une conférence de presse à Moroni.

La participation au référendum, organisé dans le petit archipel de l'océan Indien à l'histoire politique mouvementée, est de 63,9%, a-t-il ajouté.

La réforme plébiscitée lundi renforce ses pouvoirs, en lui permettant de briguer deux mandats de cinq ans consécutifs, contre un seul actuellement.

La réforme supprime aussi les trois postes de vice-président et la Cour constitutionnelle, plus haute instance judiciaire. Elle fait également de l'islam la "religion d'Etat" de ce pays de moins de 800.000 habitants, à 99% musulmans.

L'opposition n'était pas joignable immédiatement après l'annonce définitive des résultats, mais dans la journée, alors que le "oui" était déjà largement en tête, elle avait crié au "trucage".

"Quels résultats ! Un scrutin truqué, des chiffres préfabriqués, voilà la consultation populaire du président Azali", avait réagi le secrétaire général du parti Juwa, Ahmed el-Barwane, interrogé par l'AFP. Quelques minutes plus tard, il a été arrêté par des gendarmes alors qu'il circulait à Moroni, a affirmé son entourage.

L'annonce des résultats du référendum n'a provoqué aucune réaction dans la capitale Moroni, qui vaquait à ses occupations habituelles mardi soir.

L'opposition, qui dénonce les "abus de pouvoir" d'Azali Assoumani depuis des mois (opposants arrêtés, leader assigné à résidence, Cour constitutionnelle suspendue), avait décidé de ne pas faire campagne et appelé à boycotter le scrutin.

Dans les nombreux bureaux de vote visités par les journalistes de l'AFP lundi, les électeurs s'étaient faits rares, avec souvent moins d'un quart de votants une heure avant la fin du vote.

Un constat partagé par les observateurs de la Force en attente de la région Afrique de l'Est (EASF).

"Dans la plupart des bureaux visités, il y avait moins de 20 électeurs qui attendaient. Mais quand on repassait une heure plus tard, on constatait soudain un afflux de bulletins dans l'urne", a déclaré à l'AFP Jules Hoareau de la mission de l'EASF. "Cela n'a pas de sens", a-t-il ajouté.

Il a aussi dénoncé le fait que "dans tous les bureaux visités" par l'EASF, "les représentants des partis n'ont pas été autorisés à signer les procès-verbaux", ce qui met "en doute la crédibilité du processus électoral".

Le président Azali, âgé de 59 ans et dont le mandat expire en 2021, avait prévenu qu'en cas de victoire du "oui," des élections anticipées seraient organisées en 2019.

Maintenant que sa réforme a été adoptée, il pourra, à condition de remporter les élections, rester au pouvoir jusqu'en 2029.

Le référendum modifie la fréquence de la présidence tournante en vigueur depuis 2001, qui a permis de stabiliser les Comores, théâtre de nombreux coups d'Etat et de crises séparatistes depuis son indépendance de la France en 1975.

La Constitution établissait une présidence tous les cinq ans entre les trois îles formant l'Union des Comores (Grande-Comore,

Mohéli et Anjouan).

Au terme de son mandat de cinq ans, le président ne pouvait pas se représenter immédiatement. Il devait attendre que ce soit le tour de son île pour briguer de nouveau la fonction suprême. Après l'adoption du référendum, cette disposition a sauté. AFP 31 juillet 2018

4- Afrique du Sud

- Afrique du Sud: L'ANC va amender la constitution pour les expropriations - Reuters 31 juillet 2018

Le président sud-africain Cyril Ramaphosa a annoncé mardi que le Congrès national africain (ANC, au pouvoir) allait procéder à un amendement de la Constitution afin de permettre des expropriations agricoles sans compensation.

Cette annonce intervient après l'annonce par l'ANC en mai qu'elle allait "tester l'argument" selon lequel la loi en vigueur autorisait une redistribution des terres sans compensation.

Il est devenu clair que notre peuple souhaite que la constitution soit plus explicite concernant l'expropriation terrienne sans compensation comme cela a été montré lors des auditions publiques", a dit Ramaphosa dans une allocution enregistrée.

"Suivant la procédure parlementaire, l'ANC va finaliser les amendements proposés à la constitution qui soulignent plus clairement les conditions dans lesquelles les expropriations de terres sans compensation seront effectuées", a-t-il ajouté.

La majeure partie des terres sont détenues par les Blancs et cette question apparaît comme une survivance de l'époque de l'apartheid 25 ans après l'abolition de ce régime de ségrégation.

Depuis la fin de l'apartheid en 1994, l'ANC s'en est tenu à la politique du "vendeur volontaire - acheteur volontaire" par lequel le gouvernement achetait des exploitations agricoles appartenant aux Blancs pour les redistribuer aux Noirs. Reuters 31 juillet 2018

Les redistribuer... au noir, à ses amis de préférence, et non aux travailleurs Noirs sans terre, qui exploitaient les terres des Blancs.

SOCIAL ET SOCIÉTÉ

France

- La tour Eiffel fermée en raison d'un conflit social - euronews 1 août 2018

Quand deux symboles de la France ne font qu'un... La tour Eiffel est en grève, ou plutôt fermée pour cause de conflit social depuis 16 heures ce mercredi. Les syndicats réclament que les conditions d'accueil des touristes soient plus efficaces et que le flux de visiteurs déjà munis d'un billet soit mieux régulé.

Avec 6.2 millions de visiteurs en 2017, la tour Eiffel est le quatrième monument le plus visité de Paris. Un préavis de grève a été déposé pour le jeudi 2 août par les syndicats. euronews 1 août 2018

Espagne

- La grève des taxis espagnols s'étend - euronews 31 juillet 2018

Les chauffeurs de taxis espagnols sont en colère. Après Barcelone, puis Madrid, leur grève s'étend à d'autres régions du pays. Ils s'inquiètent de la concurrence des VTC, notamment Uber. Ils menacent à présent de bloquer des ports, des aéroports et même la frontière avec la France s'ils n'obtiennent pas satisfaction.

"Nous ne croyons pas à l'équilibre des pouvoirs aujourd'hui au Parlement, explique Miguel Angel Leal, président du syndicat des taxis. Nous ne pensons pas qu'il ira de l'avant avec quelque loi que ce soit et nous n'avons pas confiance dans le fait que chaque région autonome, de manière unilatérale, appliquera les normes conformément à ce que souhaite le secteur des taxis."

Le secteur réclame la limitation du nombre de licences accordées aux VTC à une pour trente licences de taxi. Les négociations avec le gouvernement n'ont rien donné. "Nous défendons le fait que ce soit un service public, nous sommes dans les règles. Eux, non, s'emporte un chauffeur de taxi. Ils doivent suivre les mêmes règles. C'est une concurrence complètement déloyale."

Les taxis de Madrid se sont joints à la grève dès samedi, provoquant d'énormes embouteillages. Certains taxis portugais affichent leur solidarité. De leur côté, les sociétés de VTC fustigent ce mouvement social, en raison en particulier des agressions de leurs conducteurs mercredi dernier. euronews 31 juillet 2018

ECONOMIE

Quelques indices.

- Depuis le krach de 2008, les Français les plus riches ont triplé le pourcentage de l'économie qu'ils détiennent personnellement. De 2009 à 2018, leur fortune collective est passée de 10 à 30 pour cent du Produit Intérieur Brut (PIB) du pays, atteignant un niveau record de 650 milliards d'euros, selon le classement 2018 du magazine Challenges. La production nationale, quant à elle, n'a crû que de 12 pour cent. - Les Crises.fr 01.08

- "Les manufacturiers de médicaments dépensent près de deux fois plus pour la promotion de leurs produits que pour la recherche et le développement, révèle une nouvelle étude. Dans leur analyse des données provenant de deux entreprises spécialisées dans les études de marché, Marc-André Gagnon et Joel Lexchin, de l'université York, de Toronto, ont constaté que les sociétés pharmaceutiques américaines ont consacré, en 2004, 57,5 milliards \$ US à leurs activités de promotion. Par comparaison, les dépenses en recherche et en développement de l'industrie pharmaceutique aux Etats-Unis se chiffraient la même année à 31,5 milliards \$, selon un rapport de la Fondation nationale des sciences, incluant les fonds publics dévolus à la recherche industrielle." Les Crises.fr 01.08

C'est trop !

- Migrants : l'Allemagne crée des emplois... à 80 centimes de l'heure - europe1.fr 23 août 2016

Berlin compte créer 100.000 "minijobs" à destination des populations réfugiées en Allemagne pour faciliter leur intégration. A moindre coût.

Bien accueillie ou conspuée, la proposition ne laisse personne indifférent. Mardi, le ministère du travail allemand a annoncé qu'il comptait créer 100.000 emplois à destination des migrants arrivés dans le pays ces dernières années pour favoriser l'intégration de ceux qui ne disposent pas de titre de séjour. Jusque-là, rien de sulfureux. Sauf que dans la droite ligne des "mini-jobs" créés dans le pays avec les lois Hartz dans les années 2000, ces emplois devraient être payés... 80 centimes de l'heure. Un salaire très bas, inférieur même à celui que touchent les chômeurs de longue durée (un euro et cinq centimes) que justifie le gouvernement par la nécessité de multiplier les offres : "Les réfugiés qui restent en Allemagne ne doivent pas devenir des chômeurs de longue durée", a martelé le gouvernement à l'occasion de cette annonce.

Débat économique... De plus, les mini-jobs font débat en Allemagne. En effet, en 2011, 20% des salariés allemands étaient payés à un niveau inférieur au Smic horaire français et 40% avaient un salaire mensuel net inférieur à 1000 euros. En 2012, l'Agence allemande pour l'emploi (BA) a chiffré à 7,4 millions le nombre de "mini-jobs", des contrats à temps partiel rémunérés 450 euros par mois maximum, dont plus d'un tiers concernaient des salariés ayant plusieurs emplois. Selon le BA, ils pénaliseraient parfois la création de vrais emplois.

Et débat politique. De l'autre côté du spectre politique, les défenseurs du projet arguent que les réfugiés sont pour la plupart heureux de participer à ces activités qui ne sont "pas un vrai travail", comme le soutient Gudrun Heute-Bluhm, directrice générale de l'association des villes allemandes. A noter que les migrants accueillis dans les foyers du pays perçoivent une aide des collectivités locales proche de 140 euros. Pour ceux qui se logent par leurs propres moyens, cette aide monte à 300 euros. Mais le salaire proposé dans le cadre de ces mini-jobs restera tout aussi bas pour eux. europe1.fr 23 août 2016

Ubérisation

- Les salariés et indépendants face aux plateformes digitales - xerficanal-economie.com 12/07/2018

La fin du travail, ou a minima la fin du salariat, ce sont les deux grandes prophéties qui ont accompagné la montée en puissance de l'économie des plateformes. Toute l'économie pourrait basculer à terme dans une ubérisation de la relation de travail. Derrière ce spectre du délitement du travail et du salariat, il y a deux idées bien ancrées. 1) Le modèle des plateformes a vocation à se généraliser, évinçant à terme les acteurs traditionnels. Plus agile, plus automatisé, porté par les effets de réseau, il ne peut que faire chuter les acteurs en place ; 2) Ces plateformes ont vocation à mobiliser du travail à la tâche. Nous assisterions donc à l'éclosion de l'économie de la prestation généralisée, disons plutôt de la relation client-fournisseur généralisée, où

chacun deviendrait entrepreneur de lui-même. Tout cela sur le champ de plus en plus étroit des tâches non automatisables, celles qui ne peuvent être prises en charge par un algorithme ou un robot.

L'emploi indépendant concentré dans des secteurs spécifiques

Certains voient aujourd'hui dans la légère résurgence de l'emploi indépendant qui s'esquisse depuis quelques années dans de nombreuses économies développées, le début de concrétisation de la prophétie. Ont-ils vraiment raison de voir dans ce signal, la manifestation d'un délitement généralisé du salariat ? Rien n'est moins sûr en fait.

Prenons le cas de la France. On y observe bien une augmentation nette de près de 350 000 personnes de l'emploi indépendant entre 2010 et 2017. Ce qui représente le tiers de l'augmentation nette de l'emploi total sur la période. Il y a la une nette inflexion par rapport à la tendance au reflux que l'on observait jusqu'en 2003.

Mais cette montée du travail indépendant se concentre d'abord sur des secteurs bien spécifiques. D'abord les services aux entreprises, essentiellement dans les activités juridiques, comptables, de gestion, d'architecture, d'ingénierie, de contrôle et d'analyses techniques, ainsi que dans les activités scientifiques et techniques. Second plus gros contingent ensuite, les activités de santé, puis les services aux particuliers, le commerce, l'enseignement, l'hébergement.

Ce sont dans ces secteurs que prolifèrent aujourd'hui les plateformes. Outre les plus connues dans le commerce avec Amazon, l'hébergement avec Airbnb ou Booking, le transport de personnes avec Uber, Blablacar, etc. On les voit de plus en plus prendre position dans les métiers du conseil dans le domaine juridique, l'expertise comptable, l'ingénierie, la technologie notamment. Elles y proposent des actes standardisés, et proposent une mise en relation entre offreurs et demandeurs ou l'automatisation de certaines prestations.

Une transfiguration de l'indépendance

On peut voir les prémices d'un modèle amené à balayer les acteurs en place. Mais pour l'heure, ces acteurs occupent plutôt un nouvel espace du marché, proposant des prestations basiques et standardisables à des micro-entrepreneurs, TPE ou PME qui n'y avaient pas ou peu accès jusqu'ici.

Ce faisant, ce à quoi on assiste c'est à une mise en réseau des indépendants dans ce type de métiers. C'est à une mise en concurrence certes, mais surtout à une codification de ces métiers, avec la création d'un lien de subordination technologique, l'inféodation à des cahiers des charges précis. Autrement dit, l'extension du modèle des plateformes a pour première conséquence d'organiser l'indépendance, de la formater, de la regrouper sous des marques, d'y injecter du marketing, de la communication.

Ce à quoi on assiste finalement, bien au-delà des secteurs du conseil, c'est finalement à une transfiguration de l'indépendance, plus qu'à celle du salariat ou à une disparition de l'emploi. Je n'irais pas jusqu'à parler de fin de l'indépendance, mais on en est finalement pas si loin. Ou disons plus proche que du grand fantasme survenu du « tous entrepreneurs » dans un monde digital. xerficanal-economie.com 12/07/2018

[Haut de page ↗](#)

Le 6 août 2018

CAUSERIE ET INFOS

C'est l'été indien en Europe ! Imaginez que cela dure 8 ou 9 mois par an, c'est ce que j'endure... Et ne vous plaigniez pas, vous avez de l'électricité, de l'eau, ce qui n'est pas toujours le cas en Inde.

Attention, votre mode de vie et votre alimentation peuvent vous causer de sérieux problèmes... Non, personne ne s'y fait jamais ! On le supporte, on le subit comme beaucoup d'autres choses... Cela fait réfléchir. C'est vite dit. Cela dépend, il faut y être habitué... Et ne dites pas que cela vous met de mauvaise humeur, regardez-moi, est-ce que j'ai l'air de mauvaise humeur ?

Bonne journée.

● [Causerie au format pdf \(31 pages\)](#)

Quelle époque terrible que celle où des fous dirigent des aveugles. — William Shakespeare

En juillet, je n'ai lu que 450 articles environ.

Pour enregistrer des films ou des concerts, des pièces de théâtre, des documentaires, etc. vous pouvez utiliser gratuitement Video DownloadHelper, à condition d'avoir un system d'exploitation récent, System 7 de Microsoft au minimum, c'est très simple et efficace, j'ai téléchargé plus de 700 films et 1.200 concerts ou albums. En cas de besoin, je peux vous aider.

Lu quelque part qui peut vous intéresser.

Si vous ne souhaitez pas faire l'objet de prospection commerciale par voie téléphonique, vous bénéficiez du droit de vous inscrire gratuitement sur la liste dite « Bloctel » d'opposition au démarchage téléphonique, accessible par le lien www.bloctel.gouv.fr, conformément à l'article L.223-1 du code de la consommation.

Rectificatif ou précision.

J'avais émis l'hypothèse que la réforme institutionnelle avancée par Macron et qui devait venir devant l'Assemblée nationale aurait pu être à l'origine de l'affaire Benalla, parce que tous les partis y étaient opposés hormis LREM, elle doit être abandonnée, parce qu'en fait elle figure dans des projets de loi soumis aux députés et sera donc adoptée puisque LREM a la majorité absolue à l'Assemblée nationale, et elle ne passera pas par le Congrès comme je l'avais supposé par erreur (par ignorance) et où elle aurait été rejetée.

Du coup, l'hypothèse la plus vraisemblable à retenir est sans doute celle à laquelle nous avons également fait allusion, d'un règlement de compte entre clans de l'oligarchie suite à la visite de Macron à Poutine et à l'infléchissement de sa politique sur la Syrie. Un coup tordu et rien de plus, mais qui révèle toutefois qu'au sein même de l'entourage de Macron qui lui dicte la politique a adopté, il existe des tensions et des divisions, des éléments indécis qui en sous-main sont prêts si nécessaire à saper son autorité, à trahir le clan qu'ils étaient sensés représenter.

Face aux succès remportés par Trump et sa détermination affichée à poursuivre dans la même voie, certains idéologues ou porte-parole du clan opposé à celui de Trump hésitent ou sont prêts à changer de camp ou tout du moins à le suivre sur certaines questions. Surtout quand ils observent qu'Israël se range au côté de Trump, cela signifie que le rapport de forces n'est plus favorable au clan de la guerre, de la diabolisation de la Russie, etc. celui qui a porté Macron au pouvoir et dont font partie ses conseillers, Attali, Jouyet, Minc, etc.

Maintenant parmi ses parrains, les oligarques qui l'ont propulsé à l'Elysée, certains n'ont semble-t-il pas abdicé ou n'ont pas encore compris qu'au sommet de l'oligarchie anglo-saxonne on s'était interrogé sur la meilleure stratégie a adopté, après que celle mise en oeuvre précédemment n'eut pas permis d'aboutir aux objectifs escomptés. Ils ont dû réaliser que les Etats-Unis étaient littéralement haïs par tous les peuples sur tous les continents, et que dans ces conditions il leur serait impossible d'espérer davantage de leur stratégie et que le moment était venu d'en changer sans pour autant abandonner leur plan d'instaurer une dictature mondiale, je dirais même qu'il est plus d'actualité que jamais puisque l'orientation du capitalisme que représente Trump va alimenter la lutte des classes.

C'est paradoxal, c'est un pari risqué, sans doute, mais ils n'ont pas le choix. Il leur est imposé par la crise du capitalisme, l'impossibilité de réduire d'un coup de baguette magique les inégalités de développement qui existent entre les différentes nations, et la résistance de tous les peuples qui exigent que leurs besoins soient pris en compte.

Il faut comprendre qu'aucun des deux clans de l'oligarchie ne peut l'emporter seul sans le soutien de l'autre, après avoir essayé une formule, ils en testent une autre sans totalement abandonner l'autre, quitte à y revenir plus tard si nécessaire et ainsi de suite. Sur le plan politique en France, cela signifie que le clan qui a porté Macron au pouvoir est affaibli ou n'a plus la main, il doit composer avec ses adversaires ou lui faire d'importantes concessions. C'est en quelque sorte à retardement la conséquence de l'élection de Trump, dont la politique a mis plus d'un an pour s'imposer, après qu'il eut passé la première année à faire le ménage dans le gouvernement qu'on lui avait imposé et dans l'administration américaine qui lui était hostile, gangrenée par les néolibéraux les plus fanatiques et prêts à se lancer dans une nouvelle guerre mondiale.

Pendant toute la durée de cette affaire, je n'ai pas trouvé un article dans lequel Trump se serait exprimé ou aurait émis une remarque, un signe qui ne trompe pas.

Les articles qui m'ont amené à invalider cette hypothèse.

- La réforme institutionnelle, l'une des priorités de la rentrée pour Griveaux - AFP 3 août 2018

La réforme constitutionnelle prévoit notamment la suppression de la Cour de justice de la République, qui juge les ministres en fonction, au profit de la cour d'appel de Paris. Elle doit également réformer les conditions de fabrique de la loi, notamment les

règles de dépôt d'amendements et l'accélération des procédures.

La réduction de 30% du nombre de parlementaires, la limitation du cumul à trois mandats identiques dans le temps et la dose de 15% de proportionnelle figurent dans des projets de loi organique et ordinaire. AFP 3 août 2018

- Après l'affaire Benalla, le casse-tête de la majorité pour sauver la réforme constitutionnelle - franceinfo 03.08

...les deux autres projets de loi (qui ne modifient pas la Constitution et ne nécessitent pas une majorité des 3/5es) regorgent de mesures clivantes. C'est ainsi dans le projet de loi organique que figure la baisse de 30% du nombre de parlementaires ou la limitation des mandats dans le temps, qui hérisse à droite comme à gauche. franceinfo 03.08

[Editorial de la Tribune des travailleurs par Daniel Gluckstein - La crise de la Ve République au jour le jour.](#)

Le 27 juillet, les députés du Parti socialiste, du Parti communiste et de La France insoumise ont déposé une motion de censure commune contre le gouvernement. Cette motion critique des « dysfonctionnements graves (et) une dérive autocratique au sommet de l'État » ; elle met en cause « plusieurs responsables au plus haut niveau de l'État », ainsi que « le Premier ministre, qui a refusé de s'exprimer devant l'Assemblée nationale » et « les députés de La République en marche ».

Le nom de Macron est absent de ce texte, de même que sa fonction et sa responsabilité dans l'affaire Benalla. Tout juste y trouve-t-on cette allusion : « Les faits interrogent les habitudes du président de la République en matière de sécurité. »

Le dépôt de cette motion de censure, acte symbolique (elle sera rejetée), n'a qu'une fonction : indiquer ce que « la gauche unie » veut et ce qu'elle ne veut pas.

Ce qu'elle veut : condamner une situation où « la confiance que le peuple doit accorder au gouvernement et dans ses institutions est compromise ».

Ce qu'elle ne veut pas : remettre en cause l'autorité du chef de l'État et les institutions de la Ve République.

Pourtant : si un seul individu doit être mis en cause, c'est Macron ; et si des institutions devaient être accusées, ce n'est pas tel ou tel service de police ou de justice, mais bien la Ve République dans son ensemble.

De dirigeants politiques qui prétendent parler en son nom, le peuple travailleur serait en droit d'attendre un appel clair à rompre avec ce régime discrédité et rejeté, et non un appel clair à le sauver.

De dirigeants se réclamant des intérêts ouvriers, populaires ou simplement de la démocratie, il serait en droit d'attendre qu'ils sus-pendent toute participation aux travaux de l'Assemblée nationale aussi longtemps que n'auront pas été retirés de l'ordre du jour les projets de loi destructeurs que le gouvernement persiste à vouloir y inscrire.

Allons plus loin. Pourquoi ces dirigeants n'iraient-ils pas jusqu'à soumettre une motion qui dise : « Constatant l'étouffement de toute discussion sérieuse dans la commission d'enquête parlementaire, et constatant que cet étouffement n'est pas une dérive mais une conséquence de la nature antidémocratique des institutions, l'Assemblée nationale s'autodissout ; elle convoque des élections générales à une Assemblée constituante chargée d'écrire une Constitution conforme à la démocratie, c'est-à-dire aux besoins de la majorité du peuple, au plan politique comme au plan social » ?

On objectera qu'une telle motion n'aurait pas davantage de chances d'être adoptée ?

Elle aurait en tout cas le mérite d'ouvrir une perspective claire, répondant à l'aspiration qui monte dans tout le pays.

Le Parti ouvrier indépendant démocratique a manifesté le 13 mai dernier, avec des travailleurs et des militants de toutes tendances, sur les mots d'ordre : « Macron, dehors, un an, ça suffit ! Dehors la Ve République et l'Union européenne ! »

Nous n'avons rien à modifier à ce mot d'ordre aujourd'hui. Au contraire.

LVOG - Nous partageons cet éditorial.

LFI et le PCF se sont présentés aux élections législatives en expliquant que leurs élus se serviraient de l'Assemblée nationale comme tribune pour représenter les intérêts des travailleurs... et on s'aperçoit une fois élus qu'ils font le contraire. En guise de combat contre les institutions de la Ve République, en réalité ils se fondent dedans. Il n'y a rien de nouveau en la matière, c'est exact, c'est une constante chez eux depuis 1958. Ils sont les héritiers de la SFIO (PS) et du PC sous la IV ou la IIIe République.

Qu'ils soient issus de la social-démocratie ou qu'il s'agisse du PCF, ils n'ont eu de cesse de soutenir le régime en place, au moins ils sont fidèles à quelque chose et servent à quelque chose. Leurs discours radicaux d'un jour ne servent qu'à couvrir leur trahison, leur collusion permanente avec le régime. Les travailleurs ne sont pas dupes. Après avoir légitimé Macron à maintes reprises, ils le ménagent, c'est dans l'ordre des choses.

La bonne méthode consiste effectivement à s'adresser aux travailleurs et aux militants de tous les partis qui se réclament de la classe ouvrière, et non à leurs dirigeants vendus. Ils n'ont rien à attendre du capitalisme et ses institutions, de leurs représentants, y compris ceux qui se caractérisent de gauche.

La totalité de leurs aspirations sont parfaitement légitimes et ils doivent s'y tenir coûte que coûte. Sauf qu'ils ont tendance à les rabaisser ou à les oublier. Il faut les aider à en prendre conscience, à les étendre à l'ensemble de leur mode de vie pour qu'ils arrivent à la conclusion qu'elles sont incompatibles avec l'existence du régime en place et qu'ils s'organisent pour le balayer à terme, sinon ils devront se résigner au triste sort qu'il leur réserve ainsi qu'à leurs enfants ou petits enfants.

Rien que l'idée de devoir vivre un jour de plus dans une société, un monde aussi pourri, est révoltant, personne ne peut ou ne devrait s'y résoudre sous peine de perdre toute envie de vivre, toute dignité.

Pourquoi et pour quoi vit-on ? D'où partons-nous et vers quoi nous tendons ?

Nous appartenons à la matière organique, nous sommes des organismes vivants, nous faisons partie de la faune, de l'espèce animale, plus précisément de celle des mammifères primates, dotés d'un cerveau qui commande nos organes, nos membres, nos sens, l'ensemble de nos fonctions biologiques, avec la particularité de se représenter le monde extérieur ou de le refléter ce qui nous permet de l'interpréter, de produire des idées, de penser, au-delà d'en prendre conscience et de prendre conscience de nous-même, de l'ensemble des expériences que nous serons amenés à vivre tout au long de notre existence, ce qui nous permettra d'élever ou de développer notre niveau de conscience pour agir ou transformer notre environnement de manière à pouvoir satisfaire nos besoins ou assurer notre survie...

Mais au départ, nous ne sommes que de petits animaux, faibles, sans défense, totalement ignorant de nous-même et de ce qui existe autour de nous, sans connaissance, sans conscience. Nous allons être amené à vivre dans un monde, une société qui a été façonnée par les hommes au fil des millénaires et dont nous ignorons tout.

Cette société a évolué sans que les hommes aient conscience du processus dialectique, des lois qui étaient à l'origine de cette transformation, les mêmes qui sont à l'oeuvre dans la nature, la matière. Une fois sa représentation du monde extérieur parvenue à un stade de développement supérieur dans sa petite tête de primate, la nécessité lui vint de pouvoir la transmettre, de la conserver, et c'est ainsi qu'il se dota petit à petit d'un langage, cela prit tout de même des dizaines de milliers d'années avant de parvenir à un moyen de communication élaboré.

Si le langage est une activité pratique, il devait servir à transmettre les enseignements que les hommes avaient tiré de leurs expériences, de leurs observations, etc., de sorte que les moyens encore rudimentaires qu'ils avaient découverts ou inventés pour subvenir à leurs besoins ou améliorer leur mode de vie, allaient se perfectionner, leur force de travail allait devenir le principal moteur de l'évolution de la civilisation humaine.

Une fois atteint un certain stade de développement permettant aux hommes de produire au-delà de leurs propres besoins, la société allait donner naissance aux différentes classes sociales, aux Etats, et se munir de frontières pour délimiter leur territoire, la lutte des classes était née et allait devenir l'autre principal facteur de l'évolution de la civilisation humaine.

La division de la société en classes allait être dès le départ inégale et injuste, au profit des plus robustes des plus rusés qui allaient s'accaparer les moyens de production et exploiter la force de travail des plus faibles, qui composeront successivement d'un côté la classe des exploités, des esclaves, des serfs, et enfin celle des salariés, et de l'autre la classe des exploités, des esclavagistes, des féodaux, et enfin celle des capitalistes. Ces transformations successives seront le produit du développement des forces productives et de la lutte des classes qui se traduira par le passage à un nouveau mode de production, supérieur au précédent, tandis que les exploités n'auront que leur force de travail pour survivre, les exploités accapareront l'essentiel des richesses produites.

Jusque là, je pense que les lecteurs n'ont eu aucune difficulté pour suivre cette démonstration. La suite peut s'avérer plus ardue à saisir, parce que j'aborde l'étape suivante sous un angle légèrement différent de celui auquel nous avons été habitués jusqu'à présent.

Dans le cadre du mode de production capitaliste les forces productives vont continuer de se développer, pour parvenir à un stade où à sont tour ce mode de production va devenir une entrave à leur développement, mieux, c'est la division de la société en classes qui va constituer dorénavant un obstacle au progrès de l'humanité pour s'émanciper du règne de la nécessité, qui jusque là a ponctué toute l'histoire de l'épopée humaine, de manière inconsciente rappelons-le.

Les forces productives ont atteint un tel degré de développement ou de perfectionnement qu'il est désormais possible de produire de quoi satisfaire l'ensemble des besoins de la population mondiale dans sa totalité, ce qui dans le passé était impossible, de sorte que la division de la société en classe n'a plus aucune raison d'être. Quel que soit le continent, le pays, chaque homme ou femme devrait pouvoir en principe accéder au même niveau de vie, à la même qualité de la vie, au bien-être, disposer des mêmes biens, des mêmes services sans que ce qui les différencie n'intervienne, de sorte que les notions de pauvre ou de riche, de statut social, appartiendraient au passé...

Or c'est incompatible avec la société telle qu'elle existe aujourd'hui, puisqu'elle a été bâtie sur la base des inégalités qui existaient entre les classes. Donc à défaut de permettre à l'humanité toute entière d'accéder à un niveau de vie supérieur, la classe qui détient le pouvoir s'y opposant détruit en masse les forces productives qui permettraient de satisfaire les besoins de tous les hommes. Par tous les moyens elle va empêcher qu'elles se développent davantage car elle ne peut pas admettre que les richesses produites soient partagées entre tous les hommes sans distinction de classe, mieux, parce qu'elle sait que cela coïnciderait avec la disparition de ses privilèges, et son statut de classe hégémonique disparaîtrait également, ce qu'elle ne peut évidemment ni concevoir et encore moins admettre.

C'est la raison pour laquelle, pour que la civilisation humaine et les forces productives puissent continuer d'évoluer ou accéder à un stade supérieur, la classe des exploités doit s'emparer des moyens de production pour les mettre au service des besoins de l'humanité, ce qui ne peut se concevoir sans une révolution pour chasser les exploités qui ont accaparé également le pouvoir politique.

On a répondu à la question : Pourquoi et pour quoi vit-on ? D'où partons-nous et vers quoi nous tendons ?

Il y a cependant encore une précision à apporter et pas des moindres.

Les hommes, plus précisément les exploités et les opprimés, n'ont pas encore pris conscience que l'histoire de la civilisation humaine tendait soit vers leur servitude à vie ou l'élimination de l'espèce humaine, soit vers leur émancipation du règne de la nécessité ou conquérir leur liberté. L'immense majorité l'ignore toujours. Et il est impensable que l'humanité franchisse cette étape supérieure de son développement sans qu'un grand nombre en prennent conscience. L'humanité en a été jusqu'à présent l'acteur largement inconscient, mais comme le stade de développement auquel sont parvenues les forces productives coïncident avec la fin d'un cycle, soit le mode de production en place cède la place à un mode de production supérieur pour les libérer, soit elles sont vouées à s'autodétruire, toutes les guerres qui ont émaillé le XXe siècle et qui se poursuivent sous nos yeux en sont la meilleure illustration, on peut ajouter toutes les usines, entreprises, infrastructures qui sont abandonnées, fermées, détruites, alors qu'elles étaient en parfait état de fonctionnement ou étaient utiles à la population.

Nous sommes partis du petit animal qui a la naissance est complètement ignorant du monde dans lequel il est venu au monde, et qui est pourvu de la faculté de développer sa conscience. Que va-t-il en faire ? Jusqu'à quel niveau va-t-il la développer ? De quels moyens dispose-t-il pour y parvenir ? Quels obstacles va-t-il rencontrer pour qu'elle ne se développe pas ? Va-t-il les combattre ou se résigner à demeurer tel qu'il est ? Pourquoi n'y parvient-il pas ? Est-il possible de l'aider à y parvenir ? Qui l'aide, qui lui tient ce genre de discours ?

Je prétends que la plupart n'ont même pas conscience de la première ligne de cet exposé, qu'ils ont vécu ou plutôt survécu en recourant largement au mimétisme, par atavisme, exactement comme lorsque l'homme en était encore au stade élémentaire du primate, autant dire qu'ils ne sont pas plus évolués, même quand ils sont au volant de leur voiture ou tapotent sur un clavier.

On nous accusera peut-être de détester la terre entière, je m'y attendais, je connais ce refrain qui relève du procès d'intention ou de la diffamation. Attendez, j'ai affirmé que l'homme avait la faculté de développer sa conscience, à ma connaissance je n'ai pas fait de sélection, je n'en ai exclu aucun, sauf vous peut-être si vous y tenez.

Je prétends que le discours politique est une chose, il est indispensable, mais il n'est pas suffisant à notre époque, et surtout il ne permet pas d'atteindre les travailleurs qui ne raisonnent pas comme des militants. Moi, j'essaie de penser comme un travailleur pense, je ne cherche pas à me mettre à sa place ou à penser à sa place, c'est ce qui me distingue de la plupart des militants à l'esprit étriqué qui vivent dans leur bulle et qui en cela n'aident en rien les travailleurs à progresser, dans le cas contraire cela se verrait ou se saurait.

Ce n'est certainement pas en prenant nos désirs pour la réalité qu'on arrivera à quoi que ce soit.

Du particulier au général et vice versa constitue un des aspects de la dialectique.

Les conditions objectives comportent deux facettes, l'une générale, l'autre particulière. C'est un des aspects de la dialectique que l'on doit traduire dans notre discours, de manière à faire ressortir le rapport qui existe entre les deux, de sorte qu'on puisse agir dessus pour le modifier. Cela ne peut se faire qu'en recourant à un élément extérieur qui se situe sur le plan des conditions subjectives, à savoir la manière dont les travailleurs interprètent leur condition.

Je n'ai plus le temps de poursuivre, donc à suivre plus tard.

Dans quel monde vivons-nous ?

- De la royauté aux « démocraties » modernes, un continuum antidémocratique - partage-le.com 01.08

Vivons-nous en « démocratie » ? Bien sûr que non[1] ! Quelle drôle de question[2], me direz-vous. Cependant, si l'on en croit les médias de masse, les membres du gouvernement, les philosophes et autres intellectuels médiatiques, cela ne fait aucun doute : nous vivons évidemment en démocratie. Pour preuve, leur meilleure justification consiste bien souvent à bafouiller quelque chose signifiant à peu près « parce que c'est le nom du régime politique actuel », ou « parce que les institutions actuelles correspondent à ce que l'on appelle la démocratie », bref, une sorte de tautologie qui suggère que nous vivons en démocratie parce que nous vivons en démocratie. En termes de bluff, un joueur professionnel de poker ne ferait pas mieux, ou pas pire, c'est selon. Un rapide examen des institutions étatiques actuelles nous montre, au contraire, qu'elles sont toutes directement issues de régimes politiques qui n'avaient strictement rien de démocratique, pas même l'ombre d'une prétention.

Commençons par la plus détestée : la police. Pas besoin de recourir à des sources controversées pour découvrir l'histoire séculaire de cette triste institution. Le site web officiel de la police nationale l'explique très bien :

« Au X^{IV}e siècle, la hiérarchie royale s'établit comme suit : prévôt dans les prévôtés (de la taille d'une châellenie ou fief, une grosse commune rurale d'aujourd'hui), bailli ou sénéchal dans les bailliages ou sénéchaussées (de la taille d'un comté, environ d'un quart de département).

Ils cumulent des pouvoirs d'administration, de police et de justice. Cette hiérarchie est plus tard coiffée par les intendants, que l'on peut apparenter à nos préfets. [...]

'La police consiste à assurer le repos du public et des particuliers, à protéger la ville de ce qui peut causer des désordres'. L'édit que présente Colbert à Louis XIV en mars 1667 résulte de l'évolution des mœurs françaises depuis quelques siècles en matière de sécurité publique. Il envisage une approche globale de la criminalité et constitue l'acte fondateur de la police sous l'ancien régime en clarifiant une situation héritée du moyen-âge [sic].

La charge de lieutenant de police qu'il institue a pour but de créer un pouvoir autonome veillant à la bonne marche de la cité, quelque pression qu'il puisse subir. »

Au passage, il faut souligner un point important. À la lecture de leur formulation de l'histoire de la police, on ne ressent absolument pas — et il n'est jamais suggéré — que la « bonne marche de la cité » constitue l'imposition autoritaire et violente d'un ordre social hautement inégalitaire élaboré par et pour une poignée d'autocrates. Le discours étatique, y compris (manifestement) celui de l'État soi-disant démocratique de notre temps, évite toujours l'autocritique, c'est-à-dire la critique de l'État, même de l'État autoritaire, même de l'État royaliste ouvertement et officiellement antidémocratique d'il y a plusieurs siècles. L'histoire étant écrite par les vainqueurs, cela n'a rien de surprenant. Les descriptions des régimes étatiques du passé — royaumes, empires, etc. — que l'on peut lire dans un certain nombre de manuels scolaires traitant de l'histoire française n'insistent que très rarement sur leurs côtés profondément antidémocratiques, autoritaires, inégalitaires. Le même phénomène de culte du pouvoir fait que des Stéphane Bern — des lèche-bottes des descendants des rois et des reines d'autrefois, des nostalgiques des régimes ouvertement despotiques du passé — bénéficient d'émissions sur les principales chaînes de télévision et, plus généralement, de tribunes dans les médias de masse (radios, journaux) ; que de nombreuses rues portent les noms de nobles, de tyrans et de dictateurs ; que les villes sont parsemées de statues à leurs effigies?; que leurs demeures (palais, châteaux, etc.), jugées dignes d'admiration, deviennent des musées ou des attractions touristiques ; que partout, dans la culture dominante, on parle de ces « grands hommes qui ont fait l'histoire » ou qui « ont fait la France », etc. Ce phénomène découle du principe implicite et inhérent à toute société étatique selon lequel l'État (soi-disant démocratique, ou pas), comme ses dirigeants, doit être respecté, glorifié. Du principe qui fait que le pouvoir glorifie le pouvoir.

Quoi qu'il en soit, ce qu'il faut comprendre, et retenir, c'est que la police est une création historique de la royauté dont la « démocratie » moderne a (étrangement) hérité.

Le Sénat et l'Assemblée nationale, pour faire simple (on pourrait remonter encore plus loin dans le temps) sont des produits de la révolution bourgeoise de 1789 (« la constitution thermidorienne de 1795 fait naître le Sénat sous le nom de Conseil des Anciens ; il devint Corps législatif sous le Consulat et l'Empire[3] » ; l'Assemblée nationale, quant à elle, est née en 1789 lorsqu'un groupe de bourgeois, les fameux « députés du tiers état », considérant, avec la mégalomanie habituelle des bourgeois, qu'ils représentent « les quatre-vingt-seize centièmes au moins de la nation », décident de se proclamer Assemblée nationale). Il s'agit donc là aussi d'institutions créées par et pour des régimes non démocratiques.

Même chose pour les ministères : « Au moment de la Révolution française, les mots ministre et ministère deviennent courants et

la Constitution de 1791 en fixe le nombre à six : Justice, Intérieur, Contributions et revenus publics, Marine, Guerre, Affaires étrangères[4]. » Le site du ministère de l'Intérieur le vante sans aucune gêne : « Depuis deux siècles, le ministère de l'Intérieur est au cœur de l'administration française : il assure sur tout le territoire le maintien et la cohésion des institutions du pays. » Il y a deux siècles, parce que c'est Napoléon Bonaparte, ce grand démocrate, qui a créé « ce qui a fait, et fait encore, la force de l'État en France : une administration institutionnalisée, indépendante, professionnalisée, hiérarchisée, rationalisée, nerf de la puissance publique. La politique intérieure de Napoléon s'exerça au travers de cette pyramide solide. À la tête de l'État, l'Empereur confia la direction d'un pan de l'action publique à des ministres[5]. » Là encore, à travers son propre discours, on constate que l'État, loin d'être critique à l'égard des régimes étatiques autoritaires et ouvertement despotiques du passé, se vante d'en être l'héritier direct.

Ainsi, de la tyrannie bonapartiste nous avons aussi hérité la Légion d'honneur, le Code civil, le Conseil d'État, et une bonne partie des structures actuelles de l'État. C'est également sous Napoléon Bonaparte que l'institution scolaire commence à prendre sa forme actuelle. Le site web de la Fondation Napoléon l'explique : « Sous le Consulat, Bonaparte met en place de nouvelles institutions qui parviendront jusqu'à nous, tant elles ont paru conformes aux nécessités de notre pays. » C'est-à-dire que les institutions établies par et pour un dictateur ont « paru conformes aux nécessités de notre pays » supposément démocratique. Simple coïncidence.

D'ailleurs, à propos de Napoléon et de la glorification des despotes des régimes étatiques passés, il faut savoir que la Fondation Napoléon, considérée d'utilité publique [sic], bénéficie d'aides publiques, comme lorsqu'elle a eu pour projet d'éditer la correspondance générale de Napoléon Bonaparte. C'est-à-dire que l'argent des contribuables, l'argent des petites gens — celui des descendants des sujets de l'Empire — est utilisé — par les descendants des dirigeants de l'Empire — pour financer cette fondation qui « se donne pour mission de faire connaître l'histoire du Premier et du Second Empire, et de contribuer à la mise en valeur du patrimoine napoléonien ». Qui se donne pour mission, autrement dit, de glorifier tout ce qui se rapporte à ce tyran sanguinaire, ce meurtrier de masse[6] qu'est Bonaparte. Les Guadeloupéens et les Martiniquais, qui subissent toujours les conséquences de la colonisation et qui, en plus de cela, paient le prix de politiques néocoloniales incroyablement irresponsables — avec l'empoisonnement des terres au chlordécone[7] pour au moins un demi millénaire, parfois qualifié de « Tchernobyl antillais », pour ne donner qu'un exemple — doivent se réjouir du fait que leurs impôts servent à glorifier leur Némésis, le « Bourreau des Antilles », Napoléon Bonaparte.

Mais revenons-en à l'imposture démocratique. Un des seuls arguments avancés par ceux qui croient vivre en démocratie consiste à affirmer que l'élection est synonyme de démocratie. Sauf que pas du tout. La « démocratie » (le pouvoir du peuple) n'est pas synonyme de « régime électoral » (la délégation du pouvoir à un petit groupe de gouvernants), au contraire[8].

Et d'ailleurs, nous pourrions continuer encore et encore. La majorité des institutions qui régissent actuellement notre société sont des produits des régimes tout sauf démocratiques du passé. La duperie est grotesque d'une organisation sociale qui, d'un côté, se proclame radicalement différente (« démocratique ») de celles qui l'ont précédée (royautés, empires, etc.) et, de l'autre, se fonde précisément sur leurs institutions. Et pourtant, il s'agit d'un procédé très commun dans la société marchande. Les commerciaux professionnels de la sphère anglophone parlent de rebranding. Le rebranding est « une stratégie marketing qui consiste à trouver un nouveau nom ou un nouveau symbole pour une marque établie de longue date, afin de lui donner une identité différente, nouvelle, dans l'esprit des consommateurs, des investisseurs, des concurrents et autres acteurs. »

Ce même procédé a d'ailleurs donné naissance au mal nommé « développement durable ». Lorsqu'ils se sont rendus compte que tout ce dont ils faisaient (et font) frénétiquement l'éloge, et qu'ils regroup(ai)ent derrière le concept du « développement », précipitait une catastrophe écologique (et sociale) globale, et quand ils ont réalisé que l'opinion publique commençait à s'en inquiéter, les dirigeants étatiques et corporatistes du monde ont conjointement décidé, après quelques réunions (comme la Conférence de Stockholm), d'employer, à la place du terme « développement », l'expression « développement durable ». Quelle imagination féconde, me direz-vous. Certes, mais là n'est pas l'important. Ce qu'il faut voir, c'est que fondamentalement, rien n'a changé[9] : la planète est toujours en train d'être détruite (mais par la production d'ampoules basse consommation plutôt que haute consommation, de réfrigérateurs ou de téléviseurs A+++ plutôt que E-, de plastique soi-disant biodégradable en plus du pas du tout biodégradable, de véhicules roulant au biodiesel en plus de véhicules roulant au pétrole, etc.). Seule la manière de qualifier ce qui était et ce qui est encore entrepris a changé. D'où la continuation de la catastrophe.

De la même façon, nos « démocraties » modernes sont des rebrandings des régimes autoritaires du passé. Sous son nouveau vernis, l'État reste l'État : une organisation sociale fondamentalement antidémocratique. Seule son appellation a changé. partage-le.com 01.08

Notes.

1- <http://partage-le.com/2018/01/8605/>

2- <https://youtu.be/8Tt9hRY7Uk8>

3- [https://fr.wikipedia.org/wiki/S%C3%A9nat_\(France\)](https://fr.wikipedia.org/wiki/S%C3%A9nat_(France))

4- https://fr.wikipedia.org/wiki/Minist%C3%A8re_fran%C3%A7ais#Historique

5- https://fr.wikipedia.org/wiki/Ministres_de_Napol%C3%A9on_Ier#La_conception_du_r%C3%B4le_de_ministre_sous_le_r%C3%A8gne_de_Napol%C3%A9on

6- <http://melanine.org/?Douceur-Coloniale>

7- https://www.lemonde.fr/planete/article/2018/06/07/scandale-du-chlordecone-aux-antilles-l-etat-a-fait-en-sortie-d-en-dire-le-moins-possible_5311379_3244.html

8- <https://www.ledevoir.com/lire/370322/la-democratie-trahie-par-l-election>

9- <http://partage-le.com/2016/02/cet-insoutenable-mot-de-developpement-par-fabrice-nicolino/>

Assemblée Nationale : « un retour en force du secteur privé » - alternatives-economiques.fr 09/07/2018

Sébastien Michon Chargé de recherche au CNRS et enseignant à l'IEP de Strasbourg, spécialiste de sociologie des élus et des questions de professionnalisation de la politique

Extraits.

Vous avez travaillé sur cinq législatures différentes, jusqu'à 1978. Quelles tendances avez-vous pu dégager sur le temps long ?

Nous avons essayé de mesurer ces tendances en nous intéressant aux parcours des élus et nous avons observé, en effet, une forte augmentation au cours des quarante dernières années du nombre d'anciens auxiliaires politiques. Ces positions sont devenues de véritables marche-pieds pour faire des carrières politiques au plus haut niveau.

Un phénomène encore plus large ressort de l'étude des données que nous avons collectées : celui de l'allongement des carrières en politique. Pour accéder au premier échelon de la politique nationale, l'Assemblée Nationale, il faut avoir passé de plus en plus de temps en tant qu'élu local ou en tant que collaborateur politique ou auxiliaire politique. Le nombre d'années à attendre dans ces positions était passé de 12 ans en moyenne en 1978 à 19 ans en 2012. Une file d'attente s'est en quelque sorte créée : un certain nombre de personnes étaient candidates pour accéder aux différents mandats, notamment les plus prestigieux, ce qui les a contraintes à se maintenir plus longtemps en politique pour pouvoir accéder, plus tard dans la carrière, à différents mandats.

Dans cette file d'attente vous aviez des personnes qui étaient dans le champ politique depuis plusieurs années, en tant qu'élu ou en tant qu'auxiliaire, à plein-temps. Ils ont ainsi développé un certain nombre de connaissances et de savoir-faire : répondre à des journalistes, prendre la parole en public, animer une réunion, diriger une fédération locale d'un parti... Par rapport à des personnes aux novices, qui avaient un autre emploi, ils se trouvaient nettement avantagés dans la compétition pour les positions les plus prestigieuses. Ce sont des personnes fortement investies et qui ont des coups d'avance par rapport à ceux qui n'ont pas le temps, parce qu'ils travaillent à côté.

Pour ce qui est des élections législatives de 2017, vos données racontent-elles une histoire très différente de ce qu'on a pu entendre dès la sortie des urnes, sur le renouvellement des élites politiques ?

Ce renouvellement était un enjeu fort pour le groupe désormais majoritaire à l'assemblée. La République en Marche avait d'ailleurs annoncé dans sa campagne la présence de plus de 50 % de « novices » sur leurs listes. Nous avons voulu mesurer avec justesse si tous les élus qui étaient annoncés comme des novices en étaient véritablement.

Ce que nous montrons, c'est que s'ils étaient des « novices » dans la carrière électorale, ils étaient loin d'être sans passé politique ! Prenons par exemple Marie Guévenoux : cette députée LREM a certes été élue pour la première fois en 2017. Mais en réalité elle est dans l'espace politique depuis presque vingt ans : c'est une ancienne attachée parlementaire d'Alain Madelin, qui a aussi été membre de plusieurs cabinets ministériels. On pourrait multiplier les exemples de ce type.

Nos données permettent de préciser cette définition de novices : ce sont des personnes qui n'ont jamais été élues auparavant, et qui n'ont jamais été collaborateurs ou auxiliaires. Il n'y a finalement que 44 % de véritables novices parmi les députés LREM.

Nous avons essayé de mesurer ces tendances en nous intéressant aux parcours des élus et nous avons observé, en effet, une forte augmentation au cours des quarante dernières années du nombre d'anciens auxiliaires politiques. Ces positions sont devenues de véritables marche-pieds pour faire des carrières politiques au plus haut niveau.

Un phénomène encore plus large ressort de l'étude des données que nous avons collectées : celui de l'allongement des carrières en politique. Pour accéder au premier échelon de la politique nationale, l'Assemblée Nationale, il faut avoir passé de plus en plus de temps en tant qu'élu local ou en tant que collaborateur politique ou auxiliaire politique. Le nombre d'années à attendre dans ces positions était passé de 12 ans en moyenne en 1978 à 19 ans en 2012. Une file d'attente s'est en quelque sorte créée : un certain nombre de personnes étaient candidates pour accéder aux différents mandats, notamment les plus prestigieux, ce qui les a contraintes à se maintenir plus longtemps en politique pour pouvoir accéder, plus tard dans la carrière, à différents mandats.

Dans cette file d'attente vous aviez des personnes qui étaient dans le champ politique depuis plusieurs années, en tant qu'élu ou en tant qu'auxiliaire, à plein-temps. Ils ont ainsi développé un certain nombre de connaissances et de savoir-faire : répondre à des journalistes, prendre la parole en public, animer une réunion, diriger une fédération locale d'un parti... Par rapport à des personnes aux novices, qui avaient un autre emploi, ils se trouvaient nettement avantagés dans la compétition pour les positions les plus prestigieuses. Ce sont des personnes fortement investies et qui ont des coups d'avance par rapport à ceux qui n'ont pas le temps, parce qu'ils travaillent à côté.

Pour ce qui est des élections législatives de 2017, vos données racontent-elles une histoire très différente de ce qu'on a pu entendre dès la sortie des urnes, sur le renouvellement des élites politiques ?

Ce renouvellement était un enjeu fort pour le groupe désormais majoritaire à l'assemblée. La République en Marche avait d'ailleurs annoncé dans sa campagne la présence de plus de 50 % de « novices » sur leurs listes. Nous avons voulu mesurer avec justesse si tous les élus qui étaient annoncés comme des novices en étaient véritablement.

Ce que nous montrons, c'est que s'ils étaient des « novices » dans la carrière électorale, ils étaient loin d'être sans passé politique ! Prenons par exemple Marie Guévenoux : cette députée LREM a certes été élue pour la première fois en 2017. Mais en réalité elle est dans l'espace politique depuis presque vingt ans : c'est une ancienne attachée parlementaire d'Alain Madelin, qui a aussi été membre de plusieurs cabinets ministériels. On pourrait multiplier les exemples de ce type.

Nos données permettent de préciser cette définition de novices : ce sont des personnes qui n'ont jamais été élues auparavant, et qui n'ont jamais été collaborateurs ou auxiliaires. Il n'y a finalement que 44 % de véritables novices parmi les députés LREM. Quelle rupture le groupe LREM a-t-il donc induit à l'assemblée ?

On peut identifier quatre catégories au sein des députés LREM. Il y a d'abord les députés sortants, transfuges d'autres partis, tels François de Rugy, Barbara Pompili, Christophe Castaner... Ces ancien(ne)s député(e)s ont rejoint la République en Marche juste avant les élections. Ils représentent 11 % du groupe.

Ensuite, on a tous ceux qui n'avaient pas été élus au niveau national mais qui avaient déjà fréquenté les coulisses du pouvoir, en particulier les cabinets ministériels – à l'instar de Benjamin Griveaux, qui faisait en quelque sorte partie de la garde rapprochée de Macron et qui a trouvé là un premier mandat d'importance. Ils sont aussi à peu près 10 %.

On a également un bloc d'environ un tiers d'élus locaux, qui pour la plupart n'avaient pas une longévité importante dans le champ. Je pense qu'au moment des attributions de l'étiquette « En marche ! », la commission de sélection des candidats a souhaité obtenir un certain équilibre (?) tout en trouvant des candidats un peu partout. Ils ont donc sélectionné des élus locaux souvent avec une courte expérience : quatre ans, cinq ans, ou un mandat tout au plus. On n'a donc pas de « vieux routiers » de la politique. Le fait qu'ils étaient aussi à la recherche de candidates femmes les a aidés, car en moyenne, au local, les femmes ont moins d'expérience. La part des élus locaux est donc importante, mais ils ont une expérience politique beaucoup plus faible que les élus locaux qu'on retrouve au PS ou chez Les Républicains.

Pour finir la dernière catégorie identifiée est celle des novices — ceux qui n'ont jamais été élus, même au local et qui n'ont jamais été auxiliaires politiques. C'est tout de même la catégorie la plus importante (44 % des députés LREM).

Le renouvellement est donc fort, malgré tout. Mais on constate, paradoxalement, que ces candidats qui durant leur campagne critiquaient la « distance au terrain » et arguaient de leur ancrage dans la « vraie vie » ne font pas vraiment de travail de circonscription. Certains ont affirmé de manière assez décomplexée que ça ne les intéressait pas. Je pense notamment au député de la région lyonnaise, Bruno Bonnell, qui a fait cette sortie dans la presse : « moi, je suis un élu de la nation, ce qu'on pense en circonscription, je n'en ai rien à foutre ». Certains n'ont même pas ouvert de permanence !

Or ce travail de circonscription, c'est un peu le symbole de la politique du XX^e siècle. La permanence est un lieu où on accueille les citoyens, où se développe une forme d'assistance sociale : les citoyens, ne sachant pas trop où frapper, vont voir l'élu, le député ou la maire pour demander une recommandation, un avis, de l'aide, pour trouver un logement, un emploi... etc.

Un autre élément à mettre en perspective est que ce renouvellement est fortement situé socialement, avec des élus provenant souvent de l'élite économique. Nombre de députés novices ont été cadres supérieurs dans le privé, dirigeants ou associés dans des entreprises. Beaucoup ont monté des entreprises à côté de leur activité principale, ont été autoentrepreneurs à un moment... Les catégories populaires sont toujours quasi-absentes de la représentation nationale.

Nous avons essayé de mesurer ces tendances en nous intéressant aux parcours des élus et nous avons observé, en effet, une forte augmentation au cours des quarante dernières années du nombre d'anciens auxiliaires politiques. Ces positions sont devenues de véritables marchepieds pour faire des carrières politiques au plus haut niveau.

Un phénomène encore plus large ressort de l'étude des données que nous avons collectées : celui de l'allongement des carrières en politique. Pour accéder au premier échelon de la politique nationale, l'Assemblée Nationale, il faut avoir passé de plus en plus de temps en tant qu'élu local ou en tant que collaborateur politique ou auxiliaire politique. Le nombre d'années à attendre dans ces positions était passé de 12 ans en moyenne en 1978 à 19 ans en 2012. Une file d'attente s'est en quelque sorte créée : un certain nombre de personnes étaient candidates pour accéder aux différents mandats, notamment les plus prestigieux, ce qui les a contraintes à se maintenir plus longtemps en politique pour pouvoir accéder, plus tard dans la carrière, à différents mandats.

Dans cette file d'attente vous aviez des personnes qui étaient dans le champ politique depuis plusieurs années, en tant qu'élu ou en tant qu'auxiliaire, à plein-temps. Ils ont ainsi développé un certain nombre de connaissances et de savoir-faire : répondre à des journalistes, prendre la parole en public, animer une réunion, diriger une fédération locale d'un parti... Par rapport à des personnes aux novices, qui avaient un autre emploi, ils se trouvaient nettement avantagés dans la compétition pour les positions les plus prestigieuses. Ce sont des personnes fortement investies et qui ont des coups d'avance par rapport à ceux qui n'ont pas le temps, parce qu'ils travaillent à côté.

Pour ce qui est des élections législatives de 2017, vos données racontent-elles une histoire très différente de ce qu'on a pu entendre dès la sortie des urnes, sur le renouvellement des élites politiques ?

Ce renouvellement était un enjeu fort pour le groupe désormais majoritaire à l'assemblée. La République en Marche avait d'ailleurs annoncé dans sa campagne la présence de plus de 50 % de « novices » sur leurs listes. Nous avons voulu mesurer avec justesse si tous les élus qui étaient annoncés comme des novices en étaient véritablement.

Ce que nous montrons, c'est que s'ils étaient des « novices » dans la carrière électorale, ils étaient loin d'être sans passé politique ! Prenons par exemple Marie Guévenoux : cette députée LREM a certes été élue pour la première fois en 2017. Mais en réalité elle est dans l'espace politique depuis presque vingt ans : c'est une ancienne attachée parlementaire d'Alain Madelin, qui a aussi été membre de plusieurs cabinets ministériels. On pourrait multiplier les exemples de ce type.

Nos données permettent de préciser cette définition de novices : ce sont des personnes qui n'ont jamais été élues auparavant, et qui n'ont jamais été collaborateurs ou auxiliaires. Il n'y a finalement que 44 % de véritables novices parmi les députés LREM.

Quelle rupture le groupe LREM a-t-il donc induit à l'assemblée ?

On peut identifier quatre catégories au sein des députés LREM. Il y a d'abord les députés sortants, transfuges d'autres partis, tels François de Rugy, Barbara Pompili, Christophe Castaner... Ces ancien(ne)s député(e)s ont rejoint la République en Marche juste avant les élections. Ils représentent 11 % du groupe.

Ensuite, on a tous ceux qui n'avaient pas été élus au niveau national mais qui avaient déjà fréquenté les coulisses du pouvoir, en particulier les cabinets ministériels – à l'instar de Benjamin Griveaux, qui faisait en quelque sorte partie de la garde rapprochée de Macron et qui a trouvé là un premier mandat d'importance. Ils sont aussi à peu près 10 %.

On a également un bloc d'environ un tiers d'élus locaux, qui pour la plupart n'avaient pas une longévité importante dans le champ. Je pense qu'au moment des attributions de l'étiquette « En marche ! », la commission de sélection des candidats a souhaité obtenir un certain équilibre (?) tout en trouvant des candidats un peu partout. Ils ont donc sélectionné des élus locaux souvent avec une courte expérience : quatre ans, cinq ans, ou un mandat tout au plus. On n'a donc pas de « vieux routiers » de la politique. Le fait qu'ils étaient aussi à la recherche de candidates femmes les a aidés, car en moyenne, au local, les femmes ont moins d'expérience. La part des élus locaux est donc importante, mais ils ont une expérience politique beaucoup plus faible que les élus locaux qu'on retrouve au PS ou chez Les Républicains.

Pour finir la dernière catégorie identifiée est celle des novices — ceux qui n'ont jamais été élus, même au local et qui n'ont jamais été auxiliaires politiques. C'est tout de même la catégorie la plus importante (44 % des députés LREM).

Le renouvellement est donc fort, malgré tout. Mais on constate, paradoxalement, que ces candidats qui durant leur campagne critiquaient la « distance au terrain » et arguaient de leur ancrage dans la « vraie vie » ne font pas vraiment de travail de circonscription. Certains ont affirmé de manière assez décomplexée que ça ne les intéressait pas. Je pense notamment au député de la région lyonnaise, Bruno Bonnell, qui a fait cette sortie dans la presse : « moi, je suis un élu de la nation, ce qu'on pense en circonscription, je n'en ai rien à foutre ». Certains n'ont même pas ouvert de permanence !

Or ce travail de circonscription, c'est un peu le symbole de la politique du XX^e siècle. La permanence est un lieu où on accueille

les citoyens, où se développe une forme d'assistance sociale : les citoyens, ne sachant pas trop où frapper, vont voir l'élu, le député ou la maire pour demander une recommandation, un avis, de l'aide, pour trouver un logement, un emploi... etc.

Un autre élément à mettre en perspective est que ce renouvellement est fortement situé socialement, avec des élus provenant souvent de l'élite économique. Nombre de députés novices ont été cadres supérieurs dans le privé, dirigeants ou associés dans des entreprises. Beaucoup ont monté des entreprises à côté de leur activité principale, ont été autoentrepreneurs à un moment... Les catégories populaires sont toujours quasi-absentes de la représentation nationale. alternatives-economiques.fr 09/07/2018

- Les (ultra)riches sont des psychopathes - partage-le.com 26.07

De nombreuses études scientifiques, d'année en année, l'ont démontré de différentes manières, les ultrariches ont tendance à être de sacrés sociopathes. On peut par exemple lire, dans un article[1] de Slate intitulé « C'est scientifiquement prouvé: les riches n'en ont rien à faire des autres », publié en 2018 :

« Un nombre croissant d'études démontrent que nous ne sommes pas tous logés à la même enseigne. Être riche changerait notre façon de voir le monde : plus on a d'argent, moins on prêterait attention aux autres et à leurs problèmes. [...]

'Les études réalisées en ligne, sur le terrain et en laboratoire aboutissent toutes à la même conclusion : les riches se préoccupent moins d'autrui que les autres classes sociales', déclare Pia Detze, la principale auteure de l'étude relayée par Quartz. »

Dans un précédent article de Slate, publié en 2010 et intitulé « Les riches n'ont pas d'empathie[2] », on apprend que :

« Les riches ont moins d'empathie que les pauvres, affirme une étude parue dans Psychological Science. D'après les chercheurs, la réussite de la classe défavorisée dépend beaucoup de la capacité de ses membres à compter sur les autres. Par exemple, explique Science Daily, si on ne peut pas se permettre d'avoir une nounou ou une baby-sitter, on doit compter sur ses voisins ou sa famille pour qu'ils surveillent les enfants pendant qu'on travaille.

Pour une de leurs expériences, les chercheurs ont utilisé des volontaires qui travaillaient dans une université, en déterminant leur classe sociale par leur niveau d'études. Dans un test de perception émotionnelle, les volontaires ont regardé des photos de visages et ont dû dire quelles émotions ces visages traduisaient. Les gens les plus éduqués ont eu de moins bons résultats que les gens les moins éduqués. Lors d'une autre, les étudiants de classe supérieure (déterminée par les propres perceptions de chaque étudiant sur le statut socio-économique de sa famille) avaient plus de mal à lire correctement les émotions d'un inconnu pendant un entretien d'embauche en groupe.

Pourquoi cette différence ? Les chercheurs pensent que les personnes riches peuvent résoudre leurs problèmes grâce à leur argent, elles ne dépendent donc pas autant de l'entraide fournie par les autres. »

Dans un article intitulé « La richesse éloigne les riches de leur humanité[3] », publié en 2014 sur le site de l'Agence Science-Presse, un média québécois à but non lucratif, rappelant que « les résultats d'expériences démontrant que l'argent nous éloigne de notre humanité s'accumulent en effet de plus en plus », on découvre les travaux de Dacher Keltner et de ses collègues de l'Université de Californie à Berkeley :

« Ils ont par exemple observé le comportement d'automobilistes à des intersections où il y avait quatre arrêts obligatoires. Les gens qui conduisaient des voitures de luxe étaient quatre fois plus enclins à couper les autres voitures que les gens conduisant des voitures bon marché. Même phénomène observé aux traversées piétonnes : les personnes dans des voitures économiques respectaient la priorité de passage aux piétons tandis que les gens dans les voitures de luxe ignoraient les piétons 46% du temps.

Et ce peu de considération pour les autres ou pour les règlements ne se manifeste pas seulement en voiture. Ayant invité des gens de différentes classes sociales dans leur laboratoire pour divers tests, l'équipe de Keltner avait disposé à la sortie un gros pot rempli de bonbons mais avec une inscription bien en vue à côté disant que les bonbons étaient réservés aux enfants qui venaient au laboratoire. Et encore une fois, plus riche était la personne, plus elle prenait souvent malgré tout un bonbon en sortant.

D'autres études montre que la richesse s'accompagne d'une plus grande probabilité d'enfreindre le code de la route, de tricher, de commettre des vols à l'étalage ou d'être moins généreux envers ceux qui demandent la charité. Certains expliquent cela par le sentiment de liberté que procure l'argent et qui fait croire qu'on peut se passer des autres, oubliant qu'il y a des choses pour notre équilibre affectif qui s'achètent difficilement. Le fait que l'opulence amène également un sentiment de supériorité essentialiste [4], c'est-à-dire l'impression d'être naturellement supérieur, ne doit pas aider non plus, côté empathie... »

Dans un autre article[5], publié sur Atlantico, on apprend que :

« Selon certaines études, les personnes appartenant à des catégories socioprofessionnelles très élevées partageraient de

nombreux points en commun avec les psychopathes. [...] Les scientifiques suisses de l'université de Saint-Gall se sont un jour amusés à comparer les comportements des traders à ceux des psychopathes retenus dans des établissements de haute sécurité. Certes, les opérateurs de marché n'ont pas bonne réputation, mais n'était-ce pas pousser le bouchon un peu loin ? Que nenni. Selon les résultats, les financiers de l'extrême serait encore plus manipulateurs et dangereux que les patients des asiles. Le goût pour la prise de risque chez les traders serait dû à un tempérament imprudent et manipulateur encore plus prononcé que chez les psychopathes. »

Dans un texte intitulé « La pathologie de la riche famille blanche[6] », le journaliste Chris Hedges, résumant ce qui précède, écrit que :

« La pathologie de la riche famille blanche est la plus dangereuse des pathologies des États-Unis. La riche famille blanche est maudite par trop d'argent et de privilèges. Elle est dénuée d'empathie, conséquence de vies entières de prérogatives. Son sens de la loyauté est restreint et elle ne possède pas d'aptitude au sacrifice personnel. Sa définition de l'amitié se réduit à 'que pouvez-vous faire pour moi??' Elle est possédée par un désir insatiable d'accroître sa fortune et son pouvoir. Elle pense que la richesse et les privilèges lui confèrent une intelligence et une vertu supérieures. Elle baigne dans l'hédonisme et le narcissisme effrénés. Et à cause de tout cela, elle interprète la réalité à travers un prisme d'auto-adulation et d'avarice qui relève de la démence. La famille blanche et riche est une menace. »

Emmanuel Macron est de ceux-là. Beaucoup — voire l'immense majorité — de ceux qui ont accès à des postes importants, qui jouent des rôles importants dans le système politico-économique dominant (« décideurs » politiques, PDG de multinationales, ultrariches à la tête d'empires financiers, etc.) en sont également. De manière plus générale et véritablement « systémique », une des nombreuses horreurs du capitalisme mondialisé, organisé par et pour les ultrariches, c'est qu'il est littéralement conçu pour encourager, à tous les niveaux, des comportements sociopathologiques, inhumains — à travers l'obligation de vendre son temps de vie sur un marché du travail ; la marchandisation de tout (de toutes nos activités quotidiennes, des interactions humaines les plus élémentaires, du monde naturel, ce qui donne les fameux « services écosystémiques », etc.) ; le fait que nous soyons prisonniers d'une société d'une taille et d'une complexité qui dépassent largement l'entendement humain, ce qui implique que nous ne pouvons faire autrement que de cautionner toutes sortes de choses dont nous ignorons tout, bon gré, mal gré, avec les conséquences que l'on sait ; et finalement la destruction de tout ce qui faisait d'une communauté une communauté, de tout ce que « faire société » impliquait d'entraide et de solidarité.

C'est pourquoi, d'un certain point de vue, les résultats d'une étude menée par des chercheurs de l'université australienne de Bond, qui nous révèlent que plus de 20% des PDG sont des psychopathes, ne sont pas étonnants (selon certaines évaluations, sur l'ensemble de la population ce taux serait d'environ 1%). Et pourtant, d'un autre point de vue, ils le sont. 20%, seulement ?! Dans une organisation sociale dont le fonctionnement général nous impose à tous de supporter, de cautionner, ou d'adopter au quotidien des comportements antisociaux, cela semble bien peu, d'autant plus que l'entreprise est l'entité sociopathologique par excellence (ainsi que Joel Bakan tente de l'exposer dans *The Corporation*).

Le système économico-politique dominant — dans lequel le pouvoir n'est pas équitablement réparti entre tous mais concentré entre quelques mains, accaparé par une oligarchie — encourage la psychopathie en récompensant les comportements psychopathiques et en punissant ceux qui font preuve de conscience et d'intégrité. Le seul exemple de l'entreprise suffit amplement à l'illustrer. Pour se maintenir dans la course capitaliste, une entreprise doit rester compétitive et, pour ce faire, ses dirigeants n'hésiteront pas à recourir à des licenciements massifs, au mépris de leurs conséquences humaines désastreuses. De la même manière, l'industrialisme se basant sur la surexploitation du monde naturel, une entreprise compétitive est une entreprise qui n'hésite pas à exploiter, polluer ou détruire l'environnement. Les politiques mentent et ne tiennent jamais leurs promesses, tout le monde le sait et, à l'instar des dirigeants du monde de l'entreprise, ils n'hésitent pas à instaurer des mesures d'austérité, au mépris de leurs conséquences humaines désastreuses.

Le lien entre pouvoir et psychopathie est inéluctable. L'histoire plurimillénaire de la civilisation et de l'État, c'est l'histoire de sociétés dans lesquelles le pouvoir est accaparé par un homme ou un groupe d'hommes (et pas de femmes, dans l'immense majorité des cas), qui en abuse. En contraste, l'histoire bien plus longue des sociétés sans État, c'est souvent celle de peuples ayant réussi, par diverses modalités culturelles, à empêcher l'accaparement ou l'accumulation du pouvoir. C'est à l'aune de cela qu'il faut comprendre la célèbre phrase de Louise Michel : « Le pouvoir est maudit, c'est pourquoi je suis anarchiste. »

Bien évidemment, les sociopathes ultrariches qui tirent le plus profit de l'organisation socioéconomique dominante sont prêts à tout pour défendre leurs privilèges, pour défendre cette organisation qui leur octroie pouvoir et richesse. Y compris, manifestement, à employer les forces violentes dont ils détiennent le contrôle. Il s'ensuit, très logiquement, que la non-violence, seule, n'a aucune chance de faire advenir le changement social et écologique tant attendu.

En attendant, une poignée d'ultrariches continuera à régner et à s'enrichir toujours plus au détriment de nous tous et de la planète dans son ensemble. Jusqu'à ce que... partage-le.com 26.07

- La pauvreté en Europe - inegalites.fr 13 juin 2018

17,3 % des Européens, soit 87 millions de personnes, vivaient sous le seuil de pauvreté en 2015 selon Eurostat [1], si on prend

en compte le seuil à 60 % du revenu médian de chaque pays (voir encadré ci-dessous). La Finlande (11,6 %), le Danemark (11,9 %), la Norvège (12,2 %) et les Pays-Bas (12,7 %) font partie des pays où le taux de pauvreté est le plus faible. Avec un taux à 13,6 %, le niveau de la pauvreté en France se situe également parmi les plus bas d'Europe. Il est même le plus faible des pays les plus peuplés.

À l'opposé, la Roumanie (25,3 %), l'Espagne (22,3 %) et la Grèce (21,2 %) ont les taux de pauvreté les plus élevés. L'Italie et le Portugal ne sont pas loin avec respectivement 20,6 % et 19,0 %. Ces pays sont fortement touchés par la crise économique et ont un taux de chômage très élevé, notamment chez les jeunes.

En prenant en compte les seuils à 40 % du niveau de vie médian national (c'est-à-dire le niveau de la grande pauvreté), les hiérarchies et les écarts entre les pays sont partiellement modifiés. En moyenne, 6,4 % de personnes sont touchées en Europe. En Roumanie (13,5 %), en Espagne (10,7 %) et en Grèce (10,2 %), plus d'une personne sur dix vit dans la grande pauvreté. Le Royaume-Uni (5,6 %), la Suède (5,1 %) et l'Allemagne (4,8 %) sont proches de la moyenne européenne. En France, la part de la population très pauvre est parmi les plus faibles (3,1 % selon Eurostat). Seule la Finlande contient encore mieux la grande pauvreté (2,2 %).

Quel seuil de pauvreté retenir ?

Les taux de pauvreté mesurent la proportion de la population qui vit avec un revenu disponible inférieur au seuil de pauvreté. Ce seuil correspond à un pourcentage du revenu médian national. Le seuil le plus souvent utilisé équivaut à 60 % du revenu médian. Le seuil à 60 % est le plus fréquemment utilisé dans les comparaisons européennes. Il s'agit d'une convention qui correspond à une conception large de la pauvreté. On peut tout aussi bien utiliser le seuil à 50 %, voire à 40 % qui se focalise sur la grande pauvreté. Aucun seuil n'est objectivement meilleur.

Le seuil retenu n'est pas le revenu médian européen mais le revenu médian de chaque pays. Le Royaume-Uni enregistre 15,9 % de pauvres au seuil à 60 % du revenu médian contre 22,3 % en Espagne. Le seuil de pauvreté britannique est plus élevé que le seuil espagnol : il est estimé à 876 euros par mois au Royaume-Uni contre 759 euros en Espagne. inegalites.fr 13 juin 2018

- Démographie Vers une planète à 11 milliards d'humains - alternatives-economiques.fr 12/07/2018

Nous vivons une époque tout à fait exceptionnelle dans l'histoire de l'humanité : quand l'auteur de ces lignes est né, il y a soixante et un ans, 2,9 milliards d'êtres humains « seulement » peuplaient la Terre. Aujourd'hui, nous sommes 7,6 milliards, 2,6 fois plus... Une hausse inégalée en un temps si court.

Des vies plus longues

La population humaine a en effet oscillé entre 200 et 400 millions d'individus depuis le début de notre ère jusqu'au XVI^e siècle, selon les estimations du projet HYDE de la Netherlands Environmental Assessment Agency. Elle n'a fini par dépasser le milliard qu'au seuil du XIX^e siècle. Depuis, la croissance démographique n'a cessé de s'accélérer. C'est le résultat, tout d'abord, d'un recul rapide de la mortalité des jeunes enfants : en France, le taux de mortalité infantile¹, qui était de 30 % au XVIII^e siècle, est tombé à 0,35 % du fait des progrès de la médecine et des conditions d'accès à celle-ci, ainsi que de l'amélioration des conditions d'hygiène, avec notamment l'eau courante et le traitement des eaux usées. Ce mouvement, qui a d'abord touché les pays industrialisés, se poursuit dans les pays du Sud, en dépit des difficultés qu'ils rencontrent : à l'échelle mondiale, le taux de mortalité infantile, qui était encore de 6,5 % en 1990, a reculé à 3 % en 2016, une division par deux en un quart de siècle.

Parallèlement, l'amélioration des conditions de travail et celle de la médecine ont permis un allongement spectaculaire de la vie. Au début du XIX^e siècle, l'espérance de vie n'était que de quarante ans en France, elle a aujourd'hui doublé. Là aussi, la même évolution se poursuit dans les pays du Sud : l'espérance de vie à la naissance, de 52,6 ans en moyenne dans le monde en 1960, est aujourd'hui montée à 71,9 ans, quasiment vingt ans de plus. En 1960, seuls 43 % des hommes et 53 % des femmes dépassaient l'âge de 65 ans. Aujourd'hui, ces taux sont respectivement de 73 % et 81 %. Cet allongement de la vie contribue par lui-même à la hausse de la population : si chacun d'entre nous reste sur Terre quatre-vingts ans au lieu de quarante, la population double à nombre de naissances égal.

Deux enfants par femme en 2100

Mais la croissance démographique a surtout accéléré du fait des comportements de reproduction, qui ne se sont adaptés qu'avec retard à la nouvelle donne. A l'époque où la mortalité infantile touchait un nouveau-né sur trois et où le risque était grand que les guerres et les épidémies enlèvent les autres avant l'âge adulte, il fallait que chaque famille ait de nombreux enfants pour qu'un ou deux survivent et puissent assurer les vieux jours de leurs parents, en un temps où les systèmes de retraite n'existaient pas. Par la suite, les femmes ont longtemps continué à avoir de nombreux enfants, alors que ceux-ci avaient beaucoup plus de chances de vivre qu'auparavant. D'où l'explosion démographique que l'on a pu observer dans les pays développés, puis dans ceux du Sud.

La transition démographique, ce processus qui amène les femmes à réduire leur nombre d'enfants, est cependant achevée désormais dans les pays développés : quasiment tous sont passés depuis les années 1980 sous la barre des 2,1 enfants par femme, qui stabilise une population. Cette transition est également bien engagée à l'échelle mondiale : une femme avait en moyenne 5 enfants en 1960, elle n'en a plus aujourd'hui que 2,5. Cette chute a été particulièrement marquée en Chine (de 5,7 enfants par femme à 1,6) et en Inde (de 5,9 à 2,4). Mais le cas le plus spectaculaire est fourni par l'Iran des mollahs : on y est passé de 6,9 enfants par femme en 1960 à 1,7 en 2015. C'est notamment cet exemple qui avait amené Youssef Courbage et Emmanuel Todd à contester en 2007 la thèse du « choc des civilisations » [1]. L'Afrique constitue cependant une exception majeure, même si la transition démographique est enclenchée : les femmes y ont en effet encore 4,9 enfants en moyenne.

Comment la population va-t-elle évoluer à l'avenir ? La prévision démographique est un art difficile. On connaît certes le nombre de personnes nées au cours des années précédentes, mais il faut encore estimer le nombre d'enfants qu'elles-mêmes auront à l'âge adulte. De plus, des crises, comme des épidémies ou des guerres, peuvent avoir un impact sensible difficile à prévoir : l'épidémie de sida, qui a surtout affecté l'Afrique, a changé la donne démographique sur ce continent dans les années 1990. Enfin, à l'échelle d'un pays donné, les comportements migratoires peuvent, eux aussi, modifier profondément les choses.

Défi écologique

Les Nations unies réalisent cependant régulièrement une prospective démographique mondiale. Le dernier exercice date de 2017. Trois hypothèses ont été chiffrées. Tout d'abord, si le taux de fécondité des femmes se maintient d'ici à 2100, 10,8 milliards de personnes peupleraient la Terre en 2050 et 16,3 en 2100, plus de deux fois plus qu'aujourd'hui... A l'autre extrême, si la fécondité passait de 2,5 enfants par femme aujourd'hui en moyenne à 1,75 en 2050 et 1,5 en 2100, la population mondiale culminerait à 8,8 milliards de personnes en 2050, pour redescendre à 7,3 milliards en 2100, un peu moins qu'aujourd'hui.

Enfin, la projection médiane, celle que privilégient les Nations unies, anticipe une baisse de la fécondité de 2,5 enfants par femme aujourd'hui à 2 en 2100. Dans cette hypothèse, nous serions 9,8 milliards en 2050 et 11,2 milliards en 2100, 47 % de plus qu'aujourd'hui... Dans ce cas de figure, l'Afrique subsaharienne apporterait à elle seule la moitié de la croissance démographique : avec son milliard d'habitants, elle pèse aujourd'hui 14 % de la population mondiale ; les 2,2 milliards d'Africains de 2050 en représenteraient 22 % ; et leurs 4 milliards de descendants 36 % en 2100. Une pression démographique qui alimente les spéculations au sujet des migrations massives susceptibles de se produire au cours des prochaines décennies.

On assisterait aussi à un vieillissement sensible de la population : la part des plus de 65 ans, qui est aujourd'hui de 8 %, grimperait à 16 % de la population mondiale en 2050 et à 23 % en 2100. Tandis que les moins de 25 ans passeraient de 42 % à 30 %. Ceci étant, les 25-65 ans, le coeur de la population active, baisseraient seulement de 49 % du total aujourd'hui à 48 % en 2100. Or, c'est cette proportion qui est déterminante sur le plan économique : combien de jeunes et de vieux un actif doit-il nourrir ?

Cette hypothèse médiane est privilégiée par les Nations unies parce qu'elle intègre des changements très progressifs des comportements humains en matière de reproduction. Elle semble cependant difficilement compatible avec les défis écologiques auxquels est confrontée la planète. Les pays riches ont évidemment une lourde responsabilité en la matière et nous devons changer en profondeur nos modes de vie, mais la recherche d'une stabilisation plus rapide de la population mondiale est elle aussi sans doute incontournable.

1. Mortalité infantile : nombre de décès d'enfants de moins de 1 an rapporté au nombre de naissances vivantes

2. Transition démographique : passage d'un régime où la fécondité et la mortalité sont élevées à un régime où elles sont faibles. alternatives-economiques.fr 12/07/2018

Parole d'internaute.

- Encore une jolie page de propagande réchauffiste. Les vagues de chaleur à court terme ont toujours existé. C'est illusoire de faire des raisonnements à long terme à partir d'événements climatiques à court terme. D'autant plus que la loupe médiatique met du spectaculaire sur les événements, sans les cadrer dans un contexte avec du recul. Et la prévision du climat futur est basée sur un modèle de faible valeur, pour la simple raison qu'il n'a jamais rien prévu correctement.

Il y a d'autres théories, bien sûr qui ne sont pas politiquement correctes car dans ce domaine on n'a pas le droit de douter de l'histoire officielle sinon on perd ses crédits. Par exemple, celle de Valentina Zharkova sur les cycles solaires, qui prévoit l'entrée dans une ère de faible activité solaire à partir de 2020 et pour un bon moment, où nous verrions la Tamise gelée comme en 1677. Il faut voir comme elle s'est fait taper dessus pour avoir osé dire ça.

La réalité c'est qu'il n'y a aucun consensus scientifique sur le climat, contrairement à ce que les politiques comme ces bandits de Al Gore ou Obama veulent faire croire, et pour la simple raison qu'il n'y a pas de modèle qui fonctionne. Et il n'y a même pas de mesures de température potables, à part Argo depuis les années 2000. La base d'un modèle correct ce sont des mesures valables.

Il y a un moment où il faut cesser de dire des bêtises sur le climat.

Toute cette histoire c'est de la religion, pas de la science.

[Le vieux monde craque de partout.](#)

Dans un sens ou dans l'autre, pour le meilleur ou le pire...

- Une immense foule de druzes israéliens proteste contre une loi controversée - AFP 5 août 2018

Une foule immense de druzes israéliens et leurs sympathisants a manifesté samedi à Tel-Aviv contre une nouvelle loi controversée qui disent-ils fait d'eux des citoyens de seconde classe.

Selon les médias israéliens, quelque 50.000 personnes ont pris part à la manifestation. AFP 5 août 2018

- Des manifestants attaquent une école religieuse en Iran, tensions croissantes - AFP 4 août 2018

Des manifestants iraniens ont attaqué une école religieuse dans une province proche de Téhéran, après plusieurs jours de protestations contre les difficultés économiques à l'approche du rétablissement des sanctions américaines.

Vendredi soir, "environ 500 manifestants ont attaqué une école religieuse, tentant de briser ses portes et de brûler des objets", a rapporté samedi l'agence de presse Fars, proche des conservateurs, en citant le directeur de l'école d'Ishtehad dans la province de Karaj.

Ils "sont arrivés avec des pierres et brisé toutes les fenêtres de la salle de prière, scandant des slogans contre le régime", avant d'être dispersés par la police anti-émeutes, a-t-il ajouté en faisant état d'arrestations.

Ces derniers jours, des manifestations rassemblant des centaines de personnes ont eu lieu dans plusieurs grandes villes comme Chiraz (sud), Ahvaz (sud-ouest), Machhad (nord-est) et Karaj. AFP 4 août 2018

- Argentine: des milliers de manifestants contre la légalisation de l'avortement - AFP 5 août 2018

Des milliers de fidèles convoqués par les églises évangéliques d'Argentine ont manifesté samedi à Buenos Aires contre le projet de légalisation de l'avortement qui doit être examiné par le Sénat mercredi. AFP 5 août 2018

- Nicaragua: manifestation de soutien aux médecins licenciés par le pouvoir - AFP 5 août 2018

Des milliers de personnes ont défilé samedi à Managua pour soutenir les médecins licenciés par le gouvernement pour avoir soigné les opposants blessés au cours des manifestations qui, depuis mi-avril, ont fait 317 morts et au moins 2.000 blessés.

Simultanément, des milliers de personnes favorables au président Daniel Ortega ont manifesté à l'appel du gouvernement pour demander "justice pour les victimes du terrorisme". AFP 5 août 2018

- Bangladesh: 115 étudiants blessés dans une manifestation qui dégénère - AFP 5 août 2018

Une centaine d'étudiants ont été blessés samedi au Bangladesh dans des heurts avec la police, qui a tiré des balles en caoutchouc en direction de manifestants protestant contre l'insécurité routière, selon un médecin et des témoins. AFP 5 août 2018

- A Séoul, affluence record à une manifestation de femmes contre les caméras espions - AFP 5 août 2018

Une nouvelle manifestation pour exiger du gouvernement sud-coréen de réprimer davantage la "pornographie par caméra-espion" a attiré samedi à Séoul une foule record de 70,000 femmes, selon ses organisateurs.

Ce sont 10.000 de plus que la précédente édition de cette manifestation mensuelle, malgré une canicule sans précédent dépassant les 37 degrés.

Les manifestations dénoncent un phénomène grandissant baptisé "molka": des vidéos de femmes tournées à leur insu dans les toilettes, à l'école, dans les trains, les vestiaires... qui sont devenues omniprésentes. AFP 5 août 2018

- Gaza: décès d'un adolescent palestinien blessé par des tirs israéliens - AFP 5 août 2018

Un adolescent palestinien a succombé samedi à ses blessures infligées la veille par des tirs de soldats israéliens lors d'une manifestation près de la barrière séparant Israël de la bande de Gaza, a annoncé le ministère de la Santé dans cette enclave. AFP 5 août 2018

- Afghanistan : des kamikazes déguisés en femmes tuent au moins 35 fidèles dans une mosquée chiite
- LeParisien.fr 5 août 2018

Le bilan s'est alourdi samedi à Gardez, dans l'est de l'Afghanistan, où les autorités ont dénombré 35 morts et 94 blessés au lendemain de l'attentat de deux kamikazes en burqa dans une mosquée... LeParisien.fr 5 août 2018

Quand des médias dits alternatifs se livrent à des numéros d'illusionnisme.

- Comment les professionnels de l'évasion fiscale noyautent les institutions européennes - bastamag.net
11 juillet 2018

Extrait. Face à la succession des scandales, et dans un contexte d'austérité budgétaire sur le vieux continent, les instances européennes se devaient de faire quelque chose pour lutter contre l'évitement fiscal des multinationales. (...) (Nous n'attendons rien des "instances européennes", nous considérons qu'elles sont illégitimes. Bref, ces gens-là leur accordent une légitimité que les peuples leur refusent. Pour qui roulent-ils ? - LVOG)

« Si nous voulons que les multinationales paient leur juste part d'impôts, il faut créer un mur étanche entre les législateurs et l'industrie de l'évitement fiscal », conclut Vicky Cann, de Corporate Europe Observatory. C'est ce que l'Organisation mondiale de la santé, assiégée par les lobbyistes de l'industrie du tabac, a fini par décider. Une initiative qui pourrait être reproduite dans d'autres secteurs. bastamag.net 11 juillet 2018

Là c'est pire encore, ils légitiment l'existence des multinationales et de l'ONU dont l'OMS est une officine. Sans rire, ces gens-là sont de gauche, mais pas vraiment des opposants au capitalisme, ils sont donc de droite et l'ignorent ! C'est leur droit, mais qu'ils l'assument.

Quand au nom du pluralisme de l'information, ils offrent une tribune à une officine de la NED/CIA.

- Russie 2017/2018, par Amnesty International - Les Crises 5 août 2018

Extrait. Les droits à la liberté d'expression, d'association et de réunion pacifique ont fait l'objet de restrictions supplémentaires. Des défenseurs des droits humains et des ONG indépendantes ont cette année encore été victimes de manœuvres de harcèlement et d'intimidation. Les droits culturels ont été battus en brèche, par le biais notamment de représailles et de l'autocensure. Des minorités religieuses ont continué d'être harcelées et persécutées. Le droit d'être jugé dans des conditions équitables a fréquemment été bafoué. La torture et les autres mauvais traitements n'ont pas cessé ; l'action des organismes indépendants de surveillance des lieux de détention continuait de se réduire. Le Caucase du Nord était toujours le théâtre de graves atteintes aux droits humains. La Russie a opposé son veto aux résolutions du Conseil de sécurité [ONU] sur la Syrie. Les droits des migrants et des réfugiés n'étaient pas protégés. Certaines formes de violence domestique ont été dépénalisées. Les personnes LGBTI demeuraient victimes de discriminations et de violences. En Tchétchénie, les hommes gays ont été la cible d'une campagne concertée d'enlèvements, de torture et d'homicides de la part des autorités locales. (...) (On retrouve là le discours des Obama, Clinto, Mc Cain, du PS au NPA, de l'Otan... - LVOG)

La police a bien souvent usé d'une force excessive et inutile pour disperser les manifestants pacifiques. (...) (Comme dans de nombreux pays pour ne pas dire tous. - LVOG)

Depuis le 26 mars, au moins huit manifestants ont été mis en examen pour des actes de violence dont ils se seraient rendus coupables alors qu'ils tentaient de se défendre ou de protéger des tiers des brutalités policières, à Moscou, à Petrozavodsk et à Volgograd. Des poursuites ont été engagées au pénal contre d'autres manifestants, dont certains faisaient l'objet d'accusations contestables. (...) (Comme dans de nombreux pays pour ne pas dire tous. - LVOG)

Le 7 février, la Cour européenne des droits de l'homme a rendu un arrêt dans le cadre de l'affaire Lachmankine et autres la Russie, concernant 23 requérants de différentes régions. (...) (Pour convaincre les lecteurs du bien-fondé de leurs intentions et de leurs accusations, tout au long de leur article ils vont faire appel à l'Union européenne, qui comme chacun sait est une institution démocratique... - LVOG)

La Loi sur les « agents de l'étranger » affectait le fonctionnement des ONG. (...) (Les ONG jouent un rôle si déterminant dans

la déstabilisation des Etats et la dislocation du mouvement ouvrier, qu'ils leur accordent quasiment un statut institutionnel international privilégié au-dessus des lois des Etats, à l'instar des Etats-Unis qui vont infliger des sanctions à n'importe qui dans le monde après avoir employé le dollar lors de transactions commerciales, par exemple. Ou encore les multinationales ou les entreprises transnationales qui intentent des procès à des Etats qui refusent la commercialisation de certains produits sur leur territoire... - LVOG)

En mars, la Cour européenne des droits de l'homme a regroupé les requêtes dont elle avait été saisie par 61 ONG russes au sujet de la loi sur les « agents de l'étranger » et les a communiquées au gouvernement russe. (...) (Dis-moi qui te finance et je te dirai qui tu es, elles ne sont pas financées par les travailleurs russes de toutes évidences. - LVOG)

Les médias restaient pour l'essentiel sous le contrôle de fait des pouvoirs publics, qui s'en servaient pour discréditer les défenseurs des droits humains, leurs opposants politiques et, plus généralement, les voix dissidentes. (...) (Comme en France, aux Etats-Unis et dans de nombreux pays, un lieu commun qui présenté de cette manière tend à le faire oublier. - LVOG)

Poursuivant leur campagne de répression de la liberté d'expression sur internet, les pouvoirs publics ont pris diverses mesures restrictives (...) (Comme en France, aux Etats-Unis et dans de nombreux pays, un lieu commun qui présenté de cette manière tend à le faire oublier. - LVOG)

La législation de lutte contre l'extrémisme a été élargie et de nouveau appliquée de façon arbitraire contre les formes d'expression protégées. (...) (Comme en France, aux Etats-Unis et dans de nombreux pays, un lieu commun qui présenté de cette manière tend à le faire oublier. - LVOG)

Une loi autorisant les autorités à qualifier d'« agents de l'étranger » des médias enregistrés à l'étranger et recevant des financements de l'étranger a été promulguée en novembre. Elle avait pour conséquences de jeter le discrédit sur ces médias et de les astreindre à de sévères obligations en matière de rapport d'activités. (...) (Comme en France et aux Etats-Unis ou encore en Israël, un lieu commun qui présenté de cette manière tend à le faire oublier. - LVOG)

La Russie a fait usage de son droit de veto à cinq reprises au sein du Conseil de sécurité de l'ONU pour bloquer des résolutions destinées à imposer des sanctions pour production et utilisation d'armes chimiques en Syrie, à condamner l'attaque qui aurait été menée avec des armes chimiques sur la ville de Khan Cheikhoun, à prier le gouvernement syrien de permettre l'accès à tous les sites et à en autoriser l'inspection, et à renouveler le mandat du Mécanisme d'enquête conjoint chargé d'identifier les personnes responsables d'attaques à l'arme chimique. (...) (La Russie a empêcher que les Américains et ses alliés bombardent la Syrie et liquident Bachar el-Assad, voilà son crime ! Pour qui roulent-ils ? Vous avez la réponse. Et Les-Crises ? Vous l'avez également. - LVOG) Les Crises 5 août 2018

Inutile de publier la suite elle est à l'avenant, Amnesty International ne fait que relayer la propagande de l'Otan...

Commentaires d'internautes

1- Vulgaire propagande de ces Ong financées par notre ennemie l'oligarchie afin de préparer le terrain aux futures guerres de l'Otan menées contre les pays refusant l'ordre mondial néocon en tentant de discréditer par avance le soutien de la Russie aux pays ciblés dont en premier lieu l'Iran. Collusion entre les idiots utiles de l'imperialisme israélo-Américain et les criminels de masse qui mettent en oeuvre ses plans.

2- Il est certain que selon les critères US des "droits humains", tels qu'ils sont définis dans la Déclaration de 45 et portée sur les fonts baptismaux de l'évangélisation anticommuniste par Eleonor Roosevelt, la Russie fait figure de pays sous-développé face aux 23 exécutions en 2017 et aux 14 en 2018 aux USA.

... sans parler de la torture permanente de l'attente de l'exécution, le record à battre est de 33 ans. Walter Moody exécuté cette année à 83 ans n'aura été supplicié que pendant 22 ans.

.. ni des peines de travaux forcés ou des détentions arbitraires comme à Guantánamo.

Il est réconfortant de voir que "la lettre au Père Noël" continue à remplir sa fonction avec Amnesty à la barre même si la Russie n'est plus communiste depuis belle lurette.

Ceci n'est pas une approbation des dérives russes mais une objection sur la qualité des moucheurs... surtout si en plus s'ils se planquent à Londres.

Quand le doigt du sage montre la lune, les idiots regardent soit le doigt soit la lune. C'est le sage qu'il faut regarder.

3- J'ai parfois l'impression qu'Amnesty international est devenue un appendice de la politique washingtonienne, notamment en stigmatisant systématiquement les régimes progressistes de l'Amérique du sud. l'article publié ici me donne un peu la même impression, car c'est une instruction totalement à charge contre le gouvernement russe, alors que ne sont évoqués ni le rôle de l'église orthodoxe ni les pratiques et les pressions de divers mouvements politiques extrémistes.

4- Évidement que la Russie a ses tares et que des abus sont commis. Personne ne conteste ça. Aucun pays n'est parfait. La France est régulièrement condamnée pour l'état déplorable des ses prisons indigne d'un pays développé. Par contre, je mets en doute l'impartialité d' Amnistie Internationale. Une ONG très loin d'être neutre et qui était en première ligne en Syrie (particulièrement à Alep) avec les "White Helmets" et l'OSDH...

5- Je n'ai pas pu lire plus que les en-têtes de paragraphe. Qui peut encore croire de telles salades indigestes prémâchées, répliquables à l' infini avec un moteur de langage branche sur le référentiel de la bien-pensance la plus épaisse? Ces rapports me font vomir. Tout cela sent la fin d'un règne, c'est trop gros et trop stupide.

Quand les médias dits alternatifs recyclent le discours de l'Otan.

- L'évacuation des Casques blancs en Syrie est-elle le prélude de l'ultime bataille ? investigaction.net 31 Jul 2018

Présentation de l'article par Investig' Action :

Investig' Action - Trahis par les Etats-Unis à l'issue des discussions entre Trump et Poutine, les rebelles syriens seraient-ils sur le point d'essayer l'assaut final? Le grand reporter Robert Fisk en pointe les signes...

Robert Fisk - Grâce à Donald Trump, c'en est fini pour les « rebelles » de Syrie qui ont été trahis par les Américains – sûrement en fin de compte par Trump lui-même au cours des discussions secrètes qu'il a eues avec Vladimir Poutine à Helsinki, peut-être le plus important des « inconnus » de ces conversations à laquelle seuls les interprètes étaient présents- comme ils ont été trahis par les Arabes du Golfe. (Vous avez le droit de verser une larme sur le sort de ces barbares après leur défaite. Les néostalinien ne supportent pas que Poutine puisse s'entendre avec Trump sur certaines questions. Pour eux la Russie ne peut que s'opposer aux Etats-Unis, comme autrefois l'Union soviétique, qui en réalité en était le complice, mais plus discrètement, ce qui leur permettait de la soutenir hypocritement. - LVOG)

Pour quelle autre raison Poutine viendrait-il d'annoncer un investissement russe de 43 milliards d'Euros dans l'industrie pétrolière et gazière iranienne ? Ne s'agirait-il pas tout simplement de rétribuer l'Iran pour son investissement dans la guerre de Syrie ? Un cadeau de Moscou qui signifierait « merci de ce que vous avez fait mais vous pouvez partir maintenant » qui serait couronné par la marche triomphale à Téhéran des forces « victorieuses », de retour en Iran après avoir fait leur devoir révolutionnaire islamique en Syrie ? (...) (Pathétique ! - LVOG)

Et voilà ! La Russie soutient l'économie iranienne, et en échange Poutine décide pour l'Iran en Syrie. (...) (Et alors, vous préféreriez que ce soit Trump ou Netanyahu qui décide à sa place ? Ah oui, Poutine se fourvoie en s'affichant avec le régime islamique iranien ! Pourquoi, Poutine devrait être le nouveau Lénine d'un régime capitaliste ? N'importe quoi ! Staline, peut-être ! On se marre bien quand même ! - LVOG)

Mais nous devons aussi nous rappeler que les nations qui ont si longtemps cherché à renverser Assad vont maintenant essayer – tout doucement – de rétablir une certaine forme de relation avec le régime de Damas. (...) Les Américains voudront aussi faire partie du casting – à la mode Trump – et à ce moment-là Poutine sera à sa disposition. (...) (Et il a trouvé cela tout seul ce "grand reporter", bravo ! - LVOG)

Les Russes sont prêts à fournir des garanties de passage sûr pour les réfugiés – ce que ces promesses valent reste une question ouverte alors que des milliers de sans-abri craignent le régime (...) (Il ne pouvait pas terminer sans reprendre la terminologie occidentale sur "le régime" syrien, et au passage une note venimeuse contre la République arabe syrienne; - LVOG)

Totalitarisme. En liberté surveillée.

- Un collègue-lycée contraint illégalement des enfants à être traçables en permanence - laquadrature.net 30 juillet 2018

Il y a dix jours, une lycéenne de l'établissement scolaire privé Rocroy Saint-Vincent de Paul, à Paris, a révélé un changement du règlement intérieur de l'établissement. À compter de la rentrée, chaque collégien et lycéen devra porter sur lui un porte-clef fourni à l'établissement par la start-up française New School et qui permettra de localiser l'élève via une puce Bluetooth intégrée. Voici le résultat de notre analyse juridique et technique de ce système, concluant à son illégalité. laquadrature.net 30 juillet 2018

Des lecteurs ne se connectent plus à ce portail, parce qu'ils estimaient que son auteur serait passer sous l'influence de théories

du complot, plus précisément parce que je m'intéresse à ce que nos ennemis mijotent contre nous, dont le recours à différentes technologies pour nous surveiller d'abord, ensuite pour nous opprimer davantage, et pour finir nous réprimer. Délire, surréalisme, mythomanie, science-fiction répondent-ils, vraiment ? On a la preuve ici que c'est bien la réalité.

Vous comprenez pourquoi ces gens-là sont dangereux, parce que nier la réalité, c'est encore le meilleur moyen de la subir ou d'être impuissant pour agir dessus...

Télécharger l'article de 10 pages :

● DOCUMENT. Un collège-lycée contraint illégalement des enfants à être traçables en permanence». (30.07)

Les inquisiteurs veillent.

- Seins, fesses, blagues de beau... sus aux cartes postales sexistes - Liberation.fr 05.08

Le mouvement féministe «Femmes solidaires» lance une campagne sur les réseaux sociaux pour dénoncer «l'image dégradante» des femmes véhiculées par certaines cartes postales, preuves (accablantes) à l'appui.

Avant de se lancer, elles ont joué les touristes lambda, flânant dans les boutiques de leur secteur, sans être particulièrement en alerte. Et le résultat est accablant : en quelques semaines, les quelque 10 000 membres des 190 antennes du mouvement féministe «Femmes solidaires» ont glané un sacré paquet de cartes postales sexistes, venues d'un peu partout en France. Liberation.fr 05.08

Le HuffPost en est encore là le 5 août 2018.

Lu dans l'article : Steven Seagal nommé "représentant spécial" du ministère russe des Affaires étrangères

- ...alors que les relations entre Moscou et Washington, au plus bas depuis la fin de la Guerre froide, sont notamment plombées par des divergences persistantes sur le conflit en Syrie, l'Ukraine ou encore les accusations d'ingérence russe dans la présidentielle américaine de 2016... Le HuffPost 5 août 2018

Stratégie de la déstabilisation des Etats et du chaos

- Corée du Nord: Washington impose des sanctions à une banque russe - Reuters 3 août 2018

Les Etats-Unis ont imposé vendredi des sanctions contre une banque russe en raison d'activités avec la Corée du Nord. Reuters 3 août 2018

- Nicaragua : la dérive sanglante d'Ortega - LeParisien.fr 3 août 2018

De plus en plus cruel, de plus en plus sanglant, de plus en plus insupportable. LeParisien.fr 3 août 2018

- Le taulard Lula à la présidentielle, permission impossible ? - Liberation.fr 3 août 2018

Libération se lâche ou les masques tombent...

Fake news, intox, xénophobie hystérique du clan de l'oligarchie favorable à la guerre mondiale.

- Des responsables américains sonnent l'alarme sur "la menace" russe - AFP 02.08.

En meeting en Pennsylvanie jeudi soir, Donald Trump a, une nouvelle fois, semblé qualifier l'idée d'une ingérence russe dans l'élection présidentielle de "arnaque".

Le contraste est à nouveau flagrant entre cette déclaration, lancée devant ses partisans, et la solennité de la conférence de presse tenue par les hauts responsables du renseignement américain, depuis la Maison Blanche, seulement quelques heures auparavant. AFP 02.08.

- La Russie continue à vouloir affaiblir les élections, dit Coats - Reuters 02.08.

- Les propos de Trump menacent la sécurité des journalistes, selon l'Onu - Reuters 02.08.

[Bienvenue chez les dégénérés qui ont un sexe à la place du cerveau.](#)

- Des milliers de personnes à la Gay Pride de Jérusalem, sous haute surveillance - AFP 02.08.

- A Paris, les Gay Games pour «déconstruire les représentations fondées sur l'ignorance» - Liberation.fr 02.08.

Près de 300 000 visiteurs sont attendus pour la 10e édition de ces «Jeux olympiques» LGBT, symboles de la lutte contre les discriminations, qui se tient dans la capitale à partir de ce samedi. Liberation.fr 02.08.

- Le Parlement adopte définitivement le projet de loi contre les violences sexuelles et sexistes - Liberation.fr 02.08.

- «Upskirting» Fin de parties pour les voyeurs - Liberation.fr 02.08.

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Venezuela

- Venezuela: Maduro dit avoir échappé à un attentat et accuse le président colombien - AFP 05.08

Le président vénézuélien Nicolas Maduro a accusé son homologue colombien Juan Manuel Santos d'être responsable d'un attentat contre lui samedi à Caracas, commis selon les autorités vénézuéliennes avec des drones chargés d'explosifs.

Le président vénézuélien Nicolas Maduro a accusé son homologue colombien Juan Manuel Santos d'être responsable d'un attentat contre lui samedi à Caracas, commis selon les autorités vénézuéliennes avec des drones chargés d'explosifs.

"Aujourd'hui on a essayé de m'assassiner", a déclaré M. Maduro lors d'une intervention radio-télévisée. "Je n'ai pas de doute que le nom de Juan Manuel Santos est derrière cet attentat", a-t-il assuré.

A Bogota, le gouvernement colombien a catégoriquement rejeté cette accusation, la qualifiant d'"absurde".

Un mystérieux groupe rebelle qui serait composé de civils et de militaires a revendiqué l'action, dans un communiqué diffusé sur les réseaux sociaux.

"Nous ne pouvons pas tolérer que la population soit affamée, que les malades n'aient pas de médicaments, que la monnaie n'ait plus de valeur, que le système éducatif n'enseigne plus rien et ne fasse qu'endoctriner avec le communisme", assure ce texte. Celui-ci est signé du "Mouvement national des soldats en chemise", jusque-là inconnu.

Le ministre vénézuélien de la Communication Jorge Rodriguez avait expliqué auparavant que M. Maduro avait réchappé à un attentat commis avec des drones chargés d'explosifs alors qu'il prononçait un discours lors d'une cérémonie militaire dans le centre de Caracas.

Sept militaires ont été blessés et hospitalisés à la suite de l'attaque, a déclaré le ministre.

"Il s'agit d'un attentat contre la personne du président Nicolas Maduro", a assuré le ministre après l'incident où l'on a vu M. Maduro, en direct à la télévision gouvernementale, interrompre son discours.

En pleine allocution, après une détonation, M. Maduro, son épouse Cilia Flores et les hauts gradés qui les entouraient sur une estrade ont regardé vers le ciel, l'air surpris et inquiet.

Après quoi la caméra a montré plusieurs centaines de soldats en train de rompre soudainement les rangs et de se mettre à courir sur l'avenue où se déroulait l'événement, dans une certaine confusion. La télévision d'Etat a ensuite coupé la retransmission.

Selon le ministre de la Communication, "une charge explosive (...) a détoné à proximité de l'estrade présidentielle" et d'autres

charges ont explosé en plusieurs endroits de la parade militaire.

M. Maduro "en est sorti complètement indemne et se trouve en ce moment en train d'effectuer son travail habituel", a déclaré le ministre.

Le président, a-t-il toutefois indiqué, "est en réunion permanente avec le haut commandement politique, avec les ministres et avec le haut commandement militaire".

Lors de son intervention postérieure, M. Maduro a fait état de plusieurs arrestations.

Outre le président colombien Santos, il a accusé des personnes vivant selon lui aux Etats-Unis. "Les premières investigations nous indiquent que plusieurs des financiers (de l'attentat, ndlr) vivent aux Etats-Unis, dans l'Etat de Floride", a déclaré M. Maduro.

"J'espère que le président Donald Trump est disposé à combattre les groupes terroristes", a-t-il ajouté.

Les explosions ont "causé des blessures à sept membres" de la Garde nationale bolivarienne qui étaient déployés sur le lieu de la cérémonie militaire, et ces effectifs "reçoivent actuellement des soins" dans des hôpitaux, a indiqué M. Rodriguez.

Le gouvernement a accusé "l'extrême droite", expression par laquelle il désigne l'opposition vénézuélienne, d'être impliquée dans cet "attentat".

Quelques minutes après les événements, les forces de sécurité étaient en train d'inspecter un immeuble qui se trouvait à proximité et dont la façade était noircie, a constaté l'AFP.

2-Syrie

2.1- Deux drones-espions israéliens abattus par des systèmes antiaériens syriens près de Damas - sputniknews.com 02.08.2018

Après que l'agence Sana a affirmé que des systèmes syriens de défense aérienne avaient abattu une cible à l'ouest de la capitale, un militaire syrien a confirmé ces informations à Sputnik, précisant qu'il s'agissait de deux drones de reconnaissance israéliens.

Des militaires syriens ont détruit jeudi dans la soirée deux drones appartenant à Israël, a appris Sputnik d'un militaire syrien.

«Les systèmes antiaériens syriens ont abattu deux drones-espions israéliens à l'ouest de Damas», a déclaré la source. sputniknews.com 02.08.2018

2.2- L'ambassade israélienne commente le déploiement de la police militaire russe dans le Golan - sputniknews.com 02.08.2018

Le déploiement de la police militaire russe sur le plateau du Golan a été réalisé avec l'aval de la partie israélienne, a annoncé l'ambassade de l'Etat hébreu à Moscou.

Israël «répondra avec hostilité» à toute incursion de soldats syriens sur le Golan Israël a donné son feu vert au déploiement de policiers militaires russes sur les hauteurs du Golan situées à la frontière syro-israélienne, a annoncé jeudi l'ambassade israélienne à Moscou.

«L'ambassade d'Israël en Fédération de Russie confirme que le déploiement des forces de la police militaire russe a eu lieu après des consultations avec Israël», a fait savoir le service de presse de la mission diplomatique.

Plus tôt dans la journée, l'état-major interarmées russe avait déclaré que la police militaire russe implanterait huit postes d'observation sur le plateau du Golan pour prévenir les provocations dans la région.

Exercice surprise de l'armée israélienne dans le Golan À l'issue des entretiens avec son homologue américain Donald Trump à Helsinki le 16 juillet dernier, Vladimir Poutine avait estimé nécessaire de régler la situation autour du plateau du Golan suite à la victoire définitive sur les terroristes sur le sol syrien. sputniknews.com 02.08.2018

2.3- Israël bombarde un groupe de Daesh en Syrie - Réseau Voltaire 3 août 2018

Le ministre israélien de la Défense, Avigdor Liberman, a reconnu que la guerre contre la Syrie s'achevait par le retour à la situation antérieure à 2011. Lors d'une inspection des forces israéliennes au Nord du pays, il a admis que le gouvernement de Damas était désormais le seul interlocuteur légitime dans le pays.

Changeant immédiatement son fusil d'épaule, l'armée israélienne a bombardé un groupe de Daesh côté syrien, tuant au moins sept terroristes.

Suite au sommet russo-US d'Helsinki, plusieurs États du « Moyen-Orient élargi » considèrent que la République arabe syrienne a gagné la guerre contre les jihadistes. Les Émirats arabes unis préparent la réouverture de leur ambassade. Israël a obtenu le respect de la ligne de démarcation avec la Syrie et tente de négocier un retrait des conseillers militaires et des milices pro-iraniennes d'où cet inattendu geste de bonne volonté contre ses alliés d'hier. Réseau Voltaire 3 août 2018

2.4- L'Onu se redéploie sur la ligne de démarcation syro-israélienne - Réseau Voltaire 3 août 2018

La Force des Nations unies chargée d'observer le dégagement (ou FNUOD) a réalisé, le 1er août 2018 (journée commémorative de l'Armée arabe syrienne), sa première patrouille le long de la ligne de démarcation syro-israélienne depuis quatre ans.

La FNUOD avait été chassée de ses positions, le 28 août 2014, et remplacée par Al-Qaïda avec l'aide de l'armée israélienne. Les Nations unies avaient versé par virement bancaire une rançon à l'organisation terroriste pour obtenir la libération de 45 Casques bleus fidjiens enlevés. Jamais l'Onu n'a révélé le nom du détenteur du compte bancaire.

Les Casques bleus ont été symboliquement escortés par la Police militaire russe ; laquelle a implanté 8 postes d'observation en avant de leurs lignes de manière à prévenir toute provocation, a confirmé le général Sergueï Roudskoï . Réseau Voltaire 3 août 2018

3- Yémen

- Yémen: 55 civils tués dans les attaques de jeudi sur Hodeïda - AFP 4 août 2018

Au moins 55 civils ont été tués et 170 blessés dans des attaques survenues jeudi sur la ville yéménite de Hodeïda, sur la mer Rouge, a indiqué vendredi le Comité international de la Croix-Rouge (CICR).

Dans un communiqué du chef de sa délégation au Yémen, Johannes Bruwer, l'organisation a condamné cette attaque, évoquant "des explosions au sol dont les circonstances demeurent inconnues", et déplorant "le manque de respect pour la vie des civils".

Selon ce communiqué, "55 civils ont été tués et 170 autres blessés lorsqu'une série d'explosions ont frappé des secteurs densément peuplés de la ville côtière, dont un marché aux poissons et des zones entourant l'hôpital Al-Thawra", un établissement soutenu par le CICR.

Leur humanisme est la politesse des salauds...

- L'ONU «choquée» par le raid à Hodeïda contre «le plus grand hôpital du Yémen». - Liberation.fr 3 août 2018

- Le Yémen menacé par une nouvelle "vague majeure" de cas de choléra avertit l'OMS - AFP 3 août 2018

SOCIAL ET SOCIÉTÉ

Chili

- Chili: menace de grève à la plus grande mine de cuivre au monde - AFP 3 août 2018

Les mineurs chiliens d'Escondida, plus grande mine de cuivre au monde, ont voté jeudi la grève après avoir rejeté une proposition de hausse salariale, jugée insuffisante, du groupe propriétaire anglo-australien BHP, faisant craindre une hausse des cours du métal rouge.

Quelque 84% des travailleurs affiliés au "Sindicato 1" ont approuvé l'arrêt de travail, selon le communiqué. Lors de la précédente grève, de 44 jours en 2017, la production de cuivre avait chuté de 39% au premier semestre, à 327.863 tonnes.

Sur les 2.500 adhérents au syndicat, 2.330 ont participé au vote de mercredi soir, une "chiffre historique pour notre syndicat", souligne cette instance.

Des négociations salariales étaient en cours depuis plusieurs semaines à Escondida, site qui représente 5% de la production globale, selon certains analystes.

Les travailleurs demandent notamment une augmentation de 5% et une participation salariale aux bénéfices enregistrés en 2017, à hauteur de 34.000 dollars (29.000 euros) par personne.

Lors des négociations de ces dernières semaines, l'entreprise a revu à la hausse son offre initiale de 13,5 à 15 millions de pesos chiliens, soit 23.000 dollars (19.600 euros) par travailleur de la mine, en plus d'un prêt sans intérêt et d'autres avantages.

Escondida est un des sites miniers les plus rentables du monde. Malgré la grève la plus longue de l'histoire des mines du pays, les bénéfices en 2017 ont été de 1,192 milliards de dollars (1,020 milliards d'euros), en hausse de 20% par rapport à l'année précédente.

L'activité des mines chiliennes, pilier de l'économie du pays, est tirée par l'appétit de la Chine, premier importateur mondial de métal rouge. Avec un tiers de la production de la planète, le Chili reste le champion du cuivre. AFP 3 août 2018

ECONOMIE

France

- L'armurier français Manurhin passe sous contrôle émirati - RT 2 août 2018

Le fabricant historique des pistolets de la Police a été racheté par un groupe émirati. Il avait cédé cette activité depuis plusieurs années mais restait le seul producteur français de machines de munitions.

La chambre commerciale du tribunal de grande instance de Mulhouse (Haut-Rhin) a décidé ce 1er août que le fabricant de machines de munitions Manurhin, ex-fleuron de l'armement français, serait repris par le groupe de défense des Emirats arabes unis Edic (Emirates Defense Industries Company), selon le greffe.

Fondé en 1919, Manurhin s'était rendu célèbre avec la fabrication des revolvers de la police nationale, activité aujourd'hui abandonnée au profit de la production de machines de cartoucherie. L'offre de reprise d'Edic prévoit de conserver 104 des 145 employés que comptait l'entreprise au moment de la mise en redressement judiciaire.

Trois autres groupes étaient candidats à la reprise de Manurhin : l'industriel de l'armement belge New Lachaussée, la PME française Odyssee Technologies et le groupe slovaque Delta Defence. Deux autres candidats, l'un tchèque et l'autre français, ont retiré leur offre en ne se présentant pas à l'audience.

«Le tribunal de Mulhouse, qui connaît l'unique cause de nos difficultés, s'est prononcé avec pragmatisme en faveur du projet financier le plus solide pour Manurhin », a commenté dans un communiqué le président du directoire, Rémy Thannberger.

«Edic reprend l'intégralité de notre carnet de commandes et le fait que plus des deux tiers des effectifs soient conservés à Mulhouse montre que nous avons su préserver le savoir-faire de l'entreprise, et surtout le transmettre à une nouvelle génération de collaborateurs prometteurs», a-t-il ajouté, regrettant que «la France ne croi[e] plus en son industrie».

Le ministre français de l'Economie, Bruno Le Maire, s'est félicité de la décision du tribunal qui permet de maintenir «plus de 100 emplois industriels et de pérenniser un savoir-faire industriel exceptionnel». Seul fabricant français de machines de munitions, Manurhin était en redressement judiciaire depuis le 13 juin après avoir été placé pendant un an en procédure de sauvegarde. Il est actuellement détenu à 60% par des investisseurs alsaciens et sa direction. Celle-ci explique les difficultés du fabricant par l'impossibilité de financer son développement et d'avoir accès au crédit bancaire. Son chiffre d'affaires a chuté à 12,1 millions d'euros en 2017, soit moins de la moitié de 2016, alors que son carnet de commandes s'établit à 100 millions d'euros. En 2017 Manurhin a connu une perte nette 2017 de 16,7 millions d'euros. RT 2 août 2018

[Haut de page ↗](#)

Le 7 août 2018

CAUSERIE ET INFOS

Les articles de la rubrique CAUSERIE ET INFOS ont été classés par catégorie ou pays. Je vais voir comment on peut les archiver pour les retrouver facilement. Peut-être en vrac dans un fichier et en tapant un mot clé votre ordinateur vous enverra aux titres correspondant. Je n'ai plus de temps à consacrer à une banque de données, désolé. Je n'est pas de robot pour m'assister !

- Causerie au format pdf (17 pages)

Pour ceux qui sont familiarisés avec l'informatique.

- Dire adieu à Google c'est possible. Voici quelques astuces - Sputnik 06.08

Google a pénétré dans tous les domaines de votre vie et vous ne pouvez plus imaginer votre existence sans ses produits? En même temps, vous avez l'impression qu'il en «sait» beaucoup trop sur vous, ce qui vous préoccupe? Voici donc des alternatives qui vous permettront d'y renoncer.

Dans son blog, le journaliste et expert en communication Nithin Coca a partagé son expérience en matière de substitution de produits Google par d'autres analogues dont vous n'avez peut-être jamais entendu parler. Il est donc temps de les découvrir, propose le journal russe Life.

Moteur de recherche: <https://duckduckgo.com> et <https://www.startpage.com>

Ces deux services sont orientés sur la confidentialité: ils ne recueillent pas vos données personnelles. En se servant des deux, vous trouvez sans souci en ligne tout ce que peut trouver le célèbre moteur de recherche Google.

Navigateur web: <https://www.mozilla.org>

À quoi bon vous attacher tant à Chrome, si Firefox existe? Les créateurs de ce navigateur ont comme personne d'autre pensé à la confidentialité des utilisateurs. Qui plus est, Mozilla a été récemment mis à jour et offre désormais des améliorations importantes.

Messagerie: <https://jitsi.org/jitsi-meet>

Voici encore une alternative parfaite à Hangouts / Google Chat. Jitsi Meet peut être téléchargé ou lancé directement depuis le navigateur. Rapide et sûr, il fonctionne sur pratiquement toutes les plateformes.

Cartes: <https://wego.here.com/?x=ep&map=41.484,32.80816,3,normal> et <https://maps.me>

Saviez-vous que Here WeGo est plus rapide que Google Maps? Mais ce n'est pas tout! Il offre par ailleurs plus de résultats que ce dernier. Pour les mobiles, les voyageurs ne trouveront rien de mieux que Maps.me.

Courrier électronique: <https://protonmail.com>

Contrairement aux autres messageries, ProtonMail vous garantit un haut niveau de sécurité et de confidentialité. Un autre atout est son interface qui est facilement accessible. Seul défaut: l'option gratuite est assez limitée et pour avoir accès à la totalité des fonctions, il vous faudra payer quatre euros par mois.

Calendrier: <https://www.fastmail.com>

Les produits Google sont tellement omniprésents que les stratups ne pensent même pas à créer des alternatives. «Après avoir testé quelques autres options médiocres, j'ai choisi Fastmail», souligne Nithin Coca.

Documents/Stockage: <https://nextcloud.com>

NextCloud est une alternative digne de Google Docs et Google Drive. Vous y trouverez toutes les fonctions de ces derniers et il vous surprendra par son agréable interface. Il vous faudra pourtant être patient lors de son premier lancement qui est assez difficile.

Analyse d'audience de sites: <https://matomo.org>

Certes, Matomo n'est pas aussi bon que Google Analytics, mais ce logiciel gratuit vous fournira toutes les informations de base

sur votre trafic et sans que des personnes tierces puissent y accéder.

Système d'exploitation mobile: <https://lineageos.org> et <https://f-droid.org/en>

Le népotisme est un héritage de l'Ancien Régime.

- "Le népotisme est partout en Inde, de la politique à Bollywood." Le HuffPost 6 août 2018

Népotisme : Abus qu'une personne en place fait de son crédit, de son influence pour procurer des avantages, des emplois aux membres de sa famille, à ses amis, aux personnes de son parti, de son milieu. (Le Grand Robert de la langue française)

Bollywood, l'Hollywood indien basé à Mumbai, ex-Bombay.

Mumbai est la capitale économique de l'Inde, Kolkatta, ex- Calcutta est la capitale industrielle et Delhi la capitale politique. Le népotisme et la corruption gangrène la société à tous les étages, d'où le statut semi-féodal que je lui attribue. Le statut social est l'une des seules choses avec la religion que les Indiens respectent ou digne d'intérêt pour eux, malheur à ceux qui sont en bas de l'échelle sociale !

Népotisme en Ve République. De la famille au clan des fripouilles et des putains.

- Affaire Benalla : Macron et ses proches «ont géré la crise en clan» - leparisien.fr 06 août 2018

Le silence du chef, de qui et par qui tout procède en Macronie, fut si long qu'il a révélé de façon criante les faiblesses du dispositif par temps de crise. Il n'y a qu'à tendre l'oreille, encore aujourd'hui, au sein de la majorité pour se rendre compte de l'effroi qui l'a traversée au plus fort de la tempête Benalla.

Aujourd'hui, certains pointent « le bunker de l'Elysée » auquel seul un petit nombre de députés ont accès. « Ils fonctionnent en clan et ont géré la crise en clan, juge a posteriori un parlementaire marcheur. S'ils veulent que nous soyons une famille politique, il va falloir qu'ils changent. »

Emmanuel Macron a gagné la présidentielle en mode commando grâce à un petit cercle fermé de fidèles rompu au culte du secret. Avant l'affaire Benalla, les arbitrages à l'Elysée étaient pris de plus en plus tard, quitte parfois à mettre les ministres devant le fait accompli. leparisien.fr 06 août 2018

- La "Secret Story" de Benalla. Travailler auprès d'une "star" de la télé-réalité ne va pas le changer beaucoup ! (Un internaute)

- Closer confirme : Alexandre Benalla a (déjà) retrouvé du travail, comme garde du corps d'Ayem - Closer 05 août 2018

Mardi 30 juillet dernier, Ayem Nour a été aperçue aux côtés... d'Alexandre Benalla. Ce même jour, l'ex-candidate de Secret Story aurait littéralement "pété les plombs" dans un avion lorsqu'elle a appris que la nounou de son fils Ayvin ne serait pas assise à côté d'elle selon Public. D'après TvRealityFR, c'est Vincent Miclet, l'ex-compagnon d'Ayem Nour qui aurait engagé l'ancien garde du corps d'Emmanuel Macron pour assurer la sécurité de leur fils. "Alexandre Benalla est désormais le nouveau garde du corps d'Ayem & Ayvin, il les accompagnera dans tous leurs déplacements !", peut-on lire sur le compte Instagram.

En ce moment, celui qui se faisait appeler "Mars" et s'affichait proche d'Emmanuel Macron sur son profil Tinder, comme Closer vous le révélait, se trouve dans la ville de Marrakech. Closer 05 août

Une histoire de putains qui rehausse l'image du gigolo Jupiter.

Vincent Miclet, homme d'affaires milliardaire (transport, construction, pétrole et trading), PDG de Petroplus Overseas, châtelain et il profite de son argent pour s'acheter des putains...

- Nesma aurait passé du temps avec le milliardaire qui n'aurait pas hésité à dépenser plus de 10 000 euros pour le shopping personnel de la jeune femme. Idylle sincère avec Nesma ou simple aventure passagère pour tenter de rendre Ayem jalouse ? star24. tv 24 août 2017

Dans quel monde vivons-nous.

Des psychopathes tyranniques sont aux commandes, les élites ou les intellectuels dégénérés ou corrompus sont à leur service, et

les peuples ignorants subissent le sort qu'ils leur imposent.

Rien de changer en somme depuis des millénaires, non ? Tout du moins sur ce plan-là.

L'homme a créé les conditions lui permettant d'accéder à son émancipation, mais il demeure incapable de s'en saisir pour la réaliser. Certains d'entre eux se croient évolués parce que leurs conditions matérielles ont évolué, mais comme ils continuent d'ignorer le processus dialectique qui en est à l'origine, leur niveau de conscience ne dépasse pas le stade élémentaire d'un primate évolué.

Pire, au lieu de progresser la civilisation humaine régresse, se décompose, se disloque, se putréfie, du coup il ne peut pas profiter pleinement de l'amélioration de sa condition matérielle, parce qu'il vit dans une société (un monde) de plus en plus inégalitaire et injuste, autant dire détestable, qui l'angoisse, mine son existence ou lui interdit de lui donner un sens, bref, en un mot lui pourrit la vie qu'il ait un revenu de 1.000 ou de 10.000 euros par mois, personne n'y échappe.

Plus les jours passent et plus son cas s'aggrave ou la situation empire, dans ces conditions il devient pour lui de plus en plus difficile de se sentir bien dans sa tête ou dans sa peau, il doit redoubler d'hypocrisie ou d'imagination pour faire abstraction de cette réalité peu ragoûtante, tout simplement bien digérer ou passer une bonne nuit. Il pourra toujours se donner bonne conscience en estimant qu'il n'y est pour rien sans que cela change quoi que ce soit, les brefs et aléatoires répit qu'il aura encore les moyens de s'offrir demeureront superficielles avant de replonger dans le cauchemar qui est devenu son lot quotidien.

Dès lors on pourrait dire qu'il ne tient qu'à lui de mettre un terme à cette situation, mais on s'en abstiendra, parce que tout est fait pour qu'elle dure indéfiniment et qu'il ne comprenne pas ce qui se passe réellement.

Ici, nous essayons juste de l'éclairer, ensuite il fera ce qu'il peut.

Comment expliquer dès lors ce mécontentement mondial nonobstant une amélioration indéniable de la condition humaine générale? - Mondialisation.ca 06 août 2018

- ... huit hommes seulement disposent d'une richesse équivalente à celle de la moitié la plus pauvre de la population mondiale. Le document considère qu'il est «plus que grotesque» qu'une poignée d'hommes riches, emmenés par le fondateur de Microsoft Bill Gates, détiennent une fortune de 426 milliards de dollars correspondant aux avoirs de 3,6 milliards de personnes.

De même, un rapport[9] de l'Institute for Policy Studies a révélé que les trois citoyens les plus riches des États-Unis (Jeff Bezos, Bill Gates et Warren Buffett) sont plus riches que la moitié la plus pauvre de la population de ce pays, soit 160 millions de personnes! Leur richesse combinée correspond au chiffre effarant de 248,5 milliards de dollars. Commentant les conclusions de ce document, Chuck Collins, économiste et co-auteur du rapport, a déclaré que la «classe des milliardaires» continue de se séparer du reste de la population à un rythme accéléré, et que «tant d'argent concentré dans si peu de mains quand tant de gens luttent n'est pas seulement un signe de mauvaise politique économique, c'est une crise morale».

Pankaj Mishra fort bien capturé et éloquent résumé l'image d'ensemble et la chorégraphie de cette danse macabre dans laquelle le monde s'est retrouvé. Il a fait remarquer que «les futurs historiens pourraient bien voir en un tel désordre le début de la Troisième –la plus longue et la plus étrange– des Guerres mondiales, une guerre qui, par son ubiquité, s'apparente à une guerre civile mondiale.

- Recensant un nombre impressionnant de recherches dans son livre de 2014 *The Progress Paradox*[11], Gregg Easterbrook affirme que presque tous les aspects de la vie occidentale se sont considérablement améliorés au cours du siècle dernier, et que les cinquante dernières années ont tellement amélioré presque tout pour presque tout le monde que c'est de la pure perversité de se sentir mal à propos de tout ou presque. Tout récemment[12], il a réitéré cette affirmation tout en dénonçant tous ceux qui sont engagés dans une «politique de nostalgie compétitive» qui exige le retour à un passé idéalisé qui ne peut jamais être atteint parce que, dit-il, il n'a tout simplement jamais existé. Au lieu de cela, Easterbrook est convaincu que par quelque critère d'évaluation significatif que ce soit, le monde moderne est meilleur qu'il ne l'a jamais été et qu'un avenir meilleur encore peut être réalisé.

Dans la même veine, évaluant la condition humaine au troisième millénaire, le chercheur en sciences cognitives Steven Pinker, s'appuyant également sur les résultats d'une vaste recherche et soixante-quinze graphiques, souligne que «la vie, la santé, la prospérité, la sécurité, la paix, la connaissance et le bonheur»[13] sont en augmentation, pas seulement en Occident, mais dans le monde entier. Il tire de ce fait la conclusion apparemment logique qu'il n'y a jamais eu de meilleur moment pour être un être humain.

Et pourtant, aujourd'hui, la plupart des hommes et des femmes se sentent moins heureux que les générations précédentes; un fait qui a poussé David Callahan à poser la grande question de savoir pourquoi tant de gens se promènent-ils en exhibant un air renfrogné plutôt qu'en souriant, heureux qu'ils devraient être de la chance qu'ils ont d'être nés dans la génération actuelle?[14]

Comment expliquer dès lors ce mécontentement mondial nonobstant une amélioration indéniable de la condition humaine générale? (...)

Je vous fais grâce de la suite qui était très longue et qui relevait de la divagation d'un intellectuel à la dérive ou paumé.

Voici comment il termina son article, c'est pour dire :

- Dans une prochaine analyse, nous tenterons d'expliquer les raisons et les seules conditions et circonstances dans lesquelles l'Islam sera effectivement en mesure de répondre à l'appel qui lui est lancé de jouer à nouveau son «rôle historique». (Tout un programme, quel délire ! - LVOG)

Notes.

[9]Chuck Collins et Josh Hoxie, Billionaire Bonanza 2017: The Forbes 400 and the Rest of Us.

[11]Gregg Easterbrook, The Progress Paradox: How Life Gets Better While People Feel Worse, 2004.

[12]Gregg Easterbrook, It's Better than It Looks: Reasons for Optimism in an Age of Fear, PublicAffairs, 2018.

[13]Steven Pinker, Enlightenment Now: The Case for Reason, Science, Humanism, and Progress, 2018.

[14]David Callahan, The Cheating Culture: Why More Americans Are Doing Wrong to Get Ahead, 2004.

(Source : La civilisation moderne à l'épreuve par Amir Nour - Mondialisation.ca 06 août 2018

Témoignages.

- De l'ubiquité du mal par Craig Murray (ex-diplomate britannique) - Mondialisation.ca 01 août 2018

Pour ceux qui ne le sauraient pas déjà, en ce moment au Royaume-Uni, le leader du Labour (Parti travailliste) Jeremy Corbyn est la cible d'une campagne médiatique tonitruante destinée à détourner les électeurs de sa candidature aux prochaines élections qu'étant donnée la faiblesse du parti Tory mené par Theresa May, le Labour est quasiment sûr de gagner, ce qui le placera incontestablement en position de Premier ministrable (le Premier ministre britannique est nommé par la Reine, qui doit choisir le leader du parti arrivé en tête des législatives). L'accusation majeure portée contre Corbyn : il serait « antisémite ». En réalité, il est seulement « coupable » de soutenir les droits des Palestiniens.

Quant à Craig Murray, il a été révoqué en 2004 de son poste d'ambassadeur du Royaume-Uni en Ouzbékistan pour y avoir dénoncé des faits de torture et des violations graves des droits de l'homme. Malheureusement pour lui, l'Ouzbékistan était l'allié des USA et de la Grande-Bretagne. (Entelekheia)

Ma vision du monde a changé pour toujours quand, après 20 ans au ministère des Affaires étrangères, j'ai vu des collègues que je connaissais et que j'aimais s'aligner sur la complicité de la Grande-Bretagne dans les pires tortures, comme l'explique en détail le stupéfiant récent rapport de la Commission parlementaire du renseignement et de la sécurité [Rapport sur les mauvais traitements et la torture de prisonniers de 2001 à 2010, Commission d'enquête du Parlement britannique, PDF]. Ces collègues avaient également accepté de garder le secret sur cette politique, en contournant délibérément toutes les procédures normales d'enregistrement et de suivi des dossiers, comme la commission l'a noté :

131. Nous constatons ne pas avoir vu non plus vu les procès-verbaux de ces réunions, ce qui nous préoccupe beaucoup. Les discussions politiques sur une question aussi importante auraient dû faire l'objet de procès-verbaux. Nous approuvons la conclusion de M. Murray, à savoir que si cela n'avait pas été grâce à ses actions, ces questions n'auraient peut-être jamais été révélées.

Les gens qui faisaient ces choses n'étaient pas spécialement mauvais ; ils essayaient simplement de garder leur emploi et se rassuraient en se disant qu'ils étaient seulement des fonctionnaires qui obéissaient à des ordres. Nombre d'entre eux étaient également motivés par cette fièvre « patriotique » irresponsable qui s'empare de certains en temps de guerre, alors que nous envahissions l'Irak et l'Afghanistan. Presque personne dans le ministère des Affaires étrangères britannique ne s'était élevé contre la torture ou contre cette guerre illégale — Elizabeth Wilmshurst, Carne Ross et moi avons été les seuls à démissionner.

J'ai ensuite fait l'expérience encore plus mortifiante d'un ministère des Affaires étrangères qui a cherché à me punir pour ma dissidence par une série d'accusations d'inconduite grave — dont certains chefs d'accusation criminels. Mes accusateurs savaient très bien que leurs allégations étaient fausses. Les enquêteurs ont su qu'elles étaient fausses, grosso modo, dès

leur deuxième jour d'investigations. J'ai néanmoins subi l'enfer d'un lynchage médiatique de six mois avant d'être acquitté de tous les chefs d'accusation initiaux (je n'ai été reconnu coupable que d'avoir révélé les chefs d'accusation dont je faisais l'objet, leur existence ayant été officiellement secrète !) Ceux qui m'ont fait ça étaient des gens que je connaissais.

J'avais été précédemment premier secrétaire de l'Ambassade de Grande-Bretagne en Pologne, où j'avais été brutalement confronté à l'histoire de l'Holocauste, notamment à travers ma participation à l'organisation de la commémoration du 50e anniversaire de la libération d'Auschwitz. Ce qui m'avait le plus frappé était l'ampleur de l'opération de l'Holocauste, les dizaines de milliers de personnes complices de son administration. Je ne pouvais pas comprendre comment cela avait pu se produire — jusqu'à ce que je voie des gens ordinaires, au sein du Foreign Office britannique, se rendre complices de programmes de torture. Alors j'ai compris, pour la première fois, la banalité du mal ou, peut-être plus précisément, l'ubiquité du mal. Bien sûr, je ne compare pas l'ampleur de ce qui est arrivé à l'Holocauste – mais le mal peut opérer à des échelles différentes.

C'est ce que je crois revivre aujourd'hui. Je ne pense pas que la majorité des journalistes de la BBC, qui diffusent un flot continu de propagande contre Corbyn, qui serait selon eux « un antisémite », croient sincèrement Corbyn raciste. Ils ne font que leur travail, qui est d'aider la BBC à écarter la perspective d'un gouvernement de gauche radicale, au Royaume-Uni, qui menacerait le partage actuel des richesses massivement opéré en faveur des élites mondialistes. Ils feraient valoir qu'ils ne font que répercuter ce que d'autres disent ; mais bien sûr, le choix de ce qu'ils rapportent et la façon dont ils le disent reflètent leur mission.

La vérité dont je suis certain est la suivante. Si, comme l'ont proclamé certains médias sur le ton de l'hystérie, les Juifs de Grande-Bretagne étaient réellement sous le coup d'une menace existentielle du type de celle qui a englouti les Juifs d'Europe dans les années 1930, Jeremy Corbyn, Billy Bragg, Roger Waters et, si je peux me permettre, votre humble serviteur, nous ferions partie des quelques personnes qui mourraient à leurs côtés sur les barricades. Pourtant, ils sont traités aujourd'hui « d'antisémites » et harcelés parce qu'ils soutiennent le droit à s'opposer à l'oppression des Palestiniens. Quant aux journalistes qui portent ou répercutent actuellement ces accusations, en cas de crise grave, ils continueraient à peaufiner leur propagande officielle pendant que les fonctionnaires rédigerait des bordereaux de trains. C'est comme ça que ça marche. Je l'ai vu. De très près. Mondialisation.ca 01 août 2018

[Combat contre l'imposture, le populisme, l'opportunisme, la désinformation.](#)

A gauche, droite !

Comment légitimer le régime en place ou faire croire que les Etats-Unis pourraient être une démocratie ? La gauche poisseuse, décomposée, corrompue vous fournit le mode d'emploi.

Poissex dans le sens de quelque chose de gluant qui inspire le dégoût.

- Terrain d'entente : Pour des élections sûres et une véritable sécurité nationale par Noam Chomsky, Michael Moore, Bill Richardson, etc - Les Crises 6 août 2018

Extrait. De nombreux Américains demeurent profondément préoccupés par les informations faisant état d'ingérence russe dans les élections de 2016. Entre-temps, les relations entre les États-Unis et la Russie sont à leur niveau le plus bas et le plus dangereux depuis plusieurs décennies. Dans l'intérêt de la démocratie au pays et de la sécurité nationale, nous devons trouver un terrain d'entente pour sauvegarder les intérêts communs – en prenant des mesures pour protéger les élections nationales et empêcher la guerre entre les deux superpuissances nucléaires mondiales. (Lire les précisions plus loin. - LVOG)

(...) En tant que nation, nous devons renforcer notre système électoral contre les intrusions illégales... (C'est quasiment le discours des néoconservateurs fanatiques des partis démocrate et républicain repris par l'ensemble des médias aux Etats-Unis et en France notamment. Ils entretiennent l'illusion que le système électoral américain pourrait être favorable aux travailleurs, alors qu'il ne l'a jamais été depuis qu'il existe, soit un siècle. Ils osent tout. - LVOG)

(...) En même temps, les gouvernements américain et russe montrent de nombreux signes qu'ils sont sur la voie de la confrontation. (Ces intellectuels sont visiblement sous l'influence des néoconservateurs va-t-en-guerre... - LVOG)

(...) Les États-Unis devraient mettre en œuvre un changement d'approche marqué à l'égard de la Russie. (Ces intellectuels sont manifestement mal informés ou c'est du pur populisme. LVOG)

(...) Aucun avantage politique, réel ou imaginé, ne pourrait compenser les conséquences si une fraction des arsenaux américains et russes devait être utilisée dans un échange thermonucléaire. (On en tremble déjà ! Ils répandent la propagande de la terreur qui rend impuissant les peuples et profite uniquement à ceux qui les oppriment. Ce sont aussi des psychopathes. - LVOG)

Quel délire ! Vous savez pourquoi ils en sont là ?

Parce qu'ils sont inféodés au régime capitaliste, au système politique en place, au bi-partisme entre républicain et démocrate financés par Wall Street, alors quand les deux candidats ou partis sont manifestement infréquentables, ils ne savent plus à quel saint se louer ou se vendre, ils en perdent la notion de la réalité ce qui les amène à raconter n'importe quoi, soutenir les thèses les plus farfelues, ils s'enfoncent dans le déni un peu plus chaque jour jusqu'à s'y noyer. Leurs masques tombent, ils montrent leur vrai visage d'opportuniste, de fausse gauche qu'ils sont.

Décus par Obama, puis par Sanders, dans l'impossibilité de soutenir H. Clinton, il ne leur reste plus qu'à charger Trump aveuglément quitte à faire le jeu des néoconservateurs les plus extrémistes. Sur la Syrie, ils ne pouvaient soutenir ni Daesh ou Al-Nosra, ni Bachar el-Assad, alors ils les ont renvoyés dos-à-dos, laissant les mains libres aux agresseurs de la Syrie en devant ainsi leurs complices.

Bien entendu, notre propos n'est pas de soutenir Trump contre ses adversaires. Mais au moment où il met un terme à la guerre en Syrie, il serait mal avisé de lui attribuer la responsabilité de la situation en Syrie, ce serait faire preuve de la plus crasse stupidité ou souhaiter que la guerre continue.

Paradoxalement, dans certaines circonstances nous devons tenir compte des nuances qui existent au sein du camp de la réaction sans que cela ne nous pose un problème ou conduise à une quelconque confusion, puisque quel que soit le camp que nous ménagerions, la caractérisation que nous en faisons ne laisse aucun doute sur ses intentions, encore faut-il le rappeler ou le préciser. Tout dépend de l'enjeu surtout.

Il n'existe pas de règles valables en toutes circonstances, contrairement à ce que se figurent la plupart des militants qui n'ont pas été formés au maniement de la dialectique. Marx n'a pas soutenu les réformes sociales proposées par Bismarck parce qu'elles auraient contribué à renforcer son pouvoir au détriment des socialistes, mais il a adopté une position similaire à Guillaume II sur l'unité de l'Allemagne attaquée par la France, parce qu'il estimait que la constitution de tous les peuples en nations était un facteur progressiste qui s'inscrivait dans le cadre du processus dialectique historique.

Ce processus doit être abordée sur deux plans, diachronique (historique) et synchronique (présent ou à un moment donné). De la même manière que l'on peut décrire une personne telle qu'elle se présente devant nous en faisant abstraction de son passé, ou la décrire à partir des expériences qu'elle a vécues depuis sa naissance.

Variante : grand angle et téléobjectif, microscope et télescope, micro et macroéconomie, etc. A suivre.

En complément. De qui et de quoi cette gauche institutionnelle se fait-elle l'écho ?

- Malgré l'hystérie fomentée dans les élites politiques et les médias alignés sur le Parti démocrate, la campagne anti-russe des démocrates ne trouve aucune réponse significative parmi la grande masse du peuple américain. (...) il est clair que la campagne des démocrates sur l'ingérence russe n'évoque pas de réponse populaire. wsws.org 26 juillet 2018

- Les Américains sont las de la saga politico-judiciaire liée à l'«ingérence russe» dans la présidentielle américaine de 2016, selon le dernier sondage de Harvard-Harris Poll, publié vendredi par The Hill.

64% des personnes interrogées estiment que l'enquête sur les liens entre Donald Trump et la Russie cause du tort aux États-Unis, tandis que 56% ont souligné que les autorités américaines devraient s'occuper d'autres problèmes, notamment de la santé, de l'économie, du chômage et de la lutte contre le terrorisme. 44% ont soutenu la poursuite de l'enquête. sputniknews.com 24.06.2017 (Source vérifiée : <http://thehill.com/homenews/administration/339146-poll-voters-grow-weary-of-russia-probes>)

Poll: Voters grow weary of Russia probes - thehill.com 06/23/17

...73 percent — say they're concerned that the Russia probes have caused Congress to lose focus on the issues important to them.

In addition, 62 percent said there exists a campaign to delegitimize the president. thehill.com 06/23/17

Traduction.

73% - se disent préoccupés par le fait que les sondages russes ont fait perdre au Congrès l'attention sur les questions importantes pour eux. En outre, 62% ont déclaré qu'il existe une campagne pour délégitimer le président.

Autrement dit la majorité des Américains s'en foutent contrairement à cette gauche de nantis, ils ont des problèmes plus importants qui les préoccupent.

Les ONG sont les principaux instruments du « Soft Power », de la stratégie du chaos et de la

déstabilisation des Etats.

- Comment Washington et les ONG « Soft Power » ont manipulé le nombre de morts au Nicaragua pour entraîner un changement de régime et des sanctions. par Max Blumenthal - Mondialisation.ca 04 août 2018

Le gouvernement sandiniste du Nicaragua a-t-il vraiment tué plus de 300 manifestants pacifiques ? Une analyse médico-légale du nombre de victimes révèle que l'affirmation est un mensonge dangereux.

Une étude détaillée du nombre de morts enregistrés au Nicaragua depuis la violente campagne de destitution du président Daniel Ortega et de son gouvernement sandiniste montre qu'au moins autant de partisans sandinistes ont été tués que de membres de l'opposition. L'étude, « Monopolizing Death », montre comment les ONG locales partisans ont compté tous les décès survenus depuis avril, y compris les accidents et les meurtres de Sandinistes, avec les meurtres commis par les forces pro-gouvernementales. Washington s'en est emparé pour plaider en faveur de sanctions et intensifier les pressions pour obtenir un changement de régime.

La manipulation du nombre de morts fut la pièce maîtresse d'une harangue du 25 juillet par la représentante républicaine Ileana Ros-Lehtinen devant la Chambre des Représentants (ie Assemblée Nationale). Alors qu'elle plaidait en faveur d'une résolution bipartite condamnant le président nicaraguayen Daniel Ortega pour avoir soi-disant ordonné le massacre de manifestants, Ros-Lehtinen a déclaré : « Monsieur le Président, quatre cent cinquante ! C'est ainsi que de nombreux Nicaraguayens ont été tués par le régime d'Ortega et ses voyous depuis le mois d'avril de cette année ».

L'image d'un régime dictatorial qui abat les manifestants pacifiques sans défense a été conçue pour exercer une pression en vue d'une attaque contre l'économie nicaraguayenne sous la forme d'une série de sanctions, comme la loi Nica (Nica Act). Son récit fut appuyé par le vice-président Mike Pence, qui a condamné le gouvernement nicaraguayen pour « 350+ morts aux mains du régime », et par Ken Roth, directeur exécutif de Human Rights Watch, qui a également laissé entendre qu'Ortega avait personnellement ordonné l'assassinat de « 300 manifestants contre son régime corrompu et répressif ».

Au cours des deux dernières semaines, je me suis rendu au Nicaragua pour interviewer des dizaines de victimes de l'opposition nicaraguayenne soutenue par les États-Unis. J'ai rencontré des fonctionnaires de police qui ont vu leurs collègues abattus par des éléments bien armés alors qu'on leur ordonnait de rester à l'intérieur de leurs locaux, des dirigeants syndicaux sandinistes dont les maisons ont été incendiées, et des citoyens ordinaires qui ont été enlevés à des barrages routiers et extirpés de leurs foyers pour être battus et torturés, parfois avec l'assentiment de prêtres catholiques. Il était clair pour moi que l'opposition nicaraguayenne était tout sauf pacifique dans sa tentative de changement de régime.

Et il était également clair que de nombreux Sandinistes avaient été tués depuis le début du chaos en avril. Les victimes de l'opposition comprennent Gabriel de Jesus Vado, un policier de Jinotepe, qui fut kidnappé, traîné derrière une voiture et brûlé vif sur vidéo lors de la « tranchée » à Monimbo ce mois-ci, un quartier de Masaya que l'opposition occupait violemment depuis des semaines.

Mais selon la logique employée par le Congrès et la Maison Blanche, qui tient le gouvernement responsable de chaque mort survenue entre avril et juin au Nicaragua, le meurtre de Vado et d'une vingtaine d'autres membres de la police nationale nicaraguayenne n'a jamais eu lieu, pas plus que la mort de quiconque tué par les paramilitaires de l'opposition. C'est ce que vous devez croire si vous blâmez le gouvernement sandiniste pour tous les morts.

La manipulation du bilan des morts par le Congrès et les ONG occidentales de soft power est exposée méticuleusement et en détail dans « Monopolizing Death ».

L'auteur de cette étude médico-légale, le chercheur nicaraguayen indépendant Enrique Hendrix, décrit son analyse comme « la preuve d'une campagne qui, en l'absence d'une cause juste, utilise la mort de chaque citoyen comme motif pour manipuler les émotions de la population afin d'opposer « le gouvernement » et « le peuple ».

Hendrix m'a dit qu'il a commencé son étude, « Monopolizing Death », deux semaines après le début des protestations anti-Sandiniste. « Tous les médias d'opposition ont commencé à prétendre que tous ces décès se produisaient [aux mains des forces gouvernementales], et j'avais beaucoup d'incertitudes », a-t-il dit. « J'ai donc commencé à faire des recherches sur les listes des organisations de défense des droits de l'homme et j'ai vraiment essayé de déterminer si le nombre de morts n'était composé que d'étudiants, comme le rapportaient les médias de l'opposition. »

Le texte complet de l'étude de Hendrix, traduit en anglais par le collectif de journalistes Tortilla con Sal, est intégré à la fin de cet article, ainsi qu'une feuille de calcul analysant (en espagnol) chaque décès en détail.

Les ONG partisans de défense des droits de l'homme en tant qu'arme de changement de régime

L'étude de Hendrix examine les décès enregistrés par les trois principales organisations nicaraguayennes de défense des droits de l'homme. Il s'agit du Centre nicaraguayen des droits de l'homme (CENIDH), de la Commission interaméricaine des droits de l'homme (CIDH), dont l'implication a été demandée par le gouvernement du Nicaragua le 13 mai dernier, et de l'Association nicaraguayenne des droits de l'homme (ANPDH).

Ce sont les organisations sur lesquelles le Congrès US, la Commission interaméricaine des droits de l'homme et les organisations internationales de soft power comme Human Rights Watch se sont appuyés pour comprendre la violence qui a déferlé sur le Nicaragua.

Pendant mon séjour au Nicaragua, j'ai appris comment les membres du CENIDH et de l'ANPDH ont participé activement à la campagne de destitution du gouvernement sandiniste. Par exemple, trois étudiants de l'université publique UNAN m'ont dit que le conseiller juridique du CENIDH, Gonzalo Carrion, était présent avec les étudiants et les militants de l'opposition lorsqu'ils ont pris le campus et que Carrion était même un spectateur de leur violence.

Ramon Avellan, le commissaire de police de Masaya, m'a raconté comment des membres du personnel de l'ANPDH sont apparus à plusieurs reprises à son poste de police aux côtés de militants de l'opposition pour le supplier de se rendre. Cet acte qui aurait abouti à la prise totale de la ville par l'opposition armée, qui, selon Avellan, comprenait une forte représentation des cartels criminels locaux.

L'ANPDH a été fondée à Miami, véritable base de l'opposition de droite du Nicaragua, et a été financée dans les années 1980 par le National Endowment for Democracy du gouvernement américain pour dépeindre les Contras comme victimes de la brutalité communiste. Aujourd'hui, le groupe reste une arme politique de choix contre le mouvement sandiniste.

Comment les ONG antisandinistes de « défense des droits de l'homme » et Washington ont manipulé les données

Hendrix a constaté que les trois principaux groupes de défense des droits de l'homme autoproclamés au Nicaragua avaient supprimé les contextes des décès qu'ils avaient enregistrés afin d'associer chaque mort non naturelle survenue dans tout le pays entre le 19 avril et le 25 juin aux meurtres commis par les forces pro-gouvernementales nicaraguayennes.

Il a constaté que sept catégories de décès étaient incluses dans les rapports sur les droits de l'homme. Toutes les catégories, à l'exception d'une seule, n'avaient aucun lien avec la violence gouvernementale.

Le voici :

- Noms en double
- Décès non liés aux protestations
- Personnes assassinées par l'opposition
- Les militants de l'opposition, y compris ceux qui sont impliqués dans les actions violentes.
- Des spectateurs innocents
- Noms sans données significatives pour déterminer la cause du décès
- Décès omis dans chaque liste

Selon Hendrix, les rapports du CENIDH, du CIDH, de l'ANPDH et de l'ANPDH ont été complétés par les décès de « victimes d'accidents de la circulation, d'altercations entre gangs, de meurtres par vol, de ceux tués par le tir accidentel d'une arme à feu et, plus absurde encore, d'un suicide ».

L'étude du CIDH comprend neuf noms en double, alors que les trois organisations mentionnent 97 morts qui n'avaient aucun lien avec les manifestations. Les causes de 77 décès mentionnés dans les trois rapports restent inconnues.

Alors que l'opposition nicaraguayenne a hurlé au massacre d'étudiants relevant du génocide, Hendrix a découvert lors de ses recherches que sur la soixantaine de morts parmi les éléments anti-sandinistes aux mains des forces pro-gouvernementales, seuls 16 ou 17 étaient réellement des étudiants.

Le plus choquant est que la recherche médico-légale de Hendrix a démontré que l'opposition a tué au moins autant de partisans sandinistes et d'agents de police que d'opposant tués par les forces gouvernementales. Ce chiffre contredit directement la narrative, diffusée par les États-Unis, d'un dictateur qui fauche les manifestants pacifiques.

Il serait facile pour quiconque connaît la situation qui s'est développée sur le terrain au cours des trois derniers mois de comprendre pourquoi tant de Sandinistes ont été tués.

Fin avril, Ortega a ordonné à ses forces de police de rester dans leurs locaux, comme condition du dialogue national qu'il a entamé avec l'opposition. L'ordre signifiait que pendant environ 55 jours, les partisans sandinistes ont été laissés seuls pour

repousser une croisade nationale de vengeance sanguinaire. D'innombrables citoyens ont été battus ou menacés de destruction de biens par l'opposition uniquement parce qu'ils appartenaient au front sandiniste.

Parmi les meurtres de Sandinistes décrits dans le rapport de Hendrix, il y avait un bébé de 25 mois, l'enfant de Gabriella Maria Aguirre, qui est décédée le 13 juin à Masatepe de bronchoaspiration lorsque son ambulance a été retenue à un barrage routier de l'opposition.

Pendant ce temps, dans des villes comme Masaya et Jinotepe, la police s'est retrouvée assiégée, coupée pendant des semaines sans nourriture ou médicaments, et a fini par livrer une bataille féroce avec les militants de l'opposition qui les avaient encerclés.

La mort de ceux qui, au sein des rangs de l'opposition, ont été tués par accident ou à la suite de violences fratricides a également été décontextualisée dans ces rapports et n'est donc pas reconnue comme telle par Washington et les organismes juridiques internationaux. Par exemple, le journaliste guatémaltèque Eduardo Spiegler, qui fut écrasé par un décor de rue – un « arbre de vie » – renversé par des manifestants de l'opposition alors qu'il couvrait leurs actes de vandalisme.

Des ONG anti-sandinistes aux organismes internationaux, sans aucun contrôle entre les deux.

Le gouvernement nicaraguayen a nommé sa propre commission composée d'experts indépendants pour enquêter sur les décès survenus depuis avril. Selon Hendrix, la Commission interaméricaine des droits de l'homme a refusé d'accepter les données de l'enquête officielle du Nicaragua, préférant s'appuyer sur celle de l'ANDPH.

Cela signifie que le principal organisme international chargé de tirer des conclusions sur la violence au Nicaragua s'est largement appuyé sur une ONG partisane résolument anti-sandiniste et n'a pas fait de travail indépendant.

À Washington, pendant ce temps, des membres du Congrès comme Ros-Lehtinen n'ont pas seulement compté sur la narration déformée de l'opposition, ils ont exagéré le nombre de morts pour faire promouvoir une attaque plus profonde contre l'économie du Nicaragua.

Hendrix a souligné qu'étant donné que les ONG locales de défense des droits de l'homme comme ANDPH comptaient tellement sur les médias d'opposition hautement partisans pour établir un bilan, « il est impossible de vérifier dans beaucoup de cas s'ils disent même la vérité » .

Il s'est demandé si « nous ne serions pas devant une manipulation encore plus grande que celle que nous connaissons. »
» Mondialisation.ca 04 août 2018

Ahurissant ! Quelle découverte ou quand la recherche scientifique fait un bond d'un siècle en arrière et crie eureka !

- Des chercheurs découvrent des propriétés inhabituelles à la sexualité - Sputnik 29 05.08.2018

Les bienfaits de la sexualité dépassent le plaisir évident. Faire l'amour est bon pour la santé physique et morale, à en croire des résultats scientifiques plutôt surprenants.

Après avoir réalisé plusieurs études, des scientifiques de l'Université d'État de New York ont constaté que des substances chimiques qui avaient été découvertes dans les spermatozoïdes étaient responsables de l'humeur, indique le portail américain List25.

En outre, selon les résultats de leur étude, des rapports sexuels réguliers réduisent le nombre de maux de tête et aident à lutter contre la dépression, ainsi qu'à normaliser le sommeil. Sputnik 29 05.08.2018

Après cette détente dans tous les sens du terme on se sent bien, on est détendu, vous l'avez remarqué aussi, eux ils viennent de le découvrir, on les plaint ! Apparemment, ce sont des scientifiques qui n'ont jamais connu l'orgasme, ce qui confirme ce que j'avais supposé dans une précédente causerie...

L'agence de presse russe Sputnik publie presque quotidiennement des articles complètement débiles dont certains s'apparentent visiblement aux fake news. Comme RT, ils relaient la voix de l'extrême droite, en cela ils peuvent s'entendre avec Trump. Il n'y a pas de mystères, que des explications...

[Totalitarisme. De fausses bonnes intentions pour une vraie censure.](#)

Grille de lecture.

Loin de nous l'idée de soutenir cet illuminé, provocateur et réel complotiste, cet idiot utile du régime comme il en existe une multitude, qui mêle vraies et fausses informations, de sorte que le doute s'installe durablement dans les esprits ou que le peuple à défaut de certitudes ne soit pas en situation de pouvoir démêler le vrai du faux et ne croit plus en rien, hormis des chimères.

Quand on est dans l'impossibilité de savoir quelle est la situation exacte, il est impossible de la combattre, pire, on est susceptible de la saisir par le mauvais bout et de combattre contre son propre camp.

- Les géants du web passent à l'offensive contre le complotiste Alex Jones - huffingtonpost.fr 07.08

Le réseau social (Facebook - ndr) précise que c'est bien le langage utilisé et pas les thèses conspirationnistes véhiculées par Alex Jones qui l'a incité à agir.

De son côté, Apple a retiré de sa plateforme la plupart des podcasts d'Alex Jones, a constaté l'AFP, information relevée initialement par BuzzFeed. Sollicité par l'AFP pour commenter cette décision et en préciser la portée, Apple n'a pas donné suite. Puis à la mi-journée lundi, YouTube a suspendu la chaîne d'Alex Jones, qui comptait 2,4 millions d'abonnés. huffingtonpost.fr 07.08

Que lui reproche-t-il ?

- D'affirmer que le gouvernement américain aurait commandité plusieurs actes terroristes, comme les attaques du 11-Septembre.

- ...de "glorifier la violence" et "d'utiliser un langage déshumanisant pour décrire des personnes transgenre, musulmanes et immigrées", en infraction avec le règlement interne de Facebook. huffingtonpost.fr 07.08

Parce que voyez-vous, les oligarques (GAFAM) et leurs porte-parole n'ont jamais manifesté la moindre mauvaise intention envers les musulmans et les immigrés, les opprimés en général, ils ne conspirent pas contre tous les peuples, ils n'ont jamais diffusé de fake news, d'ailleurs c'est bien simple, ils sont irréprochables !

Quant au 11/9 on est invité à soutenir la version officielle délivrée par Bush, Powell , Cheney et Cie !

Ils nous prennent vraiment pour des cons ! Ils osent tout, quoi ! Et cela commence à se savoir...

[Ils osent tout.](#)

- Européennes 2019: "bon marxiste", Julien Dray explique pourquoi il veut être tête de liste PS - Le HuffPost 06.08

"Je suis un bon marxiste, je préfère un pas en avant que mille programmes."

"Au cœur de ma démarche, il y a la volonté de créer une dotation universelle qui s'impose à tous les pays pour chaque jeune européen à l'âge de 18 ans, indique le conseiller régional francilien. Ce serait un capital de départ donné à chaque jeune pour faire sa vie comme il l'entend." Le HuffPost 06.08

Permettre à "chaque jeune" de "faire sa vie comme il l'entend", pour sortir une connerie pareille, effectivement pas besoin de programme, là il prend vraiment les jeunes pour des demeurés !

- Climat : "La situation est tellement urgente qu'il faudrait une planification écologique", selon Eric Coquerel - Franceinfo 06.08

Un crétin utile du lobbying écologiste emmené par Obama, Al Gore et quelques milliardaires de Wall Street...

Non, il a raison, pourquoi vous l'attaquer sur ce point-là ? Réfléchissons un instant, comme un changement de régime n'est pas d'actualité, il est impossible de réaliser une "planification écologique". Alors pourquoi faire croire le contraire ? Pour faire oublier qu'il ne combat pas pour un changement de régime, CQFD.

Autrement dit, selon le principe cause toujours il en restera quelque chose, cela revient à charger ceux qui détiennent le pouvoir de la réaliser, c'est entretenir l'illusion que cela serait possible, il leur sert la soupe, capito ?

- Artus - Pourquoi soigne-t-on les crises de la dette par l'endettement ? - LePoint.fr 06.08

Question à 1 centime d'euro : Parce qu'ils ne peuvent pas faire autrement ! Là aussi réfléchissons un instant.

Dans quel état sont sortis tous les Etats qui avaient participé à la Seconde Guerre mondiale ? Endettés jusqu'au cou. Et quelle est la première mesure qu'ils adoptèrent à l'issue de la guerre pour relancer le cycle du capitalisme ? Ils recoururent massivement à la dette, au plan Marshall, en quatre ans les États-Unis versèrent à l'Europe 16,5 milliards de dollars (l'équivalent de 173 milliards de dollars de 2018). (Wikipédia)...

- Transracisme: peut-on être blanc de peau et se sentir profondément noir, ou inversement? - Slate.fr

Slate ou le transracisme !

- L'Aquarius ne veut pas reconduire les migrants en Libye - Reuters 06.08

Alors qu'on le saisisse ou qu'on le coule !

- Devant la Maison Blanche, des stars de Broadway manifestent contre Trump - AFP 06.08

Chantant "America the Beautiful", hymne patriotique américain, portant les lettres "treason" (trahison) à bout de bras devant la Maison Blanche, plusieurs stars de Broadway ont donné de la voix lundi contre la présidence de Donald Trump. AFP 06.08

Ce sont des nostalgiques de la grandeur passée de l'impérialisme américain, du Far West à Broadway !

- Affaire Skripal: Londres prêt à demander à Moscou l'extradition de deux suspects, selon The Guardian
- Reuters 06.08

Le journal, qui cite des sources au sein du gouvernement et des services de sécurité, ajoute que les procureurs ont bouclé leur demande d'extradition et qu'elle est prête à être transmise à la Russie.

La police et les agences du renseignement, poursuit le Guardian, ont reconstitué les mouvements des deux suspects russes depuis leur entrée sur le territoire britannique jusqu'à leur départ. Reuters 06.08

Qui sont ces deux ressortissants russes ? Que faisaient-ils en Grande Bretagne ? Pendant combien de temps y sont-ils restés ? Quand sont-ils arrivés et quand sont-ils partis ? Top secret ! Vous devez croire sur parole le gouvernement britannique et ses services de sécurité, désolé, mais c'est trop nous demander.

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Venezuela

1.1- Venezuela: Maduro prépare sa riposte après l'attentat dont il aurait été la cible - AFP 6 août 2018

Le président du Venezuela Nicolas Maduro, soutenu par l'armée, se prépare à répliquer avec une poigne de fer à l'attentat dont il dit avoir été la cible, et l'opposition redoute une nouvelle vague de répression.

Le ministre de la Défense Vladimir Padrino Lopez a exprimé dimanche, de même que le haut commandement militaire, son entier soutien au président Maduro.

"Nous restons fermement attachés à nos convictions, soutenant inconditionnellement et avec la plus grande loyauté notre commandant en chef", a déclaré le ministre.

Il a confirmé les déclarations de M. Maduro selon lesquelles il a réchappé samedi à un attentat mené avec des drones chargés d'explosif pendant une cérémonie militaire dans le centre de Caracas.

Six hommes accusés d'avoir tenté d'assassiner M. Maduro ont été arrêtés, a annoncé dimanche le ministre de l'Intérieur Nestor Reverol.

"Nous avons jusqu'à présent six terroristes et tueurs à gages arrêtés, plusieurs véhicules saisis; des perquisitions ont eu lieu dans divers hôtels de la capitale, où des preuves accablantes ont été découvertes", a déclaré le ministre.

"Les exécutants et les planificateurs à l'intérieur et à l'extérieur du pays ont été entièrement identifiés" et "d'autres arrestations ne sont pas exclues dans les prochaines heures", a indiqué M. Reverol.

Le procureur général Tarek Williams Saab, proche du pouvoir, a annoncé qu'il révélerait lundi les identités des personnes arrêtées.

Peu après les faits, M. Maduro a mis en cause son homologue colombien, qui doit passer les rênes du pouvoir mardi à son successeur Ivan Duque. "Je n'ai pas de doute que le nom de Juan Manuel Santos est derrière cet attentat", a assuré M. Maduro, évoquant aussi des "financiers" non identifiés qui résideraient aux Etats-Unis.

Il a également mis en cause "l'ultra-droite", se référant ainsi à l'opposition vénézuélienne.

"Il n'y aura pas de pardon" pour les auteurs, a prévenu M. Maduro. "Ceux qui ont osé aller jusqu'à l'attentat personnel, qu'ils n'espèrent pas le pardon, nous les poursuivrons et nous les capturerons où qu'ils aillent se cacher, je le jure!", a lancé le président.

A Bogota, le gouvernement colombien a qualifié d'"absurde" l'accusation portée contre le président Santos.

Les Etats-Unis ont nié toute responsabilité dans les faits. "Je peux dire catégoriquement qu'il n'y a eu absolument aucune participation du gouvernement américain là-dedans", a déclaré John Bolton, conseiller pour la sécurité nationale du président Donald Trump.

Selon le ministre de l'Intérieur, l'attaque a été menée à l'aide de deux drones, chacun chargé d'un kilo de C4, un puissant explosif militaire.

L'un des drones a survolé la tribune présidentielle mais a été brouillé et est allé exploser "hors du périmètre prévu", a déclaré M. Reverol. Le contrôle du second drone a été perdu et il a explosé contre un bâtiment situé non loin du lieu où se déroulait la parade.

Un mystérieux groupe rebelle qui serait composé de civils et de militaires a revendiqué l'action dans un communiqué diffusé sur les réseaux sociaux. AFP 6 août 2018

1.2- Pas d'implication US dans l'explosion de drones au Venezuela, dit Bolton - Reuters 5 août 2018

Selon Bolton, le gouvernement de Nicolas Maduro pourrait être à l'origine de cette explosion.

"Cela pourrait être beaucoup de choses, comme un prétexte mis en place par le régime de Maduro ou quelque chose d'autre", estime le conseiller américain... Reuters 5 août 2018

Il fallait oser le dire !

2- Etats-Unis/Iran.

- Washington détaillera lundi le rétablissement des sanctions contre l'Iran - Reuters 6 août 2018

La Maison blanche effectuera lundi une annonce pour détailler le rétablissement des sanctions contre l'Iran qui doit avoir lieu dans la semaine, conformément au souhait du président Donald Trump, a déclaré dimanche le secrétaire d'Etat Mike Pompeo.

Une première série de sanctions américaines doit ainsi être rétablie dans la semaine. Elles portent sur l'achat par l'Iran de dollars, sur le commerce de l'or et des métaux précieux, sur le charbon et sur les logiciels industriels.

"Il s'agit d'une part importante de nos efforts visant à repousser les activités malveillantes de l'Iran", a déclaré Mike Pompeo aux journalistes dans l'avion qui le ramenait à Washington après un voyage en Asie. "Les Etats-Unis vont appliquer ces sanctions", a-t-il ajouté.

Selon un représentant du département du Trésor, qui s'est exprimé sous couvert d'anonymat, le rétablissement des sanctions sera effectif mardi à 16h01 GMT.

Plus tôt dans la journée de dimanche, la télévision publique iranienne rapportait que Téhéran allait assouplir les règles de contrôle

des changes afin de tenter d'endiguer le plongeon du rial, la devise nationale, qui a perdu la moitié de sa valeur depuis avril dans la perspective d'un retour des sanctions américaines.

Des manifestations se sont produites dans plusieurs villes d'Iran pour une sixième soirée consécutive, dimanche, pour protester contre l'inflation provoquée par la chute du rial, selon des vidéos diffusées sur les réseaux sociaux.

Un homme a été tué à Karaj, à l'ouest de Téhéran, ont annoncé les autorités, niant toute implication des forces de sécurité, ont rapporté les agences de presse iraniennes.

"Le peuple iranien est mécontent - non pas des Américains, mais de ses propres dirigeants", a réagi Mike Pompeo. "Il est mécontent de l'incapacité des dirigeants iraniens à tenir leurs promesses économiques."

Washington veut que les Iraniens puissent être entendus dans le choix des responsables du pays, a dit le secrétaire d'Etat, sans aller jusqu'à appeler à un changement de régime à Téhéran.

Mike Pompeo a toutefois déclaré qu'il faudrait "un changement important" de la part de l'Iran pour échapper au rétablissement des sanctions américaines, à commencer par adopter un comportement "normal".

La semaine dernière, Donald Trump s'est dit prêt à oeuvrer à une amélioration des relations entre Washington et Téhéran en s'entretenant avec les dirigeants iraniens, une proposition rapidement rejetée par des représentants iraniens.

"Nous sommes ravis de discuter s'il y a un accord approprié, qui pourrait mener à une issue positive", a dit Mike Pompeo. "A l'heure actuelle, il n'y a aucune preuve de leur envie de changement de comportement." Reuters 6 août 2018

SOCIAL ET SOCIÉTÉ

3- Bangladesh

- Bangladesh. La colère étudiante ne faiblit pas - Liberation.fr 6 août 2018

Les universités de Dacca, capitale du Bangladesh, se sont à nouveau enflammées lundi. Plus d'une centaine de manifestants et des journalistes ont été tabassés par les forces de l'ordre ou, selon plusieurs sources, par des jeunes affiliés au parti au pouvoir. Les protestataires dénonçaient l'insécurité routière, après la mort de deux collégiens percutés par un bus. Ils réclament la démission du ministre des Transports. En réponse, le gouvernement propose la peine de mort en cas d'accident mortel «délibéré»... Liberation.fr 6 août 2018

Dans tous les pays ou presque toutes les couches de la population sont à cran, elles n'en peuvent plus d'être gouvernées par des despotes civils ou militaires...

[Haut de page ↗](#)

Le 8 août 2018

CAUSERIE ET INFOS

● [Causerie au format pdf \(11 pages\)](#)

[Au pays de la non-violence...](#)

Message reçu du Consulat général de France à Pondichéry.

- L'annonce du décès, survenu ce jour, de M. KARUNANIDHI, leader politique et ancien Chief Minister du Tamil Nadu, ses obsèques et les hommages qui lui seront rendus pourraient donner lieu à des manifestations et affecter la vie quotidienne par des mesures d'ordre public décidées par les autorités locales (restrictions de mouvements et jours de deuil) en particulier au Tamil Nadu et à Pondichéry.

Le Consulat général de France recommande à la communauté française de se tenir informée, d'éviter les lieux de rassemblement et de limiter en tant que de besoin les déplacements au nécessaire.

Karunanidhi, homme d'affaire parmi les plus grandes fortune du Tamil Nadu (60 millions d'habitants où j'habite), mafieux, chef d'un gang à la tête duquel se trouve son fils, Staline (ce n'est pas une blague !), impliqué avec sa soeur dans plusieurs affaires de corruption, malversations, trafics, spoliation de terres, assassinats, etc. Staline a pris le relais de son père à la tête du DMK, un parti nationaliste tamoul. L'air patibulaire, Karunanidhi n'est jamais apparu en public sans ses lunettes noires. Il est décédé à l'âge de 95 ans, la pourriture a la peau dure !

[Le tableau de l'été en images et en texte \(de haut en bas en partant de la gauche\).](#)

Texte accompagnant l'image de la page d'accueil du portail.

- "Mimétisme ; Quand puritanisme féminin et putasserie font bon ménage. ; Macron produit de la télé-réalité comme cette poufiasse, elle est à vendre en ce moment ; La farce... et à la trappe ! ; A la commission des lois ils papotent, rêvassent, se marrent bien ou s'emmerdent ! ; C'est le peuple syrien qu'il faut saluer pour son courage héroïque contre une coalition de 134 Etats et une horde de barbares ; Facebook impuissant même au Venezuela."

On sait que leur milieu et ceux qui gravitent autour est porté aux vices, à toutes les perversités, à la prostitution, à la traite des blanches.

Ils n'arrêtent pas de nous emmerder avec leurs histoires d'harcèlement sexuel, et ils nous montrent des seins et des culs, des corps dénudés, des formes provocantes à tire-larigot. Après avoir instauré le puritanisme de bénitier, ils ont fait la promotion de la pornographie qu'ils ont mis à la portée de tous avec Internet, et avec la crise du capitalisme, les salaires misérables et le chômage de masse ils ont transformé la société en un immense lupanar dont ils sont les premiers à tirer profit dans tous les sens du terme. Après avoir assimilé la femme à une sous-espèce de l'homme, les voilà qui décrètent qu'elle serait son égal quand ils n'inversent pas les rôles pour monter l'un contre l'autre, alors que la nature a fait en sorte qu'ils soient complémentaires.

Si les préjugés et le comportement que peuvent avoir certains hommes envers les femmes sont archaïques et détestables, ils en portent la responsabilité pour avoir maltraité les femmes pendant des siècles ou plutôt des millénaires, depuis que l'exploitation de l'homme par l'homme existe ou le passage au patriarcat qui a ravalé la femme à un statut inférieur du fait de sa fonction sociale procréatrice depuis que le développement des forces productives a permis de produire des marchandises au-delà des besoins des hommes et d'accumuler des richesses, du coup la valeur d'usage d'une femme a été supplanté par la valeur d'échange des marchandises produites par les hommes dès lors qu'elle permettait aux hommes d'accroître leur pouvoir, pour finalement instaurer une société qui leur accorderait des droits supérieurs à ceux des femmes.

Et quand les femmes furent mises à contribution pour produire certaines marchandises produites jusque là par les hommes, leur statut demeura longtemps inchangé, puis il évolua pour se rapprocher de celui des hommes mais sans jamais l'égaliser autrement que sur le papier, continuant en réalité d'être surexploitées, doublement exploitées, encourageant les hommes à conserver le même comportement de supériorité à leur égard, les mêmes préjugés qu'on leur reproche aujourd'hui.

Dans un grand nombre d'entreprises ou de fonctions les femmes rentrèrent en concurrence avec les hommes ou les remplacèrent, parce que les capitalistes en tiraient davantage de profit en sous-payant leur force de travail.

Depuis l'époque où les femmes étaient vendues à la foire aux esclaves jusqu'à nos jours, rien n'a fondamentalement changé puisque le rapport de dominant à dominé qui caractérise le règne de l'exploitation de l'homme par l'homme n'a jamais cessé d'exister ou continue de se reproduire à tous les échelons de la société.

Ce qui ressort de cette brève analyse, c'est que les hommes et les femmes ont toujours été soumis au même rapport de dominant à dominé qui a pour origine les inégalités sur lesquelles repose le mode de production capitaliste et qu'il ne disparaîtra qu'avec lui, puisque les bases de l'exploitation de l'homme par l'homme ou de l'exploitation de la femme par l'homme auront disparu.

Dès lors, la nouvelle société à laquelle nous aspirons sera bâtie non pas sur le principe d'égalité, puisque la nature a fait en sorte que l'homme et la femme ne soient ni égaux, semblables ou comportent des fonctions spécifiques à chacun, mais sur un principe qui intègre l'ensemble de ces particularités de manière à ce que les besoins ou aspirations de l'ensemble des hommes et des femmes soient satisfaits cette fois sans discrimination, après qu'ils eurent cessé d'être en concurrence ou de s'affronter au travers de rapports devenus obsolètes et qui disparaîtront naturellement.

[7 800 000 c'est beaucoup plus \(dangereux\) que le RN \(ex-FN\).](#)

- Le tweet du Monde qui a lancé l'affaire Benalla a été diffusé aux... 7 800 000 abonnés du Monde ! - Les-crisis.fr

En réalité, cela signifie que Macron bénéficie de beaucoup plus de soutiens que ce que l'on nous raconte...

Etat policier. Quand la population se transforme elle-même en agence des services du renseignement.

Un internaute - Facebook (avec seulement 23 000 salariés) ce sont les habitants de la terre entière qui renseignent cette base de donnée (avec enthousiasme).

Internet tombe sous le coup de la censure mondiale des GAFAM.

- La grande purge commence sur Internet - Réseau Voltaire 7 août 2018

En moins de douze heures, les géants de l'Internet ont supprimé tous les comptes du groupe Infowars et du journaliste Alex Jones, favorable au président Donald Trump.

Cette purge, qui fait suite à une audition de la Commission de la chambre des Représentants pour la Justice sur la censure d'Internet, a été coordonnée par Apple, Facebook, Google, Spotify et YouTube.

Toutes les vidéos d'Alex Jones ont été supprimées de la toile.

Cette décision a été prise au nom de l'idéologie puritaine qui affirme la responsabilité de chacun de s'opposer aux discours déviants. Elle contredit la conception états-unienne de la liberté totale d'expression, exprimée par le 1er amendement de la Constitution.

Des sociétés privées liées au Parti démocrate viennent de mettre fin à un principe fondateur des États-Unis, ainsi que nous l'avions anticipé, il y a deux ans : « Les États-Unis vont-ils se réformer ou se déchirer ? », par Thierry Meyssan, Réseau Voltaire, 25 octobre 2016. Réseau Voltaire 7 août 2018

Internet va s'avérer être d'ici quelques années, le plus formidable instrument de la dictature mondiale de l'oligarchie jamais conçu pour asservir les peuples. Avec cet épisode on n'est même pas encore au hors d'oeuvre, c'est plutôt de l'ordre de l'amuse-gueule, de la friandise qui ne touche que des couches marginales de la population. Personnellement je ne fréquentais pas le portail d'Alex Jones.

En complément.

- Edward Snowden estime que Facebook est une société de surveillance se présentant comme un réseau social - cnews.fr 19.03.2018

France. Le préfet de police de Paris auteur d'une fausse déclaration (fake news).

- Benalla. Le couple de la Contrescarpe n'a pas menti à la police - Liberation.fr 8 août 2018

Le contenu des réponses des services de police au procureur de Paris, qui avait demandé la raison pour laquelle le couple molesté par Alexandre Benalla le 1er Mai, place de la Contrescarpe, n'avait pas été interpellé, met à mal la déclaration du préfet de police de Paris Michel Delpuech. Ce dernier avait déclaré, devant la commission d'enquête parlementaire, le 23 juillet, que les deux jeunes gens n'avaient pas leurs papiers au moment de l'interpellation et qu'ils avaient fait état de «fausses identités», ce que la Sûreté territoriale dément. Liberation.fr 8 août 2018

Ils ont tous ou presque fait de fausses déclarations, à commencer par Macron et Collomb !

Leur humanisme est la politesse des salauds...

- A Toulouse, une crèche provisoire pour protéger les familles à la rue de la canicule - Liberation.fr

- Migrants confrontés à la canicule : «Les conditions de vie sont extrêmes» - Liberation.fr

- Faut-il faciliter l'embauche de sans-papiers dans la restauration ? - Capital - 07.08

- L'armée suisse au secours des vaches frappées par la sécheresse - Reuters

- Grèce : des plongeurs se mobilisent pour sauver des hippocampes - euronews

Quelle excellente idée ! Pourquoi les esclavagistes et la pseudo-gauche et extrême gauche soutiennent-ils l'immigration illégale ?

Grille de lecture.

Quand employeurs s'enquière du sort des demandeurs d'asile, des réfugiés, des migrants, des sans-papiers, c'est forcément qu'ils sont animés de bonnes intentions, qui oserait imaginer le contraire, franchement ?

Mais les esclavagistes et la pseudo-gauche et extrême gauche ne partagent pas les mêmes intentions diront les naïfs ou les crétins ? Là n'est pas la question. Cette question est faite pour nous détourner de l'essentiel, car ce ne sont pas les intentions qui comptent, mais bien la réalité. On s'en tiendra donc à la réalité. Or la réalité, c'est un pays qui compte des millions de travailleurs au chômage qui ne demandent qu'à travailler et qui ne trouvent pas de travail, parfois ou de plus en plus souvent parce que lorsqu'ils répondent à une offre d'emploi on leur propose des conditions de travail ou une rémunération misérables qu'ils refusent, et c'est parfaitement légitime. Du coup, ils restent au chômage et des centaines de milliers d'emploi demeurent disponibles. Il faut avoir à l'esprit que ces conditions de travail épouvantables ou cette rémunération misérables sont tout à fait légales. Là est la véritable question et pas ailleurs.

En conséquences le patronat fait pression sur le législateur pour qu'il leur permette d'embaucher une main d'oeuvre sans défense, taillable et corvéable à merci, composée de sans papiers, de migrants, de demandeurs du droit d'asile.

Pour rappel.

- Migrants : l'Allemagne crée des emplois... à 80 centimes de l'heure - europe1.fr 23 août 2016 (causerie du 2 août)

C'est de cela que se rend complice la pseudo-gauche et extrême gauche. Ils permettent au patronat de réaliser son rêve, ce qu'il ne peut pas imposer aux travailleurs du pays, il va pouvoir en bénéficier en recourant à la main d'oeuvre étrangère, à la limite, il n'aura même plus besoin de délocaliser pour profiter d'une main d'oeuvre à bas coût en Asie ou en Afrique, on va lui servir à domicile, sur un plateau.

La pseudo-gauche et extrême gauche instrumentalisent ces travailleurs immigrés, manipulent travailleurs et militants en avançant cette question pour faire oublier qu'ils refusent d'affronter le patronat et le gouvernement, qu'ils n'ont jamais eu sérieusement l'intention de proposer aux travailleurs une issue à la crise du capitalisme.

Pour bien comprendre la véritable nature de cette pseudo-gauche et extrême gauche, il faut également avoir à l'esprit qu'elles tiennent un double discours. D'un côté elles dénoncent les méfaits de l'impérialisme au Moyen-Orient ou ailleurs qui seraient la cause de cette immigration massive, et de l'autre elles supportent la politique de leur propre impérialiste d'une multitude de manières à des degrés divers, qui consistent à tenir un discours similaire justifiant une opération militaire quand elles ne la réclament pas, par exemple le NPA sur la Syrie, à ranger le gouvernement syrien sur le même plan que les barbares issus d'al-Qaïda, tous partis confondus pour le coup, jusqu'à refuser de rompre avec l'Otan qui participe à toutes guerres en Asie et en Afrique, l'ONU, par exemple FLI, le PCF...

En résumé, la pseudo-gauche et extrême gauche en dénoncent les causes et les conséquences, mais ne retiennent finalement que les conséquences en refusant de s'attaquer aux causes, ce qui les rangent dans le camp de la réaction. L'immense majorité des militants n'ayant pas grand chose dans la cervelle, cela leur suffit pour se dire ou se croire de gauche ou d'extrême gauche, ce qui n'est évidemment pas le cas. Oui, quelque part aussi leur humanisme est la politesse des salauds, inconsciemment bien sûr, je précise.

- Faut-il faciliter l'embauche de sans-papiers dans la restauration ? Capital - 07.08

La recette miracle ? Face à une pénurie de main-d'œuvre, les restaurateurs et les hôteliers réclament aux pouvoirs publics de faciliter l'obtention des autorisations de travail pour les étrangers sans papiers. Bonne ou mauvaise idée ?

1. Un secteur en manque de main-d'oeuvre

Le secteur de la restauration est en crise, il connaît une pénurie de salariées : il y aurait "130.000 emplois à pourvoir dans le secteur de l'hôtellerie-restauration", constate Didier Chenet, président du Groupement national des indépendants (GNI) hôtellerie-restauration dans Le Parisien. À Thionville (Moselle), Bruno Clément, patron du restaurant gastronomique Les moulins bleus, souhaite recruter deux cuisiniers et un serveur pour son restaurant ; mais, il "passe à côté d'un chiffre d'affaires de dingue parce que je n'arrive pas à embaucher". Il estime quant à lui le nombre de CDI à pourvoir à 50.000. En somme, selon Roland Hégué, président de l'Union des métiers et des industries de l'hôtellerie la pénurie d'emplois, dans le

secteur serait "historique".

2. Cela permettrait une meilleure intégration des migrants

"Les personnes qui viennent sur notre territoire ne sont pas venues pour demander l'assistance, elles sont venues pour avoir la liberté de construire leur vie", analyse dans Le Figaro Aurélien Taché, député En Marche du Val d'Oise, auteur d'un rapport en février 2018 sur l'intégration des étrangers. Sur RFI, Bruno Viguier, coordinateur du projet HOPE (Hébergement Orientation Parcours vers l'Emploi), qui aide les immigrés à se former à la langue et à un emploi, souligne que ces contrats "leurs permettent d'avancer vers l'autonomie", tout en apportant un "nouveaux souffle à ces secteurs".

1. Des mesures existent déjà

En réalité, une mesure existe déjà pour permettre aux immigrés de travailler légalement, même si "elle est souvent exceptionnelle et n'est pas automatique", précise Pierre Henri, directeur de France terre d'asile. En principe, cette autorisation est obtenue 6 à 9 mois après l'obtention du statut de demandeur d'asile. Cette autorisation de travail est valable 6 mois, et renouvelable jusqu'à la décision de Office français de protection des réfugiés et apatrides (Ofpra), qui attribue le statut de réfugié. Quatorze familles de métiers, dits métiers ouverts, sont accessibles aux ressortissants non européens. Cette liste de métiers initialement créée en 2008, devait ouvrir le marché du travail français aux étrangers, pour combler la "pénurie de personnel dans certains secteurs", précise Le Figaro. Par ailleurs, cette liste est élargie pour certains pays. Les États-Unis, le Canada, le Maroc, la Tunisie ou encore le Sénégal "voient en effet leurs ressortissants autorisés à postuler à une centaine d'emplois en France".

2. La vraie solution serait de booster les formations et l'attractivité du secteur

L'embauche de migrants permettrait peut-être de juguler la pénurie de main-d'oeuvre, mais pas de répondre aux causes de ce manque de bras, en particulier le déficit de formation et le manque d'attractivité du secteur. "Les jeunes ne sont pas encouragés, lors de leur orientation à apprendre ces métiers. On les considère encore comme des métiers secondaires, ce qui est une hérésie. (...) Aujourd'hui, nous sommes face à une crise de recrutement. Les professionnels du secteur n'ont certainement pas fait ce qu'il fallait faire pour l'anticiper. C'est probablement une raison", déplore Hervé Bécam, vice-président de l'Union des métiers et des industries de l'hôtellerie (UMIH), dans *Tourmag.com*. *Capital* - 07.08

Les professionnels du secteur de l'hôtellerie, du bâtiment, etc. recourent massivement au travail au noir, sinon ils contournent ou violent la législation du travail en vigueur en toute impunité.

Ils ont de la suite dans les idées, la preuve.

- Faut-il faciliter l'accès au travail des demandeurs d'asile ? *Capital* - 20.02

Jusqu'à présent, un demandeur d'asile doit attendre 9 mois après l'enregistrement de sa demande par L'Office français de protection des réfugiés et apatrides (OFPRO) pour pouvoir solliciter et obtenir une autorisation de travail. Dans un rapport remis lundi 19 février au Premier ministre Édouard Philippe et au ministre de l'Intérieur Gérard Collomb, le député LREM Aurélien Taché souhaite faire passer ce délai de 9 à 6 mois. Alors, faut-il accélérer l'accès au travail des demandeurs d'asile ? À vous de juger.

1. L'intégration passe par le travail C'est toute la philosophie qui parcourt le rapport d'Aurélien Taché : faciliter l'accès au travail des demandeurs d'asile, c'est faciliter leur intégration en France. "La première chose que recherche un demandeur d'asile lorsqu'il arrive, ce n'est pas qu'on le mette dans un centre d'hébergement ou qu'on lui donne une allocation pour qu'on s'occupe de lui, c'est qu'on le laisse travailler", juge le député LREM dans les colonnes du *Parisien*. Une position que partage Nathaëlle Bricaut, conseillère en insertion professionnelle, interrogée par *L'Express* : "Les réfugiés veulent montrer leur reconnaissance en se rendant utile et éviter à tout prix de passer des mois au chômage", explique-t-elle.

2. Cela évite le travail au noir

Revers de la médaille pour les demandeurs d'asile qui ne peuvent pas encore travailler légalement : le travail au noir. "Un employeur peut recruter un demandeur d'asile ou un réfugié qui a obtenu un visa de séjour, tant que ses autorisations de travail sont en règle. Sinon, tous deux prennent le risque de tomber sous le coup de la loi du travail au noir", rappelle *BFM TV*. Par ailleurs, "l'absence de déclaration du salaire qui caractérise le travail au noir prive le travailleur de ses droits sociaux (pas de droits au chômage ni à la retraite puisque pour en bénéficier il faut cotiser à l'assurance chômage et à l'assurance vieillesse)", explique *L'Humanité*. D'autant que si, dans le même temps le demandeur d'asile bénéficie de l'Ada (allocation pour demandeur d'asile), cette aide peut lui être totalement coupée s'il a dissimulé un travail au noir.

1. Cela risque de créer un appel d'air

Le gouvernement suit jusqu'à présent cette logique. "A côté du "Wir schaffen das !" ("Nous y arriverons !") d'Angela Merkel, à

propos de l'accueil des réfugiés, la mobilisation française a toujours fait pâle figure. La volonté de l'administration d'éviter tout "appel d'air", en aménageant l'intégration des réfugiés, a accentué le décalage avec le voisin allemand", notent Les Echos. Pour le démographe Cris Beauchemin, interviewé par Le Monde, si appel d'air il y a, "ils [les migrants] se dirigent d'abord là où ils ont des réseaux sociaux, puis vers le pays qui leur offre le plus d'opportunités économiques, dans la petite industrie ou les travaux agricoles par exemple".

2. Cela risque d'amplifier le chômage des Français

Lorsqu'un demandeur d'asile souhaite travailler, l'administration française peut lui interdire certains secteurs de métiers si elle juge que le niveau de chômage y est trop important. C'est le principe de l'opposabilité de la situation de l'emploi. Mais, comme le remarque un rapport de l'OCDE publié en novembre dernier, cité par La Croix, " pour les métiers dits en tension, où il n'y a pas assez de candidats, il n'y a pas d'opposabilité de la situation de l'emploi. Mais la liste de ces métiers, créée en 2008, n'a jamais été actualisée". Ce qui explique pourquoi, 7 ans après la création de cette liste, en 2015, seuls 15% des métiers étaient toujours en tension : les demandeurs d'asile avaient donc accès à des postes où il y avait assez de postulants français. Par le passé, la France avait déjà décidé d'aller bien plus loin : "En 1991, le droit au travail [des demandeurs d'asile] avait été interdit, pour éviter l'effet d'annonce pour des flux de travailleurs potentiels", rappelle Catherine Wihtol de Wenden, directrice de recherche au CNRS, dans une tribune publiée par Slate. Capital - 20.02

Propagande et imposture.

- Hollywood demande le retrait de l'étoile de Trump de son Walk of Fame - AFP 08.08

Le conseil municipal de West Hollywood, quartier de Los Angeles où se situe le célèbre Walk of Fame, a adopté à l'unanimité une résolution demandant à ce que l'étoile de Donald Trump soit retirée de la célèbre promenade touristique, a annoncé son maire mardi. AFP 08.08

Mais pas celles de John Wayne ou Ronald Reagan...

- Le cinéaste ukrainien Sentsov, emprisonné en Russie, a perdu 30 kg, selon son avocat - AFP 08.08

Le cinéaste ukrainien Oleg Sentsov, en grève de la faim dans une prison russe depuis près de trois mois, a perdu 30 kg et souffre de problèmes cardiaques, a annoncé mardi à l'AFP son avocat. AFP 08.08

C'est qu'il était obèse s'il n'est pas encore mort !

- La politique étrangère "éthique" du Canada sur la sellette - AFP 08.08

En mettant les droits de l'homme au coeur de sa diplomatie, le Canada s'est attiré les foudres de l'Arabie saoudite et risque de perdre quelques contrats juteux, conséquence d'une politique étrangère "éthique" qui ne fait pas l'unanimité. AFP 08.08

Pour l'Agence Française de Propagande de la guerre, c'est politiquement incorrect.

ACTUALITE EN TITRES

Chouette, une bonne nouvelle !

- 33,5 milliards - Liberation.fr 8 août 2018

C'est le montant, toujours astronomique, du déficit du commerce extérieur français au premier semestre, qui a été communiqué mardi. Liberation.fr 8 août 2018

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Venezuela

1.1- Attaque au drone sur Maduro: un ex-chef de police municipale dit avoir joué un rôle - Reuters 8 août 2018

Un ancien chef d'une force de police municipale du Venezuela passé dans l'opposition affirme avoir participé aux préparatifs de l'attaque au drone piégé qui a visé samedi le président Nicolas Maduro.

Dans une interview accordée à Reuters à Bogota, la capitale colombienne, Salvatore Lucchese dit avoir orchestré avec la "Résistance" cette opération que le président vénézuélien, sorti indemne, a présentée comme une tentative d'assassinat.

Cette "Resistencia" est une association aux contours flous et sans structures formelles de militants anti-Maduro, de leaders étudiants et d'anciens militaires.

"Nous avons un objectif et sur le coup, nous n'avons pas été en mesure de le matérialiser à 100%", a dit Lucchese, sans préciser son rôle exact dans l'opération. "La lutte armée continuera", a-t-il poursuivi.

Un groupe méconnu, le "Mouvement national des soldats en tee-shirt", se réclamant lui aussi de la "Résistance", a revendiqué l'attaque. Lucchese a refusé de dire s'il était lié à ce mouvement.

Cet ancien chef de la police municipale de San Diego, dans l'Etat de Carabobo (centre), a fait parler de lui une première fois en 2014 pour avoir refusé de disperser une manifestation de l'opposition, un acte de désobéissance qui lui avait valu dix mois de prison.

Aucun commentaire n'a pu être obtenu auprès du ministère vénézuélien de l'Information sur les affirmations de Lucchese, qui a rompu cette année avec le parti d'opposition Volonté populaire, lui reprochant sa stratégie de dialogue avec le pouvoir Maduro.

L'opposition vénézuélienne a annoncé mardi soir qu'un parlementaire et une cheffe d'un mouvement de contestation étudiant avaient été arrêtés à Caracas par les services du renseignement.

Au cours du week-end, les autorités vénézuéliennes ont arrêté six personnes, dont un suspect recherché pour son implication dans une attaque contre une base militaire en 2017.

Lors d'un discours retransmis à la télévision mardi soir, Nicolas Maduro a fait référence à Salvatore Lucchese et estimé que ce dernier avait des liens avec le nouveau président colombien Ivan Duque, intronisé mardi.

"Un ancien chef de la police, membre de la droite vénézuélienne, a revendiqué d'être à l'origine de l'attaque. Il était aujourd'hui un invité spécial à la cérémonie d'investiture" d'Ivan Duque, a-t-il dit.

D'après les autorités vénézuéliennes, deux drones piégés à l'explosif ont été lancés samedi en fin d'après-midi lors d'une cérémonie militaire à laquelle Maduro participait dans le centre de Caracas. Le premier a été neutralisé par les forces de sécurité, le second a chuté sur un immeuble.

Le président vénézuélien a imputé l'attaque de samedi à des figures de l'extrême droite vénézuélienne et à leur soutien à l'étranger, accusant notamment le gouvernement colombien. Reuters 8 août 2018

1.2- Venezuela: Maduro accuse des députés de l'opposition d'implication dans l'"attentat" - AFP 8 août 2018

Au cours d'une longue allocution radio-télévisée, M. Maduro a présenté ce qu'il considère comme des "preuves" de la réalité d'une tentative d'assassinat contre lui.

Il a accusé l'ancien président du Parlement, l'opposant Julio Borges, actuellement en exil, d'être lié à l'attaque aux drones survenue samedi à Caracas pendant une cérémonie militaire.

Le président Maduro a dit s'appuyer sur des déclarations qui auraient été faites par des personnes, au nombre de six, arrêtées à la suite de l'incident.

"Toutes les déclarations pointent vers Julio Borges, qui vit dans une propriété à Bogota protégé par le gouvernement sortant de Colombie. Nous savons qu'il est assez lâche pour participer à ce genre d'événements", a affirmé M. Maduro.

Le président vénézuélien avait accusé dès samedi le président sortant colombien Juan Manuel Santos d'être derrière l'"attentat" contre lui. Une allégation rejetée catégoriquement par Bogota.

Mis en cause par M. Maduro, Julio Borges lui a répondu directement sur Twitter. "Ni le pays ni le monde ne croient à ta farce de l'attentat", a-t-il écrit. "Nous savons tous que c'est un montage pour nous poursuivre et pour nous condamner, nous qui nous opposons à ta dictature".

Selon la version des autorités vénézuéliennes, une tentative d'assassinat a été menée contre M. Maduro avec deux drones chargés d'explosif. Sept militaires ont été blessés.

Outre M. Borges, M. Maduro a aussi accusé d'implication dans l'"attentat" un député de l'opposition vénézuélienne, Juan Requesens.

Dans un témoignage filmé sur une vidéo que M. Maduro a diffusée, les noms de MM. Borges et Requesens ont été mentionnés par un militaire en retraite qui est l'une des personnes arrêtées après l'incident de samedi.

La formation d'opposition à laquelle M. Requesens appartient, Primero Justicia, a annoncé que ce député et sa soeur avaient été arrêtés mardi par le service vénézuélien du renseignement, le Sebin.

"Le député Juan Requesens et sa soeur Rafaela ont été capturés et frappés par 14 hommes du Sebin", a déclaré Primero Justicia sur son compte Twitter.

Rafaela Requesens a été libérée par la suite, selon sa famille.

Sur Twitter, M. Borges a condamné l'arrestation du député. "Nous dénonçons devant le monde l'abus injustifiable" commis contre Juan Requesens, "dont on a violé l'immunité parlementaire et qui a été emprisonné", a-t-il écrit.

Parallèlement à l'allocution de M. Maduro, le président de l'Assemblée constituante, Diosdado Cabello, numéro deux du régime chaviste, a annoncé que cette assemblée discuterait dès mercredi de "la suppression de l'immunité parlementaire de ceux qui sont impliqués" dans l'"attentat" contre M. Maduro. AFP8 août 2018

SOCIAL ET SOCIÉTÉ

1-Italie

Italie: les populistes font adopter une loi controversée sur le travail - AFP 7 août 2018

Les populistes italiens au pouvoir depuis deux mois ont fait adopter mardi, sous le feu des critiques, leur première loi majeure qui ambitionne de réformer le marché du travail et de frapper les entreprises abusant de la flexibilité.

Dans la foulée de la Chambre des députés la semaine dernière, le Sénat a avalisé mardi le "décret-loi dignité", avec 155 voix pour, 125 voix contre et une abstention, donnant le feu vert définitif à un texte limitant le recours aux contrats à durée déterminée (CDD) et pénalisant licenciements et délocalisations.

Ce cheval de bataille de Luigi Di Maio, ministre du Travail et chef de file du Mouvement 5 Etoiles (M5S, antisystème), est sous le feu des critiques du patronat italien, ainsi que du Parti démocrate (PD, centre gauche).

"Citoyens 1 - Système 0", a tweeté mardi Luigi di Maio, triomphant. Et les sénateurs de sa formation ont qualifié de "révolution culturelle" ce coup porté au "fléau social qui s'appelle la précarité".

"Le ministre du Travail est depuis aujourd'hui le ministre du Chômage", a commenté pour sa part, l'ex-chef du gouvernement Matteo Renzi, l'homme fort du PD, sur les réseaux sociaux. "Grace aux géniales intuitions du ministre Di Maio, nous allons perdre 80.000 postes de travail", a-t-il dit, en reprenant un chiffre des services du gouvernement qui a fait polémique en juillet.

Selon le patronat (Confindustria), les nouvelles mesures vont décourager les investissements et limiter la croissance. Quant au tour de vis sur les CDD, il "risque d'avoir un impact négatif" sur le chômage.

L'Italie est confrontée à un chômage endémique, avec un taux de 10,9% en juin, qui monte à 32,6% pour les 15-24 ans, très au-dessus de la moyenne de la zone euro (16,8% en mai).

Concrètement, il ne sera plus possible de dépasser les deux ans en CDD, contre trois auparavant. En outre, les CDD se

verront appliquer une charge de cotisations sociales croissante de 0,5% à partir du premier renouvellement, pour quatre renouvellements maximum.

Seules les personnes faisant le ménage ou s'occupant de personnes âgées sont exclues du dispositif.

Au delà de douze mois, les employeurs devront justifier la prolongation, par exemple pour un pic non prévu d'activité, une mesure source de recours en justice, prédit le patronat. En l'absence de justification valable, le CDD sera transformé en CDI.

Les entreprises ne pourront pas en outre totaliser plus de 30% d'emplois temporaires. Les indemnités pour licenciements abusifs sont également augmentées, tandis que les entreprises procédant à des embauches bénéficieront d'un bonus.

En mars 2017, le gouvernement de Paolo Gentiloni (PD) avait abrogé le dispositif des "vouchers", sortes de chèques emploi service censés lutter contre le travail au noir mais dont la généralisation avait entraîné de nombreux abus.

Le gouvernement populiste a souhaité les réintroduire de manière extrêmement restrictive dans l'agriculture (entreprises jusqu'à cinq employés) et le tourisme (jusqu'à 8 employés), pour dix jours maximum et pour les chômeurs, les étudiants et les retraités.

Cette mesure a été introduite par la Ligue (extrême droite) de Matteo Salvini, qui partage le pouvoir avec le M5S, particulièrement à l'écoute des entrepreneurs du nord de l'Italie.

Toute entreprise ayant reçu une aide de l'Etat sera en outre tenue de la rembourser si elle délocalise son activité dans les cinq ans qui suivent. Si cette délocalisation a lieu en dehors de l'UE, l'entreprise devra rembourser de deux à quatre fois le montant de l'aide.

La loi comprend aussi une interdiction de la publicité des jeux de hasard, une disposition qui inquiète les milieux sportifs compte tenu du gros marché des paris sportifs.

Les sénateurs du PD se sont bruyamment opposés mardi à cette révision législative qui balaie le "Jobs Act", grande réforme du marché du travail de M. Renzi.

En vigueur depuis mars 2015, le Jobs Act avait introduit un contrat de travail à durée indéterminée à "protection croissante", qui permettait aux employeurs un licenciement plus facile pendant au moins trois ans mais dont l'impact réel a fait débat. AFP 7 août 2018

2- Inde

- Inde : des milliers d'ouvriers du thé en grève pour 50 centimes d'augmentation - LeParisien.fr 8 août 2018

50 centimes par jour, c'est le montant de la revalorisation salariale exigée par des centaines de milliers d'ouvriers dans les plantations de thé Darjeeling, dans l'Est de l'Inde.

Une augmentation qu'ils espèrent obtenir en se mettant massivement en grève. « Plus de 400 000 ouvriers de quelque 370 plantations participent à cette grève de trois jours » dans l'État du Bengale Occidental, a précisé Alope Chakraborty, président du comité central du syndicat des ouvriers du thé.

Pour l'heure, le salaire minimum journalier d'un ouvrier à la plantation est de 169 roupies (2,10 euros). Les syndicats demandent une augmentation de 20% à 203 roupies (2,60 euros).

La mousson, une période de choix pour les grévistes

Si la grève n'a pas encore eu d'incidence sur le travail dans les plantations, le répit risque d'être de courte durée. Les syndicats ont opportunément choisi de mener cette grève en période de mousson, quand la production atteint des sommets et que les pertes financières peuvent être colossales.

Gautam Dev, un ministre régional, s'est dit sensible à la question et en quête d'une solution pour revaloriser le salaire minimum des ouvriers.

Vestiges de la période coloniale britannique, les plantations de thé font régulièrement les gros titres de la presse indienne en raison des conflits salariaux et des mauvaises conditions du travail. LeParisien.fr 8 août 2018

Ici, à plus de 2.000 kilomètres au sud, le salaire minimum journalier est de 200 roupies pour une femme, entre 300 et 400 pour

un homme.

[Haut de page ↗](#)

Le 11 août 2018

CAUSERIE ET INFOS

Pour la première fois depuis 22 ans, cela fait deux semaines que le ciel est couvert et qu'il pleut par intermittence entre deux rayons de soleil ou la nuit. La température est tout de même remontée hier à 41°C à l'ombre.

En attendant le cocktail chaleur et pluie enchante la nature qui explose, les arbres poussent à vue d'oeil. En décembre dernier, en pleine mousson, j'avais mesuré jusqu'à une progression de 20 cm en un mois. Un jour tu te cognes la tête contre une branche, et quelques semaines plus tard tu passes en dessous ! C'est merveilleux, dommage que les hommes ne progressent pas aussi vite !

Je n'y connais rien en arboriculture et j'hésite à les tailler. A force de les voir prendre de la hauteur, je me demande comment je vais faire pour aller cueillir les oranges, mandarines, mangues, etc. Et puis si on en reçoit une sur la tête, j'ai pesé une mangue qui faisait 750 grammes, et je ne parle pas des noix de coco, comme quoi même en paix on vit dangereusement.

Allez on se détend un instant avant de partir au front ! Je ne vous dis plus bon week-end parce qu'ici on ignore ce que cela veut dire...

● [Causerie au format pdf \(20 pages\)](#)

Le mot du jour : Le crime de penser n'entraîne pas la mort. Le crime de penser est la mort. (George Orwell, 1984)

Une variante de mon cru : Quand on en vient à oublier que la vie qu'on subit ne correspond pas à celle qu'on aurait voulu avoir, on est déjà mort.

A moins que vous préféreriez celui-là : On ne naît pas homme, on le devient. (Érasme)

On aura vécu dans une société en guerre pendant un quart de siècle depuis le démantèlement de la Yougoslavie par l'Otan jusqu'à l'agression de la Syrie, sans que cela n'affecte outre mesure notre mode de vie en occident, quel bonheur tout de même ! Quant à notre mode de pensée, je n'en dirais pas autant, quel malheur ! Après avoir supporté le pire, la guerre, on est en droit de s'attendre au pire, non ?

- Dans un monde hypermédiatisé, à une époque où l'information et la désinformation circulent à la vitesse de la lumière, avec l'omniprésence des médias sociaux et la multiplication des médias alternatifs, on pourrait espérer avoir accès à une diversité d'opinions et à des échanges enrichissants. Tout comme la peur de l'Autre qui mène rapidement à l'intolérance, à la xénophobie et au racisme, la peur du discours de l'Autre engendre l'intolérance et la censure. Ce qu'on nous dit c'est : ne sois pas différent, ne pense pas différemment et tout ira bien. (Claude Jacqueline Herdhuin, journaliste canadienne)

Les réflexions que cela m'a inspirées.

Le mouvement est inhérent à la matière, aux différents éléments qui la composent, ils sont indissociables...

Jadis, si les hommes ne s'étaient pas livrés à une observation rigoureuse de leur environnement, ils n'auraient sans doute jamais évolué...

Au départ, au stade élémentaire, ils ont procédé à des distinctions ou différenciations, divisions, comparaisons... Constatant que les mêmes causes engendraient les mêmes effets, ils se mirent à les reproduire et à les théoriser, c'est ainsi que l'esprit scientifique naquit ou les bases élémentaires de la logique.

Le mimétisme est un acte primaire inconscient à relier à l'instinct de survie de l'animal.

Cela ne signifiait pas pour autant qu'ils auraient saisi ce qui était à l'origine de ces causes qu'il mettra des dizaines de milliers d'années à pénétrer sans toutefois parvenir à la découvrir jusqu'à nos jours, puisque les hommes demeurent toujours ignorant du processus dialectique qui est à l'origine de la transformation, de l'évolution de la matière, de la nature, de l'homme, de la société, d'où ses superstitions, ses religions, ses illusions.

De nos jours, l'homme accède par mimétisme à travers son éducation à un niveau élémentaire de conscience qui varie en fonction des conditions qu'il a trouvées à sa naissance sans en avoir conscience, et c'est tout aussi inconsciemment que sa conscience va se développer jusqu'à un certain niveau en fonction de ses expériences et des interprétations qu'il en aura faites, pour ensuite stagner ou progresser péniblement sans parvenir à percer ce qui demeurera pour lui un mystère, pour enfin être voué à régresser pour ne pas être parvenu à élever sa conscience à un niveau supérieur et disparaître comme il était venu, un bien triste destin.

Il suffit d'observer comment les hommes se sont jetés aveuglément sur la religion, le sport, le cinéma, la télévision, Facebook et Twitter notamment, pour en avoir confirmation...

Une internaute - "L'humanité est présente en chacun de nous, mais seulement à l'état de germe, et la plupart du temps ce germe n'écloie pas vraiment ou bien végète difficilement et nous ne valons alors guère mieux que nos frères animaux mais avec une puissance technique dangereusement supérieure."

- "En rejoignant la CDU et la CSU dans une nouvelle « grande coalition » malgré le désastre pour les trois partis (qui formaient déjà la « grande coalition » précédente) à l'élection de 2017, le SPD n'a pas seulement aidé à former le gouvernement le plus à droite depuis la fondation de la République fédérale allemande après la Deuxième Guerre mondiale, il a encore fait de l'AfD (extrême droite - ndlr), qui n'a obtenu que 12,6 pour cent des voix, l'opposition officielle. "(Ulrich Rippert, wsws.org) En France, la social-démocratie dégénérée a fait mieux en réussissant à porter l'extrême droite la plus débile de l'Europe à près de 20%... et à engendrer Macron !

[En famille LFI, LR, PS, PCF, Génération.s.](#)

- Jean-Luc Mélenchon invite des députés de toutes les oppositions à son université d'été (sauf le RN) - Le HuffPost 9 août 2018

Le Leader de la France Insoumise va organiser son université d'été à Marseille les 24,25 et 26 août prochain. Mais, fait étonnant, il a cette fois-ci décidé d'inviter pour l'occasion des députés d'autres partis et de différents horizons politiques. LR, PS, PCF, Génération.s (mouvement de Benoît Hamon) seront de la partie, révèle Le Figaro ce mercredi 8 août.

Les députés LR Marianne Dubois (Loiret) et Olivier Marleix (Eure-et-Loire) vont ainsi participer à une table ronde sur la défense et la vente par l'Etat du groupe Alstom. Le député LR a par ailleurs assuré au Figaro que cette rencontre "n'est pas la convergence des luttes".

La députée LREM de la Manche Sonia Krimi, qui avait également accepté l'invitation, a finalement préféré se désister. Le HuffPost 9 août 2018

Domage pour l'union nationale, mais c'est l'intention qui compte et qu'on retiendra... Vous vous imaginez débattre de quoi que ce soit avec des membres du parti de Sarkozy, quel délire, LFI mérite la palme du populisme !

[Totalitarisme. Délation, autodafé, censure, interdiction...](#)

- Faut-il interdire les cartes postales sexy ? - Capital 09.08

Faut-il interdire les défilés de mode, le festival de Cannes, toutes les médias, les chaînes de télévisions, les magazines, portails ou blogs ou figurent des Barbies à moitié dénudées ? Vous me direz que ce ne serait pas une grosse perte, c'est sûr !

Après la censure de peintures du XVIIe siècle (exposition en Belgique), les cartes postales. Les affiches, livres, disques, etc. suivront... Effacer le passé, le réécrire (ainsi que le présent) en permanence pour qu'il concorde avec l'idéologie officielle du moment, de sorte qu'on croit qu'elle a toujours existé ou qu'elle n'a jamais connu de concurrents, afin que chacun l'adopte ou s'y conforme, et condamne tout autre interprétation jugée comme farfelue, déviante ou perverse.

Ils s'attaquent aux préjugés archaïques parce qu'ils savent que cela divise, déchire et affaiblit toutes les classes, pendant ce temps-là ils gouvernent tranquillement...

[Le vieux monde. Un partisan de Macron déboussolé. \(Abonné au Point\)](#)

- "Entre les affairistes avides d'argent, les transfuges politiques à l'ambition personnelle démesurée, les conseillers de l'ombre qui se réunissent en secret, les conseillers "barbuzes " prêts à tout pour plaire au maître, les ministres au courant de rien et brusquement amnésiques, et les serviteurs hauts fonctionnaires qui couvrent le pouvoir macronien, il y a de quoi avoir la nausée. (...)

Le nouveau monde de Macron n'est plus qu'un ramassis de vieilles combines et de grosses ficelles."

LVOG - Vous vouliez dire sans doute un ramassis de médiocres, serviles, prostituées, corrompus, pourris... C'est ce qui caractérise généralement la fin d'un régime.

Et en plus ils sont corrompus.

- Plainte complémentaire d'Anticor contre le numéro deux de l'Élysée - AFP 9 août 2018

L'association Anticor a déposé mercredi une plainte complémentaire pour "prise illégale d'intérêt" contre le secrétaire général de l'Élysée, Alexis Kohler, dont Mediapart a révélé lundi qu'il avait approuvé, comme haut-fonctionnaire, des contrats concernant l'armateur MSC, fondé et dirigée par des cousins de sa mère.

L'association anticorruption avait déposé fin mai une plainte initiale auprès du PNF (parquet national financier) contre le bras droit d'Emmanuel Macron pour "prise illégale d'intérêt", "trafic d'influence" et "corruption passive" après des premières révélations du site d'information. Ces révélations avaient déclenché l'ouverture d'une enquête judiciaire.

Anticor dénonçait alors la présence de M. Kohler comme représentant de l'État à partir de 2010 au conseil d'administration de STX France (chantiers navals de Saint-Nazaire), dont MSC était le principal client, sans faire état de ses liens familiaux avec l'armateur, dont il était devenu en octobre 2017 directeur financier de la filiale croisières. AFP 9 août 2018

En complément

Recyclage en famille.

- Onu: Droits de l'homme. Bachelet appelée à succéder à Zeid - Reuters 09.08

Le secrétaire général de l'Onu, Antonio Guterres, a choisi l'ancienne présidente socialiste chilienne... Reuters 09.08

Décodex, Bellingcat, DisinfoLab, ConspiracyWatch, etc. Chasse aux sorcières, maccarthysme, police de la pensée...

Fichage, flicage, machine à relayer les rumeurs ou fausses informations...

J'avais affirmé il y a déjà quelques années que leur principal objectif était stratégique, à savoir dégoûter, détourner les travailleurs de la politique, donc du mouvement ouvrier, de ses partis, des syndicats, afin qu'ils puissent tranquillement appliquer leur politique ou orienter la société dans une direction précise.

Nombreux sont ceux qui ont interprété les réseaux numériques comme un nouvel espace de liberté (d'expression), alors qu'en réalité ils consacraient l'absence de démocratie dans la société, autrement dit cela a été interprété à l'envers.

Qu'ensuite, ceux qui les avaient conçus s'en servent comme instruments pour manipuler les consciences, allaient être un jeu d'enfant, puisque ceux qui devaient les utiliser n'auraient pas conscience de participer eux-mêmes à l'atomisation, à la dislocation de la démocratie, qui au demeurant est incompatible avec le traitement violent de la phase terminale du capitalisme qui allaient subir.

La supercherie reposait sur chimère, une croyance ou le miracle de la démocratie, consistant à affirmer : un homme ou une femme une voix, sans se soucier le moins du monde de savoir si cette voix correspondait à un niveau de connaissance, d'expérience, de conscience, de sorte que le comble de l'idiotie ou de l'ignorance pourrait rivaliser et l'emporter sur les esprits les plus évolués ou développés, ce qui était d'un grotesque hallucinant, mais sert toujours d'étalon de mesure à nos dirigeants.

Nous, nous sommes conservateurs, nous en sommes restés aux enseignements de la révolution russe de 1917 ou plus largement de la lutte des classes jusqu'à nos jours.

Chaque fois que la classe dominante jeta un os à ronger au peuple, il se jeta dessus avidement, pire il se détourna de ses propres intérêts.

Religion, alcool, sport, crédit, actions en Bourse, jeux, drogue, pornographie, télévision, divertissements en tous genres, Facebook et Twitter, etc. sur fond de guerre, d'offensive contre la classe ouvrière, de corruption du mouvement ouvrier, etc. de censure, maccarthysme, fascisme, totalitarisme...

C'est la combinaison de ces trois types de facteurs en s'attaquant aux différents niveaux de la conscience humaine qui les rend

si efficaces ou redoutables. Ils sont d'autant plus difficiles à combattre qu'on a tendance à les traiter séparément. Un peu de la même manière que lorsqu'on étudie séparément la philosophie, l'histoire, l'économie, la politique, la sociologie, l'ethnologie, l'anthropologie, la psychologie, etc. au final on n'aura rien compris ou presque ou cela s'avèrera totalement inutile.

[Flagrant délit. Comment ils colportent des fake news à partir d'hypothèses qui n'ont rien d'anodines puisqu'elles reprennent la propagande de l'Otan, Bruxelles...](#)

Libération 10 août 2018 - L'affaire Benalla a-t-elle été propulsée sur les réseaux sociaux par des comptes plus ou moins proches de la Russie ? Depuis une semaine, l'hypothèse circule, relayée notamment par des proches du pouvoir. Libération 10 août 2018

En réalité, ils les ont fabriquées.

LeParisien.fr 10 août 2018 - Benalla, «ingérence russe» et fichage politique : tout comprendre à la polémique.

L'affaire Benalla a-t-elle été gonflée sur les réseaux sociaux par une poignée de comptes hyperactifs et soumis à des influences politiques ou étrangères ?

En plus d'être accusée d'avoir propagé une « fake news », Disinfo Lab se retrouve aussi mise en cause pour avoir « fiché » les utilisateurs de Twitter. LeParisien.fr 10 août 2018

Quelques articles sur le même sujet

- Tous fichés ? Comment Twitter permet le fichage politique de la population - Les Crises 9.août.2018

- L'étude de l'influence russophile sur le Benallagate : d'énormes failles méthodologiques- Les Crises 9.août.2018

- Olivier Berruyer : « On est passé de la russophobie à la russophilophobie » - Les Crises 10.août.2018

[DisinfoLab, une intox qui fait un flop.](#)

Qu'est-ce que DisinfoLab ?

- Une officine liée à l'Union Européenne...

- Une officine liée au puissant think tank Atlantic Council, un des leviers de l'influence américaine dans le monde...

- Parmi ses illustres membres : Henry Kissinger, Wesley Clark, le PDG de Boeing...

- Une officine financée par la fondation Open Society du milliardaire américain George Soros (25 000 \$)...

- Une officine financée par Tweeter (125 000 \$)...

Inutile d'aller plus loin et de perdre son temps, on aura compris qu'il s'agit d'une officine relayant la propagande de l'Otan, des néoconservateurs va-t-en-guerre les plus fanatiques. Une de plus. Quand elles sont grillées ou démasquées, ils en créent d'autres et ainsi de suite, la désinformation ou la fabrique du consentement ne doit jamais cesser...

Evidemment, les agences de presse, les médias institutionnels et l'illusionniste Mélenchon se passeront bien de fournir ces détails compromettant ou suffisamment expressifs pour que les lecteurs se fassent une idée précise de la nature de cette officine de la réaction.

Pourquoi agissent-ils ainsi ? Pour que personne ne puisse se forger une conviction sur la base de faits. Or sans conviction, sans connaître la nature de votre ennemi, pas d'engagement politique, pas de combat politique, vous serez réduits à l'impuissance en présence d'interprétations contradictoires dont vous ne saurez pas quoi trop penser, accordant aux différents acteurs d'avoir à la fois tort et raison, bref, vous ne serez pas plus avancés et c'est bien là le but de la manœuvre.

Mais pour Mélenchon agit-il comme cela ? Parce qu'il ne tient pas à ce qu'on lui attribue des convictions qu'il n'a pas et qui l'engageraient trop loin, des convictions qui sont finalement en contradiction avec les siennes, même affronter une officine aussi insignifiante est au-dessus de ses moyens, alors le régime, il ne faut pas y penser.

Mélenchon est uniquement un démagogue qui brasse du vent. Il ne peut aborder et analyser à fond aucun sujet, sinon il se démasquerait lui-même.

Il vient de l'illustrer de manière éclatante en polémiquant avec une misérable officine totalement inconnue jusqu'à présent, sans révéler ses liens avec l'UE et des think tank néoconservateurs américains ou encore Soros, ce qui aurait permis immédiatement de saisir ses véritables intentions et de comprendre quel rôle elle était censée jouer, pourquoi elle existait ou pourquoi elle avait été créée.

Au lieu de cela, Mélenchon en a fait une minable affaire personnelle. Pire, il l'a traitée à la manière d'un esprit policier, passant ainsi à côté de l'essentiel, alors que ce coup médiatique devait servir à alimenter la propagande psychologique de guerre de l'Otan contre la Russie. Il n'y a rien d'étonnant à cela, quand on sait que Mélenchon est opposé à la rupture avec l'Otan, avec l'impérialisme américain, on peut ajouter l'UE, l'ONU, etc. quand il ne fait pas l'apologie de l'armée coloniale française !

Le HuffPost nous apprend que Mélenchon sur Twitter n'a même pas osé nommer cette officine, il est vraiment minable ce type-là !

- "Je ne suis pas un bot russe": Jean-Luc Mélenchon s'emporte contre une ONG qui entend traquer les fake news - Le HuffPost 10.08

Les répliques du séisme provoqué par l'affaire Benalla ont des conséquences pour le moins inattendues. Dans la soirée du jeudi 9 au vendredi 10 août, Jean-Luc Mélenchon s'est fendu d'un tweet plutôt surprenant, dans lequel il s'en prend, sans la nommer, à l'ONG EU DisinfoLab, auteure d'une étude controversée sur le rôle de comptes Twitter liés à la russosphère en marge de la polémique portant sur les agissements de l'ex-collaborateur d'Emmanuel Macron.

"Eh stupide barbouze ! Je ne suis pas un bot russe. C'est juste moi, Mélenchon, qui tweete contre toi ! Si t'as besoin de me fichier pour t'en rappeler, c'est que tu es encore plus bête que tu en as l'air", s'emporte le leader de la France insoumise, signant son tweet de son numéro de "matricule 14452". (...)

Fin de l'histoire? Pas vraiment. Dans le même temps, plusieurs membres de l'opposition, de la France insoumise aux Républicains, raillaient les cris d'orfraie poussés par la majorité concernant cette prétendue "ingérence russe" et mis en doute le sérieux l'ONG.

Ce faisant, la CNIL a été saisie de "plusieurs plaintes" et a indiqué à l'AFP qu'elle allait mener l'enquête. De son côté, l'ONG s'est défendue en indiquant que "ces données ont été publiées à dessein de vérification méthodologique", précisant que son activité de recherche consistait à "exporter des données publiques de conversation et de les analyser".

Et d'ajouter: "Nous ne réalisons pas de fichage mais nous comprenons que cela puisse être interprété comme tel, et en sommes profondément désolés".

L'équipe de DisinfoLab a insisté sur son site, jurant que son étude "est fondée sur l'exercice du droit à la liberté d'information et du droit du public à l'information, ce qui constitue un intérêt légitime au regard du RGPD et ne nécessite donc pas de recueillir le consentement des personnes concernées". Le HuffPost 10.08

- Le EU DisinfoLab à l'origine d'une intox : l'affaire Benalla, produit de la « russosphère » ? - Les Crises 7 août 2018

Les Crises. - Après le Brexit, l'élection de Trump, la Catalogne, les fausses informations lors de l'élection de Macron, les armes chimiques en Syrie, la cyberattaque des JO de Pyeongchang, la Vague de Froid de l'hiver dernier, etc, voici aujourd'hui l'ombre russe dans... l'affaire Benalla.

Cette narrative est venue de l'association "EU DisinfoLab", par la voix du cofondateur Nicolas Vanderbiest et de son président Alexandre Alaphilippe.

Nous allons donc présenter cette association, puis ses récents travaux et enfin analyser les réactions de la presse.

Extrait.

Comme on peut le lire sur leur site, cette association a été créée en 2017 à initiative de Nicolas Vanderbiest ("assistant et doctorant dans le département de relations publiques de l'Université Catholique de Louvain où [il] mène une thèse sur les crises de réputation des organisations sur le World Wide Web dans le Laboratoire d'Analyse des Systèmes de Communication des Organisations")

Ce point relatif au renforcement "des efforts européens [...] pour lutter contre la désinformation" mériterait d'être explicité, quant à la proximité de cette structure – qui se fait appeler "ONG" – avec les structures de l'Union Européenne.

Car, sauf erreur, on ne trouve rien sur leur site à propos de son financement.

Grâce à la précieuse équipe d'Arrêts sur Images, on apprend cependant ceci :

La structure serait donc financée exclusivement par... Twitter (sic.) et compte l'UE parmi ses partenaires....

Ils ne cachent cependant pas l'identité de leurs partenaires :

Twitter donc, mais surtout le fameux et très puissant Think tank Atlantic Council, un des leviers de l'influence américaine dans le monde. Je vous laisse observer la liste des membres honoraires du Conseil d'Administration de l'Atlantic Council :

Ce sont juste les administrateurs honoraires – nous vous donnerons bientôt la liste des administrateurs opérationnels (y figurent Henry Kissinger, Wesley Clark, le PDG de Boeing...)

Les 3 compères d'EU DisinfoLab lancent donc des initiatives avec ce "partenaire" :

Le 11 avril 2018 le EU DisinfoLab était partenaire d'une conférence sur la désinformation avec... l'Atlantic Council :

Par ailleurs, le 17 mai, le EU DisinfoLab était partenaire d'une autre conférence organisée par la fondation Open Society de George Soros.

On trouve dans les autres partenaires de EU DisinfoLab les structures officielles de l'Union européenne de "lutte contre la propagande russe", dont EUvsDisinfo – et son obsession régulière envers la Russie. Il est intéressant de noter que face au comportement de ce site, le 6 mars 2018 la parlement néerlandais a voté une résolution (par 109 voix contre 41) demandant la fermeture de ce site (source).

Il y a aussi le think tank tchèque European Values, et son fameux programme Kremlin Watch. Son directeur Jakub Janda a traité le Président tchèque Milos Zeman de "Cheval de Troie russe".

Enfin, nous terminerons ce tour d'horizon des partenaires de EU DisinfoLab avec "Defending Democracy" dont la profession de foi illustre clairement le problème :

La Russie de Vladimir Poutine a lancé une guerre hybride contre l'Occident – une guerre contre la Démocratie, l'État de droit et notre mode de vie. Alors que nos gouvernements ont lentement saisi l'ampleur et l'urgence de la menace, ils n'ont pas encore trouvé une réponse claire et unie.

L'ennemi veut perturber notre société, discréditer nos institutions et miner notre confiance pour que nous nous retournions contre nous-mêmes. (...)

La guerre contre l'Occident est une guerre contre la Vérité. Tout ce qui nous tient à cœur est menacé : notre confiance dans l'État de droit ; notre confiance dans les institutions publiques et les élections équitables ; notre confiance dans le savoir et la science ; notre confiance dans le journalisme et les médias ; et peut-être surtout, notre confiance dans un sens commun de décence et de cohésion sociale. Notre Démocratie est en jeu, et nous devons la défendre.

Défendre la Démocratie est une initiative indépendante et non partisane. Nous travaillons pour une réponse transatlantique plus forte à la guerre hybride du Kremlin contre nos démocraties. (...) Les Crises 7 août 2018

- Affaire Benalla : aucune preuve d'ingérence russe sur Twitter, selon une étude - Franceinfo 9 août 2018

Rien ne permet d'affirmer qu'une ingérence russe a amplifié l'affaire Benalla sur Twitter, selon une étude d'une organisation de lutte contre la désinformation publiée mercredi 8 août. Dans cette étude menée du 19 juillet au 3 août, l'ONG DisinfoLab souligne que "plus de 4,5 millions de tweets en français ont été échangés sur ce sujet par plus de 247 701 auteurs différents".

Face à ce volume "exceptionnel", trois fois supérieur à BalanceTonPorc, où 1% des comptes ont publié 47% du contenu, l'ONG a, dans un premier temps, émis début août l'hypothèse d'une ingérence de comptes "pro-Mélenchon", "pro-Rassemblement national" et "russophiles", dont certains seraient tenus par des humains, d'autres par des robots. Plusieurs responsables politiques, dont le porte-parole du gouvernement Benjamin Griveaux, avaient alors appelé à ce que "toute la transparence soit faite

sur la diffusion de ce type de message".

Mais les résultats de l'étude nuancent les premières conclusions et relèvent l'absence de preuve d'une tentative d'ingérence organisée, puisqu'il est "impossible de déterminer si une vraie personne se trouve derrière chaque compte, et encore moins d'identifier si un compte est à la solde d'un réseau de désinformation étranger", notent les auteurs. De plus, seulement "trois personnes utilisaient un système automatique de retweet".

L'étude montre certes "la tendance de comportement d'une minorité de comptes très, très active" et qualifiée de "russophile" pour ses nombreux retweets des médias russes Russia Today et Sputnik, a déclaré à l'AFP Alexandre Alaphilippe, chercheur à DisinfoLab, mais "la raison de ce comportement, nous ne l'avons pas".

Ces conclusions sont renforcées par celles d'une autre étude, menée par un spécialiste de la communication politique en ligne, Damien Liccia. "Il n'y a pas d'ingérence russe dans l'affaire Benalla. L'influence des (robots) a été infinitésimale", a-t-il affirmé à l'AFP. Franceinfo 9 août 2018

- Est-il vrai que l'ONG DisinfoLab s'est rendue coupable sur Twitter de fichage politique ? - Liberation.fr 10.08

Un Internaute. - "Le terme ONG est une escroquerie sémantique. Le terme anglais indique seulement un truc style "asso à but non lucratif". Grosse différence de sens entre "Asso à but non lucratif" et "organisation non gouvernementale". L'intégralité de ces ONG sont discrédités entre scandales de remplissages de fouilles dans le caritatif, et les collusions manifestes entre beaucoup d'autres et les pires agences gouvernementales d'influence, on peut dire qu'un ONG, c'est soit pourri, soit mercenaire, soit supplétif beurk."

Parole d'Internaute.

1- Ce soir, je rallume l'ordi et veux me connecter sur Twitter : ils me redemandent mon numéro de téléphone, pour la seconde fois depuis une quinzaine de jours ! Eh bien, non. Il n'y a aucune raison à cela, je tweete depuis chez moi sur mon laptop (pas de smartphone). Je quitte ce réseau, comme j'ai quitté Facebook fin avril. Ça devient malsain.

2- Ah mais je ne prétends pas que mon abstention va faire crever le système. Je suis seulement conséquent avec moi-même, car j'ai quelques principes. Je sais très bien, sans tomber des nues, que tout est surveillé, et je ne suis pas spécialement parano, mais figurer sur un fichier "politique" pour avoir tweeté sur un barbouze élyséen, merci bien, ce n'est pas l'idée que j'ai d'un réseau social.

3- Un jour un camion de nervis viendra s'arrêter en bas de chez vous et vous entendrez les portes enfoncées par ceux qui vous cherchent sur des bases peu fiables pour des motifs débiles par ce qu'ils n'ont pas perçu votre humour passager enregistré pour toujours sur le réseau . . .

Vous ne comprenez toujours pas que le fait de avoir rien à se reprocher ne vous protégera en rien? Le fait d'avoir affaire à des amateurs semi-finis (c'est d'ailleurs souvent une caractéristique des nervis) ne les rends que plus dangereux.

4- Je crois que vous n'avez pas compris.

S'ils envoient le camion de nervis ça ne sera pas grâce à "twitter", mais plutôt grâce à mon voisin.

Ne vous trompez pas quand ils sont venus chercher les juifs, les communistes et les autres, la majorité des gens était plutôt satisfait et si ça ce passait aujourd'hui avec les musulmans, ça serait pareil.

S'ils se basent sur les "twitter", ils auront beaucoup de faux positifs et trop de faux positifs rend les nervis contreproductifs par la révolte des gens. (...)

Pourquoi un truc datant du 1er Mai sort pile poil au moment où le Coup va être réalisé cassant la dynamique...

On n'a pas fini de rire (jaune, puisqu'il faut préciser).

Les 50.000 fichés devraient tous porter plainte, inonder le système de réclamations. Et comprenez moi bien, pas pour obtenir justice (on n'en est plus là) mais pour dérégler, gripper, bloquer, foutre en l'air le truc...

5- Plein de gens sont persuadés que le réseau est "virtuel" et "incontrôlable"... c'est totalement faux ! Internet c'est comme la télé ou la radio : c'est un réseau physique parfaitement contrôlé. Câbles, noeuds, serveurs, alimentation électrique. Espionnage massif des câbles et noeuds, contrôle des fournisseurs d'accès. Toute personne qui a des amis dans des pays "exotiques" ou "non-

grata", sait que les conversations les plus banales peuvent être interrompues d'une minute sur l'autre pendant plusieurs heures ou plusieurs jours en cas de crise politique. Sans parler de l'alimentation électrique de ce réseau, qui ne tombe pas du ciel.

6- Moralité, il faut s'arrêter de s'ennuyer avec toutes ces applications chronophages et s'occuper de son petit jardin, sa copine, ses enfants, enfin la vraie vie quoi.

7- Moralité, il faut s'arrêter de s'ennuyer avec toutes ces applications chronophages et s'occuper de son petit jardin, sa copine, ses enfants, enfin la vraie vie quoi.

8- Tous les jours, je suis sidéré de constater l'étendue de la bêtise humaine.

Ce petit opportuniste a trouvé un créneau, il en profite et n'est pas près de s'arrêter, puisque ça marche.

Les politiques jouent de Twitter comme s'il s'agissait d'un outil commun de communication.

Les médias nous racontent régulièrement ce qui se passe sur ce réseau social.

Il s'y passe souvent de belles choses qui rassemblent des citoyens innocents.

Il s'y propage aussi de vilaines idées.

L'anonymat permet aux « courageux » d'exprimer des choses dignes des plus bas instincts de l'humanité.

Non, ce n'est pas un outil commun de communication,

C'est le micro trottoir adapté à l'époque d'internet et à la communication à deux balles qui ne distingue pas le vrai du faux, le sachant du croyant. L'outil facile du faux journaliste.

Tant qu'il y aura des hommes politiques et des journalistes disposés à donner du crédit à Twitter sans conditions, il y aura des Nicolas Vanderbiest qui en profiteront et se feront une réputation en suivant l'air du temps.

Aujourd'hui, l'air du temps, c'est la russophobie, le complotisme ou je ne sais quel mot rebelle reflétant une pensée non conforme. Quand on n'est pas dans la « pensée unique », on est complotiste, c'est le nouveau point Godwin, du maccarthysme à la petite semaine.

Suffit-il de dire :

« C'est la faute aux russes »,

« Nous avons les preuves »,

Non monsieur Macron, non monsieur Ayrault, les preuves, on les attend toujours.

Le fameux « chercheur » Nicolas Vanderbiest « doctorant » ne dupe que ses adeptes. Il faut lire son charabia dans ses pseudo-études pour se rendre compte que tout cela n'a rien de scientifique. C'est un saltimbanque de supermarché, un camelot qui fait son auto-réclame en s'attribuant des titres ronflants plus ou moins usurpés.

Les médias et les politiques ont suivi ses pensées fumeuses démontrant ainsi leur incapacité à juger de la chose vraie, intelligente, utile.

9- C'est bien que la presse remonte un peu l'affaire mais ils ne présentent qu'une partie de l'affaire.

Ils parlent quasiment uniquement du fichage politique.

Et ils ne parlent pas du financement d'une ONG européenne par des intérêts étrangers (conseil atlantique, soros...) pour faire de la propagande anti-russe.

10 - Vous avez parfaitement compris le principe de la propagande "à l'occidentale" : les faits qui ne peuvent pas être cachés doivent être présentés sous l'angle le moins subversif. C'est ce qu'y a de plus efficace même.

11 - Non seulement EU Disinfo Lab fait machine arrière, dépassée par le fiasco de ses "révélations", mais si vous tapez maintenant "Benalla" sur un moteur de recherche, vous tombez sur des papiers qui évoquent le scandale du flicage effectué par cette officine avec la collaboration de Twitter, les plaintes déposées auprès de la CNIL...

12 - Oui, leur but n'est pas de délivrer des études de qualité, mais de faire des pseudo-études (qui présentent bien) pour "montrer" que c'est les russes, défendre Macron, etc...

On connaît la musique on a déjà Conspiracywatch de Reichstadt et le Decodex du Monde. C'est de l'enfumage total mais à destination de qui ? La plupart des gens se foutent de ces organismes, ceux qui s'intéressent un peu à la politique leur crachent dessus. Donc à qui cet enfumage est-il destiné ? Les journalistes ?

13- Avec l'affaire EU Disinfo Lab, nous sommes de plain pied dans la nouvelle ère de la Police de la Pensée.

Au delà du "pointage" douteux de prétendus russophiles, cette officine a malheureusement réussi un tour de force au vu de l'ampleur qu'a prise cette affaire.

Chacun sait aujourd'hui qu'il peut être fiché et qui plus est de façon arbitraire et erronée. Quel moyen plus efficace que ce "buzz" pour créer, au sein du peuple, la peur de communiquer et de partager des informations qui ne respectent pas la doxa politico-médiatique ?

14- Le vrai danger, c'est Twitter, c'est le GAFSA, ce sont ces géants américains de l'informatique qui font partie intégrante du complexe militaro-industriel.

15- Aujourd'hui l' "opposition" est moins dans le débat politique, que dans la possibilité du débat et les règles du débat, car tous deux sont les bases, le terrain de ce débat et sont fortement compromis. Liberté de s'informer, existence d'une information (non news, non enquêtes), information plurielle, liberté d'expression, et capacité à traiter l'information (éducation = machine à fabriquer des veaux ?) c'est bien là problème aujourd'hui.

En complément. Sur Google.

1- Le gouvernement américain est le suzerain de Google à qui il a concédé une part importante du domaine public.

Comme dans toute bonne structure féodale, la puissance publique délègue une part importante de sa puissance à ses vassaux, juridiquement indépendants, à qui elle confère le droit d'en tirer profit autant qu'ils le souhaitent pourvu qu'ils le fassent dans un sens favorable au suzerain – c.a.d. en lui faisant allégeance.

2- Pour que Google ait pu être sciemment créé par la CIA, il aurait fallu qu'il existe des penseurs capables d'imaginer et d'anticiper précisément ce que Google est devenu des décennies plus tard. Les esprits visionnaires de cet ordre sont extrêmement rares.

Personne n'a pu concevoir exactement ce que Google est devenu aujourd'hui.

En revanche, Google est exactement le produit de ce que préconisaient les théoriciens de la cybernétique dans les années 40-50, dont la CIA a été l'une des institutions chargées de l'application.

3- Google ne repose que sur des algorithmes (1) + des positions (2) monopolistiques acquises parfois par l'ingéniosité + du dumping (2), (positions très similaires à gould fisk ou rockefeller dans le rail) enfin (3) avec des loopholes sur la vie privée des utilisateurs

(1) ce point est l'objet de l'article

(2) qui octroie ou laisse faire des monopoles?

(3) qui ne légifère pas?

j'ajouterais (4) l'exonération de taxes: qui ne fait rien payer en impôts aux GAFSA depuis le début ? et qui donc les financent directement de sorte qu'ils sont en cheville avec eux: l'Europe de Bruxelles

La question n'est pas tant qui a fait directement mais qui a laissé faire. Par exemple si vous avez la responsabilité de la police en France et que vous fermez les yeux sur le trafic de drogue alors vous êtes dealer

Leur humanisme est la politesse des salauds...

- Frappes aériennes au Yémen : des dizaines de morts, dont une trentaine d'enfants - LeParisien.fr 09.08

- L'Onu veut une enquête fiable sur la frappe aérienne au Yémen - Reuters 10.08

Et pendant ce temps-là Américains et Français continuent de livrer des armes à l'Arabie saoudite avec la bénédiction de l'ONU...

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Syrie

1.1- Comment Poutine et Trump mettent fin à la guerre contre la Syrie - Réseau Voltaire 7 août 2018

La presse occidentale continue à soutenir les élites financières transnationales et à tenter de déconsidérer l'action du président Trump. Cette attitude rend difficilement compréhensibles les progrès entrepris vers la paix en Syrie. Thierry Meyssan revient sur les accords conclus au cours des cinq derniers mois et les avancées rapides sur le terrain.

par Thierry Meyssan

C'est avec prudence et détermination que la Fédération de Russie et le président Trump mettent définitivement fin à la domination du monde par des intérêts transnationaux.

Convaincu que l'équilibre des puissances ne dépend pas de leurs capacités économiques, mais militaires, le président Poutine a certes restauré le niveau de vie de ses concitoyens, mais il a développé l'Armée rouge avant de les enrichir. Le 1er mars, il révélait au monde les principales armes de son arsenal et le début de son programme de développement économique. (Il s'est aussi attaqué aux retraites des travailleurs russes... - LVOG)

Dans les jours qui suivirent, la guerre se concentra sur la Ghouta orientale. Le chef d'état-major russe, le général Valeri Guérassimov, téléphona à son homologue US, le général Joseph Dunford. Il lui annonça qu'en cas d'intervention militaire US, les forces russes cibleraient les 53 navires US de la Méditerranée et du Golfe, y compris leurs 3 portes-avions à propulsion nucléaire. Surtout, il lui enjoignit d'informer le président Trump des nouvelles capacités militaires de son pays.

En définitive, les États-Unis laissèrent l'Armée arabe syrienne et quelques fantassins russes libérer la Ghouta des jihadistes qui l'occupaient.

Seul le Royaume-Uni tenta d'anticiper les événements en organisant l'« affaire Skripal » : si l'ordre mondial actuel s'effondre, il faut rétablir la rhétorique de la Guerre froide opposants les gentils cow-boys et les méchants ours russes.

En juin, lorsque l'Armée arabe syrienne, soutenue par l'aviation russe, se déplaçait vers le Sud du pays, l'ambassade US en Jordanie prévenait les jihadistes que, désormais, ils devraient se défendre seuls, sans aide ni soutien du Pentagone et de la CIA.

Le 16 juillet à Helsinki, les présidents Poutine et Trump allaient beaucoup plus loin. Ils abordaient la question de la reconstruction, c'est-à-dire des dommages de guerre. Donald Trump, nous l'avons souvent écrit ici depuis deux ans, est opposé à l'idéologie puritaine, au capitalisme financier et à l'impérialisme qui en découle. Il estime à juste titre que son pays n'a pas à endosser les conséquences des crimes de ses prédécesseurs dont son peuple a lui aussi été victime. Il affirme que ces crimes ont été commis à l'instigation, et au profit, des élites financières transnationales. Il considère donc que c'est à elles de payer, même si personne ne sait précisément comment les y contraindre.

Les deux présidents sont également convenus de faciliter le retour des réfugiés. Ce faisant, Donald Trump a renversé la rhétorique de son prédécesseur selon laquelle ils fuyaient la « répression de la dictature » et non pas l'invasion des jihadistes.

Alors que dans le Sud du pays, les jihadistes fuyaient à leur tour devant les forces syriennes et russes, et que quelques unités désespérées de Daesh commettaient des atrocités inimaginables, le ministre russe des Affaires étrangères, Sergeï Lavrov, et

le chef d'état-major russe, Valeri Guérassimov, entreprenaient une tournée européenne et moyen-orientale.

Ils étaient reçus le plus discrètement possible dans l'Union européenne. En effet, selon le discours occidental le général Guérassimov est un conquérant qui a envahi et annexé la Crimée. Il est donc interdit d'accès dans l'Union, défenseuse auto-proclamée de « l'état de droit ». Malheureusement comme il était trop tard pour retirer son nom de la liste des sanctions, l'Union décida de fermer les yeux sur ses grands principes et de laisser exceptionnellement entrer le héros de la réunification de la Crimée et de la Russie. La honte qui saisit les dirigeants ouest-européens face à leur hypocrisie explique l'absence de photographies officielles des audiences accordées à la délégation russe.

À chacun de ses interlocuteurs, la délégation russe résuma quelques décisions du sommet d'Helsinki. Faisant preuve de sagesse, elle s'abstint de demander des comptes sur le rôle de chaque État durant la guerre et les appela au contraire à aider à sa fin : retrait des forces spéciales, arrêt de la guerre secrète, suppression de l'aide aux jihadistes, retour des réfugiés, réouverture des ambassades. Elle affirma notamment que chacun pourrait participer à la reconstruction sans exclusive.

Sitôt la délégation partie, la chancelière Angela Merkel et le président Emmanuel Macron firent ingénument interroger le Pentagone pour savoir s'il était vrai que le président Donald Trump comptait faire payer certaines compagnies transnationales (KKR, Lafarge, etc.) —juste pour semer le trouble outre-Atlantique—. Cette attitude du président Macron, ancien cadre bancaire, est d'autant plus déplorable qu'il avait tenu à symboliser sa bonne foi en offrant 44 tonnes d'aide humanitaire à la population syrienne, transmises par l'armée russe.

Au Moyen-Orient, le voyage de la délégation russe fut plus couvert par les médias. Lavrov et Guérassimov purent annoncer la création de cinq commissions pour le retour des réfugiés. Chacune, en Égypte, au Liban, en Turquie, en Iraq et en Jordanie, comprend des représentants de l'État hôte et des délégués russes et syriens. Personne n'a osé poser la question qui fâche : pourquoi une telle commission n'a-t-elle pas été constituée avec l'Union européenne ?

Concernant la réouverture des ambassades, les Émirats arabes unis ont pris les « Occidentaux » et leurs alliés de court en négociant la réouverture de la leur.

Restait la préoccupation des Israéliens d'obtenir le départ de Syrie des conseillers militaires iraniens et des milices pro-iraniennes, dont le Hezbollah. Le Premier ministre Benjamin Netanyahu a multiplié les allers-retours à Moscou et Sotchi pour plaider sa cause. On se souvient que Guérassimov avait ironisé sur le culot des vaincus israéliens exigeant le départ des vainqueurs iraniens. Lavrov, quant à lui, s'était diplomatiquement retranché derrière un refus de principe de ne pas s'ingérer dans la souveraineté syrienne.

La Russie a résolu le problème : la police militaire russe a réinstallé les forces de l'Onu le long de la ligne de démarcation syro-israélienne, dont elles avaient été chassées il y a quatre ans. Durant toute cette période, elles avaient été remplacées par Al-Qaïda, soutenu par Tsahal. La Russie a en outre installé en arrière de la ligne de démarcation, en territoire syrien, huit postes d'observation militaire. De la sorte, Moscou peut à la fois garantir à l'Onu et à la Syrie que les jihadistes ne reviendront pas et à Israël que l'Iran ne l'attaquera pas depuis la Syrie.

Israël, qui jusqu'ici misait sur la défaite de la République arabe syrienne et qualifiait son président de « boucher », a subitement admis par la voix de son ministre de la Défense, Avigdor Liberman, que la Syrie sortait vainqueur du conflit et que le président el-Assad était son chef légitime. Pour manifester sa bonne volonté, Liberman a fait bombarder un groupe de Daesh que jusqu'ici il soutenait en sous-main.

Petit à petit, la Fédération de Russie et la Maison-Blanche remettent de l'ordre dans les relations internationales et convainquent divers protagonistes de se retirer de la guerre, voire de postuler pour la reconstruction. De son côté, l'Armée arabe syrienne poursuit la libération de son territoire. Il reste au président Trump à parvenir à retirer ses troupes du Sud (Al-Tanf) et du Nord du pays (Est de l'Euphrate) et au président Erdogan à abandonner à leur sort les jihadistes réfugiés au Nord-Ouest (Idleb). Réseau Voltaire 7 août 2018

En complément

- «A la Maison Blanche, on pense que le Congrès saborde la politique de Trump» - Liberation.fr 09.08

Mercredi, le Congrès américain a voté de nouvelles sanctions économiques contre la Russie, qu'il juge responsable de l'empoisonnement au Novitchock de l'ancien...Liberation.fr 09.08

- "Fahrenheit 11/9" : Michael Moore nous explique pourquoi il veut faire tomber Donald Trump avec son nouveau documentaire - Le HuffPost 09.08

1.2- Qui paiera 388 milliards de dollars de dommages de guerre pour la Syrie ? - Réseau Voltaire 8 août 2018

Lors d'un séminaire qui s'est tenu à Beyrouth les 7 et 8 août 2018, la Commission économique et sociale pour l'Asie occidentale (ESCWA) des Nations unies a estimé les dommages de guerre pour la Syrie à au moins 388 milliards de dollars.

La Commission présentera son rapport Syria, 7 years at war (La Syrie, 7 ans en guerre) dans la prochaines semaines.

Le président états-unien, Donald Trump, considère qu'il s'agit d'une guerre d'agression et qu'elle a été organisée par des intérêts financiers transnationaux (KKR, Toyota, Lafarge etc.). Ce serait donc à eux et aux États qui les ont aidés de payer cette somme. Réseau Voltaire 8 août 2018

1.3- Le PKK turc poursuit la kurdisation forcée du Nord de la Syrie - Réseau Voltaire 10 août 2018

Tout en négociant leur réintégration dans la République arabe syrienne, les Kurdes du PYD poursuivent leur politique de kurdisation forcée du Nord du pays (« Rojava »).

Le PYD, branche syrienne du PKK turc, a tenté de créer un État indépendant au Nord de la Syrie avec l'aide militaire des États-Unis, de la France et d'Israël. Comme ils étaient arrivés sur ces terres dans les années 1980 en tant que réfugiés politiques, ils ont entrepris une politique de kurdisation forcée des populations arabes et chrétiennes. Celle-ci comprenait des expropriations sans compensation, la conscription obligatoire des jeunes pour les enrôler dans leur milice pro-US, et l'imposition d'un nouveau curriculum scolaire correspondant à l'idéologie du PKK et dispensé en langue kurde.

Le 7 août 2018, le PKK turc vient ainsi de fermer l'école chrétienne assyrienne de Derbiseye (Syrie), coupable de refuser ce programme, malgré les objurgations de l'évêque assyrien d'Hasaké, Mgr. Maurice Amsih. Réseau Voltaire 10 août 2018

2- Etats-Unis/Russie

2.1- Empoisonnement au Novitchock: Washington annonce des sanctions contre la Russie - AFP 09.08

Les Etats-Unis ont annoncé mercredi leur intention d'imposer de nouvelles sanctions économiques à la Russie, après avoir déterminé que Moscou était derrière l'attaque à l'agent Novitchock au Royaume-Uni.

Après l'empoisonnement début mars à Salisbury de l'ex-agent double russe Sergueï Skripal et de sa fille Ioulia, "les Etats-Unis ont déterminé le 6 août (...) que le gouvernement russe avait utilisé des armes chimiques ou biologiques en violation des lois internationales", a indiqué la porte-parole du département d'Etat, Heather Nauert, dans un communiqué.

Conformément à la loi américaine sur les armes chimiques, cela entraîne l'imposition de sanctions économiques qui, si le Congrès ne s'y oppose pas d'ici là, entreront en vigueur le 22 août, a-t-elle ajouté.

"Nous avons toujours dit très clairement que nous étions d'accord avec la conclusion qu'il s'agissait de l'agent Novitchock et que le coupable était en fin de compte la Fédération de Russie", a déclaré mercredi à la presse un haut responsable du département d'Etat.

Les sanctions envisagées, qui portent sur l'exportation de certains produits technologiques, comme des appareils ou de l'équipement électroniques, pourraient coûter "des centaines de millions de dollars" à l'économie russe, a indiqué un autre haut responsable américain ayant requis l'anonymat.

A partir du moment où les sanctions entreront en vigueur, la Russie aura 90 jours pour déclarer qu'elle n'utilise plus d'armes chimiques ou biologiques, s'engager à ne plus le faire à l'avenir et permettre des inspections pour s'assurer de leur élimination, a-t-il ajouté.

En cas de non respect de ces exigences, une deuxième salve de sanctions "draconiennes" serait décrétée, a poursuivi le haut responsable américain, notant qu'elles pourraient aller jusqu'à interdire les aéroports américains aux compagnies aériennes russes ou même suspendre les relations diplomatiques entre les deux pays.

2.2- Le Royaume-Uni a salué les nouvelles mesures de ses alliés américains, comme l'a appris Sputnik au 10 Downing - Street. sputniknews.com 09.08

La Russie a toujours démenti les allégations de Londres. Début avril, les chercheurs du laboratoire britannique de Porton Down avaient reconnu ne pas être en mesure d'établir le pays d'où provenait l'agent innervant utilisé dans cette tentative d'assassinat. Le gouvernement russe a à plusieurs reprises demandé à Londres de lui permettre de participer à cette enquête. sputniknews.com 09.08

En complément

- «A la Maison Blanche, on pense que le Congrès saborde la politique de Trump» - Liberation.fr 09.08

Mercredi, le Congrès américain a voté de nouvelles sanctions économiques contre la Russie, qu'il juge responsable de l'empoisonnement au Novitchock de l'ancien...Liberation.fr 09.08

- "Fahrenheit 11/9" : Michael Moore nous explique pourquoi il veut faire tomber Donald Trump avec son nouveau documentaire - Le HuffPost 09.08

3- Inde

Une incroyable histoire indienne. Arnaque sur fond de corruption.

- L'achat de Rafale français par l'Inde se retrouve au cœur d'un scandale - sputniknews.com 09.08

Un scandale a éclaté en Inde concernant l'achat par le pays de 36 avions de chasse français Rafale. Des représentants du Bharatiya Janata Party ont accusé le gouvernement «d'abus de pouvoir» en affirmant qu'un appareil coûtait aujourd'hui le double de ce qui avait été prévu initialement.

L'Inde est en proie à un scandale concernant l'achat par le pays de 36 Rafale: des représentants du Bharatiya Janata Party, au pouvoir, ont affirmé qu'il y avait eu corruption. Ils ont fait cette déclaration lors d'une conférence de presse qui s'est déroulée notamment en présence de l'avocat Prashant Bhushan, de l'ancien ministre des Communications et des Technologies informatiques Arun Shourie et de l'ex-ministre indien des Finances, Yashwant Sinha.

Selon Business Line, supplément au journal indien The Hindu, ils ont qualifié le contrat sur l'achat des chasseurs de Dassault Rafale de «plus grosse arnaque de l'histoire en matière de défense». Ils sont certains que l'achat de ces 36 Rafale n'est qu'un «exemple d'abus de pouvoir par le gouvernement».

La pierre d'achoppement est le prix des avions. En effet, les participants à la conférence de presse ont noté que le coût total des 36 appareils pour l'Inde se montait à quelque 600 milliards de roupies (7,56 milliards d'euros), soit environ 210 millions d'euros l'avion. Ce qui, d'après eux, est le double de la somme annoncée initialement dans la compétition Medium Multi-Role Combat Aircraft (MMRCA).

Ils ont affirmé qu'un préjudice particulièrement important avait été porté à la sécurité nationale. En effet, les forces aériennes indiennes avaient besoin de 126 avions, mais le pays ne pourra s'offrir que 36 Rafale qui ne pourront être livrés qu'en 2022 au plus tôt.

Le gouvernement indien a approuvé en 2016 l'achat de 36 avions de chasse du constructeur français. Ce contrat, aboutissement de presque un an et demi de rudes négociations entre Paris et New Delhi, représentait la plus grosse commande à l'exportation pour les Rafale du constructeur Dassault. sputniknews.com 09.08

4- Malaisie

- Mahathir Mohamad libère la Malaisie de l'influence saoudienne - Réseau Voltaire 8 août 2018

Le nouveau Premier ministre malais, Mahathir Mohamad, a retiré les troupes de son pays de la Coalition conduite par l'Arabie saoudite au Yémen.

Il vient également de fermer le Centre pour la paix internationale du roi Salman (KSCIP) à Kuala Lumpur et de transférer ses prérogatives à l'Institut malais de défense et de sécurité.

Présenté comme un dictateur en retraite par la presse occidentale, Mahathir Mohamad a été réélu triomphalement à 93 ans à la tête d'une alliance électorale comprenant ses anciens opposants. Il a immédiatement lancé une vaste opération anti-corruption qui a permis de découvrir les détournement de fonds ahurissants de son prédécesseur, Najib Razak, et les cadeaux qu'il avait reçus [1]. Il coupe aujourd'hui tous les ponts avec le royaume wahhabite saoudien. Réseau Voltaire 8 août 2018

[1] « Le Premier ministre malais a reçu 681 millions de dollars du roi Salmane », Réseau Voltaire, 15 avril 2016.

5- Venezuela

- Venezuela: le pouvoir s'attaque au chef de l'opposition en exil - AFP 9 août 2018

La Cour suprême vénézuélienne a ordonné mercredi l'arrestation de Julio Borges, ex-président du Parlement en exil, et lancé la procédure pour le juger, en pleine offensive du pouvoir contre l'opposition que le président Nicolas Maduro accuse d'avoir voulu l'assassiner.

La Cour s'est aussi déclaré favorable à des "poursuites" contre le député Juan Requesens, 29 ans, qui a milité avec Julio Borges dans le parti d'opposition Primero Justicia (la Justice d'abord). Il a été arrêté mardi dans un lieu de détention

Il est également impliqué par M. Maduro dans la "tentative de magnicide", c'est-à-dire d'assassinat d'une personnalité de haut rang, selon les termes du procureur Tarek William Saab.

L'attaque à l'aide de drones chargés d'explosif avait pour but d'attenter, selon le gouvernement, à la vie du chef de l'Etat lors d'un défilé militaire à Caracas samedi.

Selon le procureur, 19 personnes au total sont "directement liées" à cet attentat qui, selon le gouvernement, a été organisé à partir d'une ferme à Chinacota, en Colombie, par des personnes qui ont reçu 50 millions de dollars.

Le procureur a notamment cité deux "financiers" supposés de l'attaque, Rayder Ruso Marquez et un colonel à la retraite, Oswaldo Valentin Garcia, actuellement en Colombie, ainsi qu'une troisième personne, Osman Delgado Tabosky, dont il a demandé l'extradition auprès des Etats-Unis.

"C'est le moment pour les pays de la région qui sont confrontés aux migrations, qui souffrent des migrations de condamner Maduro et de lui dire qu'il est temps pour lui de partir", a déclaré l'ambassadrice des Etats-Unis à l'ONU, Nikki Haley, en visite à la frontière entre la Colombie et le Venezuela. AFP 9 août 2018

SOCIAL ET SOCIÉTÉ

Italie

- Colère des ouvriers agricoles africains dans les champs de tomates italiens - LeParisien.fr 9 août 2018

Le cœur lourd et l'âme endeuillée, des centaines d'ouvriers agricoles, essentiellement africains, ont crié leur colère devant la préfecture de Foggia, après la mort de seize des leurs ce week-end.

Délaissant mercredi les champs de tomates du Sud de l'Italie, ces manifestants ont marché pendant trois heures sur les petites routes défoncées de la région pour gagner Foggia, où d'autres les ont rejoints devant la préfecture.

« Plus jamais des esclaves », ont-ils scandé en parcourant la plaine de Foggia, dans les Pouilles, où des milliers d'ouvriers agricoles africains mais aussi polonais, bulgares ou roumains passent l'été à ramasser les tomates sous un soleil de plomb.

Des salaires anormalement bas

Bien qu'ils soient quasiment tous en situation régulière - avec un permis de séjour ou une demande d'asile en cours d'examen -, les ramasseurs de tomates bénéficient rarement des conditions de travail et de rémunération requises par la loi.

« Je travaille 8 à 10 heures par jour pour 30 €, avec seulement 30 minutes de pause à midi, et je dois encore verser 5 € chaque jour pour le transport », a dénoncé un Malien de 22 ans, dont la rémunération apparaît dans la moyenne des témoignages recueillis par l'AFP et par des associations.

En principe, le salaire minimum dans l'agriculture italienne s'élève à 48 € brut pour des journées de 7 heures maximum.

Une dénonciation des conditions de transports des ouvriers agricoles

Si les étés derniers ont été marqués par la mort de plusieurs ouvriers agricoles italiens ou étrangers dans les champs, cette semaine c'est la question du transport qui a fait les gros titres.

Samedi puis lundi, deux fourgonnettes qui ramenaient des ouvriers agricoles à la fin de la journée sont entrées en collision frontale avec des camions de tomates. Des accidents ayant coûté la vie à 16 ouvriers et fait 4 blessés graves, tous originaires d'Afrique.

La Coldiretti, le principal syndicat agricole, a pour sa part dénoncé les pressions du marché, expliquant que dans une bouteille de coulis de tomates vendue 1,30 euro dans les supermarchés italiens, la tomate représentait 8 % du prix, contre 10 % pour la bouteille, 18 % pour le traitement industriel et 53 % pour la distribution. (Les distributeurs sont des racketteurs, leur statut tient effectivement de la mafia, y compris en France. - LVOG)

Mardi, le ministre de l'Intérieur, Matteo Salvini, venu rencontrer les autorités et des représentants des ouvriers agricoles, a promis une multiplication des contrôles. Il a également pointé la responsabilité de la mafia dans le malheur des ouvriers agricoles. « C'est un problème de mafia. Dans la province de Foggia, il y a une criminalité mafieuse que j'ai l'intention d'éradiquer rue par rue, village par village, par tous les moyens légaux », a-t-il prévenu.

De son côté, le procureur de Foggia, Ludovico Vaccaro, a confirmé à la presse que les enquêtes autour de la main-d'œuvre agricole révélaient « parfois une gestion par des groupes mafieux « mais qu'il n'y avait » pour l'instant pas d'élément allant dans ce sens » dans l'enquête sur les deux accidents mortels. LeParisien.fr 9 août 2018

États-Unis

- États-Unis : les médicaments opioïdes première cause de mortalité - LePoint.fr 10 août 2018

Devant les armes à feu. Devant les accidents de la route. La première cause de mortalité aux États-Unis est en réalité l'overdose causée par les opioïdes. Des médicaments particulièrement forts, dérivés de l'opium. Ils ont bénéficié dans les années 80 et 90 d'un intense lobby de la part de l'industrie pharmaceutique américaine, accusée aujourd'hui d'avoir banalisé des traitements particulièrement lourds. Extrêmement addictifs, ils sont d'ailleurs toujours régulièrement prescrits sur ordonnance aux Américains.

Les statistiques ont de quoi faire froid dans le dos. En 2016, révèle le Figaro, 64 000 personnes ont perdu la vie après avoir pris de trop fortes doses de ces médicaments. Cela représente 175 morts par jour. Près de 11 millions de personnes souffriraient d'addiction désormais. LePoint.fr 10 août 2018

Quand des assassins de masse (les trusts pharmaceutiques) font la loi.

Que les faibles, les malades, les handicapés, les miséreux crèvent ! Dommage qu'on ne puisse pas ajouter à tous ces déchets les quelques 93 millions de chômeurs, et pendant qu'on y est tous les Noirs, hispanos, descendants des Peaux-Rouges, camés, détraqués...

[Haut de page ↗](#)

Le 12 août 2018

CAUSERIE ET INFOS

● [Causerie au format pdf \(10 pages\)](#)

[Nouvelle du bled.](#)

- Inde : 37 morts dans des crues soudaines au Kerala - AFP 11 août 2018

Des crues soudaines dues à la mousson ont tué 37 personnes et déplacé 37.000 autres au Kerala (sud-ouest de l'Inde), provoquant glissements de terrain et inondations, ont annoncé samedi les autorités.

L'Etat, prisé des touristes pour ses plages bordées de palmiers et ses plantations de théiers, subit de fortes pluies chaque année lors de la mousson, mais les précipitations ont été particulièrement fortes cette année.

Les habitants déplacés "ont été évacués vers 350 centres d'accueil dans tout l'Etat", a indiqué un coordinateur régional à l'AFP.

L'armée a été sollicitée pour des missions de sauvetage au Kerala après que deux jours de fortes pluies ont contraint les autorités à ouvrir les vannes de 27 réservoirs pour éponger l'eau excédentaire. Les vannes de l'un de ces réservoirs n'avaient pas été ouvertes depuis 26 ans. AFP 11 août 2018

Comme quoi je ne vous ai pas raconté de blague hier. Ici au Tamil Nadu (sud-est de l'Inde), le ciel est encore couvert et on a eu quelques gouttes de pluie la nuit dernière et ce matin, la température a baissé... Ce qu'on craint le plus, ce sont les cyclones qui emportent tout et tue davantage.

Attention, les manipulateurs sont parmi nous.

Quand BDS devient le relais du clan de l'oligarchie opposé à Trump.

- Des organisations juives mondiales approuvent le mouvement Boycott, Désinvestissement, Sanctions - legrandsoir.info 6 août 2018

Lu dans cette lettre.

- Le mouvement BDS, porté par la société civile palestinienne pour la défense de ses droits, nominé pour le Prix Nobel de la Paix, a prouvé son engagement continu dans la lutte contre l'antisémitisme et contre toute forme de racisme et d'intolérance, en vertu de son attachement à la Déclaration Universelle des Droits Humains.

- Nous assistons à l'essor alarmant de régimes autoritaires et xénophobes, au premier rang desquels se trouve le gouvernement dirigé par Donald Trump. Ces régimes, tout en s'alliant avec le gouvernement d'extrême-droite d'Israël, font cause commune avec des mouvements racistes et suprémacistes blancs dans leurs propres pays.

- Or notre histoire nous a trop bien enseigné les dangers que représente la montée de partis et de gouvernements fascistes et ouvertement racistes. legrandsoir.info 6 août 2018

La rhétorique du Parti démocrate et des faucons va-t-en-guerre républicains...

Nous nous abstenons de prendre parti pour un clan ou un autre de l'oligarchie, on ne fait pas parti de leur famille, vous saisissez la nuance n'est-ce pas ?

Tactiquement on peut être amené à ménager celui qu'on estime être temporairement le moins dangereux, le moins cruel, on ne va jamais au-delà. Et le moins dangereux ou le moins cruel n'est pas toujours celui auquel on pense en premier, on ne s'en tient pas aux apparences, aux idées reçues, etc. on essaie de faire preuve d'un peu plus de discernement, de perspicacité ou de lucidité, vaut mieux !

Commentaire d'un Internaute

- "Respect et considération pour tous les juifs qui ont le courage de rester simplement justes et humains."

LVOG - Le courage et les généreuses intentions peuvent induire en erreur ou ne sont pas forcément de bons conseillers...

Comment les staliniens défendent le régime millimètre par millimètre.

- Derrière l'affaire Benalla, la banalisation de la violence policière - legrandsoir.info 3 août 2018

LVOG -L'idiot regarde le doigt et non la lune que lui montre le philosophe, proverbe chinois bien connu de nos lecteurs

- L'incendie a pris à la plaine avec une telle vigueur et une si surprenante rapidité qu'il est encore trop tôt, dans la fournaise, pour deviner où il s'arrêtera.

LVOG - Sans même évoquer qui en est à l'origine et essayer de chercher pourquoi.

Un pétard mouillé. LFI et le PCF accepteront de faire partie des commissions mises en place pour traiter cette affaire, avant d'en dénoncer leur fonctionnement, bref, les pitreries habituelles pendant que l'essentiel passait à la trappe.

- Mais une étincelle a mis le feu à une société politique que l'on croyait apathique.

LVOG - Quand on apprend que les services publics ne serviraient pas les "intérêts privés".

- La démarche est plus que symbolique. Elle exprime que le néolibéralisme de M. Macron est extrémiste : il vise à la privatisation des fonctions même de l'État, renonçant à ce qui constitue un des piliers de la démocratie, à savoir la distinction entre un appareil public, censé défendre l'intérêt général, et la sphère des intérêts privés, régis par les stratégies individuelles.

LVOG - Gloire à l'Etat des capitalistes tel qu'il existe depuis 1789, rien de moins ! Pour ceux qui ne l'auraient pas relevé spontanément l'"appareil public censé défendre l'intérêt général", ce qui pour l'auteur de cet article serait "un des piliers de la démocratie" n'est rien d'autre que l'appareil policier qui protège le régime, matraque les manifestants à tour de bras.

La suite est somme toute logique, il en prend ouvertement la défense en bon agent du régime.

- On comprend que l'institution policière tout entière se rebelle contre l'entreprise : elle signifie que la police n'a pas pour fonction d'assurer l'ordre public — la paix civile, devrait-on dire plus exactement.

LVOG - "La paix civile" qu'il revendique signifie le maintien des rapports établis entre les classes au profit de la classe des exploités, quitte à recourir à la force, à la répression... Un réactionnaire assumé n'aurait pas dit autre chose.

Le plus naturellement du monde, en zélé légaliste, il en vient à faire l'éloge de la législation en vigueur qui a pour vocation de maintenir "la paix civile" au profit du régime en place. On comprendra dès lors pourquoi LFI et le PCF ne peuvent pas l'affronter ou réellement le combattre.

- Ainsi, il est heureux que M. Macron et l'idéologie qu'il incarne aient trouvé un frein. Il est appréciable que l'on cherche à recadrer les pouvoirs publics pour qu'ils soient soumis à la loi plutôt qu'au bon plaisir du Président. Mais il serait dramatique que l'affaire Benalla ne soit pas l'occasion de proclamer que c'est la violence même de la police, fût-elle « d'État », qui est devenue insupportable dans une société qui aspire à la paix.

LVOG - Et de finir lamentablement par une contre vérité ou un grossier mensonge, puisqu'il n'a jamais été question d'abandonner le projet de réforme constitutionnelle.

- La séquence victorieuse s'achève, la bête est blessée. On sait maintenant que M. Macron peut être battu. Et déjà, il doit abandonner son projet de réforme constitutionnelle, qui visait à donner encore plus de pouvoir au président de la République.

LVOG - En fait d'"incendie", de "frein", de "séquence victorieuse", de "bête blessée", on a plutôt assisté à une piteuse opération de sauvetage du soldat Macron.

Une sorte d'Attali à l'américaine, il y en a plein qui essaient à travers le monde.

- « L'effondrement de l'Irak réalisé par les États-Unis a été un désastre » par Christian Parenti - legrandsoir.info 4 août 2018

Qui est le Dr. Christian Parenti ?

Christian Parenti a un doctorat en sociologie (co-supervisé en géographie) de la London School of Economics et est professeur au Global Liberal Studies Program de l'Université de New York.

Le Dr. Parenti a terminé une série de bourses de recherche postdoctorale au Centre des études supérieures de la City University of New York, où il a travaillé en étroite collaboration avec les géographes Neil Smith et David Harvey. Il a également reçu des bourses de l'Open Society Institute, de la Ford Foundation et de la Rockefeller Brothers Foundation.

En tant que journaliste, il a beaucoup écrit sur l'Afghanistan, l'Irak et diverses régions d'Afrique, d'Asie et d'Amérique latine. Ses articles ont été publiés dans Fortune, The Washington Post, le New York Times, le Middle East Report, London Review of Books, Mother Jones et The Nation (où il est collaborateur de rédaction). Il a également participé à la réalisation de plusieurs documentaires et a remporté de nombreux prix journalistiques, notamment le prix Lange-Taylor 2009 et le prix du meilleur magazine 2008 de la Society for Professional Journalists. Il a également reçu une nomination aux Emmy 2009 pour le documentaire Fixer : The Taking of Ajmal Naqshbandi. legrandsoir.info 4 août 2018

Mais où Le Grand Soir a-t-il été pêcher ces renseignements sur monsieur Parenti ? A la source, dans le blog de monsieur Parenti (<http://www.christianparenti.com>)

Qu'est-ce que cela signifie, Le Grand Soir ne s'est-il pas rendu compte à qui il avait affaire ? Vous voulez dire quoi par là qu'il ne serait pas aperçu que Parenti tenait un double langage semblable au sien ? Dans cet interview il attaque violemment Trump, mais

il n'aura pas un mot pour ses adversaires soutenus par ses généreux donateurs, il est donc sur la même ligne que les staliniens et néostaliniens, voire les crypto-staliniens.

Comment procède-t-il ?

Comme Attali, il mêle des éléments d'analyses fort justes et de propagande, de sorte que le lecteur mis en confiance attribuera de la cohérence aux premiers et sera dans son élan porté à en accorder aux seconds ou ne soupçonnera pas l'escroquerie, puisque la propagande consiste uniquement à donner une version partisane et tronquée de la réalité et non une analyse objective et intégrale de la réalité.

Au besoin, la confusion fera le reste et le tour sera joué. C'est ainsi qu'ils parviennent sans difficultés majeures à bernier l'immense majorité, y compris les esprits les plus évolués ou qui se croient tels.

Le protecteur de Macron sort du bois.

- J. Attali. Résister, hier, aujourd'hui, demain - L'Express 08.08

L'art de se présenter en partisan de la liberté, de la démocratie, en ennemi de toutes les formes de totalitarisme...tout en faisant sa promotion, très fort, n'est-ce pas ? Ils osent tout que voulez-vous, il faut vous y faire pour ne pas être abusé.

Mais comment va-t-il s'y prendre pour embobiner les lecteurs afin qu'ils adhèrent à son discours ? C'est à la fois très fin et très tordu comme vous l'imaginez, mais aussi extrêmement rudimentaire. Pour bien comprendre ce qui suit il faut avoir en tête la personnalité et les intentions d'Attali, le banquier et le conseiller des Présidents de Mitterrand à Macron.

Pour celui qui a élevé la démagogie ou l'imposture au rang de vertu suprême, d'idéal, tout est prétexte à inoculer son venin à ceux qui veulent bien l'écouter. Il y a quelques jours, il a saisi l'occasion de la mort d'un résistant nommé Arsène Tchakarian pour y aller de sa diatribe habituel contre ceux qui douterait du bien-fondé du nouvel ordre néolibéral que son poulain Macron incarne et a pour mission d'instaurer, s'en prenant pêle-mêle à ceux qui "sur les tribunes, au Parlement, dans les livres ou les invectives tweetées, emploient la rhétorique de la Résistance" désormais réservée exclusivement à la cour de Jupiter. Qu'on les brûle et on n'en parlera plus !

Pour mettre les lecteurs en confiance, le fieffé réactionnaire ne va pas y aller par le dos de la cuillère, il va commencer par rendre un pompeux hommage à un "communiste" combattant pour "la liberté des générations à venir", comme s'il s'en souciait, en réalité c'est tout autre chose qui le préoccupe : Préserver Macron et les oligarques, mais pas seulement, vendre l'idéologie néolibérale au passage.

Donc, pas question de s'attaquer à "des gens qu'il suffirait d'éliminer ou d'affaiblir", cela ne servirait à rien "d'abattre des dirigeants, plus ou moins interchangeable, ni même les figures de proue d'une ploutocratie triomphante", théoriquement c'est exact, à ceci près qu'en concentrant ou cristallisant le pouvoir, Macron et les oligarques constituent bien les points faibles de leur dispositif, qui sont devenus la cible de toutes les critiques ou sujets à polémique quasi permanente, voire à scandales.

L'exercice périlleux auquel il va se livrer ensuite va consister à faire croire que le capitalisme et le marché seraient réformables, ce qui exigerait "beaucoup plus de savoir, de compétence, de tactique, de stratégie, pour agir au bon moment et au bon endroit", pour embobiner le peuple, on lui fait confiance, c'est un expert en la matière, tout en suggérant que le responsable de leur dérive serait la démocratie qui "n'est certes que largement formelle" pour avoir "conduit à l'actuel désastre", et qui "ouvrirait la voie à de nouveaux pouvoirs totalitaires", tel celui de Trump aux Etats-Unis, Conte en Italie, qui sait Le Pen ou Mélenchon demain en France, etc. si rien n'était fait "pour faire en sorte que l'idéologie du monde change et que les règles du jeu y soient modifiées", en France concis, un nouvel ordre mondial qui serait forcément plus totalitaire que celui qui existe aujourd'hui.

Et qui d'autre que Macron pourrait imposer ces "règles du jeu" ? Personne à l'heure actuelle, d'où la nécessité de voler à son secours et de dissiper les doutes que l'affaire Benalla a pu éveillé chez certains de ses adeptes. C'est à croire que cet article leur était destiné en priorité.

Extraits.

Attali - Aujourd'hui, résister n'est plus aussi simple : le capitalisme, le marché et les forces qui l'animent sont des mécanismes, non des gens qu'il suffirait d'éliminer ou d'affaiblir. Et ceux qui, sur les tribunes, au Parlement, dans les livres ou les invectives tweetées, emploient la rhétorique de la Résistance (comme s'ils étaient confrontés à des nazis et qu'ils étaient eux-mêmes dans le maquis) devraient réfléchir à deux fois avant de se croire aux prémices d'un nouveau "groupe Manouchian" face à un pouvoir totalitaire.

Aujourd'hui, en tout cas, dans nos pays où règne une démocratie qui n'est certes que largement formelle, il ne sert à rien de

désigner des responsables, il faut chercher des causes. Ce qui compte, ce n'est pas d'abattre des dirigeants, plus ou moins interchangeables, ni même les figures de proue d'une ploutocratie triomphante, mais de changer les mécanismes par lesquels l'agencement de la démocratie et du marché a conduit à l'actuel désastre, y compris écologique.

C'est beaucoup moins romantique ; cela exige beaucoup moins de courage physique, mais beaucoup plus de savoir, de compétence, de tactique, de stratégie, pour agir au bon moment et au bon endroit, pour faire en sorte que l'idéologie du monde change et que les règles du jeu y soient modifiées. Agir autrement ne changerait rien au monde, sinon que cela ouvrirait la voie à de nouveaux pouvoirs totalitaires, pas forcement plus plaisants que ceux d'aujourd'hui. Toutes les colères, toutes les rages sont donc bienvenues dans ces combats, à condition d'en comprendre l'enjeu et de ne pas en détourner les espérances. L'Express 08.08

Parole d'Internaute.

A propos du scandale déclenche par l'officine néolibérale EU DisinfoLab.

- "Et bien voilà, je pense qu'on l'a plus ou moins vu venir mais c'est bien de pouvoir s'appuyer sur des faits précis. Voilà pourquoi je ne veux pas de smartphone, ni de compte sur un réseau asocial.

Benjamin Bayard a bien expliqué comment fonctionne la collecte de masse de l'information avec la complicité active des utilisateurs puisque c'est eux-mêmes qui remplissent leur propre fiche en fait...

Pour cela rien de plus "simple", il suffit de leurs donner accès gratuitement à des outils et services à la pointe de la technologie. Le premier et le plus pertinent était certainement Google (le fait qu'il y ait eu rapidement beaucoup de services de boîte mail gratuits sur Internet n'est probablement pas non plus anodin), mais la création des réseaux sociaux avec Facebook pour centraliser toutes les opinions et tendances des utilisateurs sur des serveurs privés c'est encore plus fort. Le reste est une histoire de profilage systématique par algorithme qui transforme cette masse gigantesque de données en espèces sonnante et trébuchante. Et il est évident que ces outils ont le plus grand intérêt pour les services secret de tous pays.

Il faut remarquer aussi que la surveillance permanente de la population se mue tranquillement en contrôle permanent désormais puisque les GAFKA censurent ouvertement certains contenus et même des "influenceurs", comme Alex Jones.

Une nouveauté aussi c'est la représentativité des réseaux asociaux dans les médias "traditionnel" (France 24 et France Info en particulier). Comme les chroniques où on explique après un débat politique, les tendances des commentaires des utilisateurs, quelques fois mêmes avec de jolis graphiques comme ceux représentés dans l'article. Les RS pourtant très peu représentatifs de la population deviennent une référence d'opinion et de tendance de la population, peut être bientôt au même rang que les fameux sondages."

LVOG - Imaginez qu'hier ils aient censuré le Réseau Voltaire (et le Centre de recherche sur la mondialisation, Investig'Action, Les Crises...), et nous n'aurions sans doute jamais su ce qui se passait réellement en Syrie ou alors beaucoup plus tard, quand il aurait été pratiquement inutile de le savoir, puisque toute action en réaction aurait été obsolète ou décalée par rapport à la situation.

Dans quelle société vivons-nous ?

- Le "Français moyen" est-il vraiment pris à la gorge ? - xerficanal-economie.com 19/02/2018

Qui sont les Français du milieu ? En centrant l'analyse sur les seuls salariés, la rémunération nette mensuelle qui sépare en deux parts égales la population, l'une gagnant plus, l'autre moins, est d'un peu moins de 1800 euros pour un temps plein. Les chiffres surprennent toujours mais seuls 17% des salariés gagnent plus de 3000 euros en France, et au-delà des 5000 euros vous faites déjà partie du club très fermé des 5% des Français les mieux payés.

Le Français médian vit en famille

Mais le Français "du milieu" ne vit pas seul, c'est pourquoi il faut glisser vers la notion de ménages médians. Ses revenus ne sont pas non plus uniquement composés de salaires, mais aussi de prestations sociales, de gains issus de son patrimoine, voire de pensions de retraite. Et surtout il paie des impôts, c'est pourquoi il faut passer à la notion de niveau de vie qui intègre ces différents éléments.

Les personnes seules ne représentent que 15,5% des ménages médians, un chiffre proche de la moyenne du reste de la population. La France du milieu se caractérise par une surreprésentation des familles traditionnelles, avec au moins un enfant mineur à charge (37,7%, 3 points de plus que la moyenne nationale). Cette surreprésentation est avant tout le fait des couples avec deux enfants.

Avec 3606 euros par mois.

En termes de niveau de vie, le Français du milieu dispose d'environ 20.600 euros annuels, soit 1717 euros par mois. Pour un une famille avec deux enfant mineurs, l'enveloppe est de 3606 euros. Un niveau de vie en progression sur longue période : +0,9% en moyenne par an, sur les 20 dernières années.

C'est très loin du sentiment commun de l'écrasement des classes moyennes. En revanche ce qui est vrai, c'est que depuis la grande récession, c'est la stagnation ou presque. C'est d'autant plus mal vécu qu'en face, les dépenses contraintes ou pré-engagées (logement, gaz, électricité, télécoms, assurances) se sont envolées. D'où ce sentiment, lui bien réel, d'être pris à la gorge, sans véritable marge de manœuvre.

Il s'est endetté pour devenir propriétaire en banlieue

C'est bien pourquoi, malgré leur position centrale dans les distributions des revenus, deux-tiers des ménages médians se sentent financièrement en difficulté. Près de 25% ont du mal à remplacer un meuble hors d'usage, et 20% n'ont pas les moyens de partir en vacances au moins une semaine.

En cause essentiellement, le poids du logement dans leur budget, logement dont ils sont majoritairement propriétaires. En 1984, 48,2% des ménages du 5ème décile de revenus étaient propriétaires. En 2013, dernière année disponible, ils étaient 58,8%. Entre ces deux dates, ce sont les catégories populaires les plus démunies, appartenant aux trois premiers déciles, qui ont été exclues de l'accession à la propriété. A l'autre bout du spectre, c'est chez les plus aisés que le taux de propriétaires a le plus progressé, alors qu'il partait d'un niveau déjà beaucoup plus élevé. Propriétaires, certes, mais au prix d'un endettement de plus en plus lourd et le plus souvent en banlieue car le cœur ou les meilleurs quartiers des grands centres urbains leurs sont devenus inaccessibles.

Et il a peur pour son avenir

Il n'est donc pas étonnant que les personnes vivant dans un ménage médian expriment un certain pessimisme face à l'avenir. Sur une échelle de 1 à 10, les individus médians évaluent à 7 l'inquiétude à l'idée que leurs revenus soient insuffisants pour assurer leurs vieux jours, soit un niveau très proche de ceux observés pour les individus pauvres ou modestes.

La France moyenne fait de la résistance, mais certaines digues ont lâché avec la crise et le pessimisme s'est installé... et avec lui une perte de confiance dans le fonctionnement des institutions au sens large. xerficanal-economie.com 19/02/2018

LVOG - Il faut ajouter qu'un grand nombre de travailleurs vont hériter de leurs parents des sommes loin d'être négligeables (ce ne sera pas mon cas et c'est très bien ainsi...), biens immobiliers, biens en tous genres, de leurs économies, argent liquide, plans d'épargne ou actions, bref, si leur condition était le seul critère à prendre en compte dans la perspective d'un soulèvement révolutionnaire comme certains l'affirment, vous pouvez encore attendre longtemps !

Si l'argent ne fait pas le bonheur, force est de constater que la plupart des gens s'en contentent et supportent un mode de vie médiocre ou qui ne correspond pas à leurs aspirations en se faisant une raison, hélas pour tous ceux qui n'en ont pas les moyens en France et ailleurs dans le monde !

- Le recul de l'âge de la retraite à 62 ans coûterait cher aux Français - RT 31 juil. 2018

Un rapport de l'Assurance maladie détonne. Contrairement aux recommandations du Medef, faire travailler les citoyens de plus en plus longtemps pourrait s'avérer contre-productif financièrement. En cause : les dépenses liées aux arrêts maladie.

Repousser l'âge de la retraite, une mesure contre-productive ? Plus on travaille vieux, plus on coûte cher à la société : c'est en substance ce que révèle le rapport de l'Assurance maladie publié le 31 juillet. Dans celui-ci, on peut noter que la moyenne, pour les arrêts maladie indemnisés en 2016, est de 35 jours par an, toute catégorie d'âge confondue. Mais pour les salariés qui ont plus de 60 ans, ce nombre moyen explose à 76 journées.

Les différents graphiques montrent que plus un salarié avance en âge, et plus il voit sa moyenne de journées indemnisées progressivement augmenter. Toutefois, un écart se creuse après l'âge de 60 ans. En effet, pour les salariés qui ont entre 55 et 59 ans, la moyenne de journées indemnisées est de 52, soit, certes, 17 de plus que la moyenne, mais 24 de moins que les soixantaines. «L'une des tendances de fond sur la période [2010-2016] est la croissance de la place des personnes de 60 ans et plus dans les arrêts maladie», explique ainsi le texte, qui relève que cette catégorie d'âge représente «7,7% des montants indemnisés en 2016 contre 4,6% en 2010».

Tout cela pourrait, selon le rapport, être une conséquence de la réforme des retraites de 2010, présentée par l'ancien ministre

du Travail Eric Woerth, qui a porté de 60 à 62 ans l'âge de départ légal à la retraite : «L'évolution de la structure d'âge des arrêts peut être la conséquence des réformes des retraites car elles ont augmenté la participation des personnes les plus âgées au marché du travail. En effet, selon les données de l'Insee, le taux d'activité de la population des 55-64 ans est passé de 41,7 % au premier trimestre 2010 à 54,1% au dernier trimestre de 2016.» Le coût plus élevé d'un salarié sénior dans les dépenses de santé s'explique en outre par plusieurs facteurs. Plus le salarié vieillit, plus la durée de son arrêt est en moyenne long. Etant en fin de carrière, il bénéficie, en règle générale, d'un salaire également plus élevé qu'en début de vie active, ce qui implique des indemnités elles aussi supérieures. Par voie de conséquence, la tendance va naturellement à l'augmentation du coût des arrêts maladie et des arrêts de travail. Selon des chiffres donnés par le journal Les Echos, celui-ci est passé de 6,3 à 7,1 milliards d'euros entre 2013 et 2016. Pour les derniers chiffres disponibles, sur la période allant de juin 2017 à juin 2018, le montant s'élève à 10,4 milliards d'euros.

Un rapport qui contredit les projections néolibérales

Pourtant, certains tenants néolibéraux tentent d'insuffler l'idée que le système social ne pourrait tenir qu'en rallongeant la durée du travail. Le patronat avec le Medef ou l'institut néolibéral de l'Ifrap préconisent tous deux de repousser l'âge légal du départ à la retraite à 65 ans. Une perspective qui pourrait donc s'avérer coûteuse pour la société et risquée financièrement sur le long terme.

Emmanuel Macron avait promis, durant la campagne présidentielle, de préserver l'âge de la retraite à 62 ans pour la prochaine réforme du système, prévue pour 2019. Reste à savoir s'il cédera aux sirènes néolibérales ou s'il s'en tiendra au pragmatisme économique. RT 31 juil. 2018

L'âge de départ à la retraite devrait être fixé entre 40 et 45 ans en fonction des contraintes endurées pendant la période de travail. Ensuite chacun pourrait profiter du temps qui lui reste à vivre, tout en consacrant une partie de son temps libre au fonctionnement de la société. Mais chacun pourrait continuer de travailler s'il le souhaite, évidemment, s'il considère que son expérience peut encore être utile à la société, chacun serait libre de choisir son destin...

Epouvantable, monstrueux, inhumain, utopique le socialisme, n'est-ce pas ? Non, il suffit de l'adopter pour qu'il se réalise, encore faudrait-il qu'un parti en fasse la promotion. Lequel ? Ne cherchez pas, vous y êtes !

ACTUALITE EN TITRES

La réaction se mobilise.

- Un an après Charlottesville, cette nouvelle manifestation rappelle que l'extrême droite américaine est désorganisée mais prospère - Le HuffPost
- Venezuela : manifestation pour la libération d'un député de l'opposition - AFP
- Nicaragua: des milliers de manifestants réclament la libération des prisonniers - AFP
- Il parcourt les routes pour écrire "Stop Brexit" sur la carte de l'Europe - Franceinfo

INFOS EN BREF

POLITIQUE

Russie/Iran/Kazakhstan/Azerbaïdjan/Turkménistan.

- Signature d'un accord historique en vue pour les pays de la Caspienne - AFP12 août 2018

C'est l'épilogue de plus de 20 ans d'éprouvantes négociations avec pour enjeux pétrole, gaz et caviar: les chefs d'Etat de la Russie, de l'Iran, du Kazakhstan, de l'Azerbaïdjan et du Turkménistan doivent signer dimanche un accord historique définissant le statut de la mer Caspienne.

Réunis dans le port kazakh d'Aktaou, les cinq pays qui bordent la Caspienne se sont mis d'accord sur le statut de cette étendue

d'eau, en plein vide juridique depuis la dissolution de l'Union soviétique, qui englobait alors la totalité de ces Etats sauf l'Iran, avec lequel existait un accord, aujourd'hui caduc.

Il devrait aider à apaiser les tensions existant de longue date dans la région, qui recèle de vastes réserves d'hydrocarbures, estimées à près de 50 milliards de barils de pétrole et près de 300.000 milliards m3 de gaz naturel.

Selon le Kremlin, l'accord préserve la plus grande partie de la Caspienne en tant que zone partagée, mais partage entre les cinq pays les fonds marins et les ressources sous-marines.

Selon le vice-ministre russe des Affaires étrangères, Grigori Karassine, la Caspienne bénéficiera d'un "statut légal spécial": ni mer, ni lac, qui ont tous deux leur propre législation en droit international.

Si la Russie a dû céder sur un certain nombre de sujets, "elle gagne des bons points pour avoir fait sortir une situation de l'impasse" et renforcé son image de pays producteur d'accords diplomatiques, relève John Roberts, analyste collaborant avec l'Atlantic Council. (L'Atlantic Council dont EU DisinfoLab est le partenaire. L'AFP et les médias aux ordres ne font plus appel qu'à des "experts", des "analystes", des "spécialistes" intégrés dans des think tanks ou des officines néolibérales. - LVOG)

De plus, l'accord devrait assoir la prédominance militaire russe dans la région en interdisant à des pays tiers de disposer de bases militaires sur la Caspienne.

L'Iran, pour sa part, pourrait profiter de la clarté apportée par le texte pour lancer des projets communs avec l'Azerbaïdjan.

Syrie

- La «cible ennemie» abattue près de Damas aurait été identifiée - Sputnik 11.08.2018

L'aéronef détruit dans la nuit de vendredi à samedi par les systèmes de la DCA syrienne aurait pénétré dans l'espace aérien syrien en provenance de l'État hébreu, affirme le site Al-Masdar.

L'objet abattu dans la nuit de vendredi à samedi dans le ciel de la province de Damas par les systèmes de défense aérienne syriens aurait été identifié comme étant un drone israélien, affirme le site d'information Al-Masdar.

Selon une source militaire, l'appareil a survolé la région de Deir al-Ashayr, dans l'ouest de la province, avant d'être intercepté. Le drone assurait probablement une mission de surveillance.

Un autre appareil sans pilote avait été abattu par la DCA syrienne la semaine dernière, ses débris n'ont pas pour l'heure été retrouvés.

Une cible ennemie abattue par des systèmes antiaériens syriens dans la province de Damas Plus tôt dans la journée de vendredi, les systèmes antiaériens de la base de Hmeimim, dans la province de Lattaquié, ont abattu deux drones lancés depuis un territoire contrôlé par les radicaux.

La semaine dernière, l'armée syrienne a également anéanti deux cibles, a appris Sputnik d'un militaire syrien, qui a précisé qu'il s'agissait de deux drones de reconnaissance israéliens. Sputnik 11.08.2018

Yémen

- Attaque au Yémen : le Conseil de sécurité de l'ONU n'ordonne pas d'enquête indépendante - francais.rt.com 11 août 2018,

L'ONU n'a pas demandé l'ouverture d'une enquête indépendante suite aux frappes attribuées à la coalition arabe qui ont fait un carnage au Yémen, tuant notamment 29 enfants. Elle espère que l'enquête menée par Riyad sera «crédible et transparente». francais.rt.com 11 août 2018

Ben voyons ! Barbares !

En complément. Leur humanisme est la politesse des salauds... Illustration.

- Le contrat d'armement (11 milliards de dollars - ndlr) entre Riyad et Ottawa pas menacé par la crise diplomatique, selon Daniel Turp - francais.rt.com 11 août

Ouf !

Haut de page ↗

Le 13 août 2018

CAUSERIE ET INFOS

● Causerie au format pdf (12 pages)

J'ai appris que de simples travailleurs se connectaient à ce portail, ils sont les bienvenues. On va tâcher d'en tenir davantage compte.

J'ai eu une idée hier soir en apprenant que des personnes qui ne maîtrisaient pas du tout l'informatique ou s'en désintéressaient, ne pouvaient pas télécharger de la musique parce qu'ils n'avaient pas d'application dans leur ordinateur. Je pourrais leur proposer des morceaux qu'ils pourraient télécharger tout simplement en cliquant sur un lien comme ils le font pour un article en pdf. Je vais y réfléchir. Ce serait beaucoup plus rapide que de les télécharger à partir d'une boîte aux lettres et cela reviendrait au même.

Cela irait de la musique classique au metal rock en passant par le jazz, le blues, le flamenco, etc. hormis la variété. Le problème, c'est la taille des fichiers et le temps pour les télécharger, car ici j'ai un gros problème pour en être resté au système d'exploitation XP de Microsoft, plus aucun logiciel ou aucune application n'est actualisé. J'ai bien envisagé de passer au Système 7 que j'utilise sur le portable, je possède le CD, mais j'ignore si mon ordinateur est compatible avec, et je n'ai pas l'intention de racheter un ordinateur.

Mes connaissances en informatique et en anglais étant limitées je me suis abstenu de faire une tentative qui pourrait paralyser l'ordinateur en cas de mauvaise manipulation, je dois faire appel à un informaticien, mais là aussi je crains qu'il fasse des conneries et supprime inutilement certaines applications ou certains fichiers. En attendant, j'ai mis à jour le portable prêt à prendre le relais au cas où, j'ai réussi à copier tous les logiciels que j'utilise pour actualiser le portail dont Filezilla, et j'ai pris la précaution de copier l'intégralité sur un disque dur externe toujours au cas où le portable lâcherait, quel boulot de dingue !

Autre info personnelle.

J'ai modifié mon mode de vie, dorénavant je me lève une heure plus tôt, entre 5h30 et 6h, et je vais me coucher entre 21 et 21h30, car j'ai constaté qu'en fumant moins le soir je dormais mieux. Et puis voir le soleil se lever à la campagne accompagné du chant des oiseaux, c'est bien agréable, cela met tout de suite de bonne humeur. Vivre en ville, quel cauchemar ! Parfois on n'a pas le choix...

Le mot du jour.

Einstein : on ne peut pas résoudre un problème avec le même type de pensée que celle qui l'a créé.

LVOG - Ce qui disqualifie tous ceux qui se réclament du capitalisme, qui s'en accommodent ou refusent de le combattre pour l'éradiquer de la surface de la terre. Et hop Facebook, Twitter et Cie ont disparu ! Ce serait radical et salutaire, afin que la population ne devienne pas schizophrène...

Il y a un truc qui me tracasse et ce n'est pas la première fois que j'y pense, cela m'a pris au réveil ce matin.

Je me lève et je sors dans le jardin, et je me dis : c'est chouette quand même, c'est super la nature. Je rentre dans la maison et je me dis : tu as du bol, c'est bien agréable, et là je me fais la réflexion qu'en me levant j'étais plutôt taciturne ou encore à rabâcher, et voilà-t-il pas que quelques instants plus tard je me sens heureux, revivre, je me sens bien et j'aurais envie que cela continue...

Puis je me demande pourquoi le reste du temps ou dès que j'aborde la politique je deviens tout contraire, triste à mourir, oppressé, belliqueux et je ne sais quoi encore, bref tout ce que je déteste en fait, parce que ce n'est pas ainsi que je vis ma condition. J'ai bien conscience de ne pas être le plus à plaindre, j'ai eu une chance inouïe dans la vie, alors que j'étais très mal barré.

Et effectivement ce n'est pas de moi qu'il s'agit, mais de tous les malheureux exploités jusqu'à la corde, de tous ceux qui souffrent injustement dans le monde, qui sont opprimés lâchement, et c'est vrai que lorsqu'on y pense on n'a pas envie de se marrer ou de prendre un ton léger, on aurait l'impression de leur manquer de respect, quelle horreur!

Mais en même temps pour les côtoyer quotidiennement ou partager leur existence, si je les connais bien, je ne retiens que l'aspect triste ou effroyable de leur condition et j'en oublie qu'ils ont malgré tout le sourire facile, la bonne humeur spontanée,

pas parce qu'ils seraient idiots même s'ils le sont -il faut rester lucide et ne pas faire dans le romantisme, mais parce qu'ils en ont besoin pour supporter leur condition, c'est comme une soupape sans laquelle ils étoufferaient ou deviendraient fous de douleur, de rage, et se feraient du mal inutilement.

Ils ont cette légèreté que je ne peux partager qu'avec mon entourage le plus intime, parce qu'il est facile de garder le contrôle de la situation, on se comprend, au-delà c'est plutôt problématique parce qu'on ne connaît pas les gens, du coup j'aurais plutôt tendance à être austère... Et c'est cette attitude que j'adopte en général dans mes causeries, où il faut bien dire, on n'aborde pas vraiment des sujets ou des situations qui prêtent à se marrer, sous peine d'être pris pour un barjot ou d'avoir une conduite indécente.

Certes la politique ou la lutte des classes ne sont pas vraiment une partie de plaisir ou le lieu privilégié pour se détendre, cependant je me demande si à force de les présenter sous un angle peut-être trop sérieux, rigide, triste à mourir, on ne fait pas fuir ceux qui y viennent timidement, ceux qui viennent y chercher ce qu'ils ne trouvent pas ailleurs, et qui effectivement frappent à la bonne porte puisque l'issue à la crise du capitalisme, la solution à tous leurs maux ne peut être que politique.

Du coup, je me dis que bien qu'il s'agisse d'une affaire sérieuse ou qu'on ne peut pas traiter à la légère, il faudrait trouver un autre moyen de la présenter, de manière à ce qu'elle n'agisse pas comme un repoussoir envers ceux qui ne sont pas indifférents à la politique ou tout simplement au sort qu'on leur fait subir injustement. Par exemple en recourant plus souvent à la dérision, à l'humour, à l'ironie, à des tournures d'esprit qui ne fassent pas ressortir seulement l'aspect brutal de la situation, mais aussi absurde, en usant de sarcasmes ou de railleries pour faire ressortir son côté ridicule parfois jusqu'à en rire sans que notre discours politique n'en soit altéré, de sorte qu'il pénétrerait plus volontiers dans les esprits, cela lui enlèverait un peu de sa rigidité pour le rendre plus fluide, plus accessible au plus grand nombre, c'est bien notre objectif, n'est-ce pas ?

Sinon le militant prend le risque de passer pour une machine pour ainsi dire insensible, qui débite son discours comme s'il s'écoutait parler en étant indifférent à la personne qu'il a en face de lui, déjà qu'il commet l'erreur de parler des travailleurs comme s'il n'en était pas un lui-même, donc il en faut peu pour que cette personne le considère comme étranger à sa condition et ne se sente pas concernée par son discours.

Si on ne s'imagine pas à quel point on peut se méprendre sur les autres, on s'imaginera encore moins quelle méprise peut susciter notre propre comportement. On est généralement plus prompt à donner des leçons qu'à en recevoir ou à observer, écouter les autres, or c'est seulement ainsi qu'on peut progresser. On voudrait que les autres progressent, mais on ne fait rien pour progresser soi-même et à la longue cela donne un type franchement insupportable. On ne comprend pas pourquoi, d'ailleurs on ne se le demande pas puisqu'on n'en a pas pris conscience. On est tellement certain de détenir la vérité, d'avoir atteint un niveau de conscience supérieur, qu'on en vient à ne plus se voir soi-même, peut être à force d'ignorer les autres, tout simplement parce qu'on ne les connaît pas ou on n'a jamais pris la peine de les étudier.

De nos jours avec les réseaux (a)sociaux tout le monde peut déverser sans retenue son ignorance, ce qui rend un fier service à nos ennemis, puisque cela leur permet d'en prendre la mesure en temps réel pour ensuite l'instrumentaliser à l'insu de tous, puisque presque tout le monde veut en être, afin évidemment de pouvoir mieux nous taper dessus, donc pas vraiment selon le principe que plus on est de fous plus on rit, ce serait plutôt plus on pleure, même si on a à l'esprit rira bien qui rira le dernier !

Puisque selon l'adage on peut rire de tout mais pas avec n'importe qui, entre nous on ne devrait pas s'en priver. Donc on a tort de s'en passer, cela détend et rend plus disponible le cerveau, l'aère, le décongestionne en quelque sorte, cela donne un aspect plus convivial à nos rapports.

Et puis il faut avoir à l'esprit que si le ridicule ne tue pas, il peut pénétrer profondément les camisoles les plus robustes jusqu'à instituer le doute, faire vaciller les convictions les plus solides, parfois les disloquer.

Quant à l'humour ou à l'ironie, elles peuvent pénétrer en douceur les failles de l'hypocrisie ou de la bonne conscience des plus superficielle au point qu'on en rit soi-même, jaune parfois parce que c'est désagréable de constater à quel point il était vain de vouloir se tromper soi-même, et qui plus est les autres.

Voilà qui a dû vous mettre de bonne humeur, tout du moins je l'espère, c'est tout le mal que je vous souhaite en ce début de semaine.

Maintenant, ce n'est pas le tout d'avoir pris conscience de quelque chose, il faut le mettre en pratique, et malheureusement cela ne s'improvise pas, cela s'apprend comme tout le reste, eh oui ! il faut s'astreindre à une certaine discipline pour obtenir un résultat ici comme ailleurs dans la vie, et ce n'est pas gagner d'avance quand on a pris une fâcheuse habitude, tout reste à faire. On va essayer de faire au mieux comme toujours.

On pourrait dire que les réseaux (a)sociaux sont le lieu où les travailleurs se livrent inconsciemment à une concurrence féroce qui comble de bonheur nos ennemis, comme si cela ne leur suffisait pas de l'être sur le plan de l'exploitation de leur force de travail, c'est à croire qu'ils en redemandent !

Aussi sans le vouloir, hier soir je vous ai dégotté un passage de Marx qui traite un tout autre aspect de la concurrence, sur le plan économique, en nous offrant une démonstration prodigieuse du pouvoir de la dialectique. Ce n'est certes pas à mourir de rire, mais après la lecture attentive de cet enseignement vous ressentirez une profonde satisfaction qui le vaut bien, car vous aurez l'impression d'avoir appris quelque chose, ce qui est toujours merveilleux, n'est-ce pas ? Et si malgré tout vous y étiez insensible, c'est sans doute que vous avez de sérieux progrès à faire, pas de quoi en être triste, ne le prenez pas mal, on en est tous là quelque part !

Marx - Toute la logique de M. Proudhon se résume en ceci : la concurrence est un rapport social dans lequel nous développons actuellement nos forces productives. Il donne à cette vérité, non pas des développements logiques, mais des formes souvent très bien développées, en disant que la concurrence est l'émulation industrielle, le mode actuel d'être libre, la responsabilité dans le travail, la constitution de la valeur, une condition pour l'avènement de l'égalité, un principe de l'économie sociale, un décret de la destinée, une nécessité de l'âme humaine, une inspiration de la justice éternelle, la liberté dans la division, la division dans la liberté, une catégorie économique.

La concurrence et l'association s'appuient l'une sur l'autre. Bien loin de s'exclure, elles ne sont pas même divergentes. Qui dit concurrence, suppose déjà but commun. La concurrence n'est donc pas l'égoïsme, et l'erreur la plus déplorable du socialisme est de l'avoir regardée comme le renversement de la société.

Qui dit concurrence dit but commun, et cela prouve, d'un côté, que la concurrence est l'association; de l'autre, que la concurrence n'est pas l'égoïsme. Et qui dit égoïsme ne dit-il pas but commun ? Chaque égoïsme s'exerce dans la société et par le fait de la société. Il suppose donc la société c'est-à-dire des buts communs, des besoins communs, des moyens de production communs, etc., etc... Serait-ce par hasard pour cela que la concurrence et l'association dont parlent les socialistes ne sont pas même divergentes ?

Les socialistes savent très bien que la société actuelle est fondée sur la concurrence. Comment pourraient-ils reprocher à la concurrence de renverser la société actuelle qu'ils veulent renverser eux-mêmes ? Et comment pourraient-ils reprocher à la concurrence de renverser la société à venir, dans laquelle ils voient, au contraire, le renversement de la concurrence ?

M. Proudhon dit, plus loin, que la concurrence est l'opposé du monopole, que, par conséquent, elle ne saurait être l'opposé de l'association.

Le féodalisme était, dès son origine, opposé à la monarchie patriarcale; ainsi, il n'était pas opposé à la concurrence, qui n'existait pas encore. S'ensuit-il que la concurrence n'est pas opposée au féodalisme ?

Dans le fait, société, association sont des dénominations qu'on peut donner à toutes les sociétés, à la société féodale aussi bien qu'à la société bourgeoise, qui est l'association fondée sur la concurrence. Comment donc peut-il y avoir des socialistes qui, par le seul mot d'association, croient pouvoir réfuter la concurrence ? Et comment M. Proudhon lui-même peut-il vouloir défendre la concurrence contre le socialisme, en désignant la concurrence sous le seul mot d'association ?

Tout ce que nous venons de dire fait le beau côté de la concurrence, telle que l'entend M. Proudhon. Passons maintenant au vilain côté, c'est-à-dire au côté négatif de la concurrence, à ce qu'elle a de destructif, de subversif, de qualités malfaisantes.

Le tableau que nous en fait M. Proudhon a quelque chose de lugubre.

La concurrence engendre la misère, elle foment la guerre civile, elle « change les zones naturelles », confond les nationalités, trouble les familles, corrompt la conscience publique, « bouleverse les notions de l'équité, de la justice », de la morale, et, ce qui est pire, elle détruit le commerce probe et libre et ne donne pas même en compensation la valeur synthétique, le prix fixe et honnête. Elle désenchant tout le monde, même les économistes. Elle pousse les choses jusqu'à se détruire elle-même.

D'après tout ce que M. Proudhon en dit de mal, peut-il y avoir, pour les rapports de la société bourgeoise, pour ses principes et ses illusions, un élément plus dissolvant, plus destructif que la concurrence ?

Notons bien que la concurrence devient toujours plus destructive pour les rapports bourgeois, à mesure qu'elle excite à une création fébrile de nouvelles forces productives, c'est-à-dire des conditions matérielles d'une société nouvelle. Sous ce rapport, du moins, le mauvais côté de la concurrence aurait son bon.

(...)

M. Proudhon ne parle que du monopole moderne engendré par la concurrence. Mais nous savons tous que la concurrence a été engendrée par le monopole féodal. Ainsi primitivement la concurrence a été le contraire du monopole, et non le monopole le contraire de la concurrence. Donc, le monopole moderne n'est pas une simple antithèse, c'est au contraire la vraie synthèse.

(...)

Ainsi le monopole moderne, le monopole bourgeois, est le monopole synthétique, la négation de la négation, l'unité des contraires. Il est le monopole à l'état pur, normal, rationnel.

(...)

Dans la vie pratique, on trouve non seulement la concurrence, le monopole et leur antagonisme, mais aussi leur synthèse, qui n'est pas une formule, mais un mouvement.

(Karl Marx : Misère de la philosophie, page 59 version électronique)

Quel extraordinaire dialecticien, une merveille de pensée ! Une délectation par ces temps si médiocres.

Et la synthèse sur le plan politique. Il n'y a pas d'autre issue que politique.

En pratique, si on ne s'investit pas sur le plan politique ou qu'on le néglige, on sape notre destin, qui, comme le reste de notre vie ne sera pas très reluisant. On peut espérer mieux, on mérite mieux.

[Inutile de mettre votre ceinture : Le décollage est reporté à une date indéterminée...](#)

Le premier JT du Media avait été diffusé le 15 janvier, à l'occasion du lancement du Media, et n'a jamais vraiment décollé : une audience de 10 000 personnes en moyenne, c'est peu pour un journal qui absorbe environ la moitié des ressources de la webtélé. leparisien.fr 12 août 2018

On a le droit d'en rire. LFI revendique plus de 500.000 adhérents... Quelle escroquerie !

[Dans quel monde vivons-nous ?](#)

Une description qui sied à ceux qui nous gouvernent ou détiennent le pouvoir depuis des lustres.

Une description commune du psychopathe explique :

« Les psychopathes ne ressentent rien pour les autres mais seulement pour eux. Ils ressentent bien biologiquement des émotions mais psychologiquement les troubles caractériels de leur maladie viennent troubler et altérer le ressenti de ces émotions. Ils n'ont aucun sentiment envers les autres. Toute émotion est ramenée à eux de n'importe quelle façon. Les autres ne sont que des objets qui servent à assouvir leurs envies. Ce problème d'absence d'empathie explique pourquoi ils n'ont aucune morale et donc aucune limite à faire du mal à autrui physiquement et moralement. D'où leur dangerosité. » partage-le.com 07.2018

L'écologie... de marché...

L'écologie grand public, celle des gouvernements, des entreprises et des grandes ONG, ne fait (évidemment) que reproduire le narcissisme culturel de la société industrielle. La nature doit être gérée par l'être humain, au mieux, mais toujours selon ce qui arrange l'économie de marché. partage-le.com 07.2018

... une escroquerie durable, mais pas éternelle.

- Si vous allez à San Francisco, vous y verrez des seringues et de la merde - partage-le.com 07.2018

La ville de San Francisco est régulièrement promue dans les médias de masse comme un modèle de gestion écologique des déchets pour son taux de recyclage de 80%. En France, le film documentaire Demain, réalisé par Mélanie Laurent et Cyril Dion, a beaucoup participé à la diffusion de cette idée. Partout où il passe, Cyril Dion brandit le cas de San Francisco comme une preuve de ce qu'il est possible de rendre une ville écolo-durable (« L'exemple le plus impressionnant, que nous présentons dans le film, est celui de la ville de San Francisco qui recycle 80 % de ses déchets »). Si seulement.

Affirmer que San Francisco est un modèle de ville durable est une sacrée performance. Ou peut-être est-ce au contraire d'une simplicité confondante : il suffit de répéter cette affirmation sans l'étudier, sans aucun esprit critique. En creusant un peu, on réalise rapidement qu'elle se base sur un certain nombre d'absurdités. À commencer par le fait que le taux de 80% est une arnaque comptable[1]. La ville comptabilise en effet dans son calcul du taux de déchets recyclés, entre autres bizarreries, les déchets du bâtiment et des travaux publics. Ce qu'aucune ville ne fait[2]. Sans ce tour de passe-passe, le taux de recyclage de la

ville serait plutôt de l'ordre de 60%. Au passage, on notera que Recology, l'entreprise chargée de la gestion des déchets de la ville, a été condamnée à payer 1,3 million de dollars en 2014 pour des pratiques frauduleuses. Mais cette arnaque comptable n'est rien au regard de ce qui suit.

La ville de San Francisco (870 000 habitants) produit chaque année toujours plus de déchets, en 2013 elle en a produit plus de 2 millions de tonnes, quand la communauté urbaine Marseille Provence Métropole (plus d'un million d'habitants) n'en produisait que 653 226 tonnes. Un modèle. La ville de San Francisco génère chaque jour environ 1 200 tonnes[3] de déchets non recyclables et non compostables qui sont enfouies sous terre. Un modèle.

En outre, ce qu'ils (les gouvernements, les entreprises et les médias de masse) qualifient de recyclage n'a rien d'écologique. Le traitement des déchets se fait toujours loin hors de la ville, dans des usines énergivores (sauf pour le bois/papier qu'ils brûlent en usine de biomasse, une autre catastrophe écologique). Dans le film *Demain*, on ne voit que la part des déchets qui est compostée, et c'est tout. Sachant que les déchets compostés constituent la part la moins importante des déchets collectés dans la ville. Ce qu'ils n'expliquent pas dans le documentaire, c'est qu'une grande partie des déchets (métaux, plastiques, etc.), uniquement triée, est exportée et disséminée à travers le globe, jusqu'en Chine, aux Philippines et au Vietnam — d'ailleurs, depuis que la Chine a restreint ses importations de déchets en 2017, Recology se retrouve face à un problème relativement gênant, celui de trouver comment écouler les tonnes d'ordures qu'elle expédiait habituellement vers l'empire du Milieu. C'est-à-dire que ces déchets produits par les San-Franciscains sont compressés en balles en usine puis expédiés à l'autre bout du monde pour être recyclés — sachant que le recyclage n'est pas une véritable solution, d'abord parce que le recyclage infini est un mythe[4], ensuite parce que le recyclage du plastique est particulièrement inefficace[5], et enfin et surtout parce que le recyclage, dans le cadre d'une société industrielle capitaliste de croissance, ne résout aucun des problèmes fondamentaux qu'elle implique (de surconsommation de ressources, y compris énergétiques, de pollutions en tous genres, d'étalement urbain, de croissance démographique, etc., etc.).

Récapitulons. Ce qu'ils nous présentent comme un modèle de vertu écologique, de durabilité, c'est une ville dont la production de déchets par personne, relativement élevée, ne cesse de croître, et dont la gestion de ces déchets consiste à en enfouir une partie, à en expédier une autre en Chine et ailleurs, et à en brûler une partie en incinérateur ; c'est aussi une ville qui trafique ses calculs de taux de recyclage. Un modèle.

Mais nous ne devrions pas avoir besoin de discuter ainsi de la soi-disant durabilité d'une ville comme San Francisco. Comme toutes les grandes métropoles du monde, San Francisco dépend directement de l'ensemble des infrastructures et des pratiques toutes plus insoutenables les unes que les autres de la civilisation industrielle. Il faut une sacrée dose d'ignorance historique et écologique pour ne pas comprendre que l'urbanisation de la baie de San Francisco a dramatiquement ravagé ce qui était jusqu'à il y a moins de 300 ans un écosystème sain (non pollué) et plein de vie. Où sont passés les condors de Californie, les wapitis, les ours, les loups et ainsi de suite, qui pullulaient dans la baie ? Les conséquences du développement de la civilisation industrielle dans la baie de San Francisco rappellent les conséquences de son développement partout sur la planète : extermination et disparition de nombreuses espèces vivantes, pollution des eaux (aujourd'hui, on retrouve un peu de tout dans les eaux de San Francisco, du mercure, des résidus de médicaments en tous genres, des huiles de moteur usagées, des déchets plastiques, et ainsi de suite ; cinq des plages les plus polluées de Californie se trouvent dans la baie, qui ne cesse de s'acidifier), pollution de l'air (en ce moment, la qualité de l'air dans la baie n'est pas loin d'être la pire de tous les États-Unis[6]), etc.

Leur manière de mesurer la qualité écologique de la ville — et d'une ville en générale — est grotesque. Comme si on pouvait se contenter de statistiques concernant le « recyclage » des déchets produits par une ville pour l'estimer. Comme si on pouvait occulter les nombreux impacts environnementaux (sans parler des impacts sociaux), entre autres choses, de la production mondialisée des appareils électroniques les plus couramment utilisés par les San-Franciscains — iPods, iPads, iPhones, Google Glass... — ou de leurs voitures, réfrigérateurs, téléviseurs, ou de leur nourriture, ou de la construction des infrastructures qu'ils utilisent et des bâtiments dans lesquels ils vivent, et ainsi de suite. Si toutes ces choses étaient prises en compte, on s'apercevrait immédiatement de l'insoutenabilité totale de la civilisation industrielle et de son mode de vie. Mais elles ne le sont pas, évidemment, propagande oblige.

Et comment ne pas parler des inégalités sociales ? San Francisco est une des villes les plus chères des USA. La gentrification en cours n'a pour cesse d'épurer la ville de ses habitants les plus pauvres[7] :

« La ville de San Francisco connaît un processus de gentrification d'une violence sans commune mesure avec ce que l'on peut constater en France. On l'a longtemps appelé embourgeoisement, ou changement urbain dans le contexte de la recherche académique française, sans pour autant y mettre les significations que contient le terme anglo-saxon. Il faut pourtant être clair : il est bien question ici de processus similaires dans leurs conséquences, bien que la rapidité à laquelle ils se produisent diffère, ou que leur visibilité ne permette pas de les identifier aussi facilement. »

Et comment ne pas voir toute la folie et l'inhumanité de la civilisation industrielle dans le fait que la ville ne parvient toujours pas à gérer les problèmes qui découlent de la présence des nombreux sans-abri, souvent atteints de troubles psychiatriques, qui errent dans ses rues, résultat des politiques calamiteuses des gouvernements qui se sont succédé et symptôme du mal-être qui ronge la modernité ? On estime qu'ils sont 7 500 à vivre dehors sur une population totale de 870 000 habitants (presque 1% de la population). Très récemment, la nouvelle maire de San Francisco, London Breed, dans une des premières interviews[8] qu'elle

a accordées depuis son entrée en fonction, a expliqué qu'il y avait « plus d'excréments sur les trottoirs » que jamais, et qu'on « ne parle pas que de crottes de chiens, mais de matières fécales humaines ». Au cours des six premiers mois de l'année 2018, plus de 16 000 plaintes concernant des « excréments » ont été déposées auprès des autorités de la ville. La présence de déchets en tous genres, y compris de seringues, est actuellement un véritable problème pour la municipalité. Ainsi que l'explique le San Francisco Chronicle dans un article[9] intitulé « Pourquoi San Francisco fait face à un déluge de seringues » : « La ville de San Francisco distribue plus de seringues gratuites aux toxicomanes — 400 000 par mois, un chiffre qui ne cesse de croître — que la ville de New York, dix fois plus peuplée ». La consommation de drogue en public est un problème croissant dans toute la ville. Des habitants se plaignent, entre autres, de « devoir enjamber des gens qui s'injectent de l'héroïne dans les stations de métro ».

Ainsi que l'a récemment titré[10] le Business Insider, « Le centre-ville de San Francisco est davantage jonché de seringues, de déchets et d'excréments que certains des plus pauvres bidonvilles du monde ». Dans l'article, on apprend notamment que « la contamination de certains quartiers de San Francisco est pire que celle de certains endroits du Brésil, du Kenya ou de l'Inde ». Un modèle.

Je me suis promené dans les rues de San Francisco. Je ne connaissais pas grand-chose de l'histoire de la ville. J'ai été stupéfait par le nombre de clochards, de toxicomanes et de malades mentaux qu'on y rencontre. Parfois au pied d'immeubles de luxe réservés aux super-riches, ou devant les bureaux d'Uber, de Microsoft, ou de Twitter. J'ai vu les gratte-ciels, ces manifestations délirantes de l'hubris de la société industrielle, dont les constructions sont autant de désastres écologiques. Les travaux incessants qui font de toutes les villes d'interminables chantiers. Les magasins de luxe de l'hypercapitalisme actuel. Les businessmen pressés — de faire du profit, toujours plus, en exploitant les hommes et en détruisant la planète, toujours plus — qui ignorent machinalement tous les clochards qu'ils croisent lors de leur jogging matinal. Je n'ai pas vu « des gens doux et gentils, le long des rues de San Francisco », me parler de fleurs et devenir mes amis. Je n'ai pas vu de fleurs dans les cheveux mais des oreillettes Bluetooth et des smartphones dans les mains. Bref, j'y ai vu la démence commune de la modernité.

Il n'y a rien de durable à San Francisco. Comme beaucoup d'autres, cette ville incarne précisément l'insoutenabilité, l'iniquité et la folie qui gangrèment la civilisation industrielle. Ceux qui se servent de son cas pour suggérer qu'on pourrait la rendre durable ou écologique sont les idiots utiles du capitalisme vert. C'est l'évidence même. Ceux qui ne le comprennent (toujours) pas aujourd'hui ne manqueront pas de le constater d'ici quelques années. partage-le.com 07.2018

Notes.

Voir ici : <https://www.bloomberg.com/view/articles/2014-07-11/san-francisco-s-recycling-claims-are-garbage> et ici : <https://discardstudies.com/2013/12/06/san-franciscos-famous-80-waste-diversion-rate-anatomy-of-an-exemplar/>

<https://www.bloomberg.com/view/articles/2014-07-11/san-francisco-s-recycling-claims-are-garbage>

<http://www.sfexaminer.com/where-does-the-garbage-go/>

https://www.youtube.com/watch?v=i03kd_diDDk

<https://reporterre.net/Dechets-plastiques-le-recyclage-n-est-pas-la-solution>

<https://www.sfgate.com/bayarea/article/Bay-Area-air-quality-worst-nation-climate-change-12842251.php>

<http://www.laviedesidees.fr/La-gentrification-a-San-Francisco.html>

<https://www.sacbee.com/news/state/california/article214962990.html>

<https://www.sfchronicle.com/bayarea/matier-ross/article/Why-San-Francisco-is-stuck-with-a-deluge-of-12952111.php>

<http://www.businessinsider.fr/us/why-is-san-francisco-so-dirty-2018-2>

ACTUALITE EN TITRES

La blanchisseuse de la cour.

- La question d'une démission de Kohler ne se pose pas - Reuters 12.08

- Seillière et le fisc. L'occasion fait le baron - Liberation.fr 12.08

L'ex-patron du Medef et des cadres de sa société Wendel étaient sous le coup d'un redressement fiscal après la mise en place d'un montage financier. Mais la décision a été invalidée pour un simple vice de forme. Liberation.fr 12.08

Ils osent tout.

- "Hollande 2022" : un tract distribué par de jeunes militants hollandistes pour tester la popularité de l'ancien président - Franceinfo 12.08

PSychopathe, quoi !

Leur humanisme est la politesse des salauds...

- Condamnation de Monsanto : Hulot évoque le "début d'une guerre" contre les pesticides - Franceinfo 12.08

- Le gouvernement veut s'attaquer au plastique via "un système de bonus-malus" - Le HuffPost 12.08

Guerre des clans de l'oligarchie.

- Une ex-conseillère de Donald Trump diffuse l'enregistrement de son licenciement - Le HuffPost 12.08

- Venezuela : un député arrêté donne de ses nouvelles à sa famille - AFP 12.08

- Damas recrache ses listes de suppliciés - Liberation.fr 12.08

- Torture en Syrie : la mort pour dessein - Liberation.fr 12.08

- Manifestation de Sikhs à Londres pour l'indépendance du Pendjab - AFP 12.08

INFOS EN BREF

POLITIQUE

Syrie

- Un ministre d'un État membre de l'UE en visite officielle à Damas - Réseau Voltaire 12 août 2018

Le premier vice-président du gouvernement tchèque et ministre des Affaires étrangères, Martin Stropnický, s'est rendu à Damas en visite officielle. Il a été reçu par son homologue syrien, Walid al-Mouallem.

Depuis le début de l'agression contre la Syrie, l'Union européenne a fermé les ambassades de ses États membres, interdit aux consuls syriens d'organiser des bureaux électoraux dans leurs locaux, et institué des sanctions contre la République arabe syrienne et ses principaux élus et fonctionnaires.

Cependant, l'Autriche, la République tchèque et la Roumanie ont conservé leurs ambassades ouvertes.

Sous l'impulsion de son président, Miloš Zeman, la République tchèque a observé les événements sur place, présenté des rapports à l'UE, et délivré des visas Schengen aux personnalités syriennes se déplaçant dans l'Union. Le président Zeman n'a jamais retiré son soutien à son homologue syrien, Bachar el-Assad.

Martin Stropnický fut successivement ministre de la Culture, de la Défense et désormais des Affaires étrangères. Si plusieurs leaders étrangers sont venus secrètement à Damas ces derniers temps, il est le premier responsable d'un exécutif de l'Union européenne à se rendre publiquement en Syrie depuis le début de l'agression étrangère.

La Fédération de Russie et la Maison-Blanche ont trouvé un accord, lors du sommet d'Helsinki, le 16 juillet, pour mettre fin au

conflit. L'Armée arabe syrienne vient de libérer l'ensemble du Sud du pays (sauf Al-Tanf, toujours occupé par les États-Unis), jusqu'aux frontières libanaise, israélienne et jordanienne. Réseau Voltaire 12 août 2018

Mais pas jusqu'à la frontière turque. Là les choses semblent plus compliquées, encore que, Trump a multiplié récemment les attaques contre Erdogan, tout d'abord avec l'affaire d'un pasteur américain détenu par la Turquie, puis une taxe sur l'acier et l'aluminium qui a fait chuter brutalement la monnaie turque, il se pourrait qu'il s'en serve pour exiger le retrait de l'armée turque du nord de la Syrie en attendant l'évacuation de Al-Tanf, ce qui signerait la fin définitive de cette guerre... A suivre.

Palestine occupée.

- Israël. Grande manifestation à Tel-Aviv contre la loi sur l'Etat-nation. - Liberation.fr 13 août 2018

Ils étaient des dizaines de milliers samedi soir à Tel-Aviv pour manifester contre la loi qui, depuis juillet, définit Israël comme l'«Etat-nation du peuple juif» et fait des Arabes israéliens des citoyens de seconde zone. Des Israéliens juifs se sont joints aux manifestants qui ont crié en hébreu et en arabe «égalité, égalité !», «on ne se taira pas, l'apartheid ne passera pas !», tout en traitant le Premier ministre, Benyamin Nétanyahou de «fasciste». La semaine dernière, une énorme manifestation avait déjà réuni la minorité druze, opposée elle aussi à la loi. Liberation.fr 13 août 2018

ECONOMIE

Quantitative Easing ou le miracle de la planche à billets... pour les banquiers.

- Confusion entre masse monétaire et liquidités : le grand méli-mélo - xerficanal-economie.com 20/02/2018

Nous vivons dans un monde hyper liquide. C'est une sorte d'évidence. Les banques centrales américaines, européennes et japonaises ont fait exploser leur bilan à partir d'août 2008, moment où les politiques de Quantitative Easing commençaient à imprimer leur marque. Les achats massifs de titres de dettes aux acteurs financiers ont multiplié par près de cinq les encours d'actifs de la FED et de la Banque du Japon, et par plus de trois ceux de la BCE. C'est énorme.

Par cette politique de rachats, elles ont directement alimenté en cash les banques de second rang. Elles ont gonflé ce que l'on appelle la base monétaire, qui est constituée des pièces et billets et des avoirs monétaires des banques auprès de leur banque centrale. Et cette base monétaire, c'est la matière première du crédit. Les banques sont supposées produire du crédit au prorata de cette liquidité première : la variation de la masse monétaire M est égale à k fois la variation de la base monétaire. C'est ce que l'on appelle le multiplicateur monétaire dans nos manuels, qui suggère une relation stable entre la base monétaire et la quantité de monnaie détenue dans une économie.

Le quantitative easing n'a pas augmenté la masse monétaire...

Dans cette représentation simplifiée, la liquidité qu'ont injectée les banques centrales auprès du système bancaire doit se retrouver dans l'économie, dans le système de poupées russes de la masse monétaire pour ceux qui s'en souviennent : $M1$, $M2$, $M3$, etc. C'est-à-dire dans les différents périmètres de la monnaie, qui englobe des pièces, billets et dépôts à vue détenus par les agents économiques, dans son acception la plus étroite ; et les dépôts à terme, livrets et divers produits négociables, dans son acception plus large. La mécanique qui fait que la base monétaire se diffuse aux agents non bancaire, c'est le crédit.

Regardons néanmoins ce qui s'est passé avec le Quantitative Easing, aux États-Unis notamment. La base monétaire a bien explosé depuis la crise, dans des proportions qui sont en ligne avec ce que l'on sait de l'ampleur des injections de la FED. En revanche, du côté de $M1$ et $M2$, il est clair que le pronostic du multiplicateur est déjoué. La monnaie banque centrale est essentiellement restée piégée dans le système bancaire. En première analyse, le QE n'a pas induit une explosion de la quantité de monnaie en circulation. On le voit clairement lorsque l'on présente $M2$ en croissance sur un an.

...Mais il a augmenté la liquidité des marchés

Dire que le QE n'a pas agi sur la liquidité de l'économie est cependant erroné. Et c'est là qu'il faut s'attarder sur la polysémie du terme liquidité. La liquidité, c'est certes la quantité de monnaie disponible dans une économie. Mais qu'est-ce que la monnaie dans des économies qui n'ont eu de cesse de créer des produits toujours plus négociables, que l'on peut titriser, ou que l'on peut utiliser comme collatéraux pour ouvrir des lignes de crédit ? Si les effets de richesse augmentent la consommation, c'est précisément que la richesse se transforme facilement en instrument de transaction et a le pouvoir d'agir sur la capacité d'achat des agents.

Ce qui a véritablement augmenté dans nos économies, c'est ce que l'on appelle la liquidité de marché, c'est-à-dire la capacité à acheter ou à vendre rapidement les actifs qui y sont cotés sans que cela n'ait d'effet majeur sur leur prix.

Or cette liquidité-là varie au cours du temps. Elle est affaire de confiance. Dans les phases ascendantes du cycle, tout actif paraît liquide. Le périmètre de la liquidité s'étend, ce qui participe à l'emballement la machine économique. L'inflation ne se loge pas alors sur le marché des biens et services, mais sur le marché des actifs.

Cette liquidité peut disparaître du jour au lendemain. Lorsque la défiance se répand, la machine est rapidement mise en péril par une crise d'illiquidité, qui menace de bloquer l'ensemble des transactions.

De ce point de vue, le QE a bien eu un impact sur la liquidité. Non pas sur la masse monétaire, mais sur la liquidité des marchés, y compris le marché monétaire. Il a servi à pallier une perte brutale de liquidité des marchés, ce qui rend son effet a posteriori en partie invisible. xerficanal-economie.com 20/02/2018

[Haut de page ↗](#)

Le 14 août 2018

CAUSERIE ET INFOS

J'ai été en ville ce matin pour téléphoner à ma mère et lui souhaiter ses 84 ans. Et en plus je suis un bon fils !

En ce moment j'actualise quotidiennement le portail parce que ma compagne est absente pour raison familiale. Quand elle n'est pas là, elle me manque au bout d'une heure, et au bout de la deuxième je n'ai plus hâte de la revoir ! Là je ne suis pas un très bon compagnon ! On fait ce qu'on peut, si sa présence m'est agréable, son absence me soulage parce que je ne suis pas interrompu dans mes pensées par des trucs insignifiants.

Je suis aussi allé chez le dentiste, le meilleur évidemment, le plus cher, cela va de soi ! Il m'a soulagé de 1.500 roupies pour refaire un plombage, le salaire minimum est de 4.800 roupies. Voilà pourquoi je dois économiser.

J'en ai profité pour aller au marché à Pondichéry, quelle cohue, c'est vraiment désagréable. Et ça pue ! Sans parler de la circulation, c'est le mois des fêtes des temples, quel bordel, quel bruit ! Sur mon chemin, j'ai été acheté de l'insecticide pour les fourmis qui colonisent les hibiscus l'été. Je suis passé par la route que j'empruntais il y a 7 ans quand j'habitais au bord de mer dans la banlieue nord, je n'y étais repassé que deux ou trois fois depuis, cela a tellement changé que j'ai eu à nouveau l'impression de n'y être jamais venu, alors que pendant 10 ans je l'ai arpenté quotidiennement, c'est pour dire à quel point l'Inde change vite et en profondeur.

La CNAV ne m'a toujours pas versé ma retraite depuis le mois de mai à cause d'un imbroglio entre banques française et indienne. Ils usent et abusent de ma patience...

A part cela, toujours un ciel couvert et quelques gouttes de pluie, hier la température était remontée à 41°C à l'ombre. J'ai profité de l'après-midi pour consolider mon installation, on ne sait jamais, la période des cyclones n'est pas terminée. Je me sens vieux, fatigué

● [Causerie au format pdf \(15 pages\)](#)

[Déconnectez-vous, débranchez la pile... avant de disjoncter.](#)

- Guy Birenbaum, journaliste : «j'étais connecté de 5 heures du matin à minuit» - liberation.fr 14 août 2018

«Je n'ai jamais cru qu'on pouvait tomber malade parce que l'on passe trop de temps connecté sur Internet. En 2014, je l'étais de 5 heures du matin à minuit, avec les écrans, les réseaux sociaux, les notifications... plus le boulot, plus des périodes compliquées au travail, plus la violence intrinsèque aux réseaux sociaux, aux blogs... Pour moi, ça a commencé par des signes chimiques, mal au ventre, mal au dos, etc., jusqu'à une incapacité totale, un effondrement massif. Je n'arrivais même plus à décrocher quand des amis m'appelaient.

«J'ai été pris en main par un psychiatre et un psychanalyste que je vois toujours. S'ensuit une thérapie assez classique avec prises de médicaments. Je me suis retrouvé en arrêt de travail pendant un mois et demi ou deux mois, ce qui n'est pas si long finalement. J'avais vraiment besoin de comprendre ce qui n'allait pas. J'ai dû quitter tout ce qui concerne le numérique pendant

deux mois pleins, puis j'ai fait disparaître tout ce qui est notification. Je suis réapparu trois mois plus tard environ sur les réseaux sociaux et suis passé en moyenne de 100 tweets par jour à 5 ou 6 tweets, et encore c'est beaucoup. Je reste hypervigilant et je ne considère pas que je suis à l'abri de craquer encore d'une manière ou d'une autre. Si je voyais que je me remettais à perdre trop de temps avec des activités de ce genre, je saurais maintenant que cela veut dire qu'il y a un problème. C'est un signal d'alerte. Le concept que l'on nous a vendu, la sérénité, qui consistait à dire qu'Internet est génial parce qu'en cherchant un truc vous en trouvez un autre, puis un autre... eh bien je pense que c'est une saloperie, car ça nous amène de liens en liens, de clics en clics, à des distances phénoménales de ce que l'on cherchait. On reste deux heures sur Internet alors que l'on avait mieux à faire.» Liberation.fr 14 août 2018

Il a fallu qu'il en arrive à cette extrémité pour comprendre "qu'il y a un problème"...

Circulez il n'y a rien à voir !

Nous sommes passés à côté de la réunion annuelle du groupe Bilderberg qui a eu lieu à Turin du 7 au 9 juin inclus.

- Bilderberg, la conférence la plus secrète du monde - lesechos.fr 07.06.2018

Le groupe Bilderberg se réunit à partir de jeudi pour trois jours à Turin, en Italie. Depuis 1954, ce club ultra-fermé reçoit des grands du monde politique et économique sans que rien ne filtre de leurs échanges, charriant fantasmes et théorie du complot.

Le lieu a été tenu secret jusqu'au dernier moment. La liste des invités et les thèmes des discours aussi. Ce jeudi 7 juin, pour trois jours, s'ouvre à l'hôtel Torino Lingotto Congress à Turin en Italie, la conférence Bilderberg, un club très fermé qui réunit chaque année des personnalités du monde économique, politique et intellectuel. Pendant trois jours, les participants y croiseront peut-être cette année Patrick Pouyanné, le patron de Total, faisant la queue au buffet du déjeuner avec l'ambassadeur pour les Océans norvégien, Vidar Helgesen, ou participeront aux conférences assis à côté de la reine des Pays-Bas ou d'Henry Kissinger, deux piliers de la conférence.

Depuis 1954, une centaine d'invités triés sur le volet convergent au printemps vers un hôtel de luxe privatisé pour l'occasion et placé sous haute protection. Chefs d'Etat, ministres, patrons de banque, PDG de multinationale, militaires, spécialistes de la sécurité internationale, universitaires et représentants d'organisations internationales comme le FMI ou la Banque mondiale sont priés de venir seuls, sans conjoint ni garde du corps.

« Cercle d'influence puissant »

Créé en pleine guerre froide par le milliardaire américain David Rockefeller, l'ancien diplomate polonais Joseph Retinger et le prince Bernhard des Pays-Bas, le « groupe Bilderberg » tire son nom de l'hôtel où le groupe s'est réuni la première fois à Oosterbeek, aux Pays-Bas. « L'objectif était de constituer un cercle d'influence puissant dans les domaines économique et financier, pour faire face à la menace communiste », explique Thierry de Montbrial, le patron de l'Institut français des relations internationales (Ifri), qui en a fait partie pendant près de quarante ans.

« C'est un événement géopolitique majeur dans l'année », assure une ancienne participante. Mais l'« événement » reste confidentiel. Rien ne filtre jamais des échanges qui s'y tiennent. « C'est une règle importante et qu'il ne faut pas changer si l'on veut maintenir la qualité des débats », assure Henri de Castries, l'ancien patron d'Axa et président du comité directeur du groupe de Bilderberg.

En être ou pas

Que se passe-t-il vraiment pendant ces trois jours ? Ceux qui y participent affirment qu'il s'agit de discussions informelles et de réunions sur les grands sujets du moment. Les seules informations publiques sont les - très - larges thèmes de discussion et la liste des participants. Cette année, 128 personnalités de 23 pays débattront entre autres du « populisme en Europe » ou du « monde post-vérité » ; mais aussi de l'« informatique quantique » ou des « Etats-Unis avant les élections de mi-mandat ».

Mais c'est surtout la liste des invités qui retient l'attention. Bref, en être ou pas, un peu comme les dîners du Siècle, à Paris. Un cénacle d'initiés avertis parlant le même langage et partageant les mêmes valeurs (D'où les invités du PS, merci de cette précision! - LVOG). Entre égaux. D'ailleurs, les invités sont placés lors des débats par ordre alphabétique, sans hiérarchie. « J'ai ainsi longtemps été placé à côté de Mario Monti », raconte Thierry de Montbrial.

De même, les dîners et déjeuners ne sont jamais placés, sauf pour la table de la reine des Pays-Bas et celle du président du Bilderberg. « En 2010, il me semblait reconnaître la personne dans la queue devant moi pour le buffet... c'était Bill Gates », raconte encore Thierry de Montbrial. « C'est un truc génial pour rencontrer des gens et cultiver son réseau », s'enthousiasme un ancien participant. « A côté, Davos c'est la seconde division », ironise un autre.

Cette année, côté français, le ministre de l'Education, Jean-Michel Blanquer, mais aussi l'ancien Premier ministre Bernard Cazeneuve, aujourd'hui avocat chez August Debouzy, ou bien encore la nouvelle directrice générale de l'Unesco, Audrey Azoulay, seront présents. Des Américains, comme le cofondateur de KKR Henry Kravis et le général David Petraeus, qui a rejoint le fonds, le cofondateur de LinkedIn, Reid Hoffman, ou le professeur de science politique Michael Horowitz feront le voyage et dialogueront peut-être avec le CEO de Vodafone, l'Italien Vittorio Colao, ou le président de Fiat Chrysler, John Elkann...

Coeur du réacteur

Mais pour comprendre le mode de fonctionnement du Bilderberg, il faut d'abord s'intéresser au comité directeur, c'est le coeur du réacteur. C'est là que tout se joue, sa composition permet de décrypter l'objet et la doctrine de la conférence. Une trentaine de personnalités forment ce comité permanent présidé depuis 2011 par le Français Henri de Castries (Président de l'Institut Montaigne - ndlr). Historiquement, pour ce club fondé au moment de la guerre froide, les Américains y sont surreprésentés avec neuf personnes, dont Kenneth Jacobs, le président de Lazard, mais aussi Eric Schmidt, l'ancien président d'Alphabet, le holding qui chapeaute Google. Les autres pays ont deux représentants.

Outre le président du comité, l'ancienne directrice générale d'Artémis Patricia Barbizet représente la France. L'on y trouve aussi le Turc Ömer Koç, à la tête de l'un des plus importants holdings turcs, le Portugais José Manuel Barroso, ancien président de la Commission européenne et maintenant président de Goldman Sachs International, l'Allemand Thomas Enders, patron d'Airbus, l'Américain John Micklethwait, rédacteur en chef de Bloomberg, ou encore l'Anglaise Zanny Minton Beddoes, à la tête de la rédaction de « The Economist »...

Bonnes intuitions

A eux, chaque année, de choisir le lieu de la réunion annuelle. Le pays invitant charge ses nationaux du comité directeur de lever les fonds pour financer le séjour de la centaine d'invités auprès des entreprises et des autorités. Quand la réunion s'est tenue en France, au Trianon Palace, par exemple, c'est le fondateur de Fimalac, Marc Ladreit de Lacharrière, qui s'est chargé de trouver les fonds. « Ce n'est pas un gros budget, entre 1 et 2 millions tout au plus. D'autant plus que maintenant les participants doivent payer leur billet et leur chambre d'hôtel », assure Thierry de Montbrial.

Mais, surtout, c'est ce comité directeur qui va sélectionner les heureux candidats qui auront le droit de venir participer aux débats. Et il faut avouer qu'en ce domaine ils ont eu de bonnes intuitions : Bill Clinton, Margaret Thatcher, Edouard Philippe, Emmanuel Macron ont participé bien avant leur arrivée au pouvoir à ces journées... Nicolas Sarkozy ou Donald Trump, en revanche, n'ont jamais été invités. (Ni Obama, simple oubli des Echos. - LVOG)

Le club est clairement libéral - voire libertarien avec Peter Thiel au comité directeur - mais les « sociaux-démocrates » sont aussi les bienvenus. Dominique Strauss-Kahn (en 2000), Michel Rocard ou Laurent Fabius ont fait partie des invités, tout comme l'ancien secrétaire général de l'Élysée Jean-Pierre Jouyet (Et bien d'autres encore du PS depuis 1954 : Gaston Defferre, Jean-Pierre Chevenement, Pascal Lamy, Pierre Beregovoy, Bernard Kouchner, Lionel Jospin, Michel Sapin, Hubert Vedrine, Henri Nallet, Manuel Valls. - LVOG), aujourd'hui ambassadeur de France à Londres... Chaque pays représenté au comité directeur _ une vingtaine _ a son quota d'invités.

Augmenter la diversité

« C'est une sélection très scrupuleuse des participants », explique Henri de Castries, qui reconnaît trier sur le volet « des gens qui ont une pensée » et capables en outre d'écouter les autres pendant trois jours d'affilée. « On a intérêt à avoir quelque chose à dire et parler un excellent anglais, sinon on n'est plus invité », confirme une sélectionnée. De toute façon, « on y est invité jamais plus de deux ou trois fois. (Faux, Andre Levy-Lang (Paribas), Olivier Roy (CNRS), Bertrand Collomb (Lafarge), Jean-Claude Trichet (ex-BCE), Nicolas Baverez (Figaro et Le Point), etc. ont été invités plus de 2 fois. - LVOG) Ca tourne », explique Thierry de Montbrial.

Depuis qu'il a pris la présidence du Bilderberg, Henri de Castries a donné comme directive d'augmenter la diversité, de féminiser et de rajeunir les participants. C'est ainsi que Jeff Bezos, le patron d'Amazon, des économistes comme Nicolas Baverez et Laurence Boone ont fait partie des « happy few ».

Mais le groupe reste exclusivement composé de personnalités du monde occidental. « On peut discuter sans l'Inde et la Chine car il faut revenir à l'esprit du Bilderberg : celui de renforcer les relations transatlantiques par des échanges les plus larges possible », explique le président de l'Institut Montaigne (Un des mentors de Macron. Sans doute qu'il n'a pas prononcé le nom de la Russie pour ne pas se compromettre! - LVOG) . Cela n'empêche pas cependant la vice-ministre des Affaires étrangères chinoises, Ying Fu, ou le professeur d'économie, Yiping Huang, d'avoir été invités.

« Gouvernement du monde »

A l'intérieur de ce cénacle, « toutes les sensibilités doivent être représentées », tient cependant à préciser Henri de Castries. Il

rappelle que des échanges extrêmement vifs peuvent avoir lieu, reflétant bien souvent les débats extérieurs, comme en 2003 au moment de la guerre en Irak. Cette année-là, la conférence était organisée au Trianon Palace à Versailles, en France, et de vives discussions avaient opposé plusieurs participants au néoconservateur John Bolton, alors proche de George W. Bush (et aujourd'hui conseiller à la sécurité nationale de Donald Trump).

Mais, au bout du compte, « aucune résolution ne sera prise, aucun vote ne sera organisé, aucune mesure ne sera proposée. Il y aura des comptes rendus mais non attribués et distribués exclusivement aux participants », assure Thierry de Montbrial, qui veut casser « la machine à fantasmes ». Car le secret qui entoure la réunion fait le bonheur des thèses complotistes de « Gouvernement du monde », de « cheval de Troie de la CIA en Europe »... (Qui complot, sinon eux en refusant de dévoiler le contenu de leurs discussions. - LVOG)

« C'est clairement une idéologie transatlantique et 'business oriented', ne craint-il pas de dire, mais penser que la CIA a influencé le Bilderberg est invraisemblable. Car ce sont de grands hommes d'affaires comme David Rockefeller ou Giovanni Agnelli qui l'ont lancé, et je vous assure qu'ils n'avaient pas besoin de la CIA pour le faire. » (Pardi, parce qu'ils sont la CIA, le Pentagone, la Fed ! A qui obéissent-ils ? Est-ce la CIA qui fixe le cap ou l'oligarchie financière ? La réponse est dans la question. - LVOG)

Règle de Chatham House

« Il faut arrêter de fantasmer sur le Bilderberg, il fonctionne comme tous les think tanks britanniques ou les conférences qui adoptent la règle de Chatham House [un code éthique historique de la diplomatie britannique qui interdit de rendre publics les identités et les propos des invités, Ndlr] », confie un habitué de ces clubs très fermés.

D'autres conférences, tout aussi secrètes mais moins connues, l'utilisent, comme celles de la Ditchley Foundation. Ce n'est pas un hasard si elles ont été créées dans les années 1950. La Ditchley Conference, qui se réunit une dizaine de fois par an depuis 1958, a officiellement pour but de développer les relations entre la Grande-Bretagne et les Etats-Unis. (La Grande-Bretagne, le 52e Etats américain avec Israël. - LVOG)

« L'évolution du Bilderberg reflète l'évolution du monde », explique Thierry de Montbrial qui, après une période très business, note un retour du politique. Et quand il a fallu compter avec l'Asie, plusieurs personnalités du groupe - David Rockefeller et Henry Kissinger, notamment - ont créé en 1973 la « commission trilatérale » avec pour but de construire une coopération politique et économique entre les trois zones clefs du monde - Europe occidentale, Amérique du Nord et Asie-Pacifique. (L'Afrique et le Moyen-Orient devant demeurer sous-développés ou leurs colonies, et l'Amérique du Sud l'arrière-cour des Etats-Unis. - LVOG)

Preuve du changement du Bilderberg, son président a accepté de répondre à nos questions et commencé à lever le voile. (En réalité, il se va se contenter de dire ce qu'on savait déjà. - LVOG) Depuis 2013, la conférence a même son propre site Internet sur lequel sont publiés la liste des invités et les thèmes, quarante-huit heures avant l'ouverture. (Liste toujours incomplète. - LVOG) Mais cela s'arrête là. Ce qui se dit au Bilderberg reste au Bilderberg. lesechos.fr 07.06.2018

Bref, si c'est la journaliste des Echos qui affirme qu'ils complotent ouvertement contre tous les peuples, on ne va pas la contredire pour une fois.

Les puissants et représentant du vieux monde se réunissent et discutent du sort du monde dans le plus grand secret, et quand on s'en émeut ou qu'on leur pose des questions, ils répondent avec l'aplomb d'un psychopathe : "arrêter de fantasmer", c'est "la règle", quoi de plus normal, entendez par là, c'est nous qui détenons le pouvoir, alors nous faisons ce que nous voulons de vos vies et cela ne vous regarde pas, circulez il n'y a rien à voir !

Cette réunion sert à diffuser auprès de personnalités parmi les plus puissantes ou leurs représentants déjà en poste la ligne politique définit pour l'année à venir par les membres du "comité permanent" de ce groupe de fripouilles, et à promouvoir parmi eux ceux qui dans l'avenir représenteront leurs intérêts au sein de gouvernements, d'institutions internationales ou conseils d'administration de multinationales, à désigner les prochains chef d'Etat.

En complément.

Etats-Unis : une centaine de journaux préparent la riposte contre Trump - LeParisien.fr 13.08

Jeudi, ces titres de presse publieront dans leurs pages un éditorial en réponse aux attaques répétées du président américain contre les médias.

Depuis plusieurs semaines, les attaques de Donald Trump contre les médias sont de plus en plus nombreuses et de plus en plus violentes. Le président américain a même utilisé l'expression d'« ennemis du peuple » pour désigner une partie d'entre eux. Face à ces attaques, les journaux américains ont décidé d'organiser une riposte concertée, comme le rapporte CNN.

Le Boston Globe a proposé aux autres quotidiens du pays de publier dans leur édition de jeudi un éditorial sur les « dangers résultant des attaques de cette administration contre la presse ». Samedi, plus de 100 titres avaient déjà décidé de participer à l'opération. « Je m'attends à ce que ce nombre augmente encore dans les prochains jours », a déclaré à CNN Marjorie Pritchard, directrice adjointe en charge des éditoriaux au Boston Globe.

Quelques journaux à fort tirage, comme le Miami Herald ou le Denver Post, publieront un éditorial jeudi, « mais la majorité sont des titres distribués dans des régions moins peuplés », a précisé Marjorie Pritchard.

Le texte ne sera toutefois pas identique d'un média à l'autre : chaque journal publiera son propre éditorial. « Nos mots ne seront pas les mêmes. Mais nous pouvons tous nous accorder sur le fait que de telles attaques sont alarmantes », a estimé Marjorie Pritchard dans le Washington Post. LeParisien.fr 13.08

L'ex-conseillère de Trump assure qu'il est raciste et dit posséder "plein" d'autres enregistrements - Le HuffPost 13.08

C'est un caillou de plus dans la botte du pouvoir américain. Dimanche 12 août, une ancienne haute conseillère de Donald Trump, Omarosa Manigault Newman, a diffusé un enregistrement compromettant pour la présidence des États-Unis. Le HuffPost 13.08

Ses textos anti-Trump à sa maîtresse lui coûtent son poste au FBI - AFP 13.08

Ses textos anti-Trump envoyés à sa maîtresse ont coûté son poste à l'agent spécial Peter Strzok, limogé par le FBI. "Enfin" a tweeté lundi le président, qui le poursuit de son ire depuis des mois. AFP 13 août 2018

La Turquie ne parvient pas à enrayer la débâcle de la livre - AFP 13.08

La Turquie n'est pas parvenue lundi à stopper l'effondrement de sa monnaie alimenté par l'aggravation d'une crise diplomatique avec les Etats-Unis, accusés par le président Recep Tayyip Erdogan de vouloir "frapper dans le dos" son pays.

Un voyage privé en Iran coûte son poste à un ministre norvégien - AFP 13 août 2018

Le ministre norvégien de la Pêche, Per Sandberg, a démissionné lundi après avoir enfreint les règles de sécurité lors d'un voyage privé en Iran avec une ex-reine de beauté d'origine iranienne.

Numéro deux du parti du Progrès (droite anti-immigration), M. Sandberg, 58 ans, a admis s'être rendu en Iran en juillet avec sa nouvelle compagne de 28 ans sans avoir au préalable averti les services du Premier ministre et en emportant son téléphone portable de fonction.

Les services de sécurité norvégiens citent régulièrement l'Iran comme l'un des pays les plus actifs en matière d'espionnage, avec la Chine et la Russie. AFP 13 août 2018

[De qui s'agit-il ?](#)

Dans un article de The Guardian publié jeudi 15 février il met en garde contre la liberté des médias sociaux qui peuvent « influencer la manière dont les gens pensent et se conduisent sans même qu'ils s'en rendent compte ». Il ajoute « Ceci interfère avec le fonctionnement de la démocratie et l'intégrité des élections » et le peuple perd « sa liberté de penser ». D'où l'urgence de légiférer pour que la liberté d'expression soit plus strictement contrôlée sur internet et les réseaux sociaux.

Réponse : le milliardaire américain George Soros

Au nom de la « liberté du peuple » George Soros veut instaurer « le contrôle de la liberté ». De même que dans le 1984 d'Orwell le ministère de l'Amour organisait la semaine de la Haine. (Source : Soros demande à l'Union Européenne de « réguler les réseaux sociaux » - Observatoire du journalisme 20 février 2018)

Ce qui est intéressant, c'est de constater que toutes les lois adoptées par les gouvernements successifs en France (et Bruxelles) ont été soufflées ou commandées par des oligarques anglo-saxons néoconservateurs. Toutes les opérations à relent communautarisme sous Hollande et maintenant sous Macron (les "migrants") dans lesquelles se sont engouffrés la pseudo-gauche et extrême gauche avaient la même origine.

[Etrangement, les médias et autres antifas sont aux abonnés absents.](#)

- [Pas de bol] Le consul d'Ukraine en Allemagne était un antisémite pro-nazis... - Les Crises 13 août 2018

Bravo à la vigilance du journaliste et blogueur indépendant ukrainien Anatoli Chariï !

Notez que si de grands médias anglo-saxons en ont parlé en mai, suite à une dépêche Reuters... aucun grand média français ne l'a apparemment fait...

«Être nazi est honorable»: le consul d'Ukraine en Allemagne épinglé pour ses idées nazies - Sputnik, 14.05.2018

Attiré par l'idéologie nazie, le consul d'Ukraine à Hambourg appelle sur sa page Facebook à l'ajout d'une croix gammée sur le drapeau ukrainien, à la reconquête de territoires en Pologne et en Hongrie, a révélé un journaliste, qui ajoute que le consul n'est pas seul à le penser parmi les représentants de la diplomatie ukrainienne à l'étranger.

Le journaliste et blogueur indépendant Anatoli Chariï a analysé le contenu de la page Facebook, visible uniquement par ses amis, du consul ukrainien à Hambourg Vassil Marouchtshchinets et a attiré l'attention sur ses publications sous forme d'appels à la conquête des territoires «ukrainiens» de Pologne et de Hongrie.

Les révélations du journaliste ukrainien, qui vit en exil dans l'UE depuis les événements de Maïdan, ont été publiées sur sa chaîne YouTube et on y peut activer les sous-titres français, anglais et allemands.

Le journaliste a illustré son enquête avec les postes scandaleux du diplomate ukrainien. Ainsi, un poste de M.Marouchtchinets daté du 22 novembre 2017 dit: «Voilà, les démocrates et les tolérants! Seulement par la force nous pourrons libérer notre sol», en faisant référence à certains territoires en Pologne.

Un peu plus tard, le 7 décembre 2017, le consul a appelé également à la reconquête de territoires en Hongrie, écrivant: «L'armée ukrainienne de 2017 n'est pas l'équivalent des quelques centaines de soldats SS désarmés dans la Carpatho-Ukraine en 1939».

Le consul ukrainien dévoile aussi sur Facebook son projet de drapeau pour l'Ukraine, qui représente une croix gammée aux couleurs du drapeau ukrainien sur un fond rouge et noir.

«Être nazi est honorable» et «Gloire à l'Ukraine, mort aux antifascistes», de tels commentaires ont été également déterrés sur la page du diplomate, ainsi que des posts antisémites appelant à «punir les juifs» et niant l'Holocauste. À ce sujet, M.Chariï attire une attention spéciale sur le fait que le consul travaille en Allemagne.

Suite aux réactions incendiaires, le blogueur a publié une deuxième vidéo, pointant du doigt le fait que le consul ukrainien à Hambourg était ami avec d'autres diplomates ukrainiens, qui aimaient et commentaient ces postes antisémites favorables au nazisme, par exemple, l'ambassadrice d'Ukraine en Portugal Inna Ognivets.

Dans sa deuxième vidéo, le blogueur assure que le diplomate en question a commencé à bannir les personnes dans la liste de ses amis dans une tentative d'identifier celui qui en aurait donné l'accès au journaliste. Nombre de ses contacts ont commencé à le retirer de leur liste d'amis.

Le consul d'Ukraine à Hambourg a été suspendu de ses fonctions pour la durée de l'enquête, a déclaré lundi le porte-parole du ministère ukrainien des Affaires étrangères, Mariana Betsa, au portail Ukrainskaïa Pravda.

L'affaire autour du consul ukrainien antisémite est déjà en train d'être examinée par les services spéciaux allemands, a indiqué M.Chariï dans un post Facebook appelant à «faire connaître plus largement» ce scandale.

«Dans la vidéo, Anatoli montre et démontre que Vassil Marouchtchinets a dans ses contacts bon nombre de personnes travaillant comme diplomates pour le MAE ukrainien ! Et un certain nombre d'entre eux ont régulièrement liké ses posts antisémites, prouvant ainsi que non seulement ils les ont vus, mais qu'en plus ils étaient d'accord avec ce qui y était écrit !

Même le père de la Consule générale de Hambourg (Oksana Tarassiouk), Boris Tarassiouk, qui est député à la Rada et ancien diplomate ukrainien, fait partie des amis Facebook de ce cher Vassil Marouchtchinets, et a donc eu l'occasion de voir les posts du collègue de sa fille ! Et il semble que cela ne l'ait pas choqué plus que cela.

Cette consule générale n'a pas non plus été choquée lorsque les collègues de Vassil lui ont offert pour ses 60 ans, un gâteau « Mein Kampf », qu'il a fièrement affiché sur son mur Facebook :"

Parmi ceux qui ont liké ses posts on retrouve entre autres :

- Valentin Adomaitytys : le plus fervent soutien des posts néo-nazis de Vassil Marouchtchinets, il est presque systématiquement dans les personnes ayant liké ses posts. Ce monsieur fut ambassadeur d'Ukraine en Inde et au Népal et il est président de l'ONG Ukraine-Inde.
- Tsivati Viatcheslav : qui travaille à l'académie diplomatique d'Ukraine.
- Leonid Yassinsky : lui aussi travaille à l'académie diplomatique d'Ukraine...
- Bogdan Pylypiv : qui est professeur à l'académie nationale du Ministère de l'Intérieur ukrainien.
- Valery Stoupak et Vassil Gamianine : qui travaillent au Ministère des Affaires Étrangères d'Ukraine. Le deuxième a carrément liké la photo avec le gâteau « Mein Kampf »...
- Lioudmila Mlochtch : qui est président de l'association centrale des Ukrainiens en Allemagne.
- Alexandre Chiian : qui est président du centre d'information et de culture germano-ukrainien à Düsseldorf.
- Inna Agnyvets : Ambassadrice d'Ukraine au Portugal ! Son like est visible dans la troisième vidéo sur ce dossier faite par Anatoli, et publiée hier.
- Igor Lossovskiy : Vice-représentant permanent de l'Ukraine auprès des organisations internationales à Vienne, dont l'OSCE

Et pour prouver définitivement que sa hiérarchie ne pouvait pas ignorer son idéologie politique, de 2004 à 2006, voici ce qui ornait son bureau au Ministère des Affaires Étrangères à Kiev :

Le drapeau de l'UPA, l'armée insurrectionnelle ukrainienne, qui a à son actif des massacres de Polonais en Volhynie, et de juifs. Sputnik, 14.05.2018

Epilogue.

- Marouschinets a été viré du corps diplomatique ukrainien. Décision du 30 mai 2018

Source : Ministère des affaires étrangères de l'Ukraine, 31-05-2018

[Là aussi les braves médias défenseurs de la liberté d'expression sont aux abonnés absents.](#)

- Un site d'actualités vénézuéliennes réputé est la dernière victime de Facebook - par Venezuela Analysis - Mondialisation.ca 12 août 2018

Venezuelanalysis, site d'actualités vénézuéliennes renommé est la dernière victime de Facebook

Facebook a encore supprimé la page d'un média. Cette fois, il ne s'agit pas d'un réseau d'extrême droite comme Infowars, mais de "la seule plateforme médiatique indépendante vénézuélienne de gauche en anglais", le site d'information Venezuela Analysis, noté sur Twitter.

Les administrateurs du site d'information ont été informés par Facebook, jeudi, que leur page avait été "dépubliée" en raison d'une "activité récente" qui "n'est pas conforme aux règles des pages Facebook". Lorsqu'une page Facebook n'est pas publiée, elle n'est plus consultable par le public, seulement par les administrateurs. Venezuela Analysis aura la possibilité de faire appel de la décision.

On ne sait pas exactement quelle activité spécifique a motivé la décision de FB.

Le site a réagi en disant : c'est une "tentative évidente de bloquer notre couverture locale de la situation sur le terrain au Venezuela. Avez-vous besoin de plus de preuves que [Facebook] est le bras armé des [médias grand public] pour censurer les voix alternatives ?"

Le site a également indiqué que sa page a été dépubliée après qu'il a posté un "article brillant qui démolissait la couverture

lamentable des [médias grand public] sur la tentative d'assassinat contre le [président vénézuélien Nicolas Maduro]", samedi.

L'organe d'information financé par ses lecteurs est une exception dans le paysage médiatique anglophone en raison de sa position pro-bolivarienne qui offre un contraste frappant avec l'essentiel de la couverture du Venezuela aux États-Unis, qui promeut généralement l'opposition vénézuélienne, en relayant servilement ses déclarations et en couvrant abondamment ses manifestations souvent violentes, tout en clouant le gouvernement élu au pilori.

Venezuela Analysis a reçu le soutien enthousiaste de beaucoup de personnalités d'influence. Le cinéaste John Pilger a écrit : "Jamais un pays, son peuple, sa politique, son dirigeant, ses mythes et ses vérités n'ont fait l'objet d'autant de mensonges et de contre-vérités que le Venezuela au cours de la dernière décennie. Non seulement [Venezuela Analysis] a fait beaucoup pour corriger cela par son respect scrupuleux des faits, qu'ils soient patents ou dissimulés, mais il offre une occasion unique de se livrer à une véritable analyse de l'un des mouvements populaires les plus imaginatifs du monde".

Le cinéaste Oliver Stone a déclaré : "Contrairement à la plupart des reportages des médias grand public sur les gouvernements d'Amérique latine, Venezuela Analysis fournit une contre-expertise qui ferait cruellement défaut sinon, en offrant une vision progressiste des développements au Venezuela, qui va au fond des choses et prend également en compte le point de vue des pauvres qui forment la majorité du pays."

Le linguiste et philosophe Noam Chomsky a écrit que le site "a régulièrement fourni une description, une analyse et des commentaires très utiles sur les développements au Venezuela, comme on en trouve rarement aux États-Unis ou en Occident en général, et indispensables à une compréhension équilibrée".

Tout le monde n'apprécie pas autant la couverture de Venezuela Analysis, cependant. Dans une dépêche des États-Unis révélée par WikiLeaks, le site figure sur une liste de sites Web dont se servirait soi-disant le gouvernement vénézuélien pour utiliser "libéralement, le cyberspace dans sa guerre contre l'oligarchie, le néolibéralisme, le gouvernement des États-Unis et le projet de Zone de libre-échange des Amériques."

La censure par FB de la page de "Venezuela Analysis" fait suite à la censure coordonnée de YouTube, Facebook et Apple du site Infowars, un média d'extrême droite. Toutes les dérives sont à craindre si des entreprises de technologie se mettent à décider toutes seules de ce qu'il est permis de dire.

Cette censure fait également suite à la suppression de quelque 32 pages par Facebook, dont une manifestation organisée par des militants de gauche de Washington, contre un rassemblement d'extrême droite organisé en commémoration du rally meurtrier de Unite the Right à Charlottesville, Virginie en 2017, qui était truffé de slogans et de symboles néonazis. L'un des six organisateurs de la manifestation de Washington a été accusé d'avoir eu une activité compatible avec des trolls présumés du Kremlin.

Facebook a intensifié sa recherche des opinions alternatives depuis le rapport du directeur du renseignement national de janvier 2017 sur "les activités et les intentions de la Russie dans les récentes élections américaines" dont la moitié des pages était consacrées à détailler des allégations douteuses contre RT et Sputnik, et qui disait notamment que ces médias cherchaient à fomenter une "agitation radicale" au profit du Kremlin.

Depuis, Twitter a interdit à RT et à Sputnik de faire de la publicité sur sa plate-forme, et Google a "dé-listé" les deux médias de sa page de recherche Google News, ce qui a fait dire à Ivor Crotty, le directeur des médias sociaux de RT, dans un tweet ironique sur le traitement algorithmique défavorable de RT par Facebook, que Facebook était "un bon Américain".

Facebook s'est associé au Conseil de l'Atlantique - financé par l'OTAN, des États du Golfe et des entreprises d'armement - pour éliminer les soi-disant fausses nouvelles de sa plate-forme. Le rival régional du Venezuela, la Colombie, que le gouvernement vénézuélien a accusé d'avoir participé à la récente tentative d'assassinat contre Maduro, est devenu en juin le premier "partenaire mondial" de l'Amérique latine de l'OTAN.

Il va sans dire que les positions du think tank sur la Russie sont celles des faucons purs et durs, mais ses positions sur le successeur d'Hugo Chavez sont également celles du Département d'Etat américain. Le Conseil de l'Atlantique prétend que le leader bolivarien démocratiquement élu Maduro a entraîné le Venezuela "dans la pire crise économique et humanitaire de son histoire", et appelle les États-Unis à "intensifier les sanctions économiques contre le Venezuela dans le cadre d'une stratégie visant à modifier le comportement autoritaire de Maduro". Mondialisation.ca 12 août 2018

[Comment justifier un colossal budget militaire sans guerre \(ou presque\) sur terre : en la transportant dans l'espace !](#)

- Trump signe le budget 2019 du Pentagone et défend sa Force de l'espace - AFP 13.08

Donald Trump a défendu lundi son projet de Force de l'espace, en pointant du doigt la Chine, à l'occasion de la signature du

budget 2019 du Pentagone, d'un montant record de 716 milliards de dollars.

Cette loi de financement "donnera aux militaires américains la puissance de feu dont ils ont besoin pour gagner n'importe quel conflit rapidement et de façon décisive", a indiqué le président américain au cours d'une cérémonie de signature sur la base militaire de Fort Drum, dans l'Etat de New York.

"Nous pensons que nos soldats méritent les outils, l'équipement et les ressources qu'ils ont gagnés par le sang, la sueur et les larmes", a ajouté M. Trump.

La loi débloque 69 milliards de dollars pour les opérations extérieures en cours (Afghanistan, Syrie, Irak, Somalie, etc.), prévoit une augmentation de 2,6% des salaires des membres des forces armées, et autorise des dizaines de milliards d'investissements dans la modernisation de la Navy, de l'US Air Force et des missiles de défense des Etats-Unis.

Quant à la Force de l'espace, dont M. Trump veut faire la sixième branche des forces armées, elle nécessitera un financement complémentaire que le Congrès devra approuver.

"Comme le ciel, la terre et la mer, l'espace est devenu un terrain de combat", a-t-il déclaré. Une Force de l'espace permettra aux Etats-Unis de "rattraper" leurs adversaires, qui ont déjà "commencé à armer l'espace", a-t-il indiqué.

"La Chine a même lancé une nouvelle division de ses forces armées pour superviser ses programmes militaires dans l'espace", a-t-il précisé.

Le président américain n'a pas mentionné la "Force spatiale" de la Russie, qui existe déjà depuis plusieurs années.

"Nous sommes les plus puissants. Nous sommes les mieux financés. Nous sommes les plus nombreux. Nous sommes les plus forts. Nous sommes les plus malins", a-t-il avancé. AFP 13.08

[Quand la réaction se mobilise ou leur humanisme est la politesse des salauds...](#)

- La gauche presse Macron d'accueillir «l'Aquarius» et ses 141 rescapés - Liberation.fr 13.08

Du Parti socialiste aux communistes, des responsables politiques appellent le Président à ouvrir en urgence un port français... Liberation.fr 13.08

- Bangladesh: des enquêteurs veulent rendre justice aux Rohingyas - AFP 13.08

A Cox's Bazar au Bangladesh, non loin de la frontière birmane, au sein du plus grand camp de réfugiés du monde, des enquêteurs documentent discrètement les souffrances endurées en 2017 par la minorité musulmane rohingya, dans l'espoir leur rendre justice. AFP 13.08

- Oleg Sentsov, un cinéaste au goulag - L'Express.fr 13.08

Emprisonné depuis 2014, le réalisateur ukrainien entame son 92e jour de grève de la faim. L'Elysée et Hollywood se mobilisent...L'Express.fr 13.08

[Tête de Turc !](#)

- La Turquie ne parvient pas à enrayer la débâcle de la livre - AFP 13 août 2018

La Turquie n'est pas parvenue lundi à stopper l'effondrement de sa monnaie alimenté par l'aggravation d'une crise diplomatique avec les Etats-Unis, accusés par le président Recep Tayyip Erdogan de vouloir "frapper dans le dos" son pays. AFP 13 août 2018

... et la preuve du contraire ! L'AFP ou la palme de la désinformation au quotidien.

- RPT- La livre turque remonte après les annonces de la banque centrale - Reuters 13 août 2018

La livre turque est remontée lundi, après son plus bas record de 7,24 par dollar, la banque centrale de Turquie ayant annoncé qu'elle fournirait toute la liquidité nécessaire aux banques, mais la devise reste sous pression et sa chute continue à secouer les marchés mondiaux.

Le ministre des Finances, Berat Albayrak, dans un entretien au quotidien Hurriyet, avait indiqué que la Turquie mettrait en oeuvre dans la journée un plan d'action économique à la suite de la chute de la monnaie nationale, .

La banque centrale a déclaré dans la matinée qu'elle avait réduit de 250 points de base le coefficient de RO en livre turque pour toutes les échéances et abaissé de 400 points de base le coefficient de RO en devises jusqu'à trois ans d'échéance.

La banque centrale a ajouté que ces mesures ont été prises pour assurer le fonctionnement adéquat des marchés financiers et donner aux banques une certaine souplesse dans la gestion de leur liquidité.

Selon des banquiers, la banque centrale pourrait également répondre aux besoins de liquidités en livres turques des banques avec son taux au jour le jour de 19,25% - supérieur de 150 points de base au taux de référence de prises en pension hebdomadaire (repo). Ils notent que ce pourrait être un premier pas vers un resserrement monétaire via des taux multiples, utilisés ces dernières années, à la place du taux repo, auquel elle est revenue en mai comme principal taux directeur.

La livre turque a touché un plancher sans précédent de 7,24 par dollar dans les échanges de la zone Asie-Pacifique. Elle a réduit ses pertes à la suite des déclarations d'Albayrak et de la banque centrale, revenant à 6,90 vers 15h10 GMT.

Elle a perdu plus de 40% face au dollar cette année en raison surtout des craintes que suscite l'influence qu'exerce le président Recep Tayyip Erdogan sur l'économie, de ses appels répétés à une baisse des taux et des tensions qui s'accumulent entre la Turquie et les Etats-Unis.

La chute de la livre a atteint un point culminant vendredi, la monnaie turque cédant jusqu'à 18% et plombant les Bourses européennes et américaines, les investisseurs s'inquiétant en particulier de l'exposition des banques à la Turquie.

L'indice des valeurs bancaires turques est tombé à son plus bas depuis novembre 2003 sur la base des cours en dollars et les obligations bancaires en dollars, comme la dette souveraine, ont chuté, tandis que la Bourse d'Istanbul a perdu jusqu'à près de 7%, l'indice des valeurs vedettes de la Bourse d'Istanbul affichant un repli d'environ 50%, toujours en dollars, depuis le début de l'année.

La rechute de la livre a touché les bourses asiatiques lundi, ainsi que le rand sud-africain, qui a chuté de plus de 10% à un plus bas de deux ans de 15,7 par dollar, déclenchant une fuite vers la qualité représentée par des devises telles que le dollar, le franc suisse et le yen.

Pour Timothy Ash, stratège de BlueBay Asset Management, le plan annoncé par le ministre des Finances et détaillé par la banque centrale aurait dû être prêt avant l'ouverture des marchés asiatiques. "Ils sont toujours en retard, toujours en train de rattraper, toujours trop tard et il y a alors déjà eu des dégâts; c'est un cas d'école sur la manière de ne pas gérer une crise", affirme-t-il sur Twitter.

Berat Albayrak a dit que la rigueur budgétaire serait le principal pilier de la nouvelle méthode économique de la Turquie et des dispositions budgétaires seront appliquées à des indicateurs économiques ciblés si nécessaire.

Le ministre des Finances a ajouté qu'un plan avait été concocté pour les banques et pour l'économie "réelle", en particulier les PME, qui sont le plus touchées par les fluctuations de change.

Le ministre exclut que la Turquie intervienne sur les comptes bancaires en dollar, affirmant que toute saisie ou conversion de ces dépôts en livre turque étaient exclues.

Albayrak, qui est le gendre du président, juge que l'accès de faiblesse de la livre turque est une "attaque", se faisant ainsi l'écho d'Erdogan.

Erdogan, qui se qualifie lui-même d'"ennemi des taux d'intérêt", veut un crédit bancaire bon marché pour stimuler la croissance mais les investisseurs craignent une surchauffe de l'économie turque avec pour conséquence des lendemains qui déchantent.

S'exprimant devant ses partisans à Trébizonde, une cité balnéaire de la mer Noire, Erdogan a réfuté dimanche l'idée que la Turquie était confrontée à une crise financière comparable à celle qui a touché les pays asiatiques il y a un vingtaine d'années.

La chute de la livre est la conséquence d'un complot et ne reflète pas les fondamentaux économiques, a-t-il dit.

"Quel est le motif de cette tempête dans un verre d'eau? Il n'y a aucune raison économique (...) Il s'agit d'une opération menée contre la Turquie", a-t-il lancé.

La banque centrale avait relevé les taux en urgence en mai pour soutenir la monnaie nationale et avait récidivé le mois suivant. Elle n'a toutefois pas resserré sa politique monétaire lors de sa dernière réunion voici trois semaines.

La BBDK, l'organisme de tutelle du secteur bancaire turc, a fait savoir qu'il limitait les opérations bancaires sur les swaps de devises. Reuters 13 août 2018

[Ils osent tout. Leur humanisme est la politesse des salauds... ou des barbares... Une fake news en prime.](#)

- Syrie : l'hôpital Espoir œuvre en pleine zone rebelle - euronews 13 août 2018

En Syrie, cet hôpital pour enfants porte bien son nom : l'hôpital Espoir. Il est situé à Ghandoura, un village au nord du pays en pleine zone rebelle. (Barbare - LVOG)

Cet hôpital a été inauguré l'année dernière. Avant, le personnel soignait des nouveaux nés dans un hôpital d'Alep. Puis en 2016, l'armée de Bachar al-Assad a pénétré dans la ville. L'hôpital est tombé sous les bombes et de nombreux enfants sont morts. (Fake news. Lire plus loin - LVOG)

Ce terrible souvenir hante encore Malaké Harbaliyya, infirmière : "Nous étions responsables des enfants. Leurs petites âmes n'ont rien fait pour mériter cette guerre. Ce qui est terrible, c'est que ces frappes ont eu lieu à l'hôpital et que cela se soit passé à l'endroit où se trouvaient les enfants". (Déjà détruit et transformé en dépôt d'armes et de munitions par les barbares, témoignages et photos à l'appui. - LVOG)

L'hôpital a été construit grâce à une campagne de financement participatif. Il survit grâce aux dons d'ONG. Pour poursuivre sa mission, le personnel espère bénéficier du soutien du fonds de l'ONU pour l'enfance. euronews 13 août 2018

Non, non, ne sortez pas vos mouchoirs.

Pour rappel.

L'hôpital d'Alep avait été détruit, il y a sept mois - Réseau Voltaire 5 mai 2016
<http://www.voltairenet.org/article191644.html>

Il n'est pas vrai que le « dernier hôpital » d'Alep-Est ait été détruit par Nabil Antaki (Médecin syrien à Alep) - Arrêt sur info 20 novembre 2016
<https://arretsurinfo.ch/il-nest-pas-vrai-que-le-dernier-hopital-dalep-est-ait-ete-detruit/>

La destruction sans fin du "dernier hôpital d'Alep" - Les Crises 13 décembre 2016
<https://www.les-crises.fr/destruction-de-lhopital-dalep-25-juillet-2016>

[Ah ces Indiens, ils ne sont pas dignes de confiance décidément!](#)

- L'Inde ne participera pas au plan du Pentagone contre la Chine - Réseau Voltaire 13 août 2018

Le gouvernement de Narendra Modi a indiqué que l'Inde ne participera pas au projet du Quadrilateral Security Dialogue (QSD), dit « Quads ».

Celui-ci avait été imaginé par l'administration Bush Jr. Il s'agissait d'allier le Japon, l'Australie et l'Inde pour contrer l'influence chinoise dans le Pacifique. Il avait échoué en 2010, juste après l'annonce par le président Xi du projet de « route de la soie ». À l'époque l'Australie avait jugé plus prudent de coopérer avec Beijing. Les « Quads » avaient ressurgi en 2017 à la faveur d'un changement de gouvernement à Canberra.

Le Premier ministre australien Malcolm Turnbull était venu plaider cette cause à la Maison-Blanche, le 24 février 2018. Le 30 mai, le secrétaire US à la Défense, Jim Mattis, renommait le commandement états-unien du Pacifique en « US IndoPaCom », laissant entrevoir un possible arrangement avec l'Inde.

Cependant, les projets indiens d'implantation de bases maritimes dans le Pacifique ne semblent pas fonctionner. Par réalisme, New Delhi semble abandonner la rhétorique anti-chinoise des hindouistes du BJP (Modi) et renouer avec la stratégie de non-alignement traditionnellement défendue par le parti du Congrès (opposition). Réseau Voltaire 13 août 2018

C'est peut-être un peu vite dit, on verra, wait and see... Les Indiens sont indisciplinés, hyper individualistes, bordéliques au

possible, donc ce n'est pas étonnant que ces projets aient foiré. D'ailleurs je me demande encore comment ils peuvent envoyer des satellites dans l'espace, c'est un mystère pour moi qui vit en Inde depuis plus de 20 ans. Mais maintenant que j'y pense peut-être pas, comme là où il faut un travailleur trois ou cinq Indiens seront nécessaires, en vérifiant tout 10 ou 20 fois au lieu d'une ou deux, ils peuvent mettre au point un satellite.

En 1996, pour dédouaner 4 malheureuses caisses métalliques qui contenaient mes effets personnels à l'aéroport de Chennai (ex-Madras, capital du Tamil Nadu), cela avait pris la journée, et nécessité de remplir une dizaine de formulaires, de se balader d'un bureau à l'autre, et au bas mot de mémoire pas moins de 30 signatures et cachets, la procédure bureaucratique avait été respectée pile poil à la lettre ! J'étais sorti épuisé de cette expérience inoubliable. On avait bien cru que les bureaux allaient fermer en fin de journée sans que j'aie récupéré mes caisses, alors que mon taxi (un minibus loué très cher) attendait, et je ne me voyais pas passer une nuit à l'hôtel...

[Haut de page ↗](#)

Le 17 août 2018

CAUSERIE ET INFOS

Hier, j'ai fêté le 22e anniversaire de mon installation en Inde. Le jour de l'indépendance de Pondichéry, la veille c'était celle de l'Inde le 15 août 1947. Je suis arrivé en Inde au bon moment en somme, tout est dans l'ordre des choses.

J'ai déjà passé près du tiers de ma vie en Inde et c'est là que je finirai mes jours semble-t-il. Compte tenu de la tournure que prend la situation politique en France, je n'aurai rien à regretter. Je ne serai pas plus utile en France, pour autant que le portail serve à quelque chose. Je crois qu'en réalité je suis mieux intégré ici que je ne le serais en France, au moins je n'ai pas à supporter les conversations insipides des uns et des autres, la médiocrité ambiante dans laquelle ils se complaisent et qu'ils cultivent. Seuls mes proches me manquent, il faut se faire une raison.

● [Causerie au format pdf \(14 pages\)](#)

PREMIERE PARTIE DE LA CAUSERIE

- "L'opinion publique est la clé. Avec l'opinion publique, rien ne peut faillir. Sans lui, rien ne peut réussir. Celui qui manipule les opinions est plus important que celui qui applique les lois." – Abraham Lincoln (1809-1865), 16e président américain

Dites-le aux crétins qui parlent en notre nom et qui s'emploient à l'ignorer.

Entre nous, vous comprenez pourquoi il y a tant d'intellectuels et de membres des classes moyennes qui préfèrent se ranger dans le camp de la réaction ou qui remettent leurs sorts entre ses mains plutôt que choisir celui de la classe ouvrière, parce que la réaction tient compte de la réalité et elle se donne les moyens d'atteindre les objectifs qu'elle s'est fixée, tandis que dans le camp adverse ils s'enfoncent un peu plus chaque jour dans le déni qui les perdra, donc nous perdra.

Etats-Unis. Quand la médiacratie contre-attaque.

En guise de grille de lecture.

- "Nous sommes reconnaissants au Washington Post, au New York Times, Time Magazine et d'autres grandes publications dont les directeurs ont assisté à nos réunions et respecté leurs promesses de discrétion depuis presque 40 ans. Il nous aurait été impossible de développer nos plans pour le monde si nous avions été assujettis à l'exposition publique durant toutes ces années. Mais le monde est maintenant plus sophistiqué et préparé à entrer dans un gouvernement mondial. La souveraineté supranationale d'une élite intellectuelle et de banquiers mondiaux est assurément préférable à l'autodétermination nationale pratiquée dans les siècles passés." – David Rockefeller, Baden-Baden, Allemagne, 1991

Personne ne pourra dire qu'il ne le savait pas.

- [Attaqués par Trump, les journaux défendent la liberté de la presse - AFP 16 août 2018](#)

"Les journalistes ne sont pas l'ennemi": honnis par Donald Trump, des centaines de journaux américains ont répondu jeudi en publiant des éditoriaux pour insister sur l'importance de la liberté de la presse.

Menés par le Boston Globe sous le mot d'ordre #EnemyOfNone (Ennemi de personne), plus de 200 groupes de presse ont contre-attaqué face à la multiplication des coups de boutoir du président américain contre les médias, qualifiant à l'envi de "Fake News" tout organe de presse publiant des informations qui lui déplaisent.

Le milliardaire n'hésite pas également à traiter les grands médias d'"ennemi" ou d'"ennemi du peuple".

Il a de nouveau dégainé jeudi matin. "Les médias fake news sont le parti d'opposition. C'est très mauvais pour notre Grand Pays... Mais nous sommes en train de gagner!", a-t-il tweeté.

"Nous avons aujourd'hui aux Etats-Unis un président qui a créé un mantra selon lequel tout média qui ne soutient pas ouvertement la politique de l'administration actuelle est "l'ennemi du peuple", écrit le Globe dans son éditorial jeudi.

"C'est un des nombreux mensonges propagés par notre président comme par un charlatan d'antan qui jetait de la poussière ou de "l'eau magique" sur une foule pleine d'espoir", poursuit le prestigieux quotidien.

Selon le Globe, cette attitude de Trump à l'égard des médias encourage les hommes forts comme le Russe Vladimir Poutine ou le Turc Recep Tayyip Erdogan à traiter les journalistes comme des ennemis.

"Il n'y a rien que je désirerais plus pour notre Pays qu'une réelle liberté de la presse", a ajouté Donald Trump un peu plus tard sur Twitter. "Le fait est que la Presse est libre d'écrire et de dire ce qu'elle veut, mais la plupart de ce qu'elle dit est fake news, à des fins politiques ou tout simplement pour essayer de blesser des gens. L'honnêteté l'emporte!"

Le New York Times, fréquemment cible des invectives présidentielles, a publié un court éditorial sous un titre en lettres capitales "La presse libre à besoin de vous", rappelant que le peuple avait le droit de critiquer la presse. (Mais nous n'avons pas besoin du New York Times ! - LVOG)

"Mais insister sur le fait que les vérités qui vous déplaisent sont des "fake news" est dangereux pour la démocratie", écrit le Times. (Alors qu'ils colportent des torrents de mensonges à longueur de temps... Boycott !- LVOG)

Pour les défenseurs de la liberté de la presse, les déclarations de M. Trump menacent le rôle de contre-pouvoir des médias et vont à l'encontre du premier amendement de la Constitution qui garantit la liberté d'expression et protège les journalistes.

"Je ne crois pas que la presse puisse rester sans rien faire et subir, elle doit se défendre lorsque l'homme le plus puissant du monde tente d'affaiblir le premier amendement", estime Ken Paulson, ancien rédacteur en chef du quotidien USA Today et un des responsables du Newseum, le musée de l'information à Washington.

Mais il relativise l'efficacité de cette campagne de sensibilisation: "Les personnes qui lisent les éditoriaux n'ont pas besoin d'être convaincues. Ce ne sont pas elles qui hurlent (sur les journalistes) aux meetings présidentiels".

Selon lui, face aux assauts de la Maison Blanche, les médias doivent développer une campagne "marketing" plus large pour souligner l'importance d'une presse libre comme valeur fondamentale.

Mais l'initiative de jeudi pourrait galvaniser les partisans du président, qui pourraient y voir une preuve que les médias sont ligués contre lui.

"Les médias organisent une attaque plus étudiée et publique que jamais contre Donald Trump" et contre "la moitié du pays qui le soutient", a tweeté Mike Huckabee, ancien gouverneur républicain et commentateur sur la chaîne conservatrice Fox News.

Même des critiques du président ont des doutes. A l'instar de Jack Shafer, de Politico, qui pense que l'effort coordonné "va à coup sûr avoir un effet contre-productif". (Assurément et tout ce qui peut saper le pouvoir des médias est bon à prendre. - LVOG)

Mais pour les défenseurs des médias, les enjeux sont bien trop importants pour accepter que les affirmations présidentielles soient hors de contrôle.

Selon un récent sondage Ipsos, 43% des républicains pensent que le président devrait avoir l'autorité de fermer des médias ayant une "mauvaise attitude". AFP 16 août 2018

Commentaire d'internaute (Abonné au Figaro)

1- On peut noter que lors des dernières élections américaines, l'électorat était réparti à peu près à 50-50 entre Clinton et Trump.

Par contre en ce qui concerne les journaux, sur 206 journaux 200 étaient en faveur de Clinton, soit 97%. Un score qui ne fait pas penser à une démocratie mais plutôt à une dictature. 97%, certains peuvent ne pas aimer la façon dont Trump signale le problème, mais il faut bien reconnaître que 97% contre lui, 3% pour lui, c'est un déséquilibre préoccupant pour une vie démocratique saine. On pourrait regarder ce qui se passe en France également.

Source : <https://www.bfmtv.com/international/sur-200-medias-americains-194-avaient-soutenu-hillary-clinton-1057376.html>

2- Ces médias ont activement milité pour l'élection de Hillary.

Le peuple a élu Trump.

Depuis, ces médias, avec une vision toute personnelle de la réalité factuelle, n'hésitent pas à se lancer dans un anti-trumpisme qui tourne à l'obsession.

Dire que ces mêmes médias sont les ennemis du peuple n'est donc pas totalement faux. Ce n'est certes pas politiquement correct de le dire ni de l'écrire, mais ce n'est pas totalement faux.

3- 98 % des journaux étaient ouvertement contre Trump lors des élections, et ils se disent parler au nom du peuple?

Voir l'article "La presse américaine accélère son déclin" paru il y a 2 mois dans les échos, ils sont en baisse de ventes et recettes pub que ce soit en version papier et numérique et ont licencié 50% du personnel en une décennie.

4- Lorsqu'un millionnaire achète un journal, ce n'est pas pour le plaisir de vous informer.

Les citoyens désertent les anciens médias parce qu'ils constatent une incohérence entre ce qu'on leur dit et ce qu'ils voient de leurs propres yeux.

5- C'est extraordinaire:

Le premier éditorial cité (je n'ai pas lu le reste) ne peut pas s'empêcher de parler du méchant Poutine.

Cet éditorialiste est tellement incompetent et tellement obsédé qu'il ne peut pas sortir de son antipoutinisme radical.

Tous les jours de l'année, quel que soit le sujet, il lui faut absolument tout réduire, toujours, à Poutine.

Il lui est impossible de parler des États-Unis, de la presse américaine, ou même de jardinage, sans faire un détour par Moscou.

Pourquoi Moscou? On n'en sait rien. Ça n'a aucun sens. C'est une obsession. Une maladie.

Et surtout, ce n'est pas une info; On sait qu'ils n'aiment pas Poutine. On sait qu'ils n'aiment pas Trump. Ils l'écrivent des centaines de fois par jour. Ils doivent en être à la millionième occurrence.

On a compris.

C'est un peu comme si chaque matin, ils écrivaient des articles pour dire que le jour c'est levé. On est au courant.

En 1990, l'avocat Mike Godwin avait énoncé une loi devenue célèbre: la loi Godwin qui veut que plus une conversation dure, quel que soit le sujet et même si ça n'a rien à voir, et plus la probabilité augmente de voir apparaître une référence à la guerre de 40.

Ce qui est reproché aux médias, c'est précisément une variante de la Loi Godwin: le Trump bashing quotidien, le Poutine bashing quotidien.

Aux États-Unis, ils ont appelé ça le TDS, le Trump Derangement Syndrome.

6- Je ne supporte pas que tu sois élu, j'avais choisi ma championne et elle a perdu, je te le fais payer. Je me venge. Je te sors toutes tes affaires de mœurs datant de 30 ans. Je te sors toutes tes emails, fax et téléphone vers la Russie même pour quand t'as appelé pour réserver un hôtel. Et quand t'as souhaité "bon anniversaire" à poutine, je considère ça comme de la haute trahison.

Malgré tout, on reste quand même amis ?

7- La presse américaine sera plus crédible le jour où elle nous expliquera pourquoi Trump a été élu malgré toute la publicité négative qu'elle lui avait opposée.

Dans tous les cas, un peu plus d'introspection et d'humilité lui fera du bien.

Quand l'hystérie xénophobe des va-t-en-guerre ultra réactionnaires n'a plus de limite.

- Emprisonner l'«espion russe Kissinger»: le dernier pas vers la guerre civile - fr.sputniknews.com 16.08.2018

Le patriarche de la politique étrangère américaine, le «stratège et sage» Henry Kissinger est tombé sous le fouet de la campagne médiatique anti-Trump. Henry Kissinger qu'on ne pouvait pas jusqu'alors salir publiquement dans les médias américains, a été pratiquement proclamé auteur du plus terrible crime de la politique US.

L'agence Bloomberg a publié une investigation scandaleuse affirmant que Henry Kissinger est le cardinal gris de la politique américaine qui était le fameux «point d'assemblage» autour duquel tournaient tous les participants au «complot russe»: Donald Trump, Jared Kushner (gendre du Président américain), l'ambassadeur russe Sergueï Kisliak et même Maria Boutina arrêtée aux USA.

Il était inimaginable que quelqu'un ose impliquer dans ce scandale quelqu'un comme Henry Kissinger. Mais c'est tout de même arrivé, et c'est un signe très grave que la société américaine et l'élite politique sont au seuil d'une guerre civile et que plus aucune règle n'est de rigueur. Il n'y a plus d'intouchables, et si après le «scoop» de Bloomberg l'équipe du procureur spécial Robert Mueller, chargée d'enquêter sur le «complot russe de Trump», s'intéressera officiellement à Kissinger, ce qui signifiera qu'à présent tout est possible en Amérique. Allant jusqu'à un conflit réel entre les partisans de l'establishment et les soutiens de Trump.

Il existait toujours des personnalités à ne pas critiquer — les vieillards de tribu, les détenteurs de sagesse, les conseillers qui n'étaient pas attaqués même pendant les conflits politiques intérieurs et les guerres intestines. Et si tout à coup la chasse était ouverte contre les personnalités neutres et émérites, c'est qu'un malheur doit arriver.

Il faut savoir qu'Henry Kissinger est une figure qui (en théorie) doit toujours rester au-dessus de la bataille, parce que tous les participants d'une confrontation politique comprennent la valeur de l'existence de certaines forces qui peuvent se permettre de réfléchir à des dizaines d'années d'avance en se moquant de la conjoncture politique ou électorale mondiale. C'est grâce à cette sage configuration de l'élite politique américaine que le tandem de Brzezinski et de Kissinger toujours en conflit a réussi, entre autres, à garantir la constance de la politique étrangère américaine vis-à-vis de la Chine, de Nixon à Obama. Vladimir Poutine expliquait même aux journalistes européens que les Présidents américains changeaient, mais pas la politique, parce qu'elle est déterminée par des «hommes avec des attachés-cases en costard noir» qui, eux, ne changent pas après les élections.

L'intox de Bloomberg s'appuie sur plusieurs accusations graves visant Henry Kissinger, qui avait déjà énervé pas mal de monde aux USA par ses rencontres avec Poutine et Trump, ainsi que les tentatives supposées d'organiser avec l'aide du Président américain une alliance antichinoise avec la participation de la Russie. «Les relations de Kushner avec le groupe lié à la Russie ont commencé par un déjeuner avec Kissinger», disent les journalistes américains. A notre époque, c'est un prétexte très sérieux pour un dénigrement médiatique (voire une visite au FBI). Se référant à ses propres informations, Bloomberg affirme qu'en mars 2016 le gendre de Donald Trump avait reçu une invitation au déjeuner officiel du Center for the National Interest (centre analytique prônant des relations pragmatiques et constructives avec la Russie). Durant cette rencontre au Time Warner Center, à Manhattan, Jared Kushner aurait fait la connaissance d'Henry Kissinger, qui assistait à cet événement mondain grâce à son statut de président d'honneur du CNI.

C'est là aussi que Jared Kushner a rencontré Dimitri Simes, directeur du centre, avec lequel il organisera ensuite le discours de campagne en politique étrangère du candidat Donald Trump. Cette organisation, supervisée par Kissinger et dirigée par Simes, est accusée de liens avec Maria Boutina, inculpée pour tentatives de «pénétrer et influencer» les ONG américaines importantes. De plus, bien que Simes ait proposé à d'autres candidats à la présidence de tenir un discours dans son centre, seul Trump avait accepté de le faire, probablement parce qu'ils ne voulaient pas être associé à l'organisation qualifiée de «prorusse» par Bloomberg.

Il est à noter que la supposition que la structure créée par Henry Kissinger (l'un des principaux stratèges pendant la Guerre froide et co-auteur de l'alliance antisoviétique de Nixon avec la Chine) soit une «organisation prorusse» pourrait être logique seulement dans un roman de Kafka. Ce qui n'empêche pas les journalistes américains de lancer de telles accusations. Ils enfoncent le clou en disant que c'est le centre de Kissinger qui avait organisé le discours de Trump, en marge duquel Jared Kushner aurait fait la connaissance de l'ambassadeur de Russie aux USA Sergueï Kisliak. Et qu'il lui aurait demandé un service: utiliser l'ambassade russe aux Etats-Unis comme un canal officiel (et incontrôlé par les services secrets et les diplomates américains) de communication directe entre l'équipe de Trump et le Kremlin.

Mais cette situation est d'autant plus curieuse qu'en accusant Kissinger de créer des conditions pour un «complot entre Trump et

le Kremlin», il faut forcément inviter pour un interrogatoire au FBI Hillary Clinton et son mari. Le fait est qu'Henry Kissinger, au vu de son statut particulier, n'est ni républicain ni démocrate, c'est le «patriarche de la politique américaine». Pendant de longues années la famille Clinton passait ses vacances d'hiver avec Kissinger et sa femme dans une villa en République dominicaine. Clinton elle-même avait déclaré pendant la campagne que son avis était «important» pour elle, et elle était même fière que Kissinger l'ait félicité pour son travail au poste de secrétaire d'Etat. Il avait même reporté la célébration de son 90e anniversaire pour que le couple Clinton puisse assister à la fête. Et voilà que cet homme avec d'immenses relations, un statut inébranlable et un mérite colossal pour les USA a été jeté dans le hachoir médiatique et accusé de facto de haute trahison (du moins de complicité).

Le monde de la politique américaine a perdu la raison. Une partie de l'establishment américain est prête à sacrifier le corps politique de Kissinger sur l'autel de la lutte contre la «menace russe» pour nuire à Trump et empêcher la normalisation des relations russo-américaines. D'un côté, c'est flatteur pour Moscou. De l'autre — quand une puissance nucléaire se délabre et le système politique qui y est établi depuis longtemps s'effondre, cela ne présage rien de bon. Certes, le conflit intérieur en cas de sa dégénération en guerre civile aurait un immense préjudice pour les USA, mais cela ne réduit pas pour autant les risques pour les autres pays, au contraire. L'hégémonie mondiale souffre d'un dédoublement de la personnalité, elle se comporte violemment et dangereusement. Seuls les efforts collectifs permettront de la retenir, or les négociations en ce sens n'ont même pas encore commencé. fr.sputniknews.com 16.08.2018

[Venezuela. Quand la médiacratie contre-attaque ou quand la censure, c'est la liberté d'expression](#)

- Censure d'Internet : après Alex Jones, TeleSur - Réseau Voltaire 16 août 2018

Facebook a annoncé retirer les comptes en anglais de la chaîne de télévision panaméricaine TeleSur.

Le 7 août 2018, Mark Zuckerberg, le directeur de Facebook, avait personnellement coordonné avec Apple, Google, Spotify et YouTube (mais pas Twitter) la suppression des comptes liés à Alex Jones et à InfoWars pour cause de «conspirationisme». Il entend également supprimer la «propagande communiste» (sic).

Créée à l'initiative du président Hugo Chávez, TeleSur était une chaîne publique d'information continue commune à l'Argentine, à la Bolivie, à Cuba, à l'Équateur, à l'Uruguay et au Venezuela. Cependant, au cours des dernières années, l'Argentine et l'Équateur s'en sont retirés.

En 2005, suite au Congrès Axis for Peace organisé par Thierry Meyssan à Bruxelles, TeleSur, alors dirigé par Aram Aharonian, envisagea un partenariat avec Al-Jazeera. Mais c'est à ce moment là que la chaîne qatarie changea de ligne éditoriale pour devenir le porte-parole des Frères musulmans. Depuis, un accord a été conclu avec l'Angola, la Guinée Bissau et le Mozambique pour des programmes en langue portugaise, et un échange de programme est réalisé avec la chaîne libanaise Al-Mayadeen.

TeleSur produit également des informations en anglais que Mark Zuckerberg entend éliminer de la toile. Il est en effet indispensable pour le commandement US de l'Amérique latine (US SouthCom) d'empêcher les autorités vénézuéliennes de communiquer aux citoyens états-uniens leur vision de la crise qui traverse leur pays [1].

Lors de l'attaque de l'actuelle Serbie, en 1999, l'Otan avait bombardé la télévision yougoslave. Lors de l'attaque de l'Afghanistan et de l'Iraq, le président Bush avait envisagé de bombarder Al-Jazeera au Qatar, mais le Premier ministre britannique Tony Blair lui avait annoncé qu'il allait reprendre en main la chaîne avec les Frères musulmans. Lors de l'attaque israélienne du Liban, en 2006, les États occidentaux avaient interdit la chaîne du Hezbollah Al-Manar et Tshal l'avait bombardée. En 2011, l'Otan avait bombardé la chaîne nationale libyenne. Réseau Voltaire 16 août 2018

En complément.

- En France, des Ouïghours sous la pression des autorités chinoises - AFP 17 août 2018

- Evo Morales bling-bling - Liberation.fr 17 août 2018

[Dans quel monde vivons-nous ?](#)

- Pourquoi l'espérance de vie recule aux États-Unis - LeParisien.fr 16 août 2018

Deux études sur la mortalité expliquent le déclin de l'espérance de vie américaine depuis 2012.

Les États-Unis peuvent se targuer d'être la première puissance économique au monde, le pays qui consacre la part la plus importante de son PIB aux dépenses de santé, sa situation sanitaire et sociale n'en demeure pas moins préoccupante.

Tandis que la tendance dominante était à l'allongement de l'espérance de vie tout au long des XXe et XXIe siècle, les conclusions de ces études confirment un renversement de perspective dans les pays développés.

C'est, à tout le moins, la conclusion de deux études publiées ce mercredi dans le British Medical Journal. La baisse de l'espérance de vie des Américains serait liée à un problème « systémique ». Conduite par Steven Woolf (Virginia Commonwealth University), la première étude révèle une hausse alarmante de la mortalité chez les adultes américains d'âge moyen au cours des 17 dernières années et spécifiquement depuis 2012, année où l'espérance de vie américaine a commencé à stagner avant de décliner à partir de 2015. Cette année-là, rapporte la seconde étude menée par Jessica Ho (University of Southern California) et Arun Hendi (Princeton University), une douzaine de pays riches dont la France connaissent simultanément un déclin significatif de leur espérance de vie par rapport à l'année précédente.

Les chercheurs observent une étroite corrélation entre le taux de mortalité et le niveau de vie des individus. Plus il est faible, plus le « taux de mortalité à mi-vie » est élevé. « Nous soupçonnons que l'inégalité croissante des revenus, les déficiences de l'éducation, la fracture sociale et le stress peuvent jouer un rôle important », explique Steven Woolf. Sur le plan sanitaire, cela se traduit par l'augmentation d'un large éventail d'affections dans certaines catégories de la population. Chez les Amérindiens, les taux de mortalité entre 25 et 64 ans ont ainsi augmenté pour 12 causes différentes, dont les maladies dues à l'hypertension (+ 270 %), le cancer du foie (+ 115 %), les hépatites virales (+ 112 %) ou encore les maladies du système nerveux central (+ 100 %). Chez les Amérindiens le taux de mortalité en lien à l'usage de drogue ou de médicaments a « explosé » de 410 % depuis 2011.

Selon leurs travaux, ce pic de mortalité est essentiellement imputable aux maladies respiratoires, cardiovasculaires, du système nerveux central ou encore à une sévère épidémie de grippe. Mais alors que ces grandes causes de décès concernaient dans ces pays les plus de 65 ans, aux États-Unis en revanche, la perte d'espérance de vie « s'est concentrée sur des populations d'âges moins avancés ». D'autres facteurs tels que le manque d'accès universel aux soins, la possession d'armes à feu par la population ou le taux élevé d'obésité peuvent selon ces auteurs, expliquer la spécificité américaine. LeParisien.fr 16 août 2018

SECONDE PARTIE DE LA CAUSERIE.

Psychopathe et lotomisé.

- Entre chiens et loups - L'Express.fr 15.08

Chaque jour, un nouvel épisode, mi-réel, mi-rêvé, de la vie d'Emmanuel Macron à l'Élysée. L'Express.fr 15.08

- Ces vacanciers qui espèrent une rencontre avec Macron LeParisien.fr 15.08

Théodora jette un dernier coup d'œil à l'inscription qu'elle vient de dessiner sur le sable de la plage qui borde le fort de Brégançon. « J'ai mis mes initiales, mon âge, et désire voir Macron »... LeParisien.fr 15.08

Macronnerie, imposture et indignité.

Henry Kravis. Proche de John McCain, le fondateur de KKR est membre du Council of Foreign Relations et du Groupe de Bilderberg (dont sa femme est administratrice). Il emploie le général David Petraeus (ancien directeur de la CIA) avec qui il a organisé les transferts de fonds et d'armes à Daesh. Ami de longue date d'Emmanuel Macron, il a secrètement financé sa campagne électorale. (Réseau Voltaire 14 août 2018)

Et puis il y a les grandes âmes qui quotidiennement versent une larme sur le sort des "migrants", pour faire oublier qu'en adoptant leur discours ils ont été les complices des puissances impérialistes et des multinationales qui les ont agressées, les ont livrés aux barbares qui les ont forcés à prendre la route de l'exil.

Ces belles âmes répondront-elles présents pour les aider à rentrer chez eux, pour faire payer ceux qui portent la responsabilité de leur malheur, du massacre de leurs proches, de la destruction de la Syrie, qu'il nous soit permis d'en douter, puisque pour le moment on observe qu'ils continuent de les cautionner en appelant leurs bourreaux à faire preuve de générosité, dont Macron.

Non seulement ils se sont trompés de combat, ils ont franchi la ligne de l'infamie, ce qui a le don de réjouir le gouvernement et l'UE.

- "Aquarius" : "C'est un accord qui rend un peu son honneur à l'Europe" selon Jean-Yves Le Drian - Franceinfo 15.09

Le ministre de l'Europe et des Affaires étrangères estime sur franceinfo que l'accord trouvé "fait preuve de solidarité concrète". Franceinfo 15.09

Les voilà comblés !

Mais direz-vous pourquoi vous vous emballez comme cela... Parce que pendant qu'on s'emploie à montrer le vrai visage (hideux, cruel) du capitalisme aux travailleurs pour les aider à rompre avec lui, pour saper les bases du régime, les droitdelhommistes, les ongistes, les tiers-mondistes et une myriade de décomposés s'emploient à donner l'occasion à ses représentants d'apparaître sincères et généreux, alors qu'ils ont armé les barbares qui ont fait fuir plusieurs millions de Syriens (Libyens, Irakiens, Afghans etc.) au péril de leur vie.

Alors monsieur Soros, la pêche a-t-elle été bonne ? Au-delà de nos espérances, ils ont tous mordu à l'hameçon.

Nos soi-disant dirigeants ou théoriciens ne voient décidément pas plus loin que le bout de leur nez. Ils se moquent de savoir que ces opérations sont commandées depuis l'Otan ou les néoconservateurs, ils se fichent des objectifs politiques pour lesquels elles ont été conçues. Ils ont tous mordu à l'appât qui leur était destiné, il n'en manque pas un à l'appel, bravo!

Des deux clans de l'oligarchie, ils trouvent encore le moyen de soutenir le plus réactionnaire.

Vous aurez constaté qu'il y a plusieurs façons de traiter l'actualité quotidienne ou les événements qui se produisent, selon que l'on prend en compte ou non la manière dont ils se présentent (leurs origines qui n'apparaissent pas forcément ou qui sont inconnues de la plupart des gens), afin d'en évaluer toutes les conséquences pour les différents acteurs et déterminer leur portée dans le temps, ce qui permettra de les interpréter et d'en tirer profit ou des enseignements, à moins qu'on se condamne à les subir quand on se borne à leur immédiateté.

Assurément, on pourrait employer un niveau de langue plus élevé ou tenir un discours plus rigoureux et évoquer la perspective politique ou historique dans laquelle se situe chaque événement, le processus dialectique dans lequel ils s'inscrivent, mais à quoi cela servirait-il puisque tout le monde ou presque s'en fout ou se situe en deçà. L'heure n'est plus à penser, mais à vivre ses émotions sans réfléchir.

Ils ont la rigidité intellectuelle cadavérique des démagogues professionnels. Ils dégainent leurs principes ou leurs dogmes auxquels la réalité doit être réduite ou se conformer, en évacuant tout ce qui la contrarie ou les embarrasse, de sorte qu'ils sont assurés d'avoir toujours raison, l'essentiel pour eux est de se faire passer pour ce que l'on croit qu'ils sont, même si à l'arrivée cela n'a plus rien à voir avec leurs convictions qui ne sont plus que du domaine des apparences ou des illusions.

Jacques a dit lever la main, ils lèvent la main. Ils dénoncent là un consensus... pour ailleurs se vautrer dedans. On leur a collé une étiquette, alors ils ne tiennent pas à dépareiller, ils doivent en être dignes, il faut qu'ils en soient. Il est des nôtres, il est de gauche forcément. La marine américaine débarquerait sur les côtes européennes 150 millions de réfugiés, ces crétins applaudiraient à tout rompre, ne vous marrez pas, ils en sont là. Quelle époque médiocre !

Les voilà en bonne compagnie avec ce criminel de guerre du PS.

- Migrants: Kouchner pour un "mécanisme" européen de "répartition" - AFP 15.08

- Migrants : «La France doit être plus généreuse» - LeParisien.fr 17.08

Les guerres coloniales ne le sont-elles pas ? Tout dépend pour qui ! Quelle intention politique cela cache-t-il ? Va-t-elle faire un don à la Syrie pour avoir participé directement à sa destruction ?

- Saisir des transnationales pour reconstruire la Syrie ? - Réseau Voltaire 14 août 2018

Le président Trump s'est fait élire sur la promesse de renverser le capitalisme financier et de restaurer le capitalisme productif. Dans cette logique, il considère que les dommages de guerre dus à la Syrie ne doivent pas être payés par les États-Unis, mais par des sociétés transnationales. Cette révolution des relations internationales est-elle souhaitable et possible ?

LVOG - Elle est inconcevable parce que le capitalisme est condamné à la faillite, il est déjà en faillite, et sans le soutien, les magouilles du capitalisme financier pour le maintenir artificiellement en vie, il se serait effondré depuis longtemps. Le capitalisme productif, les grandes entreprises sont criblées de dettes, sans le soutien des banques centrales ils seraient en banqueroute. C'est tout le système capitaliste qui est à l'agonie. La Bourse n'est qu'une gigantesque bulle qui n'attend que d'éclater, la valeur des entreprises (De leurs actions, actifs ou rendement...) est tellement surévaluée qu'elle ne correspond plus à aucune réalité, la profit qu'elles dégagent annuellement représente au mieux moins de 1/10e du leur cotation. Et l'essentiel de leur profit est ponctionné par les actionnaires, du coup le budget de la recherche des entreprises n'a jamais été aussi bas une fois retranchées les subventions des États, et pour se moderniser elles doivent emprunter, s'endetter toujours plus. La marge nette annuelle des entreprises avoisinent 3 à 4%, tandis que pour avoir une idée de celle des marchés financiers il faut ajouter au

pire un zéro, au mieux deux zéros, voire un troisième ! Quant au taux de profit moyen à l'échelle mondiale il avoisine zéro !

Et puis il ne faut pas prendre pour argent comptant leurs chiffres ou statistiques. A les entendre l'inflation serait contenue à un niveau historiquement bas depuis des décennies, alors qu'avec une rémunération multipliée par deux disons en 20 ans en occident, par trois en Inde, à besoins comparés on est encore plus pauvre ou on vit plus mal qu'avant parce que les prix se sont envolés, les loyers, les charges fixes, etc. Et c'est la même chose avec le chômage qui ne serait que de 5 ou 6% aux Etats-Unis sur la base de statistiques truquées réalisées par téléphone et peaufinées avec des algorithmes, alors qu'en réalité il avoisinerait ou dépasserait 20%. Dans ces conditions il n'existe aucun remède pour sauver le capitalisme, sinon la fuite en avant, maintenir ouvert le robinet des banques centrales et surexploiter davantage encore la main d'oeuvre en lui imposant des régimes totalitaires, fascistes, sur fond de guerre civile larvée et de chaos, éventuellement de nouvelles guerres.

Le capitalisme industriel américain ne peut rivaliser avec celui de la plupart des pays en Afrique, en Asie, en Amérique centrale et latine, en Europe centrale. Et puis il ne faut pas perdre de vue que si la réindustrialisation des Etats-Unis était rendu possible, elle le serait au détriment de la main d'oeuvre d'autres pays, mais aussi des travailleurs américains et des classes moyennes... A suivre.

Par Thierry Meyssan.

Ils étaient 114 États membres des « Amis de la Syrie » à financer sa destruction par les jihadistes. Mais, après leur échec, aucun ne veut payer quoi que ce soit pour sa reconstruction. Pourtant, ils n'ont pas eu de problème pour soutenir les États qui accueillent des réfugiés syriens ; étant entendu qu'il ne s'agissait pas là d'un geste humanitaire, mais d'un moyen de priver la Syrie de ses ressources humaines.

Surtout, tous espèrent s'enrichir en masquant leur crime et en obtenant des contrats de reconstruction.

Les 7 et 8 août, la Commission économique des Nations Unies pour l'Asie occidentale (ESCWA), réunie à Beyrouth, a estimé le coût minima de la reconstruction à 388 milliards de dollars [1]. Elle devrait rendre un rapport détaillé sur ce sujet en septembre. D'ores et déjà, consciente que ce qu'à vécu le pays n'a pas grand chose à voir avec une « guerre civile », mais avec une agression étrangère, elle a annoncé le titre de ce rapport : Syria, 7 years at war. C'est-à-dire La Syrie, 7 ans en guerre et non pas 7 ans de guerre.

À titre de comparaison, le Liban, dont la population est trois fois moindre, n'a pu obtenir que 11 milliards de dollars d'aide internationale lors de la conférence CEDRE, en avril dernier.

Les États-Unis, qui planifièrent la guerre dès 2004, ne veulent pas donner un sou. Selon l'administration Trump, cette guerre a été conçue par l'administration Bush Jr. et conduite par celle d'Obama. Or ces deux administrations ne servaient pas les intérêts du peuple états-unien, mais ceux d'une classe financière transnationale. Elles ont certes détruit la Syrie, mais aussi l'économie US. Ce ne serait donc pas à Washington de payer, mais à ces gens et aux sociétés transnationales directement impliquées dans la guerre.

Par exemple, le fonds de placement états-unien et rival du Carlyle Group, KKR d'Henry Kravis (valeur boursière 150 milliards de dollars). Il emploie le général David Petraeus et a fait transiter des fonds et des armes vers Al-Qaeda et Daesh [2]. Ou le constructeur automobile japonais Toyota (valeur boursière 170 milliards de dollars) qui a fourni l'ensemble des véhicules neufs de Daesh [3]. Ou encore le fabricant de machines de construction Caterpillar qui a vendu aux jihadistes les tunneliers nécessaires à la construction de leurs réseaux souterrains (valeur boursière 76 milliards de dollars). Sans parler du cimentier franco-suisse Lafarge-Holcim qui a produit 6 millions de tonnes de ciment pour construire leurs bunkers (valeur boursière 40 milliards de dollars) [4], etc.

L'engagement de ces sociétés dans l'application du plan de l'amiral Arthur Cebrowski pour détruire les États et les sociétés du Moyen-Orient élargi s'explique probablement par la certitude qu'elles auraient accès aux ressources naturelles de la région sous la protection des armées occidentales.

Faire payer des multinationales n'exclut pas d'obtenir des réparations de certains États comme l'Arabie saoudite, le Koweït, le Qatar ou la Turquie qui ont financé ou dont des ressortissants ont publiquement financé les jihadistes.

Si la République arabe syrienne parvient à réunir les preuves de leur rôle durant la guerre, elle sera en droit d'en demander la saisie devant les tribunaux du pays de leur siège social. En reprenant l'argumentaire du président Trump, elle pourra compter sur l'appui de la nouvelle administration US.

Il est donc possible, même sans parvenir à faire payer des États, de réunir les 388 milliards de dollars évoqués par l'ESCWA.

À la fin de toutes les guerres ayant donné lieu à réparation des sociétés nationales ont été saisies. La nouveauté serait cette fois de tirer les conclusions de la globalisation économique et de saisir des transnationales.

Notes.

[1] « Qui paiera 388 milliards de dollars de dommages de guerre pour la Syrie ? », Réseau Voltaire, 8 août 2018.

[2] « Des milliards de dollars d'armes contre la Syrie », par Thierry Meyssan, Réseau Voltaire, 18 juillet 2017.

[3] « Le département US du Trésor enquête sur les approvisionnements de Daesh », Réseau Voltaire, 8 octobre 2015.

[4] « Révélations : le jihad de Lafarge-Holcim », par Thierry Meyssan, Réseau Voltaire, 24 mars 2017.

LVOG - N'y comptez pas ! Ou alors ils vont assassiner Trump.

En complément dernières infos sur la Syrie.

- Washington réarme des Kurdes en Syrie - Réseau Voltaire -15 août 2018

Les États-Unis viennent de faire parvenir à des Kurdes du Nord de la Syrie une très importante cargaison d'armes (environ 250 camions).

Il est impossible de dire en ce moment, contre qui Washington entend utiliser ces armes.

Les États-Unis relancent-ils la guerre contre la Syrie ou s'approprient-ils à instrumenter des Kurdes contre la Turquie ? Réseau Voltaire -15 août 2018

- La France va contribuer à sécuriser la frontière Syrie-Jordanie Reuters 15 août 2018

Emmanuel Macron a annoncé mercredi à l'occasion d'un entretien téléphonique avec le roi Abdallah II de Jordanie que la France allait contribuer au maintien de la sécurité le long de la frontière syro-jordanienne.

"Le Président de la République a annoncé une contribution française au maintien de la sécurité le long de la frontière syro-jordanienne", annonce l'Elysée dans communiqué diffusé à l'issue de l'entretien téléphonique. "La coopération entre les deux pays se renforce en matière de sécurité et de défense", peut-on lire. Reuters 15 août 2018

[Ils ont un sexe à la place du cerveau.](#)

- L'Allemagne adopte un projet de loi pour reconnaître le "troisième genre", une première en Europe - Le HuffPost

- Jack Phillips, le pâtissier qui avait refusé un gâteau à un couple gay, poursuivi par une femme transgenre - Le HuffPost

- Un Afghan homosexuel se voit refuser l'asile en Autriche parce qu'il "n'agit pas comme un gay" - Franceinfo

- «Christine Hallquist est simplement devenue la première candidate trans/non-binaire au poste de gouverneur d'un parti politique principal dans l'histoire américaine.» - Liberation.fr

- Réserve aux adultes: un établissement aux serveuses topless ouvre à Kiev - fr.sputniknews.com 15.08.2018

Que diriez-vous si on venait vous servir votre café à moitié nu? L'établissement Sex.ed.Coffee, qui vient d'ouvrir à Kiev, propose à ses clients de leur faire apporter leur café par des serveuses topless.

Un établissement «hot» de Kiev propose à ses clients de savourer une tasse de café tout en appréciant la beauté naturelle. Le premier art-café du genre, à tendance sexuelle, vient d'ouvrir ses portes dans la capitale de l'Ukraine.

Le menu de l'établissement, baptisé, selon les médias ukrainiens, Sex.ed.Coffee, est composé de plats à appellations exclusivement sexuelles et les murs sont tapissés de toiles érotiques. Le tout sur fond de musique romantique. Cerise sur le gâteau: la commande est apportée par des serveuses aux seins nus tous les mardis.

«Il y a également de bonnes nouvelles pour la gent féminine. Les propriétaires du bar cherchent un jeune homme au torse musclé, également pour servir le café, cette fois-ci aux clientes», a indiqué l'administration du café. fr.sputniknews.com 15.08.2018

- La Tribune des Travailleurs 13 août 2018 (Facebook) – Le président tunisien Béji Caïd Essebsi a annoncé lors d'un discours solennel son souhait que l'Assemblée des représentants du peuple (ARP) se saisisse sans tarder d'un projet de loi instituant l'égalité successorale qu'avaient jusque-là défendue en vain les féministes tunisiennes. Selon le droit successoral actuel, inspiré des préceptes coraniques, la femme n'hérite que de la moitié de la part de l'homme à même degré de parenté.

Et il faut en déduire quoi, vive Béji Caïd Essebsi, vive l'Assemblée des représentants du peuple qui poursuit la politique de Ben Ali ?

ACTUALITE EN TITRES

Malheureusement le capitalisme ne s'effondrera pas tout seul...

- Avant la catastrophe de Gênes, l'Italie avait connu dix effondrements de ponts en cinq ans - Franceinfo 16.08

- En France, une maintenance en souffrance Liberation.fr 16.08

Un audit révélé il y a quelques semaines sur l'état des infrastructures montre que l'Hexagone dépense sept fois moins que le budget requis pour entretenir ses ponts. Liberation.fr 16.08

Dans la famille du totalitarisme demandez les Frères musulmans.

- Le Qatar vole au secours d'Erdogan - LePoint.fr17.08

Malgré le blocus saoudien auquel il est soumis, l'émirat va investir 15 milliards de dollars pour venir en aide à la Turquie en grave difficulté financière. LePoint.fr17.08

ACTUALITÉ DU JOUR

Du NPA à LR : la lie !

- Universités d'été: LFI invite des élus de différents partis, du PCF aux Républicains. - AFP 14 août 2018

"Il nous a semblé normal de faire de ces universités d'été un espace où les différentes forces d'opposition puissent venir s'exprimer", a expliqué mardi à l'AFP Manuel Bompard, coordinateur des campagnes au sein de La France insoumise.

- Christine Poupin du NPA doit intervenir sur le sujet des retraites. AFP - 14 août 2018

Avec de telles "forces d'opposition" Macron peut dormir tranquille... Wauquier Poupin Mélenchon Laurent même combat, bravo !

INFOS EN BREF

POLITIQUE

Inde

LVOG - Hommage à un ultra nationalisme ex-milicien d'extrême droite.

- Atal Bihari Vajpayee, le nationaliste hindou consensuel - AFP 17.08

Figure vénérable de la politique indienne, orateur hindi hors pair et poète à ses heures, l'ancien Premier ministre indien Atal Bihari Vajpayee, mort jeudi à l'âge de 93 ans, était le visage modéré des nationalistes hindous au pouvoir.

Co-fondateur du Bharatiya Janata Party (BJP, Parti du peuple indien), dont est issu l'actuel Premier ministre Narendra Modi, Vajpayee a contribué par son charisme et ses opinions, plus mesurées que celles de l'aile dure du parti, à structurer ce mouvement presque confidentiel et l'a mené jusqu'aux plus hautes responsabilités du pays.

En 1998, le nationaliste hindou défie la communauté internationale en ordonnant de procéder à des essais de bombes atomiques au Rajasthan. (En guise de "charisme", de "visage modéré"! - LVOG)

Né le jour de Noël 1924 à Gwalior, dans le centre de l'Inde, Vajpayee a flirté dans sa jeunesse avec le communisme et le parti du Congrès avant de rejoindre le puissant Rashtriya Swayamsevak Sangh (RSS, Corps des volontaires nationaux), organisation matrice de l'hindouisme politique, où il a fait ses classes. AFP 17.08

Son parcours incarnait bien la décomposition politique qui caractérise ce pays semi-féodal.

Modi, l'actuel Premier ministre, est également issu du BJP.

Le RSS est à l'hindouisme politique, ce que le wahhabisme est à l'islam politique.

[Haut de page ↗](#)

Le 21 août 2018

CAUSERIE ET INFOS

● Causerie au format pdf (13 pages)

Le 1%, la caste des 1% les plus riches, l'ultra minorité qui détient le pouvoir et gouverne, et l'ultra minorité ou les minorités communautaires qui veulent imposer un certain modèle de société à la majorité, appartiennent à la même idéologie et sont complémentaires, c'est l'alliance de l'aristocratie financière avec l'aristocratie ouvrière ou encore les classes moyennes, l'élite intellectuelle, la gauche institutionnelle, qui caractérise l'impérialisme.

Bon, d'accord cela ne date pas d'hier... Mais alors pourquoi n'en avons-nous pas pris la mesure ?

[Bienvenue chez les psychopathes, Macron, sa cour et leurs serviteurs.](#)

- Voici les 10 professions où l'on compte le plus de psychopathes - Business Insider 18 Août 2018

La plupart du temps, les psychopathes sont difficiles à repérer. Dans le manuel diagnostique et statistique des troubles mentaux, ou le DSM-5, on apprend qu'une personne avec une personnalité psychopathique est définie comme ayant un amour-propre surdimensionné et un don dans la manipulation des autres.

La chose que les psychopathes ont tendance à avoir en commun est la carrière. Par exemple, vous avez plus de chance de les trouver dans les postes de leaders, vu leur impitoyabilité, leur charisme et leur intrépidité. Ils sont très forts lorsqu'il s'agit de prendre des décisions rapides, mais moins dans les professions plus empathiques, comme les professions d'infirmier ou de thérapeute.

1- PDG

Les psychopathes ont ce qu'on appelle la "résistance au chaos". Cela ne veut pas seulement dire qu'ils restent calmes face au stress — mais aussi qu'ils font souvent des ravages pour tous ceux qui les entourent, parce que ils donnent bonne impression lorsque tout le monde autour d'eux est en difficulté. Certains psychopathes utilisent cette méthode pour monter les échelons jusqu'au sommet de leur carrière.

2- Avocat Dans "Confessions d'une sociopathe: dans la tête d'une manipulatrice", l'auteur M.E. Thomas, une sociopathe autoproclamée, clame qu'être une sociopathe l'a aidée à être une meilleure avocate. Dans un article pour Psychology Today, l'avocate Ruth Lee Johnson a dit que les traits psychopathiques comme la confiance en soi, l'insensibilité et le charme trompeur sont pratiques quand on est avocat, mais qu'ils ne suffisent pas. Dans un autre contexte, ils pourraient même faire de quelqu'un une personne vraiment formidable.

3- Présentateur télé ou radio

Certains psychopathes font également preuve de narcissisme, ce qui est largement défendable dans les métiers où il faut faire face à l'attention du public. La popularité de ce choix de carrière chez les psychopathes est due au fait que pour être présentateur télé ou radio, il faut également rester calme face à la pression.

4- Commercial

Une personne psychopathe qui travaille dans la vente présente probablement des traits comme l'auto-promotion sans vergogne, le vol des contacts d'autres personnes, le désir incessant de gagner toujours plus d'argent, et l'incapacité de travailler en équipe. Selon le fonctionnement de l'organisme dans lequel vous travaillez, cela pourrait être votre pire cauchemar ou le métier de vos rêves.

5. Chirurgien

Une étude, publiée dans le Bulletin du Collège royal des chirurgiens d'Angleterre, a cherché à savoir si les chirurgiens étaient réellement des psychopathes potentiels. Les résultats ont montré que les consultants dans les CHU ont eu un score plus élevé sur l'échelle de la personnalité psychopathique que leurs collègues dans les hôpitaux généraux. Les auteurs ont donné diverses raisons possibles; "l'immunité contre le stress est le trait de personnalité dominant chez le docteur," et le fait que les chirurgiens aient à prendre des décisions rapides et difficiles au quotidien.

6- Journaliste

Dutton a établi la liste des caractéristiques des psychopathes comme le charme, la pleine conscience, l'impitoyabilité, la concentration, et l'action — qui sont toutes des avantages dans le journalisme, surtout lorsque vous avez des délais stricts et que vous avez besoin d'obtenir des réponses de vos sources.

7- Officier de police Les psychopathes n'ont pas forcément de motivations extérieures. Garder son sang-froid en situation de stress est l'une de leur caractéristique. Les officiers de police font un métier dangereux et très intense, donc c'est une énorme qualité que de savoir garder son calme en temps de crise. C'est une des raisons pour lesquels le maintien de l'ordre public est une des carrières préférées des psychopathes.

8- Ecclésiastique Dans un article pour Psychology Today, le vétéran du FBI Joe Navarro a expliqué certaines raisons pour lesquelles les psychopathes vont vers des carrières ecclésiastiques. La première réside dans le fait que les organisations religieuses peuvent apporter une raison à certaines personnes d'en exploiter d'autres, tout en légitimant leurs actions. De plus, il est facile de faire des alliances, ce qui donnent aux manipulateurs le pouvoir d'accéder aux informations sensibles.

9- Chef cuisinier Les psychopathes s'épanouissent là où les autres personnes ont tendance à rater, ce qui pourrait être une des raisons pour lesquelles ils s'en sortent si bien dans une cuisine infernale.

10- Fonctionnaire

Être fonctionnaire est le 10ème choix de carrière préféré des psychopathes, selon Dutton. En effet, en 2014, le gouvernement britannique a envisagé d'embaucher spécifiquement des psychopathes pour "maintenir l'ordre", car ils sont "très bons en situation de crise" et parce qu'ils n'ont "aucun sentiment pour les autres, aucune morale, et ils ont tendance à être très intelligents et logiques". Business Insider 18 Août 2018

Tout ceci est à considérer avec certaines réserves sous un régime néolibéral ou à une époque caractérisée par la réaction sur toute la ligne s'agissant des fonctionnaires, quoique mes expériences personnelles des derniers mois et des cinq dernières années tendent à prouver que les fonctionnaires de la Caf et de la CNAV se comportent en petits despotes vis-à-vis des assurés sociaux, quant aux autres professions ou carrières ils s'accommodent assez bien de la tyrannie ou la font régner.

Je rappelle que la Caf a accusé mon épouse d'avoir fraudé sans lui fournir le moindre élément de preuve depuis 2013, et a exigé qu'elle rembourse plus de 13.000 euros, en supprimant son allocation logement et en amputant son allocation adulte handicapée de près de 400 euros, lui laissant à peine 600 euros mensuels pour vivre. Sans preuve on ne peut pas contester leur accusation, c'est le propre du despotisme.

Quant à la CNAV, elle ne m'a pas versé ma retraite générale depuis le mois de mai suite à un problème de communication avec la banque qui transfère ma retraite en Inde, l'erreur étant imputable aussi bien à la CNAV qu'à la Bred qui a confondu le code Swift de ma banque en Inde qui lui avait été transmis par la CNAV, alors que c'était le code IFSC qui s'applique en Inde quand la transaction passe par une banque intermédiaire indienne, ce qu'ignorait la CNAV pour ne pas avoir été informé de cette modalité par la Bred. Mais pendant 3 mois, la CNAV a soutenu que c'était moi ou ma banque en Inde qui était responsable du problème.

C'est moi qui est résolu le problème il y a quelque jours en recevant de la Bred le nom de la banque intermédiaire indienne par laquelle elle passait, je l'ai contactée à Mumbai par courriel et c'est ainsi que j'ai découvert d'où venait le problème, la CNAV et la Bred en ont été incapables, c'est lamentable.

Bienvenue chez les schizophrènes qui nous gouvernent.

L'avantage de bombarder les gens d'informations en tous genres ou sur ce qui se passe dans le monde, c'est qu'ils vont être transportés ailleurs, et pendant ce temps-là par le biais de leurs émotions qu'ils ne maîtrisent pas, dans leur cerveau s'imprimera inconsciemment une réalité qui n'est pas la leur. Pour bien comprendre de quoi on parle, il faut toujours avoir à l'esprit qu'on est en présence d'un processus inconscient.

Ils se retrouvent déconnecter de la réalité qui se déroule devant leur yeux ou qui les concerne directement, qu'ils finissent par ignorer ou qui les laisse indifférents, de la même manière qu'ils vont s'émouvoir du sort d'un malheureux ou d'un gosse à l'autre bout du monde, sans que celui de ceux qu'ils côtoient quotidiennement ne les interpelle ou ne les fasse réagir, ne change quoi que ce soit à leur comportement, à leur manière de pensée ou de percevoir la société. On peut observer que l'incohérence de leurs réactions ne les portera pas à les modifier, autrement dit elles ne serviront à rien ou ne contribueront pas à changer le cours des choses.

La schizophrénie consiste à remplacer la réalité par une autre, à substituer à la réalité celle qu'on a fabriquée dans son cerveau ou plus généralement celle qu'on a fabriquée spécialement pour vous à cet effet sans que vous en ayez conscience.

Une fois déconnecté de la réalité, vous n'êtes plus en mesure de pouvoir l'interpréter ou de comprendre ce qui se passe, du coup vous ne pouvez pas agir efficacement sur la réalité pour en changer le cours en fonction de vos aspirations, vos rapports à la réalité sont totalement faussés et vous devenez une proie facile pour les imposteurs, manipulateurs ou charlatans en tous genres.

La croyance est une forme de schizophrénie, dans la mesure où on substitue à l'action, aux forces de l'univers, de la nature et des hommes celles de puissances qui n'existent que dans l'imagination de l'homme. La confusion entre la réalité et l'imaginaire peut conduire à la schizophrénie.

L'ambition démesurée est une forme de schizophrénie aggravée.

Si la tendance à la schizophrénie chez l'homme est aussi vieille que ses fantasmes, on peut penser qu'elle se développa au fur et à mesure que les hommes renforcèrent leur pouvoir sur la nature et sur les hommes les plus faibles.

Définition. (Grand Robert de la langue française)

Schizophrénie - Psychiatrie. Psychose caractérisée par une désagrégation psychique (ambivalence des pensées, des sentiments, conduite paradoxale), la perte du contact avec la réalité (repliement sur soi, désintérêt, apathie, inertie, parfois délire) et des troubles endocriniens, sympathiques et métaboliques.

Psychan., didact. (Conçue non comme une maladie ou un syndrome, mais comme une tendance psychique générale). Prédominance des mécanismes de refoulement et du désinvestissement de la réalité sur les mécanismes de restitution (chez Freud); refus des symboles et des codes formateurs du moi et garants de la société, maintien de l'inconscient et du désir au niveau des « flux » et des « molécules » des « machines désirantes » (Deleuze et Guattari), etc.

La schizophrénie ou démence précoce, caractérisée par la perte totale du contact avec l'ambiance, la dissolution des synthèses mentales qui assurent l'adaptation au réel permettant alors une libération sans frein de l'autisme, chez ces sujets qui se meuvent dans un univers qui n'a plus de commune mesure avec le nôtre, qui lui est devenu aliéné, c'est-à-dire, comme l'étymologie l'indique, étranger. Jean Delay, la Psycho-physiologie humaine, p. 81.

Autisme - Psychopath. Détachement de la réalité extérieure, la vie mentale du sujet étant occupée tout entière par son monde intérieur. L'autisme est l'attitude mentale propre aux schizophrènes.

Personnalité psychopathique : conformation mentale dont les traits les plus marquants sont l'impulsivité, l'instabilité, l'intolérance à la frustration, l'incapacité d'une adaptation satisfaisante au milieu, menant à des conduites antisociales.

Macron, son gouvernement, LREM...

Parole d'Internaute.

- "Gloser sur les bavardages, les propos colportés des uns et des autres sur les microcosmes touiteur ou face de bouc me

surprendra toujours. C'est comme fabriquer de l'info à partir d'une matière première de comptoir bien moisie. En déduire quoi que ce soit serait du même tonneau.

Sauf qu'à notre époque moderne, c'est ça qui fait foi et qui agite les zébulons. Je serais mort de rire si ce n'était aussi pathétique.

Quand c'est gratuit, c'est toi le produit ! Et encore une fois, ça n'a pas loupé. Ces deux réseaux a-sociaux, c'est combien de produits ?"

LVOG - Le miséreux, le pauvre, le chômeur, la plupart des ouvriers ne sont pas concernés, il n'y a que les élites ou les intellectuels décérébrés, les membres des classes moyennes, des couches supérieures du prolétariat, bref les nantis, repus, corrompus par le capitalisme parmi ceux qui utilisent Twitter, plus quelques paumés qui ont pour idéal de leur ressembler ou qui envient leur statut de privilégié. Apparemment ils disposent de trop de temps libre ou ils n'ont rien de mieux à faire, ce qui montre à quel point ils n'ont rien à dire et sont médiocres.

Vous pouvez mettre dans le même tonneau tous ceux qui glosent ou bavardent sur le réchauffement climatique, le racisme, la xénophobie, l'homophobie, la misogynie, etc. qui les dénoncent à juste titre ou non, mais refusent de s'attaquer à leur cause : le capitalisme dont ils s'accrochent très bien finalement, d'ailleurs ils le disent eux-mêmes. Quand on leur soumet des propositions pour le combattre, cela ne les intéresse pas.

Tous ces gens participent à une entreprise qui a été spécialement conçue pour eux et tournée contre l'ensemble des exploités et des opprimés. Répétons-le, elle consiste à diluer à l'infini la démocratie de telle sorte qu'elle apparaisse si grotesque, afin de justifier l'instauration d'un pouvoir autoritaire ou totalitaire qu'une partie de la population va réclamer elle-même, pouvoir représenté par l'oligarchie et l'élite qui la sert.

Si la démocratie, telle qu'elle est censée s'exprimer à travers les mal nommés réseaux sociaux, est synonyme de cacophonie, d'affrontement sans fin, de mythomanie, de perversion, de chaos, etc. c'est que le peuple ne la mérite pas ou qu'il est incapable d'y accéder ou encore qu'elle ne correspond pas de nos jours au modèle de gouvernance permettant de gérer la société, alors il faut la déclarer hors la loi et laisser la minorité qui détient le pouvoir s'en charger. C'est ainsi que pense l'oligarchie.

C'est aussi une manière de détourner ou de neutraliser en douceur la lutte de classes... On pourrait ajouter que cette situation est le produit du refus d'admettre que la conception de la lutte de classe qui avait été adoptée à la fin du XIXe siècle n'était plus adaptée à notre époque...

Quand on évoque la fabrication du consentement chère aux idéologues néoconservateurs, on nous rit au nez. Elle sert notamment à endiguer, à pervertir, à annihiler les aspirations les plus élémentaires mais aussi les plus fondamentales des exploités et des opprimés, sans lesquelles la nécessité d'en finir avec le règne de l'exploitation de l'homme par l'homme se trouve privée de justification au profit de l'autoritarisme, le totalitarisme.

Ils osent tout.

- Fallait-il augmenter le salaire de Benjamin Smith, le nouveau patron d'Air France ? - Capital 17 août 2018

Benjamin Smith, numéro deux d'Air Canada, a été nommé jeudi directeur général d'Air France-KLM. Il devrait prendre ses fonctions "au plus tard le 30 septembre". Mais déjà, son salaire fait jaser... Le dirigeant a obtenu que la rémunération pour ce poste soit triplée. En 2017, le DG était payé 600.000 euros par an, auxquels il fallait ajouter une part variable de 510.000 euros. Or, Benjamin Smith aurait réussi à négocier un salaire supérieur à 3 millions d'euros chez Air France. Capital 17 août 2018

Vous êtes donc en droit d'exiger le triplement de votre salaire, non ?

- Promotion du livre de Schiappa par le service de presse du ministère: la Cnil passe l'éponge - AFP

- "Pétition vivante" à l'Onu à l'adresse des dirigeants mondiaux - Reuters

- Rohingyas : Washington sanctionne des commandants militaires birmans - Liberation.fr

- Quand le Labour et Jeremy Corbyn s'enfoncent toujours plus dans l'antisémitisme - Atlantico.fr

- États-Unis : à 87 ans, elle se fait taser par des policiers en jardinant - LePoint.fr

Martha Al-Bishara, qui avait un couteau pour couper des pissenlits, était considérée comme un danger par les forces de l'ordre américaines. LePoint.fr

- Début du pèlerinage à La Mecque : "C'est un retour à l'origine même de l'Homme sur terre" - Franceinfo

[Cela Trump énormément ou une imposture peut en cacher une autre.](#)

J'essaie de cerner très précisément ce que représente Trump et son clan d'oligarques et je dois avouer que c'est assez troublant ou difficile de s'y retrouver, car il incarne une sorte de populisme aux relents d'extrême droite tout en se défendant d'adopter son idéologie, contrairement au parti démocrate et la majorité des élus républicains qui en pratique l'ont appliquée alternativement ou ensemble, notamment son volet impérialiste guerrier et en alimentant sans cesse celui du communautarisme.

Si comme on nous le dit Trump incarne le capitalisme industriel, c'est qu'il est encore plus dangereux qu'on ne le pense, parce que ce serait favoriser le développement du capitalisme qui conduit à son effondrement et à une nouvelle guerre interimpérialiste au détriment du capitalisme financier qui s'est contenté jusque là de guerres localisées ou de menaces. Peut-être que cela signifie qu'ils auraient décidé de passer à l'étape supérieure qui précède un krach et une guerre mondiale. Les deux clans instrumentalisent l'extrême droite qui serait chargée de prendre le relais temporairement ou de les épauler. Les démocrates provoquent l'extrême droite, tandis que les républicains la flatte, le partage des rôles est respecté, la collusion qui existent entre eux présente des variantes, mais dans les deux cas c'est juste une question de circonstances en fonction de leurs besoins ou de leur stratégie.

Il reste de nombreux facteurs sur lesquels on ignore quelle serait l'attitude si Trump persistait, dont celle de la Fed, des oligarques les plus puissants, le Pentagone, etc. On a dit que sa stratégie menait à l'effondrement du capitalisme, à condition que les oligarques mafieux qui contrôlent la Fed ne s'emmêlent pas ou laissent faire comme en 1929... On peut imaginer le chaos qui en résulterait sur les économies européennes, dont les plus fragiles qui seraient tentées de se rabattre sur l'extrême droite dans sa version intégrale ou dans sa version limitée populiste, à moins qu'elles forment une coalition comme en Italie, plusieurs pays y sont déjà plus ou moins préparés dont l'Espagne, l'Allemagne, la France, la Grèce, la Hollande, l'Autriche, la Suède, la Grande-Bretagne est en retard, sans oublier l'Ukraine et les pays baltes qui ont réhabilité le nazisme. Cela fournirait un excellent prétexte aux institutions supranationales pour achever de se saisir du pouvoir politique ou se substituer à tous les pays de l'UE qui deviendraient ingouvernables en croulant sous une dette encore plus colossale, sous l'égide des Etats-Unis. Toutes les guerres et tous les krachs boursiers ont toujours servi à accroître la richesse et le pouvoir des oligarques les plus puissants au détriment des Etats et des peuples, or la stratégie de Trump s'inscrit dans cette perspective. Et ils y recourent quand ils ne parviennent plus à avancer ou à franchir une nouvelle étape de leur plan, qui demeure de concentrer tous les pouvoirs ou d'instaurer un régime mondial sur lequel les peuples n'auraient aucune emprise, aucun moyen de contrôle, aucune possibilité de le contester, un régime ploutocratique totalitaire. En cela démocrates et républicains, les deux clans de l'oligarchie qui s'affrontent, partagent le même objectif, il n'y a que les moyens ou la tactique et dans une certaine mesure la stratégie pour y parvenir qui diffèrent.

Trump et ses provocations permettent à l'oligarchie de mesurer le degré de décomposition de chaque pays, c'est en tout cas ce qu'on peut déduire en observant les réactions irrationnelles qu'ils suscitent ou qui sont très éloignées de la réalité et ajoutent un peu plus de confusion à la compréhension de l'orientation de la situation mondiale.

Le clan de Trump doit être inquiet de l'affaiblissement des Etats ou de leurs institutions que de plus en plus de travailleurs rejettent ou dont ils se détournent, ils doivent craindre qu'à un moment donné ils pourraient en perdre le contrôle, et que le mouvement ouvrier pourrait profiter de cette faille pour se réorganiser sur de nouvelles bases politiques, leur pire cauchemar !

Le néolibéralisme incarne dans tous les domaines les pires excès du capitalisme ou de l'impérialisme, par conséquent il était à prévoir qu'il arriverait un jour où les peuples le rejetteraient violemment ou avec un tel dégoût qu'il serait pratiquement impossible de prendre le relai en reprenant mot à mot sa rhétorique, aussi valait-il mieux en prendre le contre-pied pour berner les naïfs et poursuivre en grande partie la même politique puisque leurs objectifs sont inchangés. Si ses représentants officiels sont grillés, il faut en trouver d'autres, ce qui n'est pas un problème, les candidats se bousculent au portillon, mais en étant aussi marqués à droite il va falloir redoubler d'imagination et de populisme, de démagogie, sortir le grand jeu dans une sorte de tragi-comédie sordide...

Pour saisir les intentions réelles de Trump et du clan auquel il appartient, c'est un peu comme dans les affaires criminelles, on doit se demander quel est le mobile du crime pour découvrir le coupable, sauf que là on connaît déjà le ou les noms des coupables, en revanche on ignore à chaque nouvelle étape de la crise du capitalisme ce qu'ils vont imaginer ou quels moyens ils vont employer pour parvenir à leurs fins ou à l'étape suivante, c'est ce que nous nous employons à découvrir en nous basant sur les faits.

La vision que les uns et les autres ont de Trump est faussée par la guerre qu'il mène au clan adverse de l'oligarchie, qui considère que la partie est gagnée ou qu'ils ont gagné la guerre de classe et qu'ils n'ont aucune raison de modifier leur stratégie. J'ai l'impression qu'ils veulent sauter certaines étapes ou qu'ils sont trop sûrs d'eux. On doit donc prendre ses déclarations et chacune de ses mesures avec une extrême prudence. Les polémiques dans lesquelles il s'engage reposent sur de réels désaccords avec ses adversaires ou relèvent de la manipulation, de la provocation, de l'instrumentalisation, ce qui fait que le plus souvent personne ne sait où il veut en venir, ce qui est encore le meilleur moyen pour faire ce qu'on veut quand on veut, c'est très habile, on est loin d'être en présence d'un abruti comme certains commentateurs l'affirment.

On aura constaté également qu'il ne s'est en aucune manière attaqué au pouvoir de l'oligarchie, il n'a pas non plus réduit le pouvoir (et le budget) des agences de renseignement ou du Pentagone, bien au contraire, donc l'essentiel est sauf ! Il les a réorientés sans qu'on sache précisément dans quels buts précis. Hormis son inflexion sur la Syrie et la Russie ou sa position sur la Chine, pour le reste rien de changé.

Effet multiplicateur ou amplification.

- Donald Trump dénonce la "censure" des voix conservatrices sur les réseaux sociaux - Franceinfo
- Donald Trump proteste contre la censure des conservateurs - LePoint.fr
- Donald Trump dénonce la « censure » des opinions de droite sur les réseaux sociaux - LeParisien.fr
- Donald Trump dénonce la «censure» de voix de l'ultradroite sur les réseaux sociaux - Liberation.fr

Ce que Trump a réellement dit.

- Donald Trump dénonce la "censure" des voix conservatrices sur les réseaux sociaux - franceinfo 18.08

Le président américain a vivement épinglé, samedi 18 août, la suspension par les géants d'internet des activités de personnalités de la droite américaine sur les réseaux sociaux. "Les réseaux sociaux discriminent absolument les voix Républicaines/Conservatrices", a écrit Donald Trump sur Twitter, promettant que son gouvernement ne laisserait pas ça arriver, sans apporter davantage de précisions.

"Ils font taire les opinions de beaucoup de personnes de droite alors qu'en même temps ils ne font rien pour les autres", a-t-il dénoncé. "La censure est quelque chose de très dangereux & absolument impossible à surveiller", ajoute-t-il dans un deuxième tweet, avant de s'en prendre, une nouvelle fois aux médias. "Il n'y a rien d'aussi bidon que CNN et MSNBC et pourtant je ne demande pas à supprimer leur comportement malade", a tempêté Donald Trump contre deux chaînes qu'il critique régulièrement. franceinfo 18.08

- Enquête russe: Donald Trump crie au "Maccarthysme" - AFP 19 août 2018

Donald Trump, en froid avec le monde de l'espionnage après avoir révoqué l'habilitation secret défense d'un ex-chef de la CIA, s'est emporté dimanche contre l'enquête russe, la qualifiant de "Maccarthysme de la PIRE espèce".

"Etudiez feu Joseph McCarthy parce que nous sommes en ce moment dans une période avec Mueller et son gang qui fait passer Joseph McCarthy pour un débutant. Chasse aux Sorcières Truquée", a tweeté le locataire de la Maison Blanche.

Sa salve de messages matinaux ne cachant guère son irritation a été postée au lendemain d'une information du New York Times selon laquelle un avocat de la Maison Blanche, Don McGahn, a "largement coopéré" avec l'enquête menée par l'équipe du procureur spécial Robert Mueller sur les soupçons de collusion entre l'équipe de campagne du républicain et la Russie.

"Je l'ai autorisé ainsi que tous les autres à témoigner - Je n'avais pas à le faire", affirme M. Trump, qui avait déjà posté un message en ce sens la veille.

"Je n'ai rien à cacher et j'ai exigé la transparence pour que la Chasse aux Sorcières Truquée et Abominable puisse prendre fin", poursuit-il. "Maccarthysme de la PIRE espèce".

Dans les années 50 en pleine guerre froide, les Etats-Unis, plongés dans une période de paranoïa que l'on désigna comme la "peur rouge", le sénateur républicain du Wisconsin Joseph McCarthy lança une campagne visant toute personne soupçonnée d'être communiste ou d'éprouver des sympathies pour le régime embrassé par Moscou, la "chasse aux sorcières".

La comparaison au Maccarthysme était d'actualité ce dimanche outre-Atlantique, utilisée également pour condamner le retrait par Donald Trump de l'habilitation secret défense de l'ancien directeur de la CIA John Brennan et ses menaces de la retirer à d'autres anciens haut responsables.

Mike Mullen, un ancien chef d'état-major américain, a confié à la chaîne Fox News que cette pratique lui rappelait notamment "l'ère McCarthy quand l'administration commença à dresser des listes d'individus qui n'étaient pas en accord avec eux".

"Historiquement, cela s'est bien évidemment révélé très problématique pour le pays", a-t-il poursuivi, renvoyant à la "liste

d'ennemis sous le président Nixon", en référence à une pratique controversée de ce président républicain révélée par le scandale du Watergate.

La décision de M. Trump cette semaine de révoquer l'habilitation de John Brennan, dernier patron de la CIA sous le président Obama, a créé un véritable tollé. D'anciens patrons de l'agence de renseignement ainsi qu'une demi-douzaine d'espions de haut rang l'ont dénoncée dans une lettre ouverte et la polémique était encore vive dimanche.

"Notre inquiétude est maintenant que l'habilitation secret défense soit utilisée comme un instrument politique pour s'en prendre aux personnes qui ne sont pas d'accord avec le président", a noté Leon Panetta, un autre ex-patron de la CIA.

"Le président exerce certainement" le droit à la liberté d'expression, a ajouté M. Panetta, qui a aussi été ministre de la Défense de Barack Obama. "Et je pense que nous avons tous le droit de l'exercer".

M. Brennan a pour sa part appelé le parti républicain, qui contrôle le Congrès, à empêcher davantage d'anciens responsables du renseignement de voir leur habilitation remise en cause par Donald Trump. "Il est temps pour les membres du Congrès de se réveiller", a-t-il estimé sur NBC.

"J'ai qualifié son comportement de trahison et je m'y tiens", a-t-il ajouté. M. Brennan avait formulé cette accusation pour la première fois après la conférence de presse de Donald Trump et son homologue russe Vladimir Poutine à l'issue de leur sommet d'Helsinki, marquée par la posture conciliante du président américain vis-à-vis du maître du Kremlin.

Mais du côté des élus républicains, la prudence était de mise sur la question des révocations d'habilitations secret-défense.

"Je ne veux pas que ça devienne une routine. Je ne veux pas voir ça être politisé", a réagi le sénateur Ron Johnson, chef de la commission du Sénat sur la Sécurité intérieure, estimant que rien ne montrait que ces responsables aient utilisé à mauvais escient leurs habilitations.

Mais l'élu républicain a également estimé que M. Brennan avait "dépassé les bornes" en allant à la télévision pour accuser le président de "trahison".

Au sein de l'administration, l'heure est aux attaques contre M. Brennan.

La décision de lui retirer son habilitation était "certainement appropriée", a déclaré le conseiller à la sécurité nationale de la Maison Blanche John Bolton sur ABC. Il est "totalement dérangé", a affirmé l'avocat de Donald Trump Rudy Giuliani sur NBC. AFP 19 août 2018

En complément

- L'Onu s'inquiète des propos de Trump sur la presse - Reuters 20.08

- Les États-Unis accusent la Chine d'ingérence dans les élections - LePoint.fr 19 août 2018

Donald Trump a récemment multiplié les attaques contre l'enquête menée sur une éventuelle collusion entre la Russie et l'équipe du président durant la campagne de 2016. Mais, ce week-end, il a accusé la Chine d'ingérence dans les élections. Un message publié samedi au milieu d'une série de tweets dénonçant la « censure » des voix conservatrices sur les réseaux sociaux. « Tous ces idiots qui se focalisent sur la Russie devraient commencer à regarder dans une autre direction, la Chine. »

Le tweet est passé largement inaperçu, jusqu'à ce que le conseiller à la sécurité nationale de la Maison-Blanche, John Bolton, soit questionné à ce sujet dimanche sur la chaîne ABC, et accuse lui aussi Pékin, mais aussi Moscou, Téhéran et Pyongyang de tenter de s'immiscer dans le processus électoral américain.

Quatre pays dans le viseur américain

« Je peux certainement vous dire que c'est une menace suffisante pour la sécurité nationale des États-Unis – l'ingérence de la Chine, l'ingérence de l'Iran, l'ingérence de la Corée du Nord – pour que nous prenions des mesures pour tenter de la contrer », a déclaré M. Bolton. « Ce sont donc quatre pays, en fait. » Pressé de donner des détails sur la façon dont ces pays, notamment la Chine, tenteraient d'influencer les élections américaines, M. Bolton est resté vague. « Je ne veux pas entrer dans les (détails) de ce que j'ai vu ou pas. Mais je peux vous dire que pour les élections législatives de 2018, ce sont les quatre pays qui nous préoccupent le plus », a-t-il dit. LePoint.fr 19 août 2018

Ils veulent tous en être.

Quand les populistes apportent leur soutien aux médias pratiquant la censure et l'autocensure, la désinformation au quotidien, champion toutes catégories en matière de fausses information (fake news).

- Rubrique *Aujourd'hui* de La Tribune des Travailleurs (latribunedestravailleurs.fr)

16 août 2018 – A l'initiative du « Boston Globe », plus de 350 journaux américains publient des éditoriaux répondant aux diatribes du président américain contre les médias. Ils dénoncent « la guerre sale contre la presse libre » menée par le président Trump.

Ces "diatribes" ne seraient-elles pas amplement justifiées ? Le POID considérerait-il que ces 350 journaux américains représentent "la presse libre" ? C'est en tout cas ce qui ressort ici, bravo ! Du coup on est en droit de se demander si La Tribune des Travailleurs en fait aussi partie.

[L'éditorial de La Tribune des travailleurs par Daniel Gluckstein : Conte de fées télévisuel ou propagande d'État ?](#)

Connaissez-vous « le pays du plein emploi » ? Selon France 2 qui lui a consacré une longue séquence de son « 20 heures » (le 9 août), c'est le Danemark : « Le taux de chômage (y) est de 3,9 % » grâce à l'instauration de « la flexisécurité », un dispositif qui « permet d'embaucher et de licencier très facilement ».

Un véritable paradis, à en croire le directeur de la filiale danoise de Vinci : « Il n'y a pas de notion de demande administrative de licenciement, on n'a pas besoin non plus de présenter des plans sociaux, on n'a pas besoin de demander l'autorisation des syndicats. »

Précision de France 2 : « Ce modèle pour embaucher et licencier facilement a été pensé en concertation avec les syndicats danois. » Un modèle ? Pour qui ?

Pour être indemnisés, les chômeurs « doivent prouver leur bonne foi en postulant à deux offres d'emploi par semaine ». Et pas question d'en refuser une ! Le patron de l'équivalent de Pôle emploi est clair : « Vous devez accepter des emplois qui n'ont pas de rapport avec vos qualifications. Vous devez prendre des jobs dans les cafés, les supermarchés, des jobs très faciles à obtenir, pour lesquels vous devez postuler. » En cas de refus, « on peut vous couper vos indemnités de chômage et vous mettre une amende ».

Au fait, quel est l'objectif de ce merveilleux conte de fées télévisuel « du pays qui a vaincu le chômage » ? Le reportage s'en cache à peine : « Pour créer de l'emploi, le modèle danois est considéré comme l'un des plus performants au monde. Les organismes économiques internationaux proposent aux autres pays de s'en inspirer. » C'est vrai que la « flexisécurité » est inscrite dans la « stratégie de Lisbonne » de l'Union européenne depuis 2007, et dans les recommandations du FMI, de l'OCDE, de l'Union européenne, et dans les considérants de toutes les contre-réformes gouvernementales en France. Elle figure aussi dans l'Accord national interprofessionnel (ANI) de 2008 sur la « modernisation » du marché du travail. Mais, jusqu'à présent du moins, si des coups majeurs ont été portés, la flexisécurité à la danoise n'a pas encore été imposée en France.

C'est sans doute un pur hasard si cette propagande d'État intervient alors que les projets de loi Pacte et Pénicaud 2, prolongeant les contre-réformes El Khomri et Pénicaud 1, prétendent aller plus loin dans la remise en cause des garanties collectives pour imposer le travail forcé, à la tâche, surexploité.

Le propre d'un régime de démocratie politique, c'est la liberté d'organisation, la souveraineté du peuple et la liberté d'expression.

Le propre d'un régime totalitaire, c'est sa volonté d'intégrer les syndicats à l'État, appuyée sur des institutions capables d'imposer toutes les mesures décidées au sommet et d'étouffer les « affaires », le tout accompagné de la répression et d'un organisme de propagande d'État.

Une seule question se trouve ici posée : faut-il s'accommoder des institutions de la Ve République, ou réaliser l'unité pour en finir avec ce régime avant qu'il n'aille jusqu'au bout de sa logique totalitaire ?

LVOG - Mais au fait, au Danemark la Constitution interdirait-elle la création d'un nouveau syndicat ouvrier qui serait indépendant de l'Etat ? Apparemment non. Donc la seule question qui mériterait d'être posée ne serait-elle pas de savoir pourquoi il n'a pas vu le jour au cours des décennies antérieures, et pourquoi tous les syndicats sont pourris, vendus, totalement corrompus, question qui est également valable pour la France et tous les autres pays.

On avait avancé timidement l'idée que la constitution d'un nouveau syndicat ouvrier s'imposait, parce que nous savions que la quasi totalité des militants y seraient farouchement opposés au départ... Dorénavant, on peut affirmer sans prendre de risques que cette stratégie était cohérente, parce qu'elle reposait sur des faits ou l'évolution des rapports entre les syndicats et l'Etat qui

la justifiait ou correspondait à un véritable besoin pour organiser la classe sur d'autres bases que la collaboration de classe, le réformisme, le corporatisme. Autrement dit, nos dirigeants ont eu faux sur toute la ligne.

Ils recoururent à la démagogie et au double langage pour justifier leur collusion avec les appareils des syndicats, ils ne cessèrent de ménager leurs dirigeants, ils refusèrent d'exiger le droit de constituer des courants au sein des syndicats, ce qui aurait permis de rassembler les syndiqués sur la base du principe de l'indépendance des syndicats de l'Etat et du patronat, du capitalisme, ce qui aurait permis d'organiser ou structurer la résistance au corporatisme à l'intérieur des syndicats, et quand cela serait devenu impossible, d'en sortir pour créer un nouveau syndicat ouvrier...

Au lieu d'avancer dans cette direction, ils laissèrent les directions syndicales toutes puissantes dicter leur loi et collaborer ouvertement avec les gouvernements successifs et le Medef, brader tous nos droits ou acquis en refusant de porter les revendications de la classe ouvrière réduites à une peau de chagrin ou des miettes, et par conséquent d'organiser sa mobilisation, réduite à des journées d'action destinées à briser son unité et sa résistance, afin que le gouvernement et le patronat puissent appliquer leur politique antisociale.

Si ce "modèle" antisocial a été mis en place "en concertation avec les syndicats", c'est que ces syndicats étaient déjà pourris jusqu'à la moelle depuis belle lurette et qu'il n'y avait rien d'autres à en attendre, non ? Non, cette question est décidément taboue.

Partant de là, la logique la plus élémentaire commanderait de fuir les syndicats, puisqu'ils ne sont pas plus réformables que le capitalisme ou les partis traditionnels de la classe ouvrière, non ? Mais non voyons, c'est leur unité qui est à l'ordre du jour nous dit-on, encore faudrait-il savoir sur quelle orientation ou pour servir quelle cause.

C'est vrai qu'une planche pourrie peut vous sauver la vie, tout dépend à quelle distance du rivage on se trouve. On peut se remettre d'une gangrène, d'un cancer, etc. tout dépend de leur niveau d'avancement, si on ne parvient pas à les stopper, tout espoir serait mal avisée ou toute illusion serait cruelle et l'issue serait fatale.

ACTUALITE EN TITRES

La liberté, laquelle et pour qui ?

- Macron rappelle "l'extrême précarité de la liberté" à Bormes-les-Mimosas - AFP

Réponse :

- Des députés LREM appellent à étendre le travail dominical - LeParisien.fr

Comment ces dégénérés après avoir fait l'apologie de la pornographie, poussent la population à la perversion.

- Comment un dîner à quatre m'a convertie à l'échangisme - Le HuffPost

Ménagerie ou lupanar en guise de société...

- Endométriose: Enora Malagré, qui faisait «jusqu'à 3 fausses couches par an», va se faire retirer l'utérus - 20minutes.fr

- 6 positions sexuelles pour faire l'amour sous la douche - Le HuffPost

INFOS EN BREF

POLITIQUE

Syrie

- Poutine appelle l'UE à participer à la reconstruction en Syrie - AFP 19 août 2018

Le président russe Vladimir Poutine a appelé samedi les Européens à participer financièrement à la reconstruction de la Syrie pour permettre le retour chez eux de millions de réfugiés, lors d'une visite en Allemagne.

"Il faut renforcer la dimension humanitaire dans le conflit syrien et je veux dire par là avant tout l'aide humanitaire à la population syrienne, et aider les régions où les réfugiés se trouvant à l'étranger peuvent retourner", a-t-il déclaré avant un entretien avec la chancelière Angela Merkel.

Il y en a un million en Jordanie, autant au Liban, et 3 millions en Turquie, a-t-il énuméré.

L'Allemagne en a accueilli aussi plusieurs centaines de milliers depuis 2015, au plus fort de la crise migratoire, qui a ébranlé la cohésion de l'Union européenne et affaibli politiquement Angela Merkel.

"C'est potentiellement un énorme poids pour l'Europe", a-t-il mis en garde.

"C'est pourquoi il faut tout faire pour que ces gens rentrent chez eux", ce qui veut dire concrètement rétablir les services de base comme l'approvisionnement en eau ou les infrastructures médicales.

La chancelière a estimé de son côté que la priorité en Syrie était "d'éviter une catastrophe humanitaire", sans rentrer dans les détails. AFP 19 août 2018

[Haut de page ↗](#)

Le 25 août 2018

CAUSERIE ET INFOS

● Causerie au format pdf (21 pages)

En Inde, il n'existe que des rapports commerciaux, y compris avec les esprits, les anges ou l'au-delà.

De l'ordre, de la méthode, de la logique, essayons de faire marcher nos petites cellules grises.

Je me suis connecté aux portails de LO, du NPA et de sa tendance Claire et j'ai tout fermé en moins d'une minute sans lire le moindre article. J'avais l'impression d'être sur des blogs parrainés par Soros. En me connectant à différents portails de médias dits alternatifs, j'ai eu l'impression de me retrouver sur des blogs des clans de l'oligarchie qui s'affrontent.

Qu'il nous soit permis de revendiquer notre indépendance et notre droit de nous situer sur un autre terrain, pas en fuyant l'actualité, mais en l'affrontant car on ne craint aucune récupération ou instrumentalisation. Ce n'est pas prétentieux, c'est être libre, c'est le seul espace de liberté qu'il nous reste, alors si nous ne nous en emparons pas, nous sommes foutus car d'autres l'occuperont à notre place et notre cause disparaîtra.

Il y a ceux qui ne sont pas très exigeants, qui vivent d'illusions et les colportent, qui se contentent des apparences, et puis il y a ceux qui s'acharnent à découvrir ce qu'elles recouvrent, qui essaient de comprendre, qui creusent comme des explorateurs en remontant à la source d'une rivière. C'est peut-être ingrat et fastidieux, mais c'est passionnant et cela en vaut la peine.

De nos jours j'ai l'impression que les gens ne sont pas ou plus très curieux, et comme le vomis qu'on leur propose en guise de connaissance constitue une régression par rapport à autrefois, ils ont singulièrement tendance à dégénérer avant d'être parvenus à maturité. Autrement dit, il leur manque quelque chose pour se projeter au-delà de leur médiocre quotidien, on n'ose même pas parler d'idéal, pour que leur imagination nourrisse leurs aspirations de sorte qu'elles dépérissent avant même d'avoir fait leur apparition ou qu'ils soient parvenus à les formuler. Bientôt à ce rythme-là, on ne pourra plus dire qu'ils les ont perdues ou oubliées puisqu'elles n'auront jamais existé, car entre temps leur imagination se sera tari tout comme leur espoir de vivre dans une autre société. Ainsi le cauchemar décrit par Orwell sera réalisé.

C'est ce qui nous pend au nez à force de nier la réalité ou certains aspects de la réalité. C'est l'imagination qui permet de faire remonter à la surface les matériaux issus de la réalité ou des expériences des hommes qui sommeillent aux fins fonds de leur inconscience, afin qu'ils en prennent conscience pour qu'éventuellement ils puissent la transformer. Quand on en est privé, on est condamné à errer dans le monde des apparences qui donnent lieu à toute sorte d'illusions d'où ne sortent jamais rien.

Autre sujet de réflexion.

Ce n'est qu'entre le milieu des années 60 et 70 que la notion de temps de la majorité des ouvriers a connu une modification importante, jusque là il n'avait pas de voiture, pas de téléphone, pas de machine à laver, il n'avait jamais voyagé en avion, le temps de travail diminuait, les congés payés rallongèrent, on peut ajouter qu'il n'avait pas la télévision couleur, et au début des années 80 cette tendance s'amplifia avec une 5e semaine de congés payés, la retraite à 60 ans et la semaine de travail de 39 heures.

Gain de temps et davantage de temps libre ne furent pas vraiment employés à bon escient, puisque cela s'arrêta là puis régressa, sauf pour l'aristocratie ouvrière principalement qui bénéficia encore d'une baisse du temps de travail. Et pour la plupart les salaires allèrent augmenter considérablement, ce qui allait leur permettre d'acheter une voiture et une machine à laver, de disposer du téléphone, de s'acheter des billets d'avion, pendant qu'il allait passer le temps libre supplémentaire dont ils bénéficiaient dans leur voiture, au téléphone, dans des avions ou des trains, sur des routes...

Nous bénéficiâmes de conditions favorables pour pouvoir consacrer une partie de notre temps à préparer notre émancipation du règne de l'exploitation et nous fûmes incapables de saisir cette occasion, pire, les acquis sociaux que nous avions conquis ne servirent qu'à alimenter la machine capitaliste pour assurer sa survie au détriment de la nôtre, il ne faut donc pas s'étonner si par la suite notre condition devait se détériorer, et que tout espoir de se libérer du joug du capitalisme s'éloigne un peu plus jour après jour.

Le saviez-vous ?

- ...quand vous réalisez que le CFR (Council Foreign Relation créé et présidé par Rockefeller - ndlr) a pour membres les top exécutifs du New York Times, du Washington Post, du Los Angeles Times, de Time, Life, Fortune, Business Week, et des chaînes NBC, CBS (NdT: CNN, Fox News, MSNBC etc. n'existaient pas dans les années 70... Ils ont rejoint le club depuis...) et bien d'autres, vous pouvez être certain qu'une telle unanimité n'est pas une coïncidence et qu'elle est parfaitement délibérée... (Gary Allen publié en 1976 "The Rockefeller File" ou "Le dossier Rockefeller" - Au coeur du Nouvel Ordre Mondial... Le dossier Rockefeller 2eme partie...- <http://resistance71.wordpress.com/2011/10/05/au-coeur-du-nouvel-ord>)

- Feu Arthur Hays Sulzberger, chairman du comité directeur du New York Times (NdT: à cette période), était membre du CFR et aujourd'hui (NdT: en 1975-76, c'est pire aujourd'hui !), il y a au moins 11 personnes ayant de hautes fonctions au sein du New York Times qui sont membres du CFR... (id)

Rappelons que tous ces médias sont la propriété d'oligarques ou liés aux banquiers.

La liberté d'expression telle qu'ils la conçoivent, est un instrument politique ou de propagande destiné à interpréter la situation conformément aux besoins de l'oligarchie et à censurer toute interprétation qui mettrait à mal la leur ou qui desservirait leurs intérêts. Bien entendu la définition qu'ils en donnent publiquement ne correspond pas à l'usage qu'ils en font, autrement dit il y a escroquerie sur la marchandise.

S'associer à leur appel quand ils estiment que leur exercice de la liberté d'expression est entravée, c'est se rendre coupable de complicité de cette escroquerie que les lecteurs ou téléspectateurs ignorent.

C'est manquer singulièrement de discernement au nom du dogmatique principe de la défense de la liberté d'expression en toutes circonstances. En fait ou plus précisément, c'est détourner ce principe qui se retourne en son contraire, quand ceux qui en font usage sont animés de mauvaises intentions ou inavouables envers les exploités et les opprimés, destinées à les tromper.

Les démagogues ou populistes affirment qu'on n'a pas à prendre en compte ce genre d'argument, parce que de tout temps le combat pour la liberté d'expression devrait avoir la même signification politique, or ce n'est pas le cas, tout dépend quelle classe la réclame, ce qui déterminera son contenu et sa finalité. Partant de là, on comprend immédiatement pourquoi on ne pouvait pas, on devait pas s'associer ou soutenir une initiative provenant de ces médias.

Chaque fois qu'on nous propose de s'associer à un combat, on doit se demander qui ou quelle classe en est à l'origine, et à qui ou à quelle classe il va profiter, sinon on prend le risque de se retrouver aux côtés de nos ennemis pour livrer un combat contre notre cause.

La liberté d'expression existe, certains le nient par opportunisme, peut-être parce qu'ils sont incapables d'en faire un bon usage.

Ils sont et ils font exactement le contraire. La preuve.

Ils sont libres, ils sont indépendants, ils ne sont pas engagés politiquement, idéologiquement ils ne sont pas marqués, ils se bornent juste à vous informer et à vous donner des analyses pour vous permettre de comprendre la situation.

- Le gouvernement glisse la réforme constitutionnelle en dessous de la pile - Liberation.fr 23 août 2018

Victime du charivari parlementaire provoqué par l'affaire Benalla, le projet de réforme constitutionnelle, qui aurait dû être adopté dès juillet par l'Assemblée nationale, devrait passer quelques mois supplémentaires au réfrigérateur. C'est ce qu'a fortement suggéré mercredi le porte-parole du gouvernement, Benjamin Griveaux, à l'issue du Conseil des ministres de rentrée.

«Nous sommes très attachés à ce qu'on puisse réviser la Constitution», a assuré Griveaux, avant d'annoncer que la priorité serait «vraisemblablement» donnée à la loi Pacte, qui doit favoriser la croissance des entreprises et l'intéressement des salariés. Des objectifs à haute priorité, alors que l'activité économique a ralenti en 2018.

Libération commence par regretter que la réforme constitutionnelle n'ait pas été adoptée dès le mois de juillet, car en n'en pas douter et pour votre bien elle devait l'être et elle le sera, que cela plaise ou non à certains.

Quant à "la croissance des entreprises et l'intéressement des salariés" à leur propre servitude ou pour mieux les enchaîner au char du capitalisme, c'est plus qu'une nécessité, elle est plus qu'indispensable, c'est une "haute priorité", et vous n'avez pas à vous demander pour qui en sachant qui l'a concoctée, à ce niveau-là cela ne se discute même pas, chacun est appelé à soutenir cette loi Pacte, à imiter Libération.

Chaque fois il aura suffi d'une simple expression pour innocemment vendre aux lecteurs la camelote réactionnaire du gouvernement. Et ne pensez pas que les lecteurs de ce torchon seraient assez intelligents pour s'en être aperçus, sinon ils arrêteraient de l'acheter, à moins évidemment qu'ils attendent quelque chose du gouvernement, dans ce cas-là ils n'ont commis aucune erreur.

[Fausses nouvelles. Sputnik aussi en connaît un rayon.](#)

Une arme à un billion de dollars: comment la Chine va ruiner l'économie des USA - sputniknews.com 22.08.2018

LVOG - La Chine possède 1 200 milliards de dollars de bons du Trésor américain. Maintenant comparez le titre de cet article avec le dernier paragraphe, vous observerez qu'ils se contredisent, c'est de la propagande à 2 balles !

Sputnik - Il ne faut évidemment s'attendre à aucune action drastique de la part de Pékin, car cela ne répond tout simplement pas à ses intérêts. Si la Chine décidait de suspendre ses achats ou de vendre un gros paquet d'obligations américaines, cela susciterait certainement une panique totale sur les marchés. Le taux de change du dollar baisserait, ce qui nuirait aux exportations chinoises. (Source : sputniknews.com 22.08.2018)

Alors c'est vrai qu'après, Macron et les médias qui l'ont porté au pouvoir ont beau jeu de critiquer les agences russes de presse qui ne valent guère mieux que l'AFP, Reuters, Euronews ou AP. Et ce n'est qu'un exemple parmi des milliers d'autres, car on y a le droit quotidiennement.

Les lecteurs doivent donc être très vigilants sur ce qu'ils lisent, si je peux me permettre un conseil.

[Quand ils disent eux-mêmes qu'ils complotent contre les peuples.](#)

Lu dans un article.

- "Les élites, habiles mais discréditées, savent que la gauche est opportuniste et, quand il le faut, elles tolèrent temporairement la rhétorique et les réformes de gauche tant que leurs intérêts économiques ne sont pas en péril. L'élite sait que la gauche met son clignotant à gauche et tourne à droite."

Cela s'applique à la nouvelle gauche, à la gauche de la gauche qui s'inscrit dans le prolongement de la gauche traditionnelle qui était passée à droite avec armes et bagages il y a plus d'un siècle.

L'élite sait et ce qu'ils appellent la gauche sait également, la collusion est donc totale et permanente. La gauche savait dès l'origine qu'elle allait être instrumentalisée par l'élite pour servir les intérêts qu'elle représentait. On est en présence d'une escroquerie partagée, et pour qu'elle fonctionne il fallut que les deux larrons se répartissent les rôles et s'y tiennent strictement moyennement rétribution et avantages en tous genres, exercice assimilable à de la corruption.

On aura compris que pour accepter de se faire traîner dans la boue un jour ou l'autre après avoir été couverte de lauriers, il fallait vraiment que cela vaille le coup, la gauche était à la fois un maquereau et une putain, un flic et une balance, un bourreau et un salopard, à cet égard elle est pire que l'oligarchie sur l'échelle de l'infamie, on aurait du mal à imaginer plus cruel et sordide.

Elle sert à détourner la classe ouvrière de la tâche historique qu'elle avait à accomplir au profit de son ennemi, qui au lieu de faire franchir à la civilisation humaine une nouvelle étape vers la liberté la conduit à la barbarie, au totalitarisme.

On a l'impression que la population est hypnotisée par le capitalisme.

C'est ringard. Attendez, ce n'est pas théorique ou une interprétation, c'est la réalité des faits.

La plupart des gens trouvent toujours une raison ou un prétexte pour refuser de le combattre, ce qui montre l'influence qu'il a sur eux indubitablement. Quand on perd ses aspirations, quand on oublie ce qui s'est passé, quand on s'accommode de la marchandisation de tous nos besoins, on est en droit d'affirmer qu'on est en train de perdre notre liberté de penser, notre liberté tout court puisque je pense donc je suis en tant que membre d'une espèce évoluée et menacée d'extinction.

Appuyer sur le bouton de son poste de télévision pour regarder le journal de 20H en est l'illustration à grande échelle...

Avilissement de la pensée. Crétinisme ou médiocrité intellectuelle. Indigne.

Que ne feraient-ils pas pour se donner bonne conscience, pour étaler leur crasse ignorance, pour se faire passer de gauche. Attention, leurs critiques sont uniquement le pendant de leur allégeance au régime, aux institutions américaines devant lesquelles ils se prosternent !

- Et l'usage idiot des tweets est également indigne du poste que détient Trump, c'est la marque d'un tyran de cour de récréation, peu sûr de lui, qui cherche à attirer l'attention par Philip Giraldi - Mondialisation.ca, 14 août 2018

LVOG - Un poste enviable, mais pas pour nous. Le reste est à l'avenant.

Philip Giraldi - À une époque d'information continue, comment est-il encore possible à un politicien de recourir au double langage, de se vanter continuellement, de reporter les blâmes sur des boucs émissaires et de déformer honteusement la vérité la plupart du temps, sans être démasqué comme un charlatan et être discrédité ? En effet, comment ? C'est là une question mystérieuse et énigmatique que l'on peut se poser à propos du président étasunien Donald Trump, en tant que politicien. Mondialisation.ca, 14 août 2018

LVOG - Une question mystérieuse et énigmatique, vraiment ? Comment ont procédé ses prédécesseurs ? En faisant des promesses au peuple, en lui mentant effrontément, en lui suggérant des boucs émissaires pour justifier toutes leurs guerres. Les moyens de communication à notre époque amplifient le phénomène à travers la caisse de résonance des médias et des réseaux (a)sociaux et donnent lieu à toute sorte de manipulation.

Phénomène - Ce qui se manifeste à la conscience, que ce soit par l'intermédiaire des sens (phénomènes extérieurs, physiques, sensibles) ou non (phénomènes psychologiques, affectifs...). Au sens le plus large, on nomme phénomène tout fait qui peut être objet de connaissance rationnelle, de science. (Le Grand Robert de la langue française)

- L'énigme de l'orwellien Donald Trump : comment réussit-il à s'en tirer si facilement? par Prof Rodrigue Tremblay - Mondialisation.ca, 17 août 2018

Il y a trois autres raisons qui peuvent expliquer pourquoi les coups de gueule de Trump, ses mensonges à répétition, ses contrevérités, ses tromperies et ses tentatives de type dictatorial pour contrôler l'information, pour ses supporteurs les plus fanatiques, du moins, sont comme de l'eau sur le dos d'un canard.

La première raison vient de l'idée que se fait Trump de la politique et même des affaires gouvernementales. (...) Trump pense qu'il n'y a rien de mal à mentir et à encourager ses assistants à faire de même. Dans ce nouveau contexte d'immoralité politique, nous serions entrés dans l'ère de la post-démocratie.

La deuxième se retrouve dans les tactiques habiles et astucieuses que Donald Trump a adoptées pour déséquilibrer et manipuler les médias afin d'accroître sa visibilité auprès du grand public et afin de les transformer en des outils commodes de propagande, en sa faveur.

Enfin, certains médias d'extrême droite, tels que les réseaux de Fox News et de Sinclair Broadcasting sont devenus des passoires qui présentent systématiquement les mensonges et les déformations de Trump comme des vérités et des faits supposément « alternatifs ». (...)

Donald Trump joue en politique le rôle d'une diva, et il se comporte comme il le faisait quand il était l'hôte d'une émission de

télévision. En effet, si l'on considère la politique et les affaires publiques comme l'équivalent d'un programme de télé-réalité, cela signifie que nous sommes dans un monde de divertissement, et que les politiciens d'aujourd'hui sont avant tout des amuseurs publics ou des comédiens. (...)

Une telle pratique a pour conséquence de dégrader le discours public dans la poursuite du bien commun et du bien-être général et de l'abaisser au niveau d'une entreprise privée frivole, où l'expertise, la recherche et la compétence peuvent facilement être remplacées par l'improvisation, l'arbitraire fantaisiste et charlatanerie. (...)

Une telle dérive autoritaire constitue, à mon avis, une grande menace pour la démocratie américaine. Mondialisation.ca, 17 août 2018

LVOG - C'est marrant, on avait plutôt l'impression que les Américains étaient convaincus qu'il n'existait nulle trace de la démocratie aux Etats-Unis. Voilà à quoi sert ce genre d'article : à légitimer le régime en place et ses légendes, à entretenir des illusions...

La référence à Orwell était plutôt mal venue, dans la mesure où c'est le parti démocrate et les ultra néoconservateurs du parti républicain qui l'incarnent le mieux. L'auteur de l'article se réclamant de la gauche ou étant un supporter du parti démocrate explique cela.

[Quand les staliniens orphelins de leur patrie de prédilection se rabattent sur le maoïsme et la Chine.](#)

- Le socialisme chinois et le mythe de la fin de l'Histoire par Bruno Guigue - Mondialisation.ca, 21 août 2018

<https://www.mondialisation.ca/le-socialisme-chinois-et-le-mythe-de-la-fin-de-lhistoire/5627306>

Fin de l'article (au moins 10 pages) qui fait l'apologie du régime totalitaire chinois : "Que cela plaise ou non, le « socialisme à la chinoise » met une fessée au capitalisme à l'occidentale."

Quel infantilisme ! Que dire alors de l'état des fesses des travailleurs chinois ! Au moins elles ne sont sollicitées que superficiellement... et non en profondeur monsieur Guigue !

Ah les réformes économiques entreprises par les autorités chinoises depuis des décennies porteraient sur "le long terme", les générations de travailleurs chinois qui auront été sacrifiées entre temps auraient apprécié ce discours ! A aucun moment il ne se posera la question de savoir à quel prix exorbitant ou dans quelle condition les générations actuelles bénéficient d'un meilleur mode de vie que les précédentes.

Ce qu'un occidental n'a pas à l'esprit, c'est que ce soit en Afrique ou en Asie ou n'importe où dans le monde, dans les pays économiquement sous-développés par rapport aux puissances occidentales impérialistes ou coloniales, bien que l'économie ne soit pas développée les travailleurs vivaient, oui aussi extraordinaire que cela puisse paraître ils arrivaient à vivre, incroyable n'est-ce pas, et pas forcément plus mal ou ils n'étaient pas forcément plus malheureux qu'un Français en 2018, encore faut-il prendre en compte tous les facteurs qui composaient leur condition, au lieu de la juger à partir de nos propres critères qui font référence à une multitude de besoins qui ont été inventés pour alimenter la machine capitaliste plus que pour le bien-être de la population puisqu'un certain nombre en sont exclus.

Notre mode de vie s'est effectivement amélioré sur le plan matériel, mais on a perdu en liberté, dans le sens où dans les pays sous-développés la relation au temps, au travail, au climat, etc. était différente, on travaillait quand c'était nécessaire ou quand il y avait du travail, parfois à tour de rôle, l'effort était réparti d'une certaine manière, on travaillait quand les conditions climatiques le permettaient, sinon on s'abstenait, une fois que le travail fourni suffisait à satisfaire leurs besoins élémentaires, ils estimaient inutiles de travailler davantage, et le reste du temps ils profitaient de la vie. Ils disposaient de cette liberté qu'ils ont dorénavant perdu pour toujours puisque ce n'est pas demain la veille qu'on passera au socialisme.

En quelque sorte leur comportement correspondait à celui qui prédominait à l'époque précapitaliste, quand on n'était pas astreint à travailler comme un esclave tout au long de sa vie, quand la notion de solidarité ou de partage du travail et des richesses au sein des familles était mise en pratique. Le but de leur existence n'était pas de jouir ou d'accumuler des biens matériels comme c'est uniquement le cas dans la société occidentale de nos jours, le pendant du capitaliste qui accumule du capital et que le travailleur mime sans en avoir conscience, ce qui inconsciemment lui permet de légitimer l'existence du capitalisme, on se demande souvent pourquoi les travailleurs y sont tellement attachés, on a peut-être là une partie de la réponse.

J'ai eu la chance de vivre en partie ces deux époques en Inde, bien que la première touchait à sa fin au début des années 90. Depuis c'est le règne infernal du capitalisme qui s'est imposé à pratiquement tous les Indiens. Tous les progrès dont ils ont bénéficiés l'ont été au détriment de leur liberté, et donc de leur joie de vivre qui a également disparu au profit d'un rythme ou mode de vie cauchemardesque.

On nous dira qu'autrefois leur condition était extrêmement précaire, tout dépend de ce qu'on entend pas là une fois de plus, quels critères on emploie pour en juger, toujours est-il que leur condition actuelle l'est tout autant, en pire, car désormais ils sont tenus de satisfaire des besoins qu'on leur a imposés sans toujours en avoir les moyens, de sorte que cela les ronge, les angoisse au détriment de leurs relations devenues détestables, puisqu'ils sont prêts à tout pour faire face à leurs obligations...

J'ai vécu en Inde à l'époque où on devait se contenter d'un éventail ou d'un modeste ventilateur pour supporter la chaleur suffocante, y compris la nuit, cela ne m'empêcha pas de dormir, il le fallait bien. Je dormais à même le sol sur une natte. Depuis je ne peux plus me passer de la climatisation pour dormir en été et de mon matelas confortable. Et je ne dors pas mieux, c'est là le comble, alors cela m'a fait réfléchir.

Mon propos n'est évidemment pas de rejeter le progrès, mais de montrer que ceux qui nous racontent qu'il rime avec bonheur se foutent de nous ou ignorent de quoi ils parlent.

Parole d'Internaute

A propos du Yémen et du massacre perpétué par l'Arabie saoudite armée par les Etats-Unis, la France, la Grande-Bretagne et soutenue par Israël.

1- "L'occident a besoin du pétrole saoudien, c'est vital. Il n'y a aucune morale dans cela. Les Etats n'ont que des intérêts, pas de préoccupations d'ordre éthique. Les Etats sont des monstres froids, et les multinationales qui les ont mis à leur service dans le cadre de la mondialisation, sont des monstres encore plus froids.

Lorsque vous avez compris cela, vous ne vous étonnez plus de rien ou presque...

Les Etats ne "manifestent de préoccupation éthique" que lorsque il est dans leur intérêt de le faire : en clair lorsque cela emmerde un autre Etat désigné comme ennemi. Exemple actuel, la préoccupation occidentale pour le gréviste de la faim Oleg Sentsov, du moment que cela emmerde Poutine c'est tout bon. D'autre fois, ils mettent en sourdine, car il y va de leur intérêt commercial de le faire : exemple le Tibet et la Chine, il est de bon ton de ne pas trop emmerder les chinois avec cela, car nous avons trop d'intérêts commerciaux en jeu."

2- "6700 missiles à 1000 000 pièces pour tuer 10000 personnes.... Sans dés, les Saoudiens et USA auraient proposé 7 mlds de dollars à se partager entre tous les combattants Houthis et il n'y aurait plus de rébellion. Même pire, avec ce qu'a coûté en totalité ce massacre, il y avait de quoi se faire un grand allié de tout le Yémen.

Mais il est vrai que les actionnaires et les corrompus du complexe politico-militaro-industriels n'auraient pas pu se goinfrer encore plus."

Quand des monstres de cruauté nous gouvernent et mentent à tour de bras

- Proche conseiller d'Obama, Ben Rhodes reconnaît que les Etats-Unis ont armé les jihadistes en Syrie - investigation.net 20 Août 2018

Source : <https://theintercept.com/2018/06/22/is-it-time-to-reckon-with-obamas-foreign-policy-legacy>

Extrait. Au cours d'un large entretien intitulé « Examen des conséquences de la politique étrangère d'Obama », l'analyste Mehdi Hasan pose la question à Ben Rhodes, longtemps conseiller national à la sécurité à la Maison Blanche sous Obama.

«Sommes nous trop intervenus en Syrie ? Parce que la CIA ayant consacré des centaines de millions de dollars à mettre sur pied et armer les rebelles anti-Assad, beaucoup de ces armes, comme vous le savez, ont terminé aux mains de groupes djihadistes et parfois même aux mains de Daesh.

Mehdi Hasan: Mais enfin, vous coordonnez un tas de ces interventions. Vous le savez, les Etats-Unis étaient lourdement impliqués dans cette guerre de concert avec les Turcs, les Saoudiens et les Qataris.

Ben Rhodes : Oui, j'allais le dire : la Turquie, le Qatar, l'Arabie Saoudite.

Mehdi Hasan :Vous y étiez aussi.

Ben Rhodes : Oui, mais la situation une fois dégénérée en espèce de guerre de religion civile entre les différentes factions se déchirant pour ce qu'elles percevaient comme leur unique chance de survie, nous étions devenus incapables de mettre un terme à la situation et, c'est une partie de ce dont je débats dans mon livre, il nous était devenu impossible de forcer l'interruption d'un

tel massacre une fois qu'il était en cours.

A notre connaissance, c'est la première fois qu'un média d'une telle importance a osé demander à un conseiller de haut rang en matière de politique étrangère de l'administration Obama s'ils osaient assumer le soutien de la Maison Blanche pendant tant d'années aux djihadistes en Syrie.

Les derniers aveux balbutiants de Ben Rhodes sur Obama à la Maison Blanche armant les djihadistes en Syrie font suite à des reportages explosifs de Mehdi Hasan parus à partir de 2015.

En tant que présentateur de l'émission d'Al Jazeera, « Head to Head », Hasan demanda au général Michael Flynn, ancien chef du renseignement du Pentagone, à qui on pouvait reprocher la montée en puissance de Daesh ? (L'interview d'août 2015 était bien antérieure à l'entrée de Flynn dans la campagne de Trump).

Hasan soumit à Flynn le mémo déclassifié de la DIA (Défence Intelligence Agency) de 2012 mettant en évidence le soutien de Washington aux terroristes d'Al-Qaeda et de Daesh dans le but de s'opposer à la fois à Assad et à l'Iran. Flynn avait confirmée la déclaration d'Hasan, disant qu'il s'agissait d'une « décision intelligente que de soutenir une insurrection regroupant des salafistes, Al Qaeda et les Frères musulmans... ». investigation.net 20 Août 2018

[Oleh Sentsov. Il était d'extrême droite en 2014 et il est d'extrême gauche en 2018 !](#)

Grille de lecture.

Ils en sont tous, tous réclament à cors et à cri sa libération : Le Monde, BFMTV, Le HuffPost, Le Figaro, Libération, Amnesty International, etc. Arte, France24, RFI, France Inter, etc.

L'Union européenne et les États-Unis ont condamné la détention d'Oleh Sentsov et demandé sa libération.

Le président ukrainien Porochenko a appelé à sa libération. Pompeo aussi, Macron également cela va de soi, etc. Si la CIA et les néonazis le soutiennent, ainsi que Washington et Bruxelles, la totalité des médias je crois que par prudence on va s'abstenir de les imiter, comme dirait l'autre ça pue l'instrumentalisation à plein nez ! Que Mélenchon en soi n'étonnera personne.

Les uns disent qu'il est d'extrême droite, les autres qu'il est d'extrême gauche. Et quand on lit leurs récits où ils se contredisent, on s'aperçoit qu'ils ne sont d'accord sur pratiquement rien ! Sauf les deux infos suivantes, qui le moins que l'on puisse dire ne plaide pas vraiment en sa faveur ou nous le rendent plutôt infréquentable :

- Après le début du mouvement Euromaïdan en novembre 2013, Oleh Sentsov est devenu un activiste d'AutoMaidan, et durant la crise de Crimée en 2014 il a aidé les militaires ukrainiens assiégés dans leurs bases en leur livrant des provisions. Il a alors déclaré qu'il ne reconnaissait pas l'invasion puis l'annexion russe de la Crimée.

- Son avocat, Dmitry Dinze (connu pour avoir défendu des membres du groupe Pussy Riot).

Rappel des faits par Wikipédia dont on sait qu'elle fait parti des GAFAM, du clan ultra néoconservateur. Et ce qui est intéressant ici c'est que le rédacteur de Wikipédia qu'on ne peut pas soupçonné d'être un partisan de Poutine ou de la Russie a reproduit les charges qui ont été retenues contre Oleg Sentsov, sur lesquelles ses défenseurs préfèrent ne pas s'attarder ou occultent délibérément, lisez plutôt c'est très instructif.

- Sentsov a été arrêté le 11 mai 2014 sur supposition de préparation d'actes terroristes. Il est l'un des quatre citoyens ukrainiens (avec Hennady Afanasyev, Alexei Chirnigo et Oleksandr Kolchenko) détenus par le FSB, qui les accuse de préparer des actes terroristes contre les infrastructures de Simferopol, Yalta et Sébastopol. Ces charges sont passibles de vingt ans de prison. Après une détention de trois semaines sans charges, une note du FSB a accusé les quatre Ukrainiens d'être « membres d'une organisation terroriste qui devait déposer des explosifs artisanaux le 9 mai 2014 près du mémorial de Lénine de Simferopol et mettre le feu aux bâtiments administratifs de la communauté russe de Crimée et du parti politique russe « Russie unie » à Simferopol les 14 et 18 avril 2014 ». Sentsov, Afanasyev, Chirnigo et Kolchenko ont aussi été accusés d'être des membres du groupe ultranationaliste ukrainien Secteur droit, ce que Sentsov et Secteur droit ont nié...

Depuis le 19 mai 2014, Sentsov est détenu à la prison de Lefortovo à Moscou.

Pour protester contre sa condamnation qu'il estime illégale, Sentsov entame une grève de la faim le 14 mai 2018. Wikipédia.org

La biographie d'Oleh Sentsov a été confirmé par deux officines qui militent pour sa libération :

The Guardian - The head of a German film fund who supported his movies, Kristen Niehuus, claimed that Sentsov was merely a protestor against the annexation of Crimea by Russia. Guardian Tuesday 10 Jun 2014

Sentsov est un opposant déclaré à l'annexion de la Crimée par la Russie.

La suivante qui le confirme, n'est rien d'autre que la voix de l'Amérique.

Radio Free Europe- Sentsov, a Russian-speaking native of Simferopol, openly opposed the Russian annexation of Crimea. He was also active in Automaidan, the automotive wing of Ukraine's pro-Western Euromaidan protests, and helped deliver food and supplies to Ukrainian servicemen blocked at Crimean bases in the early days of the Russian standoff. Radio Free Europe June 26, 2014

On fait confiance au récit de la Voix de l'Amérique. Vous lirez plus loin que le Front de gauche russe le présente comme un partisan de l'annexion de la Crimée par la Russie. Vous ne manquerez pas d'observer que ces deux partisans de Oleg Sentsov soutiennent des versions diamétralement opposées ! Et voyez-vous on serait davantage porté à croire la déclaration de Radio Free Europe qui date de 2014 qui était passée à l'époque inaperçue.

En 2014, les porte-parole du coup d'Etat réalisé à Kiev par l'Otan, la CIA, le Mossad, Bruxelles avaient tout intérêt à compter leurs partisans, et à faire connaître leur engagement quand ils avaient un statut social au-dessus de la moyenne de la population ou quand ils avaient une certaine influence sur elle, histoire de légitimer le régime néonazi instauré en Ukraine ainsi que l'intégrité de l'Ukraine. Donc sur ce point précis, ils n'avaient aucun intérêt à raconter des histoires. S'ils ont reconnu Oleg Sentsov comme l'un de leurs hommes de main contre les intérêts de la Russie, on serait mal avisé de ne pas les croire, cela semble logique, non ?

Maintenant, voyons ce qu'en dit une agence de presse russe, RT.

- Qui est Oleg Sentsov, l'activiste ukrainien condamné pour terrorisme et emprisonné en Russie ? - RT 21 juin 2018

Le 9 juin, Oleg Sentsov a rendu publique une lettre adressée aux dirigeants du G7.

Il est en outre accusé d'avoir coordonné l'action d'un groupe d'activistes liés au mouvement paramilitaire néonazi ukrainien Secteur Droit (Pravy Sektor), interdit en Russie. La mission de ce groupe consistait à frapper des organisations politiques et des infrastructures en Crimée, dans le but de faire revenir la péninsule dans le giron de l'Ukraine.

Ce groupuscule serait responsable d'avoir mis le feu aux bureaux de la Communauté russe de Crimée, une organisation publique, et au bureau local du parti Russie unie, le parti au pouvoir en Russie, à Simféropol, au printemps 2014, ainsi que d'avoir essayé de faire exploser une statue de Lénine, le 9 mai 2014.

Le 25 août 2015, la cour pénale de la ville de Rostov-sur-le-Don, dans le Sud de la Russie, l'a condamné en raison de ces faits et l'a reconnu coupable de «terrorisme» et de «trafic d'armes». Oleg Sentsov a pour sa part toujours clamé son innocence.

Il exige la libération de «tous les prisonniers politiques» ukrainiens détenus en Russie, sans pour autant réclamer sa propre grâce. Par «prisonniers politiques», Oleg Sentsov entend les citoyens ukrainiens accusés d'actions dirigées contre les autorités russes.

Quant au timing de son action, il ne doit rien au hasard, puisque le cinéaste voulait attirer l'attention sur son cas et celui des autres prisonniers ukrainiens au moment où le monde entier a les yeux rivés sur la Russie à l'occasion du Mondial 2018.

L'Ukraine, par l'intermédiaire de son chef de la diplomatie, Pavel Klimkine, a appelé de nombreuses fois les pays occidentaux à faire pression sur le plan politique et diplomatique sur la Russie, notamment par l'intermédiaire d'un durcissement des sanctions. La diplomatie ukrainienne avait en outre clairement appelé à gâcher la fête du football en Russie, en se servant notamment du cas d'Oleg Sentsov.

Le 9 juin, Oleg Sentsov a rendu publique une lettre adressée aux dirigeants du G7. «Chers Messieurs ! Merci beaucoup pour ce que vous et vos pays faites pour l'Ukraine. Nous avons encore beaucoup à faire par nous-mêmes et avec votre aide. Par exemple, pour gagner cette guerre hybride contre notre ennemi», explique-t-il dans cette dernière, en référence à la Fédération de Russie. RT 21 juin 2018

Des précisions intéressante n'est-ce pas? On a de plus en plus l'impression que cette opération s'inscrit dans le prolongement de la longue liste des provocations qui ont été montées par les néoconservateurs pour justifier l'orientation de l'OTAN contre la "menace" russe.

Voyons quels sont les arguments de ses partisans ?

- Serguei Oudaltsov hospitalisé, en grève de la faim sans eau... par Djordje Kuzmanovic 21.08 - Les Crises 23.08

Extrait. En 1998, alors étudiant, il fonde le mouvement Avant-garde de la jeunesse rouge et ne cesse depuis de s'opposer à Vladimir Poutine, secondé par son épouse Anastasia, notamment au sein du Front de Gauche dont il est le coordinateur principal.

Lors de la visite de Jean-Luc Mélenchon à Moscou, le 8-11 mai dernier, nous avons organisé une rencontre officielle avec Serguei Oudaltsov et une série de représentants du Front de Gauche russe, mettant en place des relations formelles entre cette formation et la France Insoumise. (...)

Serguei Oudaltsov est, depuis six jours, en prison et en grève de la faim sans eau. Transporté à l'hôpital hier soir dans un état de déshydratation critique, il y est alimenté en perfusion contre sa volonté. Arrêté lors des récentes manifestations contre la réforme des retraites, il a été condamné – au terme d'un procès expéditif – à 30 jours de prison pour avoir, lors d'un meeting, brûlé des effigies de plusieurs responsables politiques favorables à cette réforme que l'opposition de gauche considère inique. (...)

...il approuve, dans les grands traits, la politique extérieure russe, de l'annexion de la Crimée à l'intervention armée en Syrie, en passant par le soutien apporté aux républiques indépendantistes de l'Est de l'Ukraine. (Wikipédia et les Russes affirment le contraire en se basant sur des faits. - LVOG)

Deux remarques. Du côté d'Oudaltsov, le recours à une forme aussi radicale et désespérée de protestation que la grève de la faim sans eau, alors même que la peine prononcée est relativement légère, peut paraître incongru. Oudaltsov lui-même le justifie en avançant que son incarcération vise surtout à l'empêcher de participer aux grandes mobilisations contre la réforme des retraites qui devraient marquer la rentrée politique début septembre. Mais son geste n'est sans doute pas étranger à sa volonté de briser le mur d'indifférence dont il est entouré, contrairement à ses homologues de l'opposition libérale, lors de ses nombreuses arrestations. (Bien sûr, il aurait été embastillé en 2015 pour l'empêcher de participer à des manifestations en 2018 ! - LVOG)

Du côté de l'État russe, enfin, la dureté de la répression qui s'abat sur les opposants s'explique bien entendu par la volonté de conservation du pouvoir par ceux qui le détiennent, mais pas uniquement. Depuis la série des révolutions de couleurs, puis Maïdan, les dirigeants russes craignent réellement un coup d'État, soutenu sinon provoqué par des puissances étrangères. Cette crainte, que les médias occidentaux présentent volontiers comme de la paranoïa, se fonde pourtant sur des faits avérés ; la liste est longue des actions d'influence et de déstabilisation auxquelles les États-Unis se livrent aux quatre coins du globe, y compris en Russie. Il est d'ailleurs assez amusant de les voir se plaindre mondialement de l'intrusion russe dans leur dernière élection présidentielle – sans toutefois en apporter aucune preuve concrète – alors qu'eux-mêmes se vantent d'avoir activement participé au détournement de l'élection présidentielle russe de 1996 où Boris Eltsine, chouchou de l'Occident, a été réélu contre Guennadi Ziouganov, le candidat du parti communiste, grâce à une fraude et à des manipulations massives.

Ce n'est donc pas sans raison que l'État russe craint d'être renversé par des opposants désignés par les États-Unis. Mais l'exemple d'Oudaltsov montre bien l'influence néfaste, en Russie comme ailleurs – on pense particulièrement à l'Amérique Latine – de ces actions de déstabilisation menées par les États-Unis, qui conduisent à une mise en tension de la politique intérieure. En effet, pour le connaître personnellement, je peux affirmer qu'Oudaltsov n'est pas un agent d'influence étasunien, mais juste un militant de gauche désireux de changer son pays. Mais devant la réalité de la menace extérieure, le pouvoir, nerveux, s'en prend avec une violence disproportionnée à ceux qui pourtant le contestent sur des bases très différentes – ce qui ne manque pas de grinçante ironie. Les Crises 23.08

Des milliers de personnes à travers les ONG et les réseaux (a)sociaux remplissent inconsciemment le même rôle qu'un "agent d'influence étasunien", surtout quand ils en appellent aux dirigeants des puissances occidentales du G7, à l'ONU, etc. et ils ne comprennent pas qu'on leur applique le même traitement qu'à n'importe quel provocateur professionnel.

L'Agence Française de Propagande de l'Otan en rajoute une couche.

- Appels à libérer Sentsov au 100e jour de sa grève de la faim - AFP 23.08

"Oleg Sentsov peut mourir à chaque minute": de nouveaux appels à libérer le cinéaste ukrainien, détenu en Russie, ont été lancés mardi, au 100e jour de sa grève de sa faim, face à une apparente indifférence du Kremlin. AFP 23.08

ACTUALITE EN TITRES

[La réponse qu'attendaient ceux qui ont balancé l'affaire Benalla.](#)

- Emmanuel Macron à ses ministres : « On ne lâche rien » - LePoint.fr 23.08

« Ne croyez pas que je vais lâcher quoi que ce soit », a martelé le président, mercredi, lors du premier conseil des ministres de l'an II de son quinquennat. LePoint.fr 23.08

- Macron maintient son cap avec une pléiade de réformes - AFP 23.08

[Esclavagisme à domicile, c'est plus pratique.](#)

- Hôtellerie-restauration : les patrons tablent sur les exilés - Liberation.fr 22.08

Les syndicats patronaux, qui disent avoir 100 000 postes à pourvoir, pressent le gouvernement de faciliter l'accès au travail des demandeurs d'asile et des réfugiés. Liberation.fr 22.08

Libération se fait le porte-parole des syndicats patronaux, normal !

[Que vaut la parole d'escrocs, de Libération ?](#)

- Escrocs - Liberation.fr 23.08

Angoissante impunité des leaders populistes. Orbán, Salvini, Grillo, Wilders... Liberation.fr 23.08

Effectivement, ceux qui ont monté la machination qui a permis à Macron d'être élu bénéficient d'une impunité angoissante...

[C'est le progrès !](#)

- Le scorbut, une maladie qu'on pensait disparue, fait son retour ! - LePoint.fr 20/08/2018

Une maladie du XVIIIe siècle causée par une carence en vitamine C est en pleine recrudescence dans les pays développés, révèle ScienceAlert. LePoint.fr 20/08/2018

Y compris en France...

[Quand leur société devient pornographique.](#)

- Au Mexique, la ville de Guadalajara va tolérer les relations sexuelles dans les lieux publics - Le HuffPost 22.08

- Christine and the Queens se confie sur sa sexualité: "je m'épanouis désormais comme femme phallique" - Le HuffPost

[Ils osent tout.](#)

- Remettre les démocraties à l'offensive - L'Express.fr

Cela existe ?

- Paris juge prématuré un retour des réfugiés syriens - Reuters

Alors que Washington et Moscou y sont favorables...

- Inondations en Inde : une fillette de 8 ans fait don de toutes ses économies pour aider les victimes - Franceinfo

Ils ont été la chercher où ? Son vélo doit valoir 2 à 3.000 roupies, je ne comprends pas mes voisins et différentes personnes de mon village très souvent viennent m'emprunter entre 500 et 2.000 roupies pour boucler les fins de mois...

[Leur humanisme est la politesse des salauds...](#)

- Royaume-Uni : une loi pour protéger chiots et chatons - euronews

- A Paris, un refuge pour les poissons rouges - euronews
- Les Rohingyas célèbrent la fête du sacrifice, un an après le début de la crise birmane - AFP
- Les intérêts économiques internationaux au-dessus des droits d'1 million de musulmans emprisonnés en Chine - Le HuffPost
- Venezuela. Au moins 2,3 millions de personnes ont fui le pays en trois ans - Liberation.fr
- Les migrants du Diciotti dans l'impasse - euronews
- Les chiffonniers de Sofia tremblent pour leur existence - AFP
- «Inclure l'environnement dans le débat sur les paradis fiscaux» - Liberation.fr 23 août 2018
- Journée de plage pour 5.000 enfants défavorisés - euronews

Ces gens-là sont la bonté même, comment, qui oserait en douter ?

ACTUALITÉ DU JOUR

Tous pourris !

- Françoise Nyssen de nouveau épinglée pour des travaux non déclarés à Paris - Franceinfo 22.08

En 2012, elle aurait fait agrandir de 150 mètres carrés les locaux parisiens de la maison d'édition Actes Sud, dont elle était la présidente, sans en informer la mairie de Paris ou le fisc, selon "Le Canard enchaîné". Franceinfo 22.08

- Le Média : l'ancienne patronne Sophia Chikirou mise en demeure - LeParisien.fr 22.08

La guerre de clans se poursuit au Média, la webtélé proche de la France insoumise, en plein conflit de succession. Accusée par la nouvelle direction de malversations au profit de son entreprise personnelle entre septembre 2017 et juillet 2018, l'ex-n°1 Sophia Chikirou est aujourd'hui sommée de rembourser.

Selon des informations de Libération, confirmées au Parisien, celle qui est redevenue conseillère de la France insoumise en vue des Européennes de 2019 a été mise en demeure par les deux autres cofondateurs, le psychanalyste Gérard Miller et le producteur Henri Poulain. LeParisien.fr 22.08

En famille.

Enfin !

- Rentrée du PS à la Rochelle : «C'est terrible, on n'a plus personne» - LeParisien.fr 24.08

Gros titre ce jeudi à la Une de Sud-Ouest : « La Rochelle attend déjà ses people ». Il y a quelques années, cela aurait pu concerner les Universités d'été du PS, quand une foule compacte de militants et de caméras s'agglutinait autour des « stars » : les Jospin, Rocard, Strauss-Kahn, Aubry et autre Hollande. Mais « ça, c'était avant, maintenant c'est terrible, on n'a plus personne », se lamente l'ancien député François Lamy. Les vrais people attendus à La Rochelle n'arriveront que dans quinze jours pour... le festival de la fiction télé.

Désormais le PS n'organise plus à l'Encan, près du port, que deux jours de formation pour ses élus.

Environ quatre cents élus ont quand même répondu présents et se sont répartis dans les « ateliers thématiques » ou pour suivre des tables rondes sur « la perception qu'ont les Français des collectivités territoriales » ou « l'attractivité des territoires ». LeParisien.fr 24.08

Ils n'auront aucun mal à "fédérer" des "citoyens" qui sont de droite..

- Rentrée du Parti socialiste : "Il faut que nous fédérions toutes les oppositions contre les mauvais coups d'Emmanuel Macron"
- Franceinfo 24.08

"Il faut fédérer l'ensemble des forces de gauche, parfois même des citoyens qui ne sont pas forcément de gauche" dit la sénatrice PS de Paris Marie-Noëlle Lienemann. Franceinfo 24.08

... auxquels Mélenchon fournira un vernis de gauche...

- Mélenchon veut fédérer les anti-Macron - Liberation.fr 24 août 2018

Jean-Luc Mélenchon rassembleur. Alors que s'ouvrent jeudi à Marseille les «Amfis d'été», l'université d'été de La France insoumise, le député FI a fait sa rentrée politique jeudi avec un entretien à la Provence dans lequel il prédit que «Macron va se trouver face à une digue d'une longueur à laquelle il ne s'attend pas». Comprendre : la FI est prête à faire front avec toutes les oppositions
- Rassemblement national excepté - au gouvernement.

Pour les prochains rendez-vous - la réforme des retraites au premier semestre 2019 et les élections européennes en mai prochain - il rejette tout «sectarisme» et fait des appels du pied à la gauche du PS, en évoquant la possibilité de travailler avec Emmanuel Maurel et Marie-Noëlle Lienemann pour les européennes. Pour ce faire, il promet de discuter sur des contenus dont «l'angle sera le plus large possible». Avec un objectif : faire des élections de mai 2019 un «référendum anti-Macron».

La FI est en bonne posture pour la rentrée, estime l'ex-candidat à la présidentielle. Alors que la plupart des partis, à droite comme à gauche, se cherchent encore des têtes de liste pour les élections européennes, la formation a déjà sa liste, constituée «par une commission dont la moitié des membres ont été tirés au sort».

Côté social, le député de Marseille estime que «les conditions de combat sont meilleures». Il note que FO a rejoint la CGT, SUD et la FSU dans l'opposition à la réforme des retraites. Il prédit que le PS, qui a «franchi le Rubicon», s'opposera aussi au projet, et qu'il sera possible de «former un front avec les groupes de gauche». Dont il prendrait évidemment la tête. Liberation.fr 24 août 2018

Comment légitimer l'UE. Boycott !

- Européennes: Mélenchon y voit "un référendum anti-Macron" - L'Express.fr 24.08

FO, la CGT, SUD et la FSU sont-ils réellement opposés à la réforme des retraites, à la politique ultra réactionnaire du gouvernement ? Réponse.

- Rentrée présidentielle : Pascal Pavageau (FO) "On est sur la casse des droits collectifs, l'individualisation et l'anéantissement du modèle social" - franceinfo 22.08

Pascal Pavageau - C'est le même cap, la même vision, la même idéologie...

LVOG - Il sait parfaitement à quoi s'en tenir puisqu'il le dit lui-même. Plus loin il le confirmera : "On a tous les sujets sur la table, ils sont imposés souvent de façon unilatérale par le chef de l'Etat et par le gouvernement". Donc, s'il accepte le cadre que Macron et le gouvernement lui ont fixé, c'est qu'il en est le complice ainsi que les conséquences pour les travailleurs, on ne peut pas parler de trahison ou de capitulation puisqu'il se range lui-même dès le départ dans le camp de nos ennemis. Il n'y a donc rien à en attendre, et la signification politique de tout appel en sa direction consistera en fait à lui demander de faire son sale boulot jusqu'au bout, ce dont nous ne doutons pas un instant.

Pascal Pavageau - ...il y a ces fameux très gros dossiers, comme la question du changement de système de retraites, ou une demande de négociation dont on ne connaît pas encore les contours sur l'assurance chômage, mais dont on craint que les contours ne soient pas très bons et visent à en finir avec l'assurance chômage.

LVOG - A retenir : "pas très bons", pas franchement mauvais, juste de quoi justifier la participation de FO à cette sordide mascarade, c'est le discours de la CFDT.

A une question sur l'attitude du gouvernement et du patronat, voilà ce qu'il répondra : "C'est d'ailleurs une généralité : on a de la déprotection, de la destruction, mais on n'a jamais en face une proposition aléatoire ou de compensation."

Voilà à quoi les dirigeants syndicaux vont participer. C'est clair, non ?

[Le clan de la guerre ne désarme pas.](#)

- Londres appelle Européens et Américains à "aller plus loin" pour contrer la Russie - AFP

Le nouveau chef de la diplomatie britannique, Jeremy Hunt, a appelé mardi à Washington les Etats-Unis et les Européens à "aller plus loin" pour contrer la Russie de Vladimir Poutine, demandant notamment un durcissement des sanctions de l'Union européenne.

- Michael Cohen, le "pitbull" de Trump, désormais muselé - AFP

- États-Unis : Paul Manafort condamné pour fraudes bancaire et fiscale - LeFigaro.fr

- «La présidence la plus corrompue de l'histoire» - Liberation.fr

L'ancien conseiller d'Obama Norman Eisen, surnommé «tsar de l'éthique», estime qu'une potentielle obstruction à la justice pourrait être fatale au mandat de Donald Trump. Liberation.fr

- Donald Trump, un président en danger ? - LePoint.fr

Si l'étau se resserre autour de Donald Trump après les revers judiciaires de ses anciens proches, nul ne peut prédire l'issue de l'enquête russe. LePoint.fr

- Selon Microsoft, des pirates russes ont ciblé des conservateurs américains - LeParisien.fr

En complément.

- Qui est le pasteur Andrew Brunson ? - Réseau Voltaire 22 août 2018

Le pasteur Andrew Brunson a été arrêté en Turquie pour espionnage. Il semblait jusqu'à présent qu'il était otage du gouvernement turc dans l'espoir d'obtenir l'extradition de l'ancien allié du président Erdogan et collaborateur de la CIA, Fethullah Gülen.

Cependant, une photographie circule actuellement en Turquie montrant le même Andrew Brunson, sous uniforme US en Iraq, en train de manipuler les lingots de la Banque centrale iraquienne.

Si cette information était vérifiée, elle conduirait à réinterpréter totalement cette affaire. Réseau Voltaire 22 août 2018

Belle photo en effet...

Totalitarisme

Comment, Facebook ferait de la résistance ? Ils osent tout.

- Facebook Messenger dans le viseur de la justice américaine - Liberation.fr

Le département américain de la Justice demande au réseau social de lui fournir les moyens d'écouter des conversations vocales passées avec application de messagerie instantanée. Liberation.fr

La censure, c'est la liberté d'expression.

- Campagnes d'influence : nouveau tour de vis chez les géants du Net - Liberation.fr 23 août 2018

Longtemps accusés de déni et de laisser-faire face aux «fake news», les tycoons du numérique ont, depuis un an, rivalisé de déclarations et de tris sévères. Et à l'approche des élections de mi-mandat aux Etats-Unis, ils montrent de plus en plus les dents. Mardi, Microsoft a annoncé avoir saisi, sur décision judiciaire, six noms de domaine internet acquis par le groupe de pirates APT28 (ou Fancy Bear), accusé par Washington d'être une émanation du renseignement militaire russe et d'avoir, notamment, siphonné des milliers de mails du Comité national démocrate en 2016. Selon l'entreprise, APT28 a créé des sites malveillants, répliques de ceux de think tanks conservateurs, d'un site du Sénat américain ou encore du portail de service du cloud de Microsoft dans le but de subtiliser les mots de passe des utilisateurs. L'entreprise affirme par ailleurs avoir fermé en deux ans 84 sites malveillants liés à la Russie. Des déclarations qui n'ont pas manqué de faire réagir le ministère russe des Affaires étrangères, lequel a évoqué une «chasse aux sorcières».

Le même jour, Facebook, Twitter et Alphabet (maison mère de Google) ont expliqué avoir fermé des centaines de comptes

suspects, que l'entreprise américaine de cybersécurité FireEye suspecte d'être d'origine iranienne. FireEye a expliqué avoir identifié un réseau de sites web et de faux profils sur Facebook, Instagram, Twitter, Google + et YouTube, ciblant les Etats-Unis, le Royaume-Uni, l'Amérique latine et le Moyen-Orient, pour y diffuser des messages en phase avec les intérêts de Téhéran. D'après l'entreprise de Mark Zuckerberg, qui a fermé «652 pages, groupes et comptes» sur sa plateforme et sur Instagram, cette campagne serait liée à «des médias d'Etat iraniens». Twitter, de son côté, a précisé avoir fermé 284 comptes. Liberation.fr 23 août 2018

Lobotomie précoce.

- France. Enfants youtubeurs. Poussins aux jeux d'or - Liberation.fr

S'ils le disent eux-mêmes...

- Facebook et Twitter se vantent de censurer des informations - Réseau Voltaire 22 août 2018

Facebook et Twitter ont déclaré avoir censuré des informations diffusées par des groupes liés à l'Iran et à la Russie.

Selon les deux sociétés, il s'agirait de fausses nouvelles (fake news). Cependant, elles ne donnent ni connaissance de l'identité de ces comptes, ni de leurs contenus, ce qui rend impossible de juger par soi-même la légitimité de cette censure et qui prive les personnes sanctionnées de tout recours.

Historiquement, les États-Unis ont adopté le principe de liberté totale d'expression (y compris pour les fausses nouvelles et les discours de haine) à travers le 1er amendement de leur Constitution. Il s'agissait de ne pas reproduire la censure, et pire le recours au secret de ce qui avait été censuré, qui avait notamment caractérisé le Saint-Office ou Inquisition.

Simultanément, le Washington Post révèle que Facebook note les internautes qui lui signalent des contenus mensongers [1]

Ce procédé est exactement le même que celui du « crédit social » mis au point par la République populaire de Chine et qui soulevait jusqu'ici de fortes critiques en Occident.

En outre, Facebook a supprimé 5 000 options permettant à ses annonceurs de cibler leur clients. Après le scandale révélé par le secrétariat US au Logement, il s'agit de prévenir les filtrages sur des bases politiques, religieuses ou ethniques. Réseau Voltaire 22 août 2018

[Etats-Unis. Un régime à la dérive.](#)

- Qui commande à la Maison Blanche ? Trump, ou sa propre administration ? par Rep. Ron Paul
- Mondialisation.ca, 14 août 2018

Les principaux membres du cabinet du président Trump travaillent-ils contre lui ? Il est difficile de ne pas conclure que bon nombre des néocons les plus bellicistes que Trump a (à tort selon moi) nommés aux postes les plus importants travaillent activement à saper l'ordre du jour du président. Surtout quand il semble que Trump cherche à nouer le dialogue avec des pays que les néo-conservateurs considèrent comme des adversaires qui ont besoin d'un changement de régime. (...)

Il semble que les personnes nommées par Trump travaillent à nouveau contre lui. (...)

Le présumé empoisonnement a eu lieu en mars et ce n'est que maintenant que le Département d'État a décidé que la Russie était derrière et donc soumise à la loi de 1991 sur les sanctions. Y a-t-il eu de nouvelles informations révélant l'implication de la Russie ? Selon un briefing du département d'Etat, il n'y en avait pas. Le département d'Etat vient de décider de croire le gouvernement britannique sur parole.

D'ailleurs, d'où tenons-nous le droit de poursuivre la Russie pour un crime présumé commis au Royaume-Uni ?

La propre administration du président Trump l'oblige à accepter la décision du département d'État et à accepter des sanctions qui pourraient bien inclure, selon la loi de 1991, une rupture complète des relations diplomatiques avec la Russie. Ce serait une déclaration de guerre de facto. Pour des allégations non prouvées. (...)

Il est certainement possible que le président Trump soit pleinement conscient des manœuvres de Bolton et de Pompeo et qu'il approuve. Peut-être aime-t-il jouer au « gentil flic, méchant flic » avec le reste du monde, tout en faisant des ouvertures de paix tout en imposant des sanctions et en faisant des menaces de guerre. Mais il semble que certains de ses membres du Cabinet obtiennent le maximum de lui. Mondialisation.ca, 14 août 2018

Si Ron Paul ne sait pas trop quoi penser de Trump et comment cela va finir cet affrontement, on serait mal avisé de prétendre le savoir, hormis que ce seront toujours les travailleurs qui en feront les frais, mais bon, c'est un lieu commun.

- Savoir décrypter la logique pro-business de Trump - xerficanal-economie.com 12/06/2018

Avec la crise, on aurait pu s'attendre à la revanche des salariés. Au sein même du « Main Stream » économique, on a commencé à admettre que le partage des fruits de la croissance jouait trop en faveur du capital. Et que ce déséquilibre était à la racine de la crise et de l'instabilité financière contemporaine. Les institutions internationales se sont mises à valider les travaux sur la déformation du partage de la VA en faveur du capital, sur le creusement des inégalités, en attribuant pour partie la cause à l'ouverture commerciale ... FMI, OCDE ont commencé à promouvoir la restauration de filets de sécurité sociaux dans les pays les plus déréglementés. Et la présidence d'Obama semblait augurer une nouvelle ère de rééquilibrage social et environnemental.

Bref, la page des Reaganomics semblait se tourner. Ouvrant peut-être celle d'un retour de l'État Providence et d'une remise à jour du compromis fordiste. Trump a alors fait irruption comme un accident de l'histoire. Mêlant autoritarisme, ultra-libéralisme, protectionnisme, hyper-communication débridée, dans un grand fourre-tout à l'apparence incohérente. L'image du fou infantile, versatile, mégalo jusqu'au ridicule, a jeté un voile sur son action ; à tel point que presque personne n'a songé dans un premier temps à décrypter sa stratégie.

Décomplexé et sans entrave, le business selon Trump

Et pourtant, il y a bien une doctrine chez Trump. Non homologuée certes, mais que l'on pourrait qualifier d'abord de pro-business. Pro-business, ne veut pas dire « politique de l'offre », avec tout ce que cette dernière véhicule de douloureux, de vertueux. Il ne s'agit pas ici, de brider les salaires, d'intensifier la concurrence, de s'attaquer aux rentes, de bâtir une crédibilité financière par de l'orthodoxie budgétaire. Non. Une politique pro-business, c'est une politique qui dit business first, et qui muselle tout ce qui fait grain de sable : l'environnement, les règles prudentielles, les concurrents trop gênants, le coût de la protection sociale.... C'est le business décomplexé et sans entrave. C'est le déni de tout ce que les experts pointent comme des déséquilibres non soutenables.

Certes le mix du protectionnisme et du laisser-fairisme dérouté les économistes, habitués à la cohérence de leur corpus. Il sonne comme un oxymore improbable, un libéralisme antilibéral, et condamné de ce fait à l'échec. Comment l'incohérence pourrait-elle accoucher de résultats positifs ? La messe est dite. Trump ne peut qu'accoucher d'un fiasco. Et pourtant ce n'est pas ce que disent les chiffres ou les marchés. La croissance US se porte bien. L'emploi aussi. On peut certes s'abriter derrière le fait qu'il s'agit d'une illusion de court terme, qui va tourner court. Mais est-ce vraiment incohérent ? Au fond, Trump ne serait-il pas l'incarnation extrême d'un nouveau trade-off, qui s'étend bien au-delà des frontières américaines ?

Moins d'État pour moins de mondialisation

Le compromis proposé, pourrait être résumé de la sorte : Moins d'état, contre plus de protection vis-à-vis du reste du monde. Plutôt que de promouvoir moins d'État, pour plus d'ouverture à la concurrence, à la manière Reagan, ou un État réparateur des inégalités primaires que génère la mondialisation, c'est-à-dire plus d'Etat, pour plus de mondialisation, à la façon sociale-démocrate, le capitalisme version Trump c'est moins d'Etat pour moins de mondialisation. Ce faisant, il prétend attaquer les inégalités à la racine : en rétablissant un plein emploi, en atténuant l'effet délétère de la concurrence avec les pays en dumping fiscal ou social.

Et ce nouveau trade-off fait des émules. Ce nouvel objet doctrinal, moins d'Etat, moins de mondialisation est celui qui rallie les attelages populistes hétéroclites. L'Italie en est symptomatique. Mais à y regarder de plus près, le Macronisme, en est aussi la version soft, beaucoup plus homéopathique. Et l'entente affichée entre les deux hommes est moins feinte qu'il n'y paraît, Car Macron c'est aussi business first. C'est moins d'aide sociale, une écologie business compatible. Et c'est aussi la tentation de restreindre la mobilité du capital, quand cette dernière devient déstabilisante, menaçant les centres de décision, et une certaine fermeté à l'égard de la Chine.

Il faut se souvenir de la condescendance des Européens à l'égard de l'acteur d'Hollywood Reagan. Sa politique a mené à certains égards au pire, certes, mais 20 ans plus tard. Oui les inégalités se sont creusées. Oui la sphère financière est devenue ingouvernable. En attendant, elle a produit des résultats positifs à moyen terme, et s'est diffusée à travers toute la planète, changeant la face du capitalisme. Le risque chez Trump réside aussi dans son succès. Oui la croissance peut être au rendez-vous, que sa politique soit soutenable à long terme ou non. Oui la doctrine fait des émules. La facture de sa politique sera dans 20 ans, mais il sera trop tard pour corriger le tir. xerficanal-economie.com 12/06/2018

Quel roman !

INFOS EN BREF

POLITIQUE

Chine/Inde

- Ce qui se cache derrière le rapprochement militaire entre la Chine et l'Inde - sputniknews.com 23.08.2018

L'Inde et la Chine rétablissent leur coopération dans le domaine militaire après le conflit de 72 jours dans l'Himalaya l'an dernier.

Le Premier ministre indien Narendra Modi s'est entretenu hier à New Delhi avec le ministre chinois de la Défense Wei Fenghe, en déplacement pour quatre jours en Inde, écrit jeudi le site de la chaîne RT.

Le chef du gouvernement indien a noté qu'à présent les deux pays régleraient leurs litiges «en les empêchant de dégénérer en conflit». Les experts pensent que la coopération entre Pékin et New Delhi dans le cadre de l'Organisation de coopération de Shanghai (OCS) et des Brics, ainsi que la ligne de la politique étrangère de Washington, qui cherche à faire pression sur l'Inde, ont contribué à ce rapprochement.

Pendant l'entretien prévu ce 23 août entre les ministres de la Défense des deux pays, les deux interlocuteurs évoqueront les perspectives d'une patrouille conjointe sur le plateau de Doklam dans l'Himalaya, où un conflit de deux mois s'était déroulé l'an dernier entre les deux pays. C'est ce qu'a rapporté la revue India Today se référant à ses propres sources. De son côté, le quotidien chinois officiel du PCC Renmin Ribao note que la visite actuelle du ministre chinois de la Défense Wei Fenghe en Inde «témoigne du rétablissement des relations dans le domaine militaire».

Trump fait l'impossible: l'Inde, la Chine et le Japon s'unissent contre les USA Jeudi, selon les médias indiens, les ministres de la Défense de l'Inde et de la Chine évoqueront les perspectives de renforcement de la confiance, la mise en place d'une liaison permanente entre les militaires des deux pays et la reprise des exercices communs suspendus il y a un an.

Selon Evgueni Gratchikov, expert du Centre d'études du socialisme mondial à l'Académie des sciences sociales de la Chine, Pékin fait un pas en direction de l'Inde et compte s'entendre avec New Delhi sur des questions concrètes concernant le règlement des incidents frontaliers.

«Ce sont des petits pas pour atteindre un grand objectif: faire en sorte que l'Inde n'adopte pas une position anti-chinoise active», souligne l'expert.

D'après l'expert militaire Alexandre Mikhaïlov, directeur du Bureau d'analyse militaro-politique, la pression de Washington sur Pékin, et notamment la guerre commerciale déclarée par le président américain Donald Trump, jouent également leur rôle dans le renforcement des liens entre la Chine et les États voisins, tout particulièrement la Russie et l'Inde.

«Toutes ces restrictions en matière de taxes poussent la Chine à se rapprocher de ses voisins, y compris la Russie. Nous voyons que la Chine se rapproche militairement de l'Inde. Un dialogue positif a lieu en ce moment, alors qu'il y a quelque temps ces deux pays étaient au bord du conflit», souligne l'expert. sputniknews.com 23.08.2018

[Haut de page ↗](#)

Le 26 août 2018

CAUSERIE ET INFOS

Après plusieurs essais cela fonctionne au format zip. Have a good day.

Le portail sera actualisé demain. En attendant, j'ai téléchargé dans le serveur du portail 4 morceaux de musique destiné à ma fille et aux lecteurs que cela intéresserait et qui ne possèderaient pas d'application pour en télécharger sur Internet dans leur disque dur. Par la messagerie électronique, il n'est pas non plus possible d'envoyer des fichiers volumineux tels des concerts ou des films, avec outlook le volume est limité à 40 MO. Je ne télécharge que des vidéos accessibles gratuitement au téléchargement. En stock, 1.300 environ pour la musique et plus de 750 films. Je précise qu'il ne s'agit pas de téléchargements illégaux (Youtube uniquement).

Si cela fonctionne, j'envisage d'en télécharger des dizaines, voire beaucoup plus, tout dépendra de l'intérêt manifesté par les lecteurs. On peut même envisager qu'un lecteur souhaite télécharger un morceau de musique qui lui tient à coeur, et que je le mette en ligne spécialement pour lui pendant quelques jours, le temps qu'il le charge dans son ordinateur. Je suis rustre, mais sympa non ?

Un conseil qui vaut ce qui vaut.

Pendant que j'y suis, aujourd'hui on télécharge un tas de vidéos que l'on peut visionner autant de fois que l'on veut quand on le souhaite, mais il se pourrait que ce ne soit plus le cas dans l'avenir. Car il suffirait qu'ils actualisent le lecteur de vidéos qui se trouve dans votre ordinateur en supprimant dans le logiciel la possibilité de lire d'anciennes vidéos pour que vous ne puissiez plus en regarder aucune, ceci une fois qu'ils auraient rendu payant le téléchargement de chaque vidéo, ils y viendront un jour cela ne fait aucun doute, vous avez saisi ? Et même si vous bloquiez l'actualisation de ce logiciel, il leur suffirait que vous vous connectiez sur Internet pour introduire dans votre ordinateur comme une sorte de virus qui vous en interdirait l'accès.

Aussi, si vous envisagez de changer d'ordinateur, ne vous séparez pas de votre vieil ordinateur, mettez-le précieusement de côté, il pourrait bien vous être utile plus tard. Gardez aussi les CD-ROM du système dans lesquels figure ce logiciel (VideoLAN). Et n'utilisez jamais votre vieil ordinateur pour vous connecter à Internet.

Pour le moment nous n'en sommes pas encore là. Cependant, ils ont été jusqu'à supprimer la possibilité d'accéder à des vidéos avec le système XP de Microsoft depuis mai 2018, donc de télécharger de nouvelles vidéos. Une autre opération était prévue au mois d'août 2018, pour le moment je n'ai constaté aucun effet. Bien entendu, ils n'ont pas prévenu les utilisateurs du système XP qui ont été mis devant le fait accompli, les GAFAM osent tout comme vous le savez, en toute impunité, donc il faut s'attendre à tout de leur part. Dorénavant j'utilise l'ordinateur portable pour télécharger des vidéos puisqu'il fonctionne sous le système 7 de Microsoft, et cela me fait chier de passer d'un ordinateur à l'autre, je n'ai franchement pas de temps à perdre. Pour un peu je vais devoir acheter une seconde souris plus pratique et un autre clavier car celui du portable est en anglais, j'ai déjà un écran 15' de secours, après c'est le manque de place, il me faudrait une troisième table, on n'en finit plus, c'est un truc de dingue ! Et moi qui avais horreur de l'informatique ! Comme quoi on n'est vraiment pas libre !

A plus tard, bon moral et bon courage, le combat continue... en musique !

[Haut de page ↗](#)

Le 27 août 2018

CAUSERIE ET INFOS

Do you like music (up in this page) ? It gives peaceful mind we need to think in this crazy world !

- [Causerie au format pdf \(22 pages\) - inclus le message d'hier](#)

[Encore une fois sur les deux clans de l'oligarchie anglo-saxonne qui s'affrontent.](#)

Le cadre ou l'origine de cet affrontement.

L'accumulation du capital ou la concentration des richesses entre les mains d'une infime minorité de capitalistes est le produit d'un processus dialectique matérialiste et historique dont fait partie le développement du capitalisme et ses lois de fonctionnement, ainsi que la lutte des classes.

Les contradictions du système économique capitaliste qui sont inhérentes aux rapports établis entre les classes depuis son avènement, il y a de cela déjà plusieurs siècles, reposaient en pratique de son origine à nos jours sur le principe de l'inégalité entre les classes que rien ni personne n'a jamais pu justifier ou faire respecter autrement qu'en recourant à la force ou à la répression. Ces différents facteurs vont se combiner et se traduire par des conséquences sociales et des injustices de plus en plus insupportables, que la majorité des exploités et des opprimés qui composent les peuples seront amenées inévitablement à contester violemment.

D'où la nécessité pour l'oligarchie financière qui domine le capitalisme de renforcer toujours et encore son pouvoir politique, de le confisquer aux peuples, de manière à ce qu'ils ne puissent plus contester ou menacer sa domination de classe ou ne soient tentés d'envisager un changement brutal de régime, qui ne pourrait être que basé sur l'inversion des rapports entre les classes, prélude à l'éradication du capitalisme de la surface de la terre, à la fin du règne de l'exploitation de l'homme par

l'homme, puisque le capitalisme ou sa version mondialisée, l'impérialisme, en écrivait le dernier chapitre ou parachevait le cycle du règne de la nécessité, qui précède celui enfin atteint de la liberté. On pourrait s'interroger et se demander à quand remonte le début du règne de la nécessité, mais là n'est pas notre objet, cela nous entraînerait trop loin, bien au-delà de l'existence de l'homo sapiens ou du paléolithique.

Ce tableau décrit la réalité, c'est en quelque sorte un constat reposant sur des faits, et non une interprétation, une théorie issue d'une doctrine, un discours partisan, excepté un élément subjectif qui fait l'objet de polémiques interminables ou que certains contestent, à savoir, que rien ne dit que les peuples seront amenés un jour à contester l'existence du régime capitaliste ou le sort qu'il leur réserve, dans la mesure où il a octroyé des conditions qui le rendent supportable à la majorité.

Si cela permet effectivement d'expliquer en partie pourquoi il est parvenu à durer si longtemps, tout d'abord rien ne dit que ces conditions demeureront aussi favorables dans l'avenir, et si le contexte général dans lequel se situent ces conditions ne va pas se détériorer de telle sorte que c'est l'ensemble de la société qui leur apparaîtra insupportable, sans compter qu'en contrepartie des avantages matériels qui leurs sont concédés ils doivent subir des sacrifices à côté desquels ces privilèges ont un goût de plus en plus amer, alors de là à ce qu'un jour ils prennent conscience que leurs aspirations les plus chères ont toujours été bafouées et qu'ils exigent qu'elles se réalisent, n'a rien d'une hypothèse improbable.

On peut certes bénéficier de conditions privilégiées qui nous rendent la crise du capitalisme supportable, mais quand la société toute entière sombre dans la médiocrité et la décadence, quand sa décomposition s'accélère et touche absolument tous les domaines au point de devenir angoissante et imprévisible sans que rien ne semble pouvoir la stopper, on peut imaginer que la tension ou le profond malaise, la révolte qui en découle, se répercutera sur l'ensemble des membres des différentes classes exploitées quelle que soit leur condition ou leur statut, car personne n'a souhaité un jour vivre dans une telle société, donc la question de s'en débarrasser devrait finir par hanter la tête de la majorité d'entre eux, si elle ne leur a pas déjà traversé l'esprit.

L'avitissement progressif et l'asservissement total de l'homme auquel conduit le naufrage du capitalisme, le néolibéralisme, le développement des inégalités sociales et des injustices dans des proportions monstrueuses, est incompatible avec l'existence de la civilisation humaine et porte atteinte aux intérêts les plus fondamentaux de chacun d'entre eux, aussi est-il permis de penser que la majorité d'entre eux en prendront conscience à temps, c'est tout du moins le seul espoir sur lequel repose notre salut.

Si maintenant on nie ou on rejette ce facteur, il n'y a plus qu'à s'avouer vaincu d'avance et cesser le combat. A chacun de choisir en toute conscience, quel sens il entend donner à sa vie, et quel destin il souhaite pour lui et les générations futures.

C'est un combat très difficile à mener, parce qu'il faut s'attaquer aux faiblesses inhérentes à la nature humaine sans heurter la susceptibilité des personnes concernées, mais on peut le gagner si on sait y mettre la forme, si nous faisons preuve de la même détermination que nos ennemis. Et puis dans ce domaine comme dans tous les autres, il faut avant tout faire preuve de logique pour briser les obstacles qui empêchent la majorité de prendre conscience de la nécessité d'un changement de régime. Si on ne croit pas dans sa capacité à y parvenir on est foutu. La logique et la méthode, la patience et la persévérance peuvent venir à bout des obstacles ou des esprits les plus retors.

Deux clans, deux stratégies, un unique objectif

Le clan Obama-Clinton-feu Mc Cain n'intègre dans sa stratégie ni un effondrement du capitalisme, ni un affrontement direct entre les classes qu'il considère comme des options, il s'appuie d'une part sur les médias et les réseaux (a)sociaux pour mener leur guerre idéologique et psychologique contre les masses, la fabrique du consentement, et d'autre part sur les centristes et la social-démocratie dégénérée, les partis de la gauche et de l'extrême gauche institutionnelle qu'il instrumentalise au moyen du communautarisme, ce qui permet de les diviser et de les affaiblir, cela vaut pour l'extrême droite et les mouvements populistes de droite, et il envisage sérieusement une guerre en Europe de l'Otan contre la Russie.

Le clan Trump intègre l'effondrement du capitalisme en sachant que la réindustrialisation des Etats-Unis est un leurre, et se prépare à un affrontement direct entre les classes en soutenant les mouvements populistes de droite qui peuvent être alliés à l'extrême droite et qu'il instrumentalise, estimant que l'influence des médias et des réseaux (a) sociaux est amenée à diminuer inexorablement et que la contestation des institutions ainsi que le régime drastique imposé aux masses conduisent à leur radicalisation et à une explosion sociale à laquelle il faut se préparer pour l'écraser, il considère que le communautarisme présente plus d'inconvénients que d'avantages à ce stade, tout en conservant en option une nouvelle guerre mondiale qu'il souhaite éviter pour le moment.

Le clan Obama-Clinton-feu Mc Cain privilégie cette tactique pour parvenir à renforcer le pouvoir des institutions supranationales au détriment des Etats, tandis que le clan adverse penche pour la privatisation des Etats, qui dans les deux cas seraient gouvernés par une bureaucratie sous un régime de type totalitaire.

Le clan Obama-Clinton-feu Mc Cain exclut la Russie de son plan, il estime qu'elle doit se soumettre, tandis que le clan Trump veut l'intégrer dans son plan, tout en lui permettant d'y participer selon ses spécificités ou ses besoins de manière à pouvoir mieux la contrôler.

Le clan Trump entend se servir de la lutte des classes tant qu'elle ne remet pas en cause l'existence du capitalisme, tandis que le clan Obama-Clinton-feu Mc Cain veut la neutraliser, ce qui va à l'encontre du processus historique et des intérêts des capitalistes, puisque la lutte des classes a toujours été associée au développement du capitalisme au lieu de constituer une entrave à son développement.

Maintenant quel sort réservent-ils au système économique mafieux qu'ils ont mis en place ?

Le clan Obama-Clinton-feu Mc Cain s'en sert pour vampiriser l'économie productive quitte à fausser les rapports entre les classes dans des proportions aussi monstrueuses que les inégalités qui en découlent, engendrant des tensions sociales et politiques soudaines qui peuvent prendre une tournure incontrôlable, mais surtout elle contribue à accélérer la crise du capitalisme dont certains Etats sont incapables de gérer les conséquences, de soutien au capitalisme en faillite, elle se transforme en menace pour son existence, c'est ce que pense le clan adverse qui préfère l'employer autrement.

On sait que tout accroissement de la concentration du capital se traduit par une baisse du taux de profit, donc en alimentant ce processus, en l'accéléralant le système économique mafieux fragilise le capitalisme qui ne peut plus s'en sortir qu'en produisant toujours plus pour consommer toujours plus, ce qu'ils appellent la croissance, alors que ce rythme à terme est insoutenable et susceptible d'entraîner l'explosion du marché mondial, d'autant plus qu'il y a toujours plus de pauvres ou de gens insolubles dans le monde ou encore endettés jusqu'au cou. C'est la raison pour laquelle Trump veut privilégier l'emploi aux Etats-Unis, à la fois source de plus-value et favorable à la consommation. A suivre.

Comment pensent les supporters de Macron, qui sont-ils ?

Un internaute qui a posté un commentaire dans le blog Les Crises fournit une indication...

- "Il faut arrêter avec ce discours de "la droite, ce sont les méchants capitalistes; et la gauche, ce sont les gentils humanistes".

La gauche et la droite sont des concepts bidons. Je ne veux pas un politique de droite ou de gauche ou du centre ou de l'extrême ou de n'importe où. Je veux juste quelqu'un qui prend les décisions qui lui semble les meilleures, peu importe si la solution vient de chez Obama ou Poutine ou Xi Jinping ou de René du bistrot du coin. Si ça marche, c'est la seule chose qui m'intéresse. (...)

Les gens ne devraient pas penser en terme de politique de gauche, politique de droite. Il devrait plutôt essayer de réfléchir à la meilleure politique dans tel et tel domaine. (...)

De Gaulle est vu comme quelqu'un de droite, pour moi il est tout simplement quelqu'un qui n'a œuvré que pour le bien de son pays, de sa patrie."

LVOG - Vous avez raison Macron en est le digne héritier au sommet de la Ve République...

Comme quoi ils ne savent même plus ce que signifie être de gauche.

- "*La logique de la gauche est le partage des richesses, la lutte contre les inégalités. (...) La logique de la droite, c'est que c'est le mérite qui permet à chacun de réussir, et donc les riches peuvent être plus riches sous la droite, car ils le méritent.*"

LVOG - Sinon ils ne seraient pas riches, on appelle cela un sophisme ou du vent !

Ils sont tous de droite les lecteurs petits bourgeois de ce blog.

- "*Je suis d'accord avec vous sur le fait que De Gaulle avait appliqué une bonne politique économique pour la France, qui était dans l'intérêt de tous les citoyens.*"

Un Internaute précise.

- "*De Gaulle n'a pas eu le choix à la sortie de la guerre. Les maquisards disposaient des armes, et le pays était au bord de l'embrasement. S'il a lâché les acquis de l'époque, c'était uniquement pour éviter la révolution. D'ailleurs, le PC stalinien de l'époque l'a bien aidé et à tout fait pour désarmer les résistants communistes.*"

LVOG - Bref, le PC était déjà de droite et de gauche, cela vous fait penser à quelqu'un, n'est-ce pas ? Macron est bien le digne héritier de de Gaulle...

[Le saviez-vous ?](#)

Plus de 1,5 million de réfugiés syriens ont déjà pu regagner leur foyer a déclaré jeudi 23 août l'ambassadeur russe auprès de l'Onu, Vassili Nebenzia. sputniknews.com 24.08

Faites-le savoir...

[Et dire que le Danemark aurait un modèle social idyllique, éthylique serait plus juste !](#)

- Dans quels pays la population consomme-t-elle le plus d'alcool? La réponse est inattendue...- sputniknews.com 24.08

Des chercheurs de l'Université de Washington ont déterminé les nations qui consommaient le plus d'alcool au monde, indique la revue Lancet.

Les scientifiques ont examiné les données de 28 millions de personnes de 195 pays. Cette recherche s'est étalée de 1990 à 2016.

Ils ont découvert qu'au Danemark, il y a le plus grand nombre de consommateurs d'alcool. 97% des hommes et 95% des femmes boivent régulièrement des boissons alcoolisées. Une situation similaire est observée dans des pays tels que l'Allemagne et la Norvège.

Mais du point de vue de la quantité de l'alcool consommée par jour, les Européens de l'Est sont les leaders. Parmi les hommes, ce sont les Romains, avec 8,2 unités d'alcool quotidiennement. Quant aux femmes, ce sont les Ukrainiennes qui occupent la première position, avec 4,2 unités. Une unité d'alcool équivaut à 10 grammes d'éthanol, soit une canette de bière, un petit verre de vin ou un shooter d'une boisson forte. sputniknews.com 24.08

[Boycott des bétailières !](#)

- Les bagages en cabine deviennent payants chez Ryanair - euronews 24 août 2018

Ryanair a décidé de faire payer à ses passagers le droit d'emporter une petite valise, que ce soit en soute ou en cabine, poussant encore un peu plus loin le modèle low-cost et ses critères de rentabilité.

Jusqu'à présent, les passagers de la compagnie irlandaise pouvaient emporter avec eux gratuitement une petite valise ainsi qu'un petit sac supplémentaire.

Mais la compagnie à bas coût a expliqué dans un communiqué publié jeudi soir que ses clients devraient dorénavant payer un embarquement "prioritaire", facturé 6 euros par voyage et par personne, pour avoir le droit d'emporter une petite valise en cabine.

Les passagers qui ne choisiront pas cette formule pourront sinon faire enregistrer leur petite valise en soute, mais cela sera aussi payant, à hauteur de 8 euros par bagage au moment de la réservation.

Dorénavant, les passagers ne pourront donc emmener gratuitement qu'un petit sac, comme un sac à main ou un petit sac à dos pouvant être placé sous le siège.

L'entreprise irlandaise a expliqué vouloir ainsi réduire les délais à l'embarquement.

L'un des critères de rentabilité important pour une compagnie low-cost est en effet le temps de rotation de ses appareils.

Pour augmenter le nombre de vols quotidiens, amortir l'ensemble des coûts fixes et rentabiliser la flotte, chaque avion doit passer le moins de temps possible au sol - environ 30 minutes pour un low-cost - entre deux vols.

Les bagages payants signifient plus de revenus mais aussi, s'ils sont moins nombreux, un temps de chargement et de déchargement réduit. Et moins de poids dans l'avion, rimant avec une consommation de kérosène plus basse.

Si le bagage en soute constitue déjà une variable d'ajustement pour de nombreuses compagnies, le bagage dit "cabine", pouvant se ranger dans les compartiments situés au-dessus des sièges, reste gratuit.

Le principal concurrent de Ryanair, la britannique easyJet, propose ainsi toujours un bagage à main par personne à bord, sans limite de poids, mais respectant certaines dimensions.

Enregistrer sa valise en soute était au contraire déjà systématiquement payant pour les compagnies à bas coût, là où ce service est compris dans le prix du billet pour les compagnies traditionnelles.

Mais ces dernières s'adaptent elles aussi : certaines - comme Air France - proposent à présent des tarifs "light", avec un bagage en soute en option payante sur des vols transatlantiques, afin d'aligner leur prix d'appel sur celui de leurs redoutables nouvelles concurrentes, les compagnies low-cost longue distance.

Depuis quelques mois, Ryanair prenait à la porte d'embarquement une partie des petites valises que les passagers prévoyaient d'emmener en cabine et les transportait gratuitement en soute, faute de place suffisantes dans les compartiments à bagages au-dessus des sièges, selon elle.

Mais cette politique "qui a conduit à l'étiquetage de jusqu'à 120 valises gratuitement aux portes d'embarquement a conduit à des retards de 25 minutes environ", a expliqué la compagnie.

Pour mettre fin à ce problème, elle prévient qu'à partir du mois de novembre, "il n'y aura plus d'étiquetage gratuit des bagages à la porte d'embarquement". Concrètement, cela signifie que les passagers devront avoir payé préalablement soit pour un embarquement prioritaire, soit pour un bagage en soute.

Ryanair autorisait les passagers à emmener une petite valise et un petit sac gratuitement depuis 2013 et le lancement de sa politique "Always Getting Better". Ce programme d'amélioration du service visait à rendre plus aimable une compagnie jusque-là connue pour la rudesse de ses conditions de voyage.

Cette politique a connu du succès et contribué à doper le trafic de Ryanair, devenue depuis la première compagnie aérienne en terme de passagers transportés en Europe.

L'entreprise est confrontée cependant à une fronde sociale inédite de son personnel depuis l'an passé et a entrepris de négocier avec des syndicats pour répondre à une partie des demandes d'amélioration des conditions de travail, ce qui va lui occasionner des coûts supplémentaires. euronews 24 août 2018

Ryanair vous annonce que pour compenser les hausses de salaires que ses actionnaires ont généreusement accordées au personnel et qui amputent leurs dividendes, les personnes de plus de 65 kilos ne seront plus admis à voyager dans nos avions afin de réduire la facture de kérosène, j'anticipe...

[Hollywar ou la société du divertissement.](#)

- La fabrique de l'ennemi par le cinéma américain avec Pierre Conesa - Les Crises 25 août 2018

Le cinéma est-il la continuation de la guerre par d'autres moyens ? Pierre Conesa, ancien haut fonctionnaire au ministère de la défense, publie "Hollywar : Hollywood, arme de propagande massive" (Robert Laffont, mai 2018)

"Ce qui frappe aux États-Unis, c'est la masse des mauvais films : ce sont eux qui fabriquent l'opinion." Pierre Conesa

Ancien haut fonctionnaire au ministère de la Défense, spécialiste des questions stratégiques et militaires, Pierre Conesa porte un regard géopoliticien sur un vaste catalogue de films américains qu'il analyse dans Hollywar : Hollywood, arme de propagande massive.

S'inscrivant dans un axe du bien et du mal, dessiné par Washington, le cinéma américain a distribué successivement le rôle du méchant, aux noirs, aux indiens, aux mexicains, aux communistes, avant d'incarner à l'écran la figure de « l'Arabo-irano-terroristo-musulman » qui fait aujourd'hui peur au monde entier.

"C'est le cinéma qui fait le récit national américain. Ce récit fait comme nous avec Michelet : le pays est une image d'une réalisation divine sur terre et donc l'autre, ne peut être qu'un envieux, un ennemi, une menace, un porteur de vice." Pierre Conesa (Source : France culture, Pierre Conesa, 13-06-2018) Les Crises 25 août 2018

Commentaires d'Internauts

1- Non seulement le cinéma américain fabrique l'ennemi mais encore il fait des USA un ennemi idéal aux yeux de ses ennemis potentiels et même il leur donne des idées.

Dans Indépendance Day, le héros se sacrifie pour sauver la terre des extra-terrestres et il est vénéré pour son geste,

littéralement porté aux nues, très exactement comme un djihadiste attend que son sacrifice le mène au ciel.

Le problème de la violence, c'est qu'elle est réciproque.

Les bons des films américains (et autres...) sont plus méchants que les méchants qu'ils combattent. Ça leur permet de « vaincre »...

2- "L'enfer du devoir", le film le plus honteux de l'histoire récente où même la fillette yéménite sur béquilles sort un flingue pour tirer sur les gentils militaires américains, forcés alors de commettre un massacre.

Une bouse pareille, faut voir les notes qui lui sont attribuées par les critiques et les spectateurs par chez nous, et alors seulement on comprend l'ampleur du lavage de cerveau.

Confortablement installés dans nos canapés on regarde ça d'un oeil impavide et vient la scène tellement extravagante que clic! le cerveau se rallume malgré tout et qu'on réalise que tout ça n'est que propagande. Ils sont forts quand même, Hollywood.

3- Comme si le cinéma français, exposant bourgeois et fils de bourgeois, ne servait pas non plus les buts de celui qui produit le film. Avec la spécificité française que l'argent des impôts des ouvriers sert à financer des films montrant des bourgeois qui s'ennuient parce qu'ils ont la vie trop facile. Mais enfin si en plus les Français ou leurs enfants sont assez aliénés pour payer pour aller voir ça...

LVOG - La question est plutôt de savoir pourquoi et de le combattre, car si vous en restez là, vous allez détester la terre entière...

4- En plus du cinéma, les séries télévisées qui sont prises et beaucoup plus accessibles (il suffit d'allumer le "poste" jouent également leur rôle de propagande et de formatage des esprits.

Regardez les deux épisodes de "Chapeau melon et bottes de cuir" intitulés "Le long sommeil" que rediffuse Arte en ce moment. Cela met en scène des Russes et cela de passe en France. Énormes clichés sur les Russes (bon, c'était pendant la période URSS) et sur les Français souvent tournés en ridicule et victimes de la bureaucratie alors que les anglais sont beaux, courageux, efficaces, etc.

C'est très visible dans ces deux épisodes qui datent et dont on décèle du coup assez facilement les grosses ficelles.

LVOG - Ce genre de séries était très bien réalisé et tourné, plans, images, paysages et décors, personnages soignés, voire dandys, rythme, enchaînement et durée de chaque scène ou action millimétrée et sans temps morts ou longueurs, dialogues brefs et percutants, où humour et dérision, légèreté et gravité sur fond social ou politique se côtoyaient, de sorte que le téléspectateur était littéralement scotché à l'écran pour ne pas perdre une miette du scénario pour tenter de résoudre lui-même l'énigme qu'on lui soumettait, transformé en policier pour découvrir le coupable, sans s'apercevoir qu'insidieusement il servait à légitimer le régime en place, son appareil policier, sa politique impérialiste, sans qu'il réagisse ou n'offre la moindre résistance comme si passivement il s'y accoutumait, ce qui évidemment influencerait inconsciemment son interprétation de la situation et de sa condition.

Si dans son insouciance ou inconscience il arrive à se distraire en jouant les détectives au côté des agents du MI6 ou 5, de la CIA ou du FBI, de la DGSE ou DGSI, il n'en faudra pas beaucoup plus pour qu'il adopte un état d'esprit policier ou justifie l'existence de ces officines du crime.

Cela participe de la fabrication du consentement, de la résignation à combattre pour un changement de société.

5 - N'oublions pas que le plan Marshall, au sortir de la 2e guerre mondiale, obligeait l'Europe à accepter un gros quota de films US, comme par hasard...

LVOG - Plus largement, il était stipulé que la majorité de la somme allouée aux différents Etats devait servir à acheter des marchandises made in USA.

Totalitarisme. Le fichage politique ne date pas d'hier.

- Affaire Eu Disinfo Lab, par Isabelle Attard - Les Crises 25 août 2018

Avec l'affaire EU Disinfo Lab, le secrétaire d'État Mounir Mahjoubi et les anti-complotistes complotistes (à moins que ce ne soit l'inverse) ont tout fait pour minimiser la gravité du fichage politique des twittos ayant réagi au scandale Benalla (...)

...nous devons réfléchir aux utilisations futures des fichiers actuellement constitués même s'ils peuvent sembler anodins aujourd'hui.

Les deux exemples français ci-dessous prouvent qu'ils ne restent que rarement dans 1 tiroir et qu'ils sont le plus souvent utilisés pour répertorier les opposants politiques, vrais ou supposés. Le premier recense les anarchistes français et fut réalisé par A. Bertillon en 1893 & 1894.

Rappelons le contexte : Suite aux répressions sanglantes des manifestations ouvrières (Chicago 1886 ; Fourmies 1891) des anarchistes décident d'actions ciblées contre les pouvoirs étatiques et capitalistes, la « propagande par le fait ».

En France A. Bertillon, chef du service photographique de la préf de police de Paris, crée un fichier de 417 hommes & femmes considérés comme anarchistes. Les critères pour être dans ce fichier étaient assez flous : abonné à une revue libertaire ou simple sympathisant.

Ce fichier des anarchistes ([http://www.imagespensees.org/memoires/article/fichier-des-anarchistes ...](http://www.imagespensees.org/memoires/article/fichier-des-anarchistes...)) est consultable aujourd'hui car le Metropolitan Museum of Art de New York a ouvert l'an dernier ses archives sous forme de fichiers téléchargeables et réutilisables.

En réaction aux attentats anarchistes, le parlement votent les 3 tristement célèbres #LoisScélérates le 28 juillet 1894. La 3ème permet d'interdire la diffusion de journaux anarchistes comme "Le Père peinard" d'Emile Pouget et "Le Révolté" d'Élisée Reclus .

La 2ème permet d'inculper tout membre ou sympathisant. Elle encourage également la délation. Elle est votée le 18 décembre 1893. Il en découle début 1894 l'arrestation de nombreux anarchistes sur la base du fichier Bertillon comme Paul Reclus, Sébastien Faure ou Félix Fénéon.

Les antimilitaristes et le « carnet B » Bien avant le début de la 1ère guerre mondiale le gouvernement français s'inquiétait d'une possible démobilisation nourrit par les antimilitaristes. Une liste d'environ 1800 suspects à arrêter immédiatement en cas de mobilisation est alors établie.

Ce fichier, répondant au nom de code de "Carnet B" (https://fr.wikipedia.org/wiki/Carnet_B) regroupait les antimilitaristes les plus virulents, des chefs syndicaux ou encore des membres de la SFIO qu'il était prévu d'emprisonner dès le déclenchement des hostilités.

Créé dès 1886 par le général Boulanger pour ficher les potentiels espions, Georges Clemenceau réoriente le carnet à partir de 1907 pour surveiller surtout les anarchistes et antimilitaristes.

En 1909, le ministère de l'Intérieur décide d'ajouter au Carnet B tous les Français susceptibles d'entreprendre des actions antimilitaristes pouvant troubler l'ordre public ou gêner la mobilisation

Jean-Pierre Deschodt (<https://journals.openedition.org/ccrh/3567>) décrit les différentes catégories de personnes inscrites dans le carnet B, je cite :

- les anarchistes & syndicalistes : les amis de Sébastien Faure, des individus violents et exaltés pouvant occuper les fonctions de secrétaire de la Bourse du travail. Propagandiste excité faisant des provocations contre les militaires, favorables à l'insoumission & aux grèves
- les communistes : Organisateur de manifestations communistes, meneurs de grèves, apôtres de la guerre civile, secrétaires du rayon communiste, présidents d'un syndicat municipal communiste, apologie de faits qualifiés de crime et membres du comité central ;
- les autonomistes : francophobie, autonomisme breton, agitateur autonomiste manifestant des sentiments germanophiles. Roger Salengro (futur ministre du Front populaire) & Victor Pengam secrétaire général de la bourse du travail de Brest font partie du carnet B .

Voici comment Pengam est dépeint : « propagandiste anarchiste et antimilitariste des plus militants. L'un des chefs du mouvement révolutionnaire (secrétaire général de l'Union régionale des syndicats et de la Bourse du travail de Brest). [...] Secrétaire général du nouveau syndicat anarchiste des ouvriers du port. Ouvrier à l'arsenal. Serait susceptible de faire du sabotage en cas de mobilisation. (...) Mesure à prendre en cas de mobilisation : à arrêter »

L'existence de ce fichier, sensé resté secret, fuita dans la presse en 1912. Les militants & sympathisants anarchistes et syndicalistes purent imaginer quel serait leur sort : camp d'internement ([https://www.editionsquartmonde.org/rqm/document.php?id=6028 ...](https://www.editionsquartmonde.org/rqm/document.php?id=6028...)) (env. 70 en France pdt 1ère guerre) ou exécution...

Finalement ce carnet ne fut pas utilisé en 1914 pour arrêter les antimilitaristes. La CGT et la SFIO se ralliant au patriotisme de

l'Union sacrée. (Ils se chargeront de faire la police à leur place dans leurs rangs. - LVOG)

Mais il est intéressant de noter que ce carnet B ne disparut pas avec la 1ère guerre mondiale. Il fut conservé au siège de la Sureté nationale à Paris puis saisi en 1940, par l'Abwehr, le service de renseignement de l'état-major allemand... Rien ne se perd en somme, et c'est bien ça le problème... « Celui qui ne connaît pas l'histoire est condamné à la revivre » Karl Marx. Les Crises
25 août 2018

Parole d'Internaute.

A propos des médias.

1- Un journaliste, de métier, apprend (à l'école du journalisme) à être une péripatéticienne du "système libéral".

Soit il s'en rend compte, soit il ne s'en rend pas compte.

S'il ne s'en rend pas compte, il croit être libre et faire de l'information; alors qu'il n'est qu'un idiot et dangereux pour la population.

Et s'il s'en rend compte, que fait il ?

Il joue, présentement, à la victime; ce qui aggrave son cas.

Il lui reste à rejoindre le "complotisme", s'il est "un Homme".

LVOG - Ou changer de métier...

2- Je ne sais que dire sur la naïveté de ce journaliste et de ses collègues, quand on est capable de se trouver duper de cette manière on ne s'étonne plus d'avoir une presse complètement asservi économiquement et idéologiquement.

Ils se sont livrés complètement à ceux qui cherchaient à les faire taire, et ne commencent, pour les plus suspicieux, que maintenant à se demander si ils ne sont pas tombés dans un traquenard...

Non sérieusement je ne sais si je dois éclater de rire ou halluciner devant un exemple de manque d'instinct de survie de toute une communauté face à ses prédateurs ? Et par delà m'inquiéter pour nous qui ne sommes pas si différent.

LVOG - Maintenant ils ont trop à perdre pour changer, leur carrière, leur statut, etc.

A propos de Hollande, du PS et davantage.

- Le N°1 du PS accuse Macron de trahison, réhabilite Hollande - Reuters 26.08

1- Cela donne à réfléchir : ces politiciens professionnels là sont des girouettes, ils vont là où le vent les pousse, ils se mettent au service du courant d'air présentant le plus d'opportunités. Ils constituent leurs carnets d'adresse, leurs relationnels : c'est leur seul réel capital, leur permettant une progression dans ces appareils politiques pyramidaux que sont les partis grands partis politiques.

L'indignation n'est qu'une façade, la conviction qu'un faire valoir auprès de l'électeur crédule qui croit au scénario sans cesse remis en scène de l'homme providentiel qui sauvera la république.

Triste spectacle que celui de nos démocraties, qui n'ont jamais eu de démocratique que le nom.

LVOG - Comme quoi de plus en plus de gens commencent à s'en apercevoir...

2- Ces gens là sont des professionnels de la manipulation, des transformistes, des "houdini" du paysage politique français.

Bien sûr que la guerre des classes est devenu une chose obsolète, puisqu'ils sont passés depuis bien longtemps à la guerre des places. Guerre des places pour accéder à l'assiette au beurre.

Ce ne sont que des marionnettes dont le "Grand Capital", comme aurait dit l'ineffable Georges Marchais, tire les fils.

La grande représentation a lieu tous les cinq ans, et le public des "citoyens enfants", se laisse toujours abuser par les artifices, mis

en oeuvre par de tels artistes du camouflage et de la dissimulation.

Mitterrand nous avait débarrassé du parti communiste et de la lutte des classes, Hollande son fils spirituel, qui a de la suite dans les idées (si l'on écoute l'interview de "Caton") nous aura débarrassé de la gauche.

Par contre, tous deux, nous auront embarrassé (et comment !) d'un parti néo-fasciste qui monte (...)

... le corps électoral n'est pas immunisé contre le danger fasciste, c'est pour cela que la contestation de l'oligarchie se reporte sur un parti d'extrême-droite.

Mais c'est surtout, parce que Mitterrand, Hollande, et consort, n'ont eu de cesse de tuer la gauche dans ce pays, au prétexte qu'il y aurait eu dans ce même pays, un héritage intellectuel trop imprégné de pensée marxiste. Et c'est pour cela, que sous la houlette de l'UE et des lobbies transatlantiques (TAFTA), ces faux hommes politiques de gauche font -depuis le tournant de la rigueur en 1983-, tout pour normaliser ce pays, et lui imposer le "libéralisme économique" à marche forcée (viol de la volonté populaire lors du référendum de 2005, au prétexte qu'il y aurait eu trop de votes rouges-bruns pour le NON, décrets, 49-3, utilisation abusive de l'état d'urgence etc...), pour le macronniser tambour battant.

LVOG - C'est un fait que cet "héritage intellectuel trop imprégné de pensée marxiste" constituait un réel danger pour le régime, mais il a été bradé par ceux qui s'en réclamaient à l'extrême gauche et qui n'eurent de cesse de faire la courte échelle au PS ou au PCF, et le gouvernement PS-PCF qu'ils appelaient de leurs vœux sonnera le glas de leur déchéance finale.

3- Hollande, de "droite"...

Non, comme tous les professionnels de la politique il n'est ni de "droite" ni de "gauche".

Ces postures, ces "valeurs" ne sont qu'un argument commercial (comme pour les lessives : "Lave plus blanc que blanc") et sont uniquement destinées à convaincre l'électeur que la soupe (ou la lessive) est meilleure dans la SARL qui les emploie que chez les concurrents.

Un politicien professionnel n'a qu'une seule véritable motivation : son propre intérêt, le reste n'est que foutaises.

Le jour où la loi imposera aux "Représentants du Peuple Souverain" de rendre des comptes, d'être transparents, d'être révocables à la moindre incartade (sans indemnités, voire même en étant invités à long séjour à Cayenne) et que les décisions crapuleuses soient annulées immédiatement et sans discussion, à ce moment là je réfléchirais à l'opportunité de remettre les pieds dans un isoloir...

Je parle de "représentants", pas "d'élus"... Grosse nuance.

LVOG - Vous avez raison, ils ne sont ni de "droite" ni de "gauche", ce sont des serviteurs du régime...

4- La gauche remet en cause le capitalisme et l'ordre bourgeois, et veut changer le rapport par rapport aux moyens de production. La droite non et se satisfait du capitalisme.

On peut appeler le centre cette idée de sécurité / flexibilité, qui n'est pas de gauche (CSG), et qui est marqué par la droite (libéralisme) ou la gauche (keynes). Gauche, droite, entre gauche, centre droit : voilà le paysage politique pour l'économie. Quant aux valeurs (mariages, religions, etc), du plus libertaire au plus traditionaliste, c'est un autre (!) clivage droite/gauche qui ne cesse de semer la confusion, car les gens mélange les deux.

En économie le PS est devenu un mélange de centre-gauche (au moins sur son pied gauche) et de centre droit (Hollande, Valls, etc). Le parti s'est droitisé depuis le Vieux sur les questions économiques, mais il est resté "de gauche" dans les mentalités très longtemps. Et cela a pu être le cas car sur les valeurs il est plutôt de gauche. La confusion est totale si on mélange tout !

Depuis les années 80 tout le paysages politiques s'est droitisé (y compris le parti ou je milite, le PCF, en tout cas sur les lignes Laurent-Bufferet... Ils sont devenue incapable de parler de classes ou aux prolos, perdu dans les alliances trop larges, et dont les idées ont été popularisé mais dénaturé par Mélenchon). La conséquences ?

Les grandes forces politiques du pays (EM, LR, FN, FI, PS, Generation.s) ne sont pas de gauche; ils sont soit de droite (LR, EM, FN) soit de centre-gauche. (j'irais jusqu'à dire que Chirac était centre-droit, voir Sarkozy, qui me paraissent moins libéraux que Macron – mais les contextes économiques ne les y ont pas poussé je pense).

Et dans le large spectre du centre-gauche jusqu'à la droite les grandes idées de la gauche n'existe pas. Pas de lutte des classes,

pas de mise en cause du capitalisme, personne capable de nous dire "fermons la bourse". Donc le clivage droite/gauche devient en effet caduque, et le rapport "peuple et la démocratie" (politique, économique mais pas dans l'entreprise) devient la seule grande différence. Le problème tel qu'on l'analyse c'est que même les plus souverainistes (que ça soit la FI ou le FN) sont soumis aux mêmes capitalistes, et ne les remettent pas en cause.

LVOG - Autrement dit, ils sont tous de droite. C'est ce qu'avait osé affirmer à haute voix dans plusieurs causeries, ce qui m'avait valu un rappel à l'ordre d'un brave trotskyste lambertiste m'expliquant en substance qu'on devait s'en foutre ou que l'essentiel était ailleurs, ce qui me fit penser plus tard qu'il n'était pas indifférent au discours de Macron...

Personnellement j'estime que si les travailleurs continuent de penser en terme de droite et de gauche, c'est notre devoir de leur expliquer de quoi il en retourne vraiment, ce qui à ma connaissance ne nous écarte pas du terrain de lutte de classes, bien au contraire, encore faut-il aller au bout de notre analyse et préciser qu'être de gauche a une signification bien précise, c'est aspirer à un changement de régime, à en finir avec le capitalisme.

[En famille. "Nous pourrions nous entendre \(Avec LR - ndlr\) dans l'avenir pour contrer Emmanuel Macron", espère une militante LFI. Quel "honneur" !](#)

À Marseille, deux députés LR en terre insoumise - LeFigaro.fr 25 août 2018

Heureux de pouvoir faire «vivre le débat d'idées» au sein de leurs universités d'été, le mouvement de Jean-Luc Mélenchon se targue aussi de prouver qu'il peut rassembler à lui seul l'opposition face à Emmanuel Macron. «On montre que c'est chez nous que ça se passe. Les gens viennent à nous. C'est une démonstration de force», estime un député Insoumis. Ravis d'avoir pu attirer deux élus LR dans leur sillon, les hôtes insoumis ont tenu à choyer leurs invités. (On n'en doute pas... chacun va chercher ses idées là où il peut, c'est révélateur. - LVOG)

«C'est un honneur pour moi d'être à la même tribune qu'une députée Les Républicains», approuve, sourire aux lèvres, le député insoumis Alexis Corbière en introduction du débat sur le service universel obligatoire. Applaudissements nourris des militants présents dans la salle. «Quand on est passionné sur un sujet qui nous passionne, cela vaut le coup de venir en débattre», estime Marianne Dubois, opposée au projet du gouvernement et à l'initiative d'un rapport parlementaire sur le service universel. Peu médiatisée, l'élue LR, qui a suspendu ses vacances en Bretagne pour être présente vendredi à Marseille, s'avoue étonnée par le nombre de caméras, intriguées par sa venue. (On aura compris que la passion du pouvoir était plus forte que leurs convictions. Quand on débat, quand on confronte des idées sur un sujet, en principe c'est pour convaincre l'autre que nos idées sont meilleures que les siennes pour qu'il les adopte, sinon ce n'est qu'une suite de monologues qui ne servent à rien hormis perdre son temps, vous me direz qu'ils sont justement rémunérés pour cela... - LVOG)

«Nous pouvons nous rapprocher sur certains points pour lutter contre le gouvernement, mais nous conservons évidemment nos désaccords qui sont importants», souligne Eric Coquerel. (Il a eu raison de préciser "évidemment" sinon nous aurions eu un doute ! - LVOG) «C'est intéressant de recevoir des élus de l'opposition. Nous pourrions nous entendre dans l'avenir pour contrer Emmanuel Macron», espère une militante. (Vous pourriez même former un front unique ou fusionner, qu'est-ce que vous voulez que cela nous foute franchement ? - LVOG)

Contrairement à celle du PS, un peu agacée de voir le député Boris Vallaud et le député européen Emmanuel Maurel prendre le micro à Marseille, la direction des Républicains ne s'est pas montrée hostile à l'intervention des siens chez les Insoumis. «C'est une décision personnelle qui n'engage pas le parti mais qui a le mérite de faire vivre le débat républicain», glisse un cadre depuis la rue de Vaugirard. Le match retour est donc envisageable aux universités de LR? «Pourquoi pas?» glisse Bastien Lachaud (LFI) devant les caméras. «Il faut voir dans quelles conditions. Ca peut-être piégeux... Franchement, je ne sais pas», reconnaît, un peu moins emballé, Alexis Corbière. LeFigaro.fr 25 août 2018

- Olivier Marleix, un Républicain chez les Insoumis - Le Point.fr 25 août 2018

Extraits.

Olivier Marleix (LR) - De plus, sur un sujet comme la défense de notre industrie, face à une mondialisation financière débordante, brutale, et peu soucieuse de l'humain, tous les Français devraient se retrouver. Si vous dites que, face à cela, il faut un capitalisme français qui se base sur une baisse des charges, et donc une baisse de la dépense publique en amont, vous ne vous faites pas forcément lyncher ici ! (...) (Ah ben encore heureux ! - LVOG)

On peut, comme tous les Français, vouloir défendre notre système de production et ne pas défendre les mêmes moyens que l'on se donne pour le faire. C'est la contradiction sur laquelle butent les Insoumis : ils pleurent au rachat d'une grande entreprise par les étrangers, mais je ne vois pas ce qu'ils proposent, si ce n'est le retour du grand marxisme. D'ailleurs, personne n'a crié « nationalisation » durant la table ronde... (...) (Soumission oblige ! - LVOG) C'est une tradition ancienne en politique que de débattre entre adversaires politiques, on le fait tous les jours à l'Assemblée nationale. Et je me souviens d'une convention de l'UMP où Nicolas Sarkozy avait invité Bernard Thibault, à l'époque secrétaire général de la CGT. (Normal, ils étaient compatibles ! - LVOG)

Et puis cette table ronde a été l'occasion pour Les Républicains de porter une parole : je ne veux pas laisser à Mélenchon le monopole de la réflexion sur la critique de la mondialisation financière, sur l'abandon de la souveraineté. Ce sont des sujets sur lesquels la droite doit redéfinir ses valeurs et ses convictions. Donc, je suis là pour nous faire entendre aussi. À partir de là, qui utilise qui ? Le Point.fr 25 août 2018

Ils fournissent un argument à ceux qui prétendent que le régime serait démocratique, dont Macron et LREM, vous avez la réponse à votre question. Maintenant si vous êtes sûr qu'il y a des oreilles pour vous "entendre" à LFI, on ne vous contredira pas.

Libération s'inquiète ou quand le "rêve européen" est un cauchemar.

- Le rêve européen de Macron peu partagé par les Français - Libération 26 août 2018

Macron peut-il en attendre un nouveau rebond dans l'opinion comparable à celui de l'an dernier ? Dans un climat morose et une conjoncture dégradée, cela sera difficile. Le sondage ViaVoice publié ce lundi par Libération incite à la prudence : interrogés sur ce que devraient être, selon eux, les priorités de l'exécutif, les sondés ne sont que 8 % à citer la refondation de l'Europe, très loin derrière l'emploi, le pouvoir d'achat ou la lutte contre la pauvreté. On voit mal, dans ces conditions, comment les Français pourraient applaudir aux sacrifices auxquels on leur demande de consentir au nom de la discipline européenne en matière de déficit public.

Nullement découragés, les chefs de la majorité LREM veulent croire qu'il est encore temps de convaincre que l'Europe est la réponse aux grands défis du moment, qu'il s'agisse du commerce international ou de l'immigration. Le moins que l'on puisse dire, c'est que l'année passée n'aura pas permis de progrès notables. Les migrants naufragés pourraient en témoigner... Le chef de l'Etat et sa majorité n'ont plus que neuf mois - c'est très court - pour installer l'idée que l'enjeu des européennes se résumera au choix, passablement binaire, entre l'Europe de Macron et celle des nationalistes. Libération 26 août 2018

Trumpets and trumperies

- Les États-Unis annulent 200 millions d'aide aux Palestiniens, "à la demande" de Donald Trump - Le HuffPost 25 août 2018

Voilà qui ne devrait pas arranger la situation sur place. Les Etats-Unis ont annoncé vendredi l'annulation de plus de 200 millions de dollars d'aide aux Palestiniens, une décision dénoncée par les autorités palestiniennes comme étant "anti-paix".

Les relations sont gelées entre Washington et l'Autorité palestinienne depuis l'annonce par Donald Trump, fin 2017, de sa reconnaissance unilatérale de Jérusalem comme capitale d'Israël. Les Palestiniens refusent depuis tout contact avec l'administration américaine et lui dénie tout rôle de médiateur dans le processus de paix avec Israël.

En réponse, Donald Trump avait annoncé fin janvier qu'il allait conditionner le versement de l'aide aux Palestiniens à leur retour à la table des négociations, bloquant alors les 215 millions de dollars que l'administration américaine devait investir en 2018 à Gaza et en Cisjordanie occupée pour l'aide humanitaire et au développement. Les Etats-Unis avaient aussi déjà drastiquement coupé en janvier leur contribution à l'UNRWA, obligée depuis de licencier plus de 250 employés. Le HuffPost 25 août 2018

- Pas de "progrès en matière de dénucléarisation" : Trump annule le voyage de son secrétaire d'Etat en Corée du Nord - Franceinfo

Mike Pompeo avait annoncé jeudi qu'il se rendrait pour la quatrième fois à Pyongyang la semaine prochaine. Franceinfo

- L'immunité garantie au directeur financier de la Trump Organisation - Reuters

Le parquet américain a accordé une immunité à Allen Weisselberg, directeur financier de la Trump Organisation, dans le cadre de l'enquête sur Michael Cohen, ancien avocat personnel du président des Etats-Unis, rapporte vendredi le Wall Street Journal. Reuters

- Les trolls russes mêlés à la propagande des anti-vaccins - LePoint.fr

Ce qui les ronge.

- Tempête après tempête, les républicains restent fidèles à Trump - AFP 26.08

"L'étai se resserre", "bientôt le moment de vérité": malgré les réactions suscitées par le spectaculaire témoignage à charge de son ancien avocat personnel, Donald Trump peut, encore, compter sur le soutien sans faille des dirigeants républicains.

"Les républicains du Congrès font semblant de ne rien voir avec le président Donald Trump: en ignorant ses mensonges, ses subversions des conventions démocratiques et ses attaques contre les institutions du gouvernement ou, quand cela est impossible, en minimisant ses outrages", s'est indigné le New York Times dans un éditorial jeudi.

Politique protectionniste dans un parti défendant traditionnellement le marché libre, attitude conciliante envers le président russe Vladimir Poutine dans un parti longtemps méfiant face à l'ennemi de la Guerre froide, liaisons extraconjugales présumées dans un parti où valeurs familiales et religieuses priment: rien de ce que fait Donald Trump ne semble pouvoir provoquer la foudre des républicains. AFP 26.08

Ils osent tout en famille. Les barbares et la "**communauté internationale** sont en deuil.

- Entre John McCain et Donald Trump, un mépris mutuel - AFP 26.08

L'une des dernières volontés de John McCain était limpide: il avait fait savoir qu'il ne voulait pas de Donald Trump à son enterrement. AFP 26.08

- John McCain avait raconté comment il a vécu sa défaite face à Obama: "Je dors et je pleure comme un bébé" - Le HuffPost 26.08

- John McCain, sénateur et ancien candidat à l'élection présidentielle américaine, est mort à l'âge de 81 ans - Franceinfo 26.08
L'élu républicain était soigné depuis 2017 pour un cancer du cerveau. Franceinfo 26.08

- John McCain, mort du héros anticonformiste de l'Amérique conservatrice - Liberation.fr 26.08

Le sénateur John McCain, pilote torturé pendant la guerre du Vietnam, candidat à la Maison Blanche est mort samedi à l'âge de 81 ans, des suites d'un cancer du cerveau. Liberation.fr 26.08

- John McCain : mort du franc-tireur de l'Arizona - LePoint.fr 26.08

Le sénateur, qui souffrait d'une tumeur au cerveau, est décédé à l'âge de 81 ans. Héros de guerre, il ne mâchait pas ses mots contre Donald Trump. LePoint.fr 26.08

- McCain : un affranchi parmi les républicains - euronews 26.08

- Mort de John McCain : un hommage manque à l'appel, celui de Donald Trump - LeFigaro.fr 26.08

La mémoire du républicain John McCain était célébrée quasi-universellement ce dimanche aux Etats-Unis. LeFigaro.fr 26.08

- John McCain : l'Amérique meurtrie - M6info 26.08

- John McCain, ancien candidat à la présidence américaine, est mort - Atlantico.fr 26.08

Et ce qu'ils célèbrent : Sa participation "**à la destruction d'une partie du monde**"

- Décès de John McCain, chef d'une branche du service secret des « Cinq yeux » - Réseau Voltaire 26 août 2018

Le sénateur John McCain est mort, le 25 août 2018, à l'âge de 81 ans. La presse internationale salue en lui un « héros du Vietnam », un « homme intègre » et « sans concession » face au président Trump.

L'action de ce « défenseur de la liberté » au Vietnam se limite à avoir bombardé des civils. En 1967, l'avion qu'il pilotait est descendu par la DCA soviétique alors qu'il détruisait une usine électrique. Fils d'un amiral qui deviendra le commandant en chef du PaCom, il est fait prisonnier de guerre durant cinq ans et sera longtemps torturé.

Il est élu en 1982 à la Chambre des représentants, puis en 1986 au Sénat. Cet homme prétendument intègre est l'un des cinq sénateurs corrompus par Charles Keating (les « Keating five ») pour couvrir ses arnaques aux petits épargnants.

Lors des primaires républicaines de 2000, il affronte George Bush Jr. qui ne croit pas en son héroïsme au Vietnam et l'accuse

d'avoir trahi son pays (il avait signé des aveux sous la torture).

Candidat du Parti républicain contre Barack Obama en 2008, il affronte les révélations du New York Times selon qui des sociétés auraient financé sa campagne de 2000 en paiement de ses positions à la présidence de la Commission du Commerce.

Inclassable en politique intérieure, il soutient la condamnation pénale des femmes qui avortent aussi bien que le rejet de la torture.

Depuis 1993, John McCain cumulait son mandat de sénateur et la présidence de l'IRI, un organisme destiné à corrompre les partis politiques de droite dans le monde. L'IRI est un des principaux pseudopodes de la National Endowment for Democracy (le service secret commun des « Cinq yeux » que sont l'Australie, le Canada, les États-Unis, la Nouvelle-Zélande et le Royaume-Uni). Malgré le montage juridique complexe de ce système, il s'agit là d'une fonction exécutive. Il l'a exercée durant 25 ans, violant le principe de la séparation des pouvoirs, jusqu'au début du mois où il a été remplacé par son ami, le sénateur Dan Sullivan.

En sa qualité de président de l'IRI, il a participé à l'organisation de très nombreux coups d'État et a soutenu toutes les guerres états-uniennes et britanniques sans exception. Il a par exemple préparé le coup d'État manqué contre le président constitutionnel Hugo Chávez au Venezuela, le renversement du président constitutionnel Jean-Bertrand Aristide en Haïti, la tentative de renversement du président constitutionnel Mwai Kibaki au Kenya et, plus récemment, celui du président constitutionnel ukrainien, Viktor Ianoukovytch.

Véritable chef d'orchestre du « printemps arabe », il lance les guerres de Libye et de Syrie lors d'une réunion des services secrets alliés au Caire, en février 2011. Puis, il se rend au Liban pour confier l'approvisionnement militaire des jihadistes en Syrie au député haririste Okab Sakr. À cette occasion, il visite Eرسال et décide d'y installer la base de repli que les jihadistes utiliseront ultérieurement contre la Syrie.

En mai 2013, il se rend illégalement au Nord de la Syrie sous protection israélienne. Il y rencontre divers chefs jihadistes, notamment Mohammad Nour qui venait d'enlever 11 civils libanais. Et, selon nous, il rencontre également Abou Bakr al-Baghdadi, le futur calife de Daesh, ce que son secrétariat conteste.

Pourtant un an plus tard, invité du Sean Hannity's Show (Fox News), le 16 septembre 2014, il critique un article relatant la précarité d'un cessez-le-feu entre jihadistes « modérés » et « extrémistes ». Puis il affirme connaître la situation sur le terrain syrien et, se référant à son expérience au Vietnam, il défend l'idée de s'appuyer sur tous les « rebelles » pour renverser la République arabe syrienne. Pour ce faire, il révèle lui-même avoir rencontrés les leaders de Daesh et être en contact permanent avec eux.

Avec détermination et sans états d'âme, il aura participé à la destruction d'une partie du monde. Réseau Voltaire 26 août 2018

ACTUALITE EN TITRES

[Leur vieux monde. Prostitution et barbarie.](#)

- Karine Ferri exhibe un décolleté prêt à exploser... cette tenue, fallait oser ! - Public
- Photo. Topless, Valérie Bègue pose en tenue très légère au milieu des vignes - Voici.fr
- Aux Etats-Unis, trois hommes sont accusés d'avoir eu des milliers de relations sexuelles avec des animaux - Closer

Je précise que ces titres s'affichent dans la colonne verticale à droite de l'écran de la page Yahoo news, je fais juste un copier/coller des titres.

ACTUALITÉ DU JOUR

[La hiérarchie catholique en est resté "au bon vieux temps" du général Videla.](#)

- Des Argentins tournent le dos à l'église, après le rejet de l'avortement - AFP 26.08

Le mouvement prend de l'ampleur en Argentine: depuis le rejet par le Sénat du droit à l'avortement au pays du pape François, de

plus en plus de personnes renoncent à leur baptême pour protester contre le poids de cette institution dans le débat public. AFP 26.08

INFOS EN BREF

POLITIQUE

Syrie

- Le Liban reconnaît-il la fin de la guerre en Syrie ? - Réseau Voltaire 24 août 2018

Le président libanais, Michel Aoun, aurait eu un entretien téléphonique avec son homologue syrien, Bachar el-Assad.

Or, depuis le début de la guerre en Syrie, seul le président russe Vladimir Poutine et le président d'Ossétie du Sud, Anatoli Bibilov, ont des contacts officiels à ce niveau avec la République arabe syrienne.

La majorité des États dans le monde considère que la guerre en Syrie est une « guerre civile », tandis que la Russie et l'Ossétie du Sud affirment que c'est une agression étrangère par jihadistes interposés.

En juin 2012, les différents partis libanais ont conclu la Déclaration de Baabda [1] par laquelle ils se sont engagés à ne pas laisser les institutions libanaises intervenir dans la guerre. Cependant, les partis signataires s'y sont eux-mêmes engagés, d'abord le Courant du Futur (Hariri) du côté des jihadistes, puis beaucoup plus tard le Hezbollah du côté de Damas.

Le président Michel Aoun considère quant à lui que, depuis le sommet Poutine-Trump d'Helsinki (16 juillet 2018), la politique de « distanciation » n'a plus de raison d'être. Il lui revient donc de reconnaître la victoire du président Bachar el-Assad et de négocier directement avec lui le retour des réfugiés et la normalisation de leurs relations.

Au contraire, d'autres responsables politiques libanais, qui considèrent la présidence Trump comme un accident passager et le sommet d'Helsinki comme nul et non avenu, restent attachés à la Déclaration de Baabda imaginée par Barack Obama et Hillary Clinton à la veille de la première Conférence de Genève. Réseau Voltaire 24 août 2018

[1] « Déclaration de Baabda », Réseau Voltaire, 11 juin 2012.

Yémen

- Yémen: 26 enfants tués par des frappes de la coalition - AFP 26.08

Vingt-six enfants ont été tués jeudi au Yémen dans des frappes de la coalition dirigée par l'Arabie saoudite, ont annoncé vendredi des responsables de l'ONU... AFP 26.08

SOCIAL ET SOCIÉTÉ

France

LVOG - Budget 2019 : Antisocial !

1- Prestations sociales, heures supplémentaires, emplois aidés : Edouard Philippe dévoile les mesures fortes du budget 2019 - francetvinfo.fr 26.08

Edouard Philippe a dévoilé les grandes lignes du budget 2019 dans un entretien au JDD, dimanche 26 août.

Pour maîtriser les dépenses publiques, trois prestations sociales (l'aide personnalisée au logement, les allocations familiales et les pensions de retraite) "progresseront de façon plus modérée, de 0,3 % par an en 2019 et en 2020 ", a révélé Edouard Philippe. C'est nettement moins que l'inflation, qui a accéléré et s'élevait en juillet à 2,3% sur un an.

En revanche, "les prestations qui bénéficient à nos concitoyens les plus fragiles, comme le RSA, seront augmentées conformément à la loi". Le Premier ministre a en outre assuré que "la prime d'activité, le minimum vieillesse, l'allocation pour les adultes handicapés" augmenteraient "très significativement", conformément aux promesses de campagne du président Emmanuel Macron.

"Nous assumons une politique de transformation et de maîtrise des dépenses qui privilégie, je le redis, la rémunération de l'activité et qui rompt avec l'augmentation indifférenciée des allocations, a expliqué Edouard Philippe. C'est par le retour à l'activité et une meilleure rémunération du travail que notre pays sera plus prospère."

"Dès le 1er septembre 2019, les cotisations salariales sur les heures supplémentaires seront supprimées pour tous les salariés, dans le privé comme dans le public", a annoncé le Premier ministre au JDD. Selon lui, "cela représentera en moyenne plus de 200 euros supplémentaires par an" pour "une personne payée au Smic" et la mesure coûtera "2 milliards" d'euros. Cette mesure, à l'origine programmée pour 2020, va donc être avancée d'un an. "Nous voulons que les Français puissent revenir vers le travail, que ce travail paie, et qu'il paie de mieux en mieux", a martelé le Premier ministre.

Le chef du gouvernement a confirmé que les contrats aidés verraient leur financement "diminuer". L'exécutif a déjà nettement réduit la voilure, avec seulement 200 000 nouveaux contrats aidés budgétés pour 2018, après 320 000 en 2017 et 459 000 en 2016. "Nous voulons transformer l'action publique en diminuant le financement des politiques qui ne sont pas efficaces, par exemple sur le logement ou les contrats aidés, dont la plupart ne permettent pas d'obtenir ensuite un emploi viable", indique Edouard Philippe.

En parallèle, le gouvernement "engage un effort inégalé pour la formation de ceux qui en ont le plus besoin". "Le chômage baisse (...), les créations d'emploi ont repris et pourtant, dans l'industrie, les services, la restauration ou l'agriculture, il y a des difficultés de recrutements, poursuit Edouard Philippe. Il y a là un problème de compétences auquel il faut remédier en investissant massivement dans la formation."

Dans sa volonté de maîtriser la dépense publique, le gouvernement prévoit également la suppression d'environ 4 500 postes dans la fonction publique d'Etat en 2019, et le chiffre sera "supérieur à 10 000 en 2020". "Nous tiendrons l'objectif du président de la République de supprimer 50 000 postes à l'horizon 2022", selon Edouard Philippe. Emmanuel Macron a promis au cours de sa campagne pour la présidentielle 120 000 suppressions de postes dans la Fonction publique au cours du quinquennat au total, dont 50 000 sur le périmètre de l'Etat où, dans le cadre du budget 2018, 1 600 suppressions de postes avaient déjà été actées.

Interrogé sur la montée en puissance très progressive de ces suppressions de postes, le Premier ministre explique qu'il "ne croit pas à la politique du rabot". "Notre méthode privilégie une transformation de l'action publique en profondeur et le développement du numérique, des économies à long terme et une amélioration du service public, fait-il valoir. La réduction du nombre de fonctionnaires n'est pas le fondement mais la conséquence d'une transformation de l'action publique qui monte en puissance au fil du temps."

"Mais il y aura par ailleurs des recrutements : plus 2 000 agents supplémentaires dans la police, la gendarmerie et à la DGSI, 1 300 à la justice - parce qu'il s'agit de priorités", a indiqué Edouard Philippe.

Edouard Philippe a "écarté l'hypothèse d'une mesure brutale de transfert [du financement des arrêts maladies] vers les entreprises", estimant que "tous les acteurs" doivent agir pour contenir leur progression. Le quotidien Les Echos indiquait début août que l'exécutif envisageait de faire prendre en charge par les entreprises, à la place de la Sécurité sociale, quatre jours d'indemnités journalières pour les arrêts de moins de huit jours. Un projet auquel le patronat s'est vivement opposé.

"Notre politique vise à augmenter la croissance et à favoriser le retour à l'emploi. Nous avons pris beaucoup de mesures pour stimuler l'activité des entreprises et l'investissement, explique le Premier ministre. On ne va pas envoyer de contre-message." Mais "l'enjeu des arrêts maladie est considérable". "Chaque année, un peu plus de 10 milliards d'euros sont consacrés à l'indemnisation des salariés arrêtés, et ce volume progresse de plus de 4 % par an, poursuit-il. En trois ans, le nombre de journées indemnisées est passé de 11 à 12 par an et par salarié du privé."

Pour Edouard Philippe, "c'est comme si notre pays avait instauré un jour de congé supplémentaire", et la part croissante des dépenses de santé destinées à couvrir les arrêts maladie "veut dire qu'on a moins d'argent pour le financement des hôpitaux ou de nouveaux traitements".

"Tous les acteurs du système doivent se mettre autour de la table pour trouver les moyens de contenir cette progression, exhorte-t-il. Donc il ne s'agit pas de renvoyer vers tel ou tel le coût de ces indemnités - les entreprises pas plus que d'autres. C'est ensemble qu'il faut résoudre le problème. Mais je veux dire à tous que cela ne peut pas durer." francetvinfo.fr 26.08

Police, gendarmerie, DGSI, justice leur priorité, l'appareil policier du régime pour affronter la classe ouvrière !

Philippe a raison : Cela ne "peut pas durer" : Macron et son gouvernement dehors !

LVOG - Ils osent tout. "**Il dit tout haut ce que le gouvernement et le patronat pensent tout bas**".

2- Supprimer les vacances en juillet-août ? Le curieux référendum non-anonyme d'un Intermarché - leparisien.fr 24 août 2018

Dans l'Hérault, le patron d'un supermarché de la chaîne a lancé un vote pour que ses salariés ne posent plus de congés pendant les vacances d'été.

« Avoir accepté de mettre en place des congés payés au mois de juillet et d'août est pour moi une erreur. » L'aveu lance une lettre adressée aux salariés d'un Intermarché de Villemagne-l'Argentière (Hérault) le 31 juillet. Son auteur ? Le directeur du supermarché, Jean-Pierre Le Berrigo. Son but ? Convaincre ses employés de renoncer à leurs vacances d'été, pour « faire progresser l'entreprise », et entériner l'affaire par un référendum où les votants ne peuvent se retrancher derrière leur anonymat.

Si certains internautes, surpris par des éléments du texte, ont pensé que ce document était un faux, il n'en est rien. Il est bien l'oeuvre de ce patron de ce supermarché installé à 80 km à l'ouest de Montpellier. Sur une page, Jean-Pierre Le Berrigo tente de rallier son personnel à son point de vue.

« Vous êtes tous de très bons professionnels dans vos domaines respectifs, et pour nous deux mois les plus forts vous prenez tous ou presque des congés, écrit-il. C'est au moment où l'on a le plus besoin de vous que vous vous absentez pour laisser vos univers à des saisonniers qui n'ont aucune connaissance de notre métier et aussi, souvent pas forcément l'envie que vous avez de faire bien. »

« Décider sans votre accord ne servira à rien », poursuit la lettre de Jean-Pierre Le Berrigo qui soumet donc la décision au suffrage de ses salariés. Mais à ses conditions. « Ce vote n'est pas anonyme car je considère que nous devons tous assumer nos décisions, justifie-t-il. Les votes non exprimés seront pris en compte comme un oui pour ne pas se retrouver avec une participation trop faible. »

Pour être adopté, le référendum doit être soutenu par « non pas 50 % », mais « 60 % » des salariés du magasin de Villemagne-l'Argentière, « afin que [la] décision soit incontournable grâce à l'adhésion d'un maximum d'entre vous ». En bas de la lettre, l'employé est invité à entourer « oui » ou « non » et à indiquer les motivations de son choix.

Contacté par Le Parisien, Jean-Pierre Le Berrigo, agacé par la fuite du document sur Internet, a refusé de nous répondre par téléphone. Via Facebook, il nous a parlé de « bel exemple de démocratie dans l'entreprise ». « Il n'y a rien contre les lois du travail. Je les respecte. Comme mes salariés. La preuve, pas de passage en force. »

Légal son référendum ? Sur le fond, oui. « Rien n'interdit d'empêcher ses salariés de positionner leurs jours de congé à telle ou telle date, nous explique Me Eric Rocheblave, avocat en droit du travail. Il n'y a pas de droit imprescriptible d'avoir ses vacances en août. Avec les lois adoptées en mars 2018, l'employeur peut conclure un accord d'entreprise avec ses salariés et peut le faire par référendum. »

Sur la forme, le dossier est bien moins correctement ficelé. « La loi précise que la consultation doit être secrète, donc il ne peut pas interdire les votes anonymes, poursuit l'avocat. Sur sa majorité de 60 % de oui, ça n'est pas vraiment une faveur puisqu'il faut l'accord de deux tiers des salariés pour qu'un tel accord soit adopté. »

A priori, ses salariés ne l'ont pas suivi. « Ça divise, il y a des avantages et des inconvénients de chaque côté », nous explique une employée de l'Intermarché. « Dans mon rayon, on est contre », nous glisse l'un de ses collègues.

« J'ai perdu je pense », nous indique Jean-Pierre Le Berrigo qui a déjà reçu « pas mal » de réponses. Le suspense ne devrait pas durer jusqu'à la fin du mois de septembre, date où il doit proclamer les résultats du référendum. Et où il lui faudra peut-être commencer à réfléchir au planning des prochaines vacances d'été. leparisien.fr 24 août 2018

Chasse aux pauvres : Chassons-les du pouvoir !

3- L'arrêté «antimendicité» de Besançon contesté en justice - Liberation.fr 24 août 2018

Des recours ont été déposés ce vendredi devant le tribunal administratif pour tenter de faire annuler la mesure très polémique prise début juillet par le maire LREM (ex-PS - ndlr) de la préfecture du Doubs.

Le texte, censé empêcher «tout trouble à l'ordre public» selon l'édile, interdit du 10 juillet au 30 septembre, de 10 heures à 20 heures et du lundi au samedi, «la consommation d'alcool, la mendicité, accompagnée ou non d'animaux, les regroupements, ainsi que la station assise ou allongée lorsqu'elle constitue une entrave à la circulation publique». Il s'applique principalement dans le centre-ville. Le risque ? Une amende de 38 euros.

Le maire, l'ex-socialiste Jean-Claude Fousseret, qui a rejoint les rangs de la majorité, se défend de toute chasse aux pauvres, et martèle «rester de gauche» tout en soulignant que la mesure ne s'applique que «dans 1% de la surface de la commune». Il justifie cette mesure par les récriminations constantes des commerçants et des riverains du secteur concerné.

Plusieurs autres villes de France ont pris des arrêtés similaires ces dernières semaines, comme La Roche-sur-Yon ou encore Nice, en vertu des pouvoirs de police conférés aux maires par le code général des collectivités territoriales. A Besançon, cette décision, saluée par l'union des commerçants, suscite pourtant l'ire de nombreux habitants. Ainsi, une manifestation a rassemblé environ 200 personnes le 18 août. Une pétition en ligne a également été lancée et un autre rassemblement est prévu le 1er septembre pour exhorter le maire à faire marche arrière. Le mot d'ordre ? «Je suis assis.» Liberation.fr 24 août 2018

Que le maire de Besançon, Jean-Claude Fousseret, soit un ex-PS n'étonnera plus personne.

[Haut de page ↗](#)

Le 28 août 2018

CAUSERIE ET INFOS

J'ai modifié l'image illustrant l'actualité en rendant hommage à McCain, c'est le Ministère de la Vérité qui me l'a imposé, mais je ne suis pas sûr qu'il appréciera !

Je retirerai les morceaux de musique mis en ligne au fur et à mesure que ma fille les aura téléchargés, disons au bout de 3 ou 4 jours. Au moins le portail sert à quelqu'un !

- Causerie au format pdf (7 pages)

Parole d'Internaute.

1- "Le problème de Chavez est d'avoir fait du socialisme à l'européenne, c'est-à-dire du social mais garantissant toute liberté d'enrichissement du privé...l'animal se retourne maintenant contre Maduro avec l'appui des US qui ne peuvent pas lâcher une telle occasion."

LVOG - Confusion. Vous vouliez dire du socialisme... sans socialisme, c'est bien cela, n'est-ce pas ?

2- Quand on constate "l'hommage" scandaleux rendu par Macron, Le Drian et consorts à Mac Cain, un des néocons US les plus radicaux qui a oeuvré durant des décennies à promouvoir des changements de "régimes" dans nombre de pays "ennemis de la démocratie" par la guerre, nos gouvernants démontrent avant tout leur allégeance au parti de la guerre.

LVOG - C'est le parti de la guerre qui gouverne depuis plus de deux siècles, réveillez-vous...

Pas étonnant que le parti fasciste ne parvienne pas à recruter aux Etats-Unis, les partis républicain et démocrate s'en chargent.

- Vietnam, Irak, Syrie : qui était vraiment John McCain, «héros» regretté par l'exécutif français ? - RT 27 août 2018

Plusieurs membres de l'exécutif français, chef de l'Etat en tête, ont rendu hommage au sénateur républicain. Qualifié de «héros américain», John McCain était partisan d'un interventionnisme américain sans limite.

Dans le sillage de nombreuses personnalités politiques américaines, plusieurs membres du gouvernement français ont tenu à saluer la mémoire du sénateur républicain John McCain, décédé le 25 août des suites d'un cancer du cerveau.

«John McCain était un vrai héros américain. Il a consacré sa vie entière à son pays. Sa voix manquera. Nos pensées respectueuses vont à ses proches», a tweeté le 26 août, en anglais, le chef de l'Etat français Emmanuel Macron.

Le ministre des Armées Florence Parly a usé de termes similaires pour rendre hommage à celui qui fut candidat à la Maison Blanche. Elle a notamment affirmé que ce dernier avait «inspiré des générations de part et d'autre de l'Atlantique».

Même tonalité du côté de Jean-Yves Le Drian. Le ministre des Affaires étrangères a entre autres regretté la disparition d'un «analyste subtil de la vie internationale».

Au cours de sa longue carrière politique, l'ancien sénateur de l'Arizona a notamment été un fervent partisan de l'interventionnisme américain à travers le monde. En 1999, alors que Bill Clinton est à la tête des Etats-Unis, il soutient les bombardements américains (et de l'OTAN) de cibles serbes pendant la guerre du Kosovo. Alors que l'ONU peine à imposer une solution politique au conflit, John McCain reproche au président démocrate de ne pas envoyer davantage de troupes sur le terrain.

Le journaliste Ben Norton a par exemple tweeté une carte datant de 2013 qui recense tous les pays dans lesquels «le belliciste» John McCain souhaitait voir «une intervention de l'armée américaine». (La liste : Syrie, Iraq, Afghanistan, Libye, Kosovo, Nigeria, Bosnie, Corée du Nord, Iran, Russie, Soudan, Mali, Chine. - ndlr)

En 2000, alors qu'il est candidat aux élections primaires du parti Républicain dans l'optique de concourir à l'élection présidentielle, il milite pour une politique internationale clairement interventionniste incarnée par son projet de «Refoulement des Etats voyous» (Rogue State Rollback). Ce projet consiste à appuyer financièrement et militairement les opposants politiques de différents dirigeants comme le Nord-Coréen Kim Jong-il et l'Irakien Saddam Hussein, au sein même de ces pays, désignés unilatéralement comme «voyous» par Washington. Fervent partisan de la guerre en Irak

Trois ans plus tard, en 2003, les Etats-Unis de Georges W. Bush adoptent une ligne politique interventionniste, proche de la sienne, et décidant d'envahir l'Irak sous le prétexte de la présence sur place d'«armes de destruction massive». Malgré l'opposition de trois membres permanents du Conseil de sécurité (la Chine, la France et la Russie), l'ONU ne peut empêcher l'intervention américaine unilatérale en Irak.

Outre les centaines de milliers de morts du conflit, l'invasion américaine a conduit à l'effondrement de ce pays, et plus largement du Moyen-Orient, avec notamment la multiplication des attaques terroristes. C'est entre autres durant cette guerre qu'Abou Bakr Al-Baghdadi, futur numéro un de l'organisation djihadiste Daesh, a fait ses armes, passant cinq ans dans une prison américaine.

Alors que l'intervention de Washington se révèle être un fiasco, John McCain s'oppose au départ des troupes américaines décidé par Barack Obama, face à qui il échoue lors de l'élection présidentielle de 2008. Sa position : les Etats-Unis resteront en Irak «cent ans s'il le faut».

Le journaliste américain Michael Tracey rappelle sur son compte Twitter : «Souvenez-vous quand [John] McCain a suggéré en 2008 que l'armée américaine reste 100 ans en Irak, ce pour quoi il a été largement fustigé.»

Défenseur acharné des frappes de l'OTAN en Libye

En 2011, en Libye, John McCain soutient, une fois encore, l'interventionnisme américain dans le cadre de l'intervention militaire menée par l'OTAN. S'il ne défend pas alors l'idée d'une intervention au sol, il appelle à une intensification des bombardements.

En outre, six mois avant la mort du leader libyen Mouammar Kadhafi, il se rend à Benghazi, fief de départ de l'insurrection armée (dont une partie comprenait une antenne locale d'al-Qaïda, AQMI) d'où il appelle la communauté internationale à reconnaître le Conseil national de transition libyen. Sept ans après le début du conflit, et malgré les tentatives de médiations internationales, deux autorités se disputent aujourd'hui le pouvoir dans un Etat failli. D'un côté, le gouvernement d'union nationale, reconnu par la communauté internationale et basé à Tripoli. De l'autre, une autorité exerçant son pouvoir dans l'est du pays, avec à sa tête le maréchal Khalifa Haftar qui tient sa légitimité de ses succès militaires.

Fervent soutien des rebelles syriens

La même année, alors que la Syrie est également secouée par des protestations, John McCain prend position en faveur d'un départ du président syrien Bachar el-Assad. Pour parvenir à cet objectif, il se fait le partisan d'une aide militaire aux rebelles syriens (en grande partie islamistes) restant ainsi fidèle à sa ligne en matière de politique internationale évoquée une décennie plus tôt. La crise se mue rapidement en guerre et l'influence de Daesh dans le pays, se fait grandissante.

Là encore, John McCain se rendra sur place pour rencontrer les insurgés, appelant à leur fournir des armes lourdes. Après avoir diffusé un cliché de ses rencontres, il sera accusé dans la presse d'avoir pris la pose avec des rebelles ayant participé à l'enlèvement de 11 pèlerins chiites en Syrie.

Pas à une polémique près, John McCain accusera le président Barack Obama d'être «directement responsable» de la fusillade d'Orlando en 2016, revendiquée par Daesh. «Lorsque [Barack Obama] a retiré tout le monde d'Irak, al-Qaïda s'est rendu en Syrie, est devenu Daesh et Daesh est aujourd'hui ce qu'il est grâce aux faillites de Barack Obama», justifiera-t-il.

Virulent critique de la Russie

«Poutine n'est ni un ami, ni un concurrent. Poutine est notre ennemi [...] Il a choisi de saper les démocraties autour du monde» tweetait le sénateur républicain le 12 juillet 2018.

Peu enclin au principe de non-ingérence dans les affaires d'autres Etats, John McCain était également connu pour son attitude vis-à-vis de la Russie. Le 16 mars 2017, alors que le sénateur républicain du Kentucky, Rand Paul, s'oppose au projet de loi sur l'adhésion du Monténégro à l'Alliance atlantique, John McCain n'hésite pas à l'accuser de travailler pour Vladimir Poutine. Trois ans plus tôt, celui qui a apporté son soutien au mouvement du Maïdan, en Ukraine, avait estimé ainsi que la Russie n'était rien d'autre qu'une «station essence qui prétend être un pays».

Dans son dernier livre, John McCain accusait Vladimir Poutine de vouloir mener un «assaut sur les fondements de la démocratie [américaine]». Il appelait également les autorités américaines à «cyber-bombarder» la Russie. Enfin plus récemment, en mai 2017, alors qu'il intervenait à la chaîne de télévision américaine ABC, le sénateur républicain a affirmé sans ambages que Vladimir Poutine demeurait «la première et la plus importante des menaces, plus encore que Daesh». RT 27 août 2018

En complément. Les médias ont perdu l'un des leurs et le font savoir.

- Les deux affronts de la Maison Blanche à la mémoire de John McCain - Le HuffPost 27 août 2018

[Les promesses n'engagent que les ignorants ou les naïfs qui y croient.](#)

- Quand le candidat Macron promettait de "préserver le niveau de vie des retraités" - Le HuffPost 27.08

C'était l'un des engagements phares d'Emmanuel Macron pendant la campagne de 2017. Mais la promesse, martelée par candidat d'En Marche! à la présidentielle, de "maintenir" le pouvoir d'achat des retraités ne sera finalement pas tenue en 2019, ni en 2020. L'annonce faite dimanche 26 août de la désindexation pendant deux années consécutives des pensions de retraite par rapport à l'inflation vient d'atomiser le leitmotiv présidentiel, le fameux "je fais ce que j'ai dit".

Après la hausse de la CSG ponctionnant depuis janvier les pensions supérieures à 1200 euros, ce sont désormais tous les retraités (à l'exception des bénéficiaires du "minimum vieillesse") qui subiront une perte de pouvoir d'achat face à l'inflation, comme l'a calculé le HuffPost dans le détail.

...l'ancien ministre de l'Économie affirmait en mars 2017 sur France 2 au sujet des retraités qu'"il n'y aura pas de perte de pouvoir d'achat" s'il était élu. "Le niveau de vie des retraités, on doit le préserver" annonçait-il même dans un clip de campagne vantant les mérites de son projet de réforme des retraites

Lors du débat organisé par TF1 en mars 2017, Emmanuel Macron reprochait même à François Fillon (LR) de vouloir "faire des économies sur le dos des retraités" dans son projet présidentiel. Pourtant un an et demi plus tard, Édouard Philippe, le Premier ministre d'Emmanuel Macron, met l'accent sur les économies à réaliser afin de contenir les déficits publics. Et de faire peser notamment "sur le dos des retraités" le prix de la rigueur budgétaire. Le HuffPost 27.08

Je vous fais grâce des déclarations tonitruantes de Martinez (CGT), Pavageau (FO), Berger (CFDT), qui dans la foulée ont confirmé qu'il en faudrait plus pour qu'ils rompent leurs relations avec Macron et le gouvernement, leur collaboration serait plus appropriée... au saccage de nos droits sociaux. Ils se feront un devoir de le démontrer une fois de plus dans les semaines ou mois qui viennent. Et nous ne doutons pas que certains se chargeront de relayer leur bonne parole, il faut bien que la mystification continue pour que Macron applique tranquillement sa politique antisociale...

[Une histoire de vases communicants.](#)

Extrait. Selon le ministère des Comptes publics, les recettes fiscales de l'Etat ont reculé de 2,4 % par rapport au premier semestre 2017 à périmètre constant. Compte tenu d'une inflation qui se situe à 2,1 % sur un an en juin dernier, cela signifie en réalité une baisse en volume de 4,5 %. Considérable : cela creuse un trou de 14 milliards d'euros sur l'année, 0,6 point de produit intérieur brut (PIB).

Mais le plus inquiétant c'est la façon dont le gouvernement a engendré ce trou dans les rentrées fiscales. Les recettes des taxes qui pèsent sur les gens ordinaires - la taxe intérieure sur la consommation de produits énergétiques (TICPE), la taxe sur la valeur ajoutée (TVA) ou encore l'impôt sur le revenu - augmentent en volume en 2018 par rapport à la même période de 2017.

Les recettes fiscales qui font chuter l'ensemble ne sont concentrées que sur l'impôt sur les sociétés d'une part, et les autres impôts d'autre part. Ceux-ci regroupent surtout les différentes formes d'imposition du capital : impôt de solidarité sur la fortune (ISF) devenu impôt sur la fortune immobilière (IFI), droits de successions, impôt forfaitaire sur les revenus du capital... Or ce

dernier poste chute à lui seul de 39 % en volume par rapport à 2017, l'équivalent de 10,5 milliards d'euros sur l'année.

Autrement dit, bien que les gens ordinaires continuent à acquitter de plus en plus d'impôts, l'Etat va être obligé de réduire significativement les services qu'il leur rend à cause de l'ampleur considérable des cadeaux fiscaux consentis aux entreprises et aux très riches... alternatives-economiques.fr 17.08

En complément. Les prédateurs ne sont jamais à court d'idées quand il s'agit de vampiriser les pauvres, les retraités, etc. pour se faire du fric.

- Rémunérer les donneurs de sang, quelle bonne idée ! - LePoint.fr 27 août 2018

Ces matériaux de base, le sang et, plus précisément, le plasma, sont, eux, devenus les produits d'un commerce florissant pour les pays exportateurs, au premier rang desquels les États-Unis. LePoint.fr 27 août 2018

Sordide ! Ils osent tout, ils sont comme cela...

[Le roïtelet a été recadré, l'affaire Benalla est passée par là...](#)

- Syrie : le maintien d'Assad serait une « erreur funeste », selon Macron - LeParisien.fr 27.08

Le président français Emmanuel Macron a jugé lundi qu'un « retour à la normale » en Syrie avec le maintien de Bachar al-Assad à sa tête serait « une erreur funeste ».

« Nous voyons bien ceux qui voudraient, une fois la guerre contre Daech achevée, faciliter un retour à la normale : Bachar al-Assad resterait au pouvoir, les réfugiés [...] retourneraient et l'Europe et quelques autres reconstruiraient », a déclaré le chef de l'Etat au cours de son discours annuel face aux ambassadeurs de France. (Il n'a pas osé citer Lafarge pour reconstruire la Syrie, dommage ! Quand on vous dit que les multinationales sont humaines, généreuses, des philanthropes, c'est tout de même étrange que personne ne veuille le croire... - LVOG)

« Si je considère depuis le premier jour que notre premier ennemi est Daech (acronyme arabe du groupe djihadiste Etat islamique, ndlr) et que je n'ai jamais fait de la destitution de Bachar al-Assad une condition préalable à notre action diplomatique ou humanitaire en Syrie, je pense qu'un tel scénario serait néanmoins une erreur funeste », a-t-il estimé. (Moins que de vous avoir au pouvoir ! - LVOG)

« Qui a provoqué ces milliers de réfugiés ? Qui a massacré son propre peuple ? Il n'appartient pas à la France de désigner les futurs dirigeants de la Syrie pas plus qu'à un autre pays mais c'est notre devoir et notre intérêt de nous assurer que le peuple syrien sera bien en situation de le faire » a-t-il ajouté. LeParisien.fr 27.08

Qui, mais vous qui a armé, encadré, conseillé, soutenu les barbares issus d'Al-Qaïda, certainement pas les Syriens qui les ont combattu héroïquement...

[Tiens, là silence radio de Macron, comme c'est étrange. Normal, Macron participe à l'armement de l'Arabie saoudite.](#)

- Yémen : accords secrets entre la coalition saoudo-émiratite et al-Qaïda - middleeasteye.net 14.08

"La coalition menée par l'Arabie saoudite a conclu des accords secrets avec des éléments d'al-Qaïda au Yémen, payant même des sommes conséquentes à ces combattants, a révélé ce lundi 6 août Associated Press. « La série d'accords secrets conclus par la coalition soutenue par les États-Unis avec al-Qaïda pour se retirer des zones contrôlées par les militants au sud du Yémen se concentrait sur trois zones principales : la ville de Mukalla et les provinces d'Abyan et de Shabwa », précise l'enquête de AP. Les principales dispositions ont ainsi permis aux combattants d'al-Qaïda de se retirer en toute sécurité et de garder armes et argent avec eux. En outre, des centaines de combattants ont été intégrés aux forces de la coalition."

Fausse guerre contre al-Qaïda

La coalition menée par l'Arabie saoudite a conclu des accords secrets avec des éléments d'al-Qaïda au Yémen, payant même des sommes conséquentes à ces combattants, a révélé ce lundi 6 août Associated Press.

« La série d'accords secrets conclus par la coalition soutenue par les États-Unis avec al-Qaïda pour se retirer des zones contrôlées par les militants au sud du Yémen se concentrait sur trois zones principales : la ville de Mukalla et les provinces d'Abyan et de Shabwa », précise l'enquête de AP.

Les principales dispositions ont ainsi permis aux combattants d'al-Qaïda de se retirer en toute sécurité et de garder armes et argent avec eux. En outre, des centaines de combattants ont été intégrés aux forces de la coalition. « À Shabwa, les paiements directs en espèces ont été faits aux éléments d'al-Qaïda », a constaté l'AP.

Ces deals ont été menés et conclus sous l'œil des Américains, qui, selon AP, ont évité de mener des frappes de drones dans les zones couvertes par les accords entre la coalition et al-Qaïda dans la péninsule arabique (AQPA), une des plus dangereuses branches de la nébuleuse créée par Oussama ben Laden.

Fausse guerre contre al-Qaïda

L'enquête de l'agence d'information américaine démontre que, contrairement aux allégations de la coalition proclamant des victoires depuis deux ans contre al-Qaïda au Yémen et assurant avoir démuni ses capacités de frappes contre l'Occident, ces « victoires » se sont réalisées sans un seul coup de feu tiré.

« Le 22 avril 2016, des véhicules blindés, des camionnettes et d'autres véhicules transportant environ 3 000 éléments d'al-Qaïda sont sortis de Mukalla, la cinquième plus grande ville du Yémen et un important port sur la mer d'Oman. Deux jours plus tard, les forces soutenues par les Émirats arabes unis ont entamé la bataille et ont déclaré la victoire sur le groupe, qui dirigeait la ville depuis un an », rapporte AP. Un chef tribal de la région a déclaré à un journaliste de l'agence : « Al-Qaïda n'a pas été vaincu. Ces hommes ne se sont même pas battus ».

Un journaliste local de Mukalla, qui a requis l'anonymat par peur de représailles, a déclaré: « Nous nous sommes réveillés un jour et al-Qaïda avait disparu sans combat. »

« Nous n'avons pas vu de morts malgré la déclaration de guerre contre al-Qaïda. » Importantes sommes payées

« Nous n'avons vu aucune arrestation d'éléments terroristes », a déclaré un responsable de la sécurité yéménite à Shabwa, une autre localité concernée par l'accord entre la coalition et al-Qaïda. Un accord qui comprenait également le paiement de sommes importantes aux commandants locaux d'AQPA et à leurs hommes.

Autre cas de figure : au printemps 2016, quatre médiateurs tribaux ont négocié un accord pour l'évacuation des combattants d'AQPA d'une série de villes de la province méridionale d'Abyan, y compris la capitale provinciale de Zinjibar.

« La disposition centrale était que la coalition et les drones américains cessent tous les bombardements pour que les éléments d'al-Qaïda puissent se retirer avec leurs armes. Pendant presque une semaine, en mai, les hommes d'AQPA sont partis en camion. Le dernier jour, les combattants restants ont été conviés à un dîner d'adieu à la ferme de l'un des médiateurs. »

« Un négociateur d'al-Qaïda a déclaré que l'accord comprenait également une disposition visant à enrôler 10 000 éléments des tribus locales - dont 250 militants d'al-Qaïda - dans la force yéménite soutenue par les EAU », révèle encore AP, citant des sources de cette même force. middleeasteye.net 14.08

Ils osent tout.

- Le chef de l'armée birmane doit être poursuivi pour "génocide", selon l'ONU - AFP

- Affaire Sentsov: Kiev poursuit Moscou devant la CEDH - L'Express.fr

L'Ukraine invoque l'interdiction de la torture, le droit à la liberté et à un procès équitable dans plusieurs arrestations contre ses ressortissants en Russie. L'Express.fr

- Les deux affronts de la Maison Blanche à la mémoire de John McCain - Le HuffPost

- Russie : Alexeï Navalny condamné à 30 jours de prison - LeParisien.fr

A ceux qui suggèrent qu'Alexeï Navalny aurait été arrêté et emprisonné en vue des manifestations du 9 septembre, le Kremlin répond par la négative. LeParisien.fr

Argument éculé : Sentsov s'en est déjà servi, alors qu'il est emprisonné... depuis 2015 !

Accord en ioucedé.

- Les USA et le Mexique concluent un nouvel accord commercial - Reuters 27 août 2018

Donald Trump a annoncé lundi que les Etats-Unis et le Mexique s'étaient entendus sur un nouvel accord de libre-échange, qui se substitue à l'Accord de libre-échange nord-américain (Aléna), avant l'ouverture rapide de pourparlers avec le Canada.

Le nouvel accord prévoit entre autres une augmentation de la part des composants d'origine américaine et régionale dans les voitures assemblées au Mexique.

Trump devrait notifier au Congrès d'ici la fin de la semaine son intention de signer un nouvel accord de libre-échange dans les 90 jours, ce qui laissera le temps à Enrique Peña Nieto de signer le texte avant la fin de son mandat.

L'annonce de l'accord Mexique-Etats-Unis a fait grimper les Bourses américaine, mexicaine et canadienne mais aussi européennes, dans l'espoir d'un apaisement des tensions commerciales globales.

La Bourse de Mexico a atteint un plus haut de sept mois et le peso s'est raffermi d'environ 1,3% face au dollar, sa meilleure séance depuis plus d'un mois.

Les échanges commerciaux entre les Etats-Unis, le Mexique et le Canada représentent plus de 1.000 milliards de dollars (856 milliards d'euros) par an. Reuters 27 août 2018

Trump signe cet accord en ioucedé avec Nieto qui a fait preuve d'une vassalité sans faille vis-à-vis des Etats-Unis, avant que son successeur Andrés Manuel López Obrador entre officiellement en fonction le 1er décembre, craignant peut-être qu'il soit moins malléable ou qu'il soit plus gourmand, qui sait, pour le peuple mexicain, quelle abomination !

[Haut de page ↗](#)

Le 30 août 2018

CAUSERIE ET INFOS

Une causerie très dense, et comme d'habitude pleine d'infos, d'éclaircissements ou d'enseignements pour qui veut mieux comprendre la situation mondiale ou combattre le capitalisme sur tous les fronts. Bonne lecture et réflexion.

● Causerie au format pdf (23 pages)

Quand on affirme que Macron et LREM, les médias et leurs "experts", l'UE, relaient la propagande de guerre de l'Otan, les lecteurs mal informés seraient en droit de se demander si nous ne délirions pas ou nous ne ferions pas preuves de désinformation ou je ne sais quoi encore... L'article suivant est assez précis pour leur ôter le moindre doute sur l'origine de la campagne hystérique xénophobe ou russophobe qui empeste l'atmosphère depuis l'ère Obama, elle vient de l'Otan et du Pentagone.

Au passage, vous êtes-vous demandés pourquoi tous les partis dits ouvriers sans exception censurent le Réseau Voltaire qui est une source d'information irremplaçable ? Comment expliquez-vous cette misérable attitude, d'autant plus qu'ils le consultent pour en tirer des informations sans citer leur source ? En revanche ils vont soutenir les médias des oligarques comme Le Monde, Libération, etc. quand ils prétendent être victimes d'une atteinte à la liberté d'expression ou de la presse, alors que chacun sait qu'ils pratiquent l'autocensure et la désinformation quotidiennement et relais la propagande de l'Otan et de l'UE que le Réseau Voltaire dénonce et combat.

Pour faire l'idiot, on pourrait dire, allez y comprendre quelque chose, mais non, le sujet est trop grave, et la signification politique qui vous vient peut-être spontanément à l'esprit pour caractériser cette attitude est sans doute la bonne, hélas! Vous ne vous trompez pas, les faits ou la vérité des faits ne les intéresse pas, et après certains s'étonnent qu'on ne parvienne pas à construire un véritable parti ouvrier révolutionnaire, tandis que d'autres affirment que dans la situation actuelle se serait très difficile, voire impossible, mais ne font-ils pas tout ce qui faut pour qu'il en soit ainsi, car aucun travailleur ne peut cautionner de telles pratiques.

Sans information fiable, il est impossible de comprendre la situation, donc d'en tirer des enseignements pour mener notre combat politique, ce qui revient à nous réduire à l'impuissance face à la propagande de notre ennemi.

Vous avouerez que j'ai l'art de me faire des amis parmi les adhérents ou militants de ces partis, entre nous, ce n'est pas mon objectif

si cela doit être au détriment de la vérité ou de nos principes, sans préjuger que certains d'entre eux condamnent l'attitude de leurs dirigeants.

Je persiste et signe, s'il existe une source d'information qui mérite d'être soutenue sans condition, c'est bien le Réseau Voltaire et particulièrement le journaliste Thierry Meyssan qui vit à Damas, la capitale de la Syrie.

[Braves gens dormez tranquille, l'UE et l'Otan veille à la paix en Europe... en se préparant à la guerre contre la Russie.](#)

- Ponts écroulés et ponts bombardés par Manlio Dinucci - Réseau Voltaire 28 août 2018

Alors que nous avons tous été horrifiés par l'écroulement du pont Morandi de Gênes, Manlio Dinucci nous rappelle que la société gestionnaire de cet ouvrage a été privatisée... pour payer la destruction par l'armée italienne des ponts de Serbie. C'était en 1999, sous les ordres de l'Otan.

« L'image est vraiment apocalyptique, on dirait qu'une bombe est tombée sur cette très importante artère » : voilà comment un journaliste a décrit le pont Morandi qui venait de s'écrouler à Gênes, en brisant la vie de dizaines de personnes [1].

Mots qui ramènent à l'esprit d'autres images, celles des environ 40 ponts serbes détruits par les bombardements Otan en 1999, parmi lesquels le pont sur la Morava méridionale où deux missiles frappèrent un train en massacrant chez ses passagers. Pendant 78 jours, décollant surtout des bases italiennes fournies par le gouvernement D'Alema, 1 100 avions effectuèrent 38 000 sorties, larguant 23 000 bombes et missiles. Détruisant systématiquement les structures et infrastructures de la Serbie, et provoquant des milliers de victimes chez les civils. Aux bombardements participèrent 54 avions italiens, qui effectuèrent 1 378 sorties, en attaquant les objectifs désignés par le commandement étasunien. « Pour le nombre d'avions nous n'avons été seconds que derrière les USA. L'Italie est un grand pays et on ne doit pas s'étonner de l'engagement montré dans cette guerre », déclara D'Alema.

Dans l'année même où il participait à la démolition finale de l'État yougoslave, le gouvernement D'Alema démolissait la propriété publique de la Società Autostrade (gestionnaire aussi du pont Morandi), en en cédant une partie à un groupe d'actionnaires privés et en cotant le reste en Bourse. Le pont Morandi s'est écroulé fondamentalement par la responsabilité d'un système centré sur le profit, le même qui est à la base des puissants intérêts représentés par l'Otan.

Le rapprochement entre les images du pont Morandi écroulé et des ponts serbes bombardés, qui à première vue peut sembler forcé, est au contraire fondé.

Avant tout, la scène déchirante des victimes ensevelies par l'écroulement devrait nous faire réfléchir sur l'horrible réalité de la guerre, que les grands médias nous mettent sous les yeux comme une sorte de wargame, avec le pilote qui cible le pont et la bombe téléguidée qui le fait sauter en l'air.

En second lieu nous devrions nous rappeler que la Commission européenne a présenté le 28 mars un plan d'action prévoyant la potentialisation des infrastructures de l'UE, ponts compris, mais pas pour les rendre plus sûres pour la mobilité civile, mais plus aptes à la mobilité militaire [2]

En réalité, le plan a été décidé par le Pentagone et par l'Otan, qui ont demandé à l'UE d'« améliorer les infrastructures civiles afin qu'elles soient adaptées aux exigences militaires » : de façon à pouvoir déplacer avec la plus grande rapidité des chars d'assaut, canons autopropulsés et autres véhicules militaires lourds, d'un pays européen à l'autre pour faire face à « l'agression russe ». Par exemple : si un pont n'est pas en mesure de supporter le poids d'une colonne de chars d'assaut, il devra être renforcé ou reconstruit.

On dira que dans ce cas le pont deviendra plus sûr aussi pour les véhicules civils. Mais la question n'est pas aussi simple.

Ces modifications ne seront effectuées que sur les tronçons les plus importants pour la mobilité militaire et l'énorme dépense sera à la charge de chaque pays, qui devra soustraire des ressources à l'amélioration générale des infrastructures.

Une contribution financière de l'UE est prévue pour un montant de 6,5 milliards d'euros, mais —a précisé Federica Mogherini, responsable de la « politique de sécurité » de l'UE— seulement pour « assurer que des infrastructures d'importance stratégique soient adaptées aux exigences militaires ».

Le temps presse : pour septembre le Conseil européen devra spécifier (sur indication de l'Otan) la liste des infrastructures à potentialiser pour la mobilité militaire. Le pont Morandi y figurera-t-il, reconstruit pour que les chars d'assaut des USA et de l'Otan puissent en sécurité transiter sur la tête des Génois ? Réseau Voltaire 28 août 2018

Notes.

[1] Le pont Morandi, important viaduc autoroutier de Gênes géré par une société privée, s'est écroulé le 14 août, en faisant plus de 40 victimes. La cause probable est un effondrement structurel, dont les signes ont cependant été ignorés pendant des années. Ndlr.

[2] « UE : un "espace Schengen" pour l'Otan », par Manlio Dinucci, Traduction Marie-Ange Patrizio, Il Manifesto (Italie) , Réseau Voltaire, 3 avril 2018.

Qui va les chasser du pouvoir, qui peut les chasser du pouvoir ?

Qui, sinon la masse unie des exploités et des opprimés renouant avec la tradition révolutionnaire du prolétariat de la fin du XIXe siècle et du début du XXe...

Ils osent encore le dire.

(Après la démission de Hulot le millionnaire, qui s'est enrichi grâce au sponsoring de multinationales.).

- L'Elysée : « L'important, c'est que les décisions soient prises dans l'intérêt général ». leparisien.fr 28.08

Pantalonnade. Qui en réalité prend les "décisions", pas Macron c'est une marionnette, il ne dispose d'aucun pouvoir, qui sinon l'oligarchie et dans son propre intérêt.

Parole d'Internaute

1- "C'est la pensée internet d'aujourd'hui. Quelque soit l'idée la plus stupide qui vous vienne, vous trouverez toujours, grâce à la masse d'information à disposition, quelques faits avérés qui semblent aller dans votre sens. Vous faites alors un montage de tous ces faits, de quoi assommer le contradicteur et avoir l'air de prouver ce que vous dites, et vous publiez. Ça se faisait déjà avant Internet à part que, maintenant, c'est à la portée de tout le monde."

LVOG - Grâce à Facebook, Tweeter et Cie...

2- J'adore ce mec!

Face à la dictature mondialiste multiforme, Donald fait figure de « résistant »! Et les actes de résistance de Trump au mondialisme (récupérés par les gauchos...) ne sont pas de simples escarmouches, mais des bombardements intenses sur ce nouveau fascisme internationaliste, imposé par médias, lobbyistes des multinationales, paléo-trotskyistes, gauchistes immigrationnistes et grande finance internationaliste, tous unis dans un but de destruction des Nations et de leurs identités culturelles...une vieille rengaine de tous les socialismes, qu'ils soient nationaux ou internationaux...

LVOG - Tous ces acteurs participent à la confusion générale qui profite aux néoconservateurs les plus ultra réactionnaires de manière à écarter la seule menace qui pèse sur le régime qu'ils incarnent : Le socialisme. Comme autrefois, ils préfèrent encore la guerre à la révolution socialiste.

A vouloir trop prouver, on se démasque...

- Donald Trump charge Google et Twitter qu'il accuse de "censure" - atlantico.fr 28 Août 2018

Facile, on ne peut pas leur prêter de bonnes intentions à moins d'être un idiot...

- Mis en cause par Trump, Google se défend de toute « manipulation politique » - leparisien.fr 28 août 2018

La firme de Menlo Park indique dans un communiqué au ton très ferme que son moteur de recherche « ne classe jamais les résultats de recherche pour manipuler une opinion politique ». « La recherche n'est pas utilisée pour défendre un programme politique et nous ne dévions pas nos résultats vers une quelconque idéologie politique », ajoute-t-elle.

« Notre but est de nous assurer que les utilisateurs qui tapent une recherche dans la fenêtre Google Recherche reçoivent le résultat le plus pertinent en quelques secondes », insiste l'entreprise, soulignant qu'elle apporte chaque année « des centaines d'améliorations aux algorithmes qui pilotent la recherche » pour assurer qu'ils pêchent du contenu de « grande qualité ». leparisien.fr 28 août 2018

Question : D'après vous, selon Google, c'est quoi "le résultat le plus pertinent", sinon celui des portails ou blogs dont le contenu est compatible avec la programme politique soutenu par Google, les GAFAM, le clan de l'oligarchie opposé à Trump.

"On n'a plus le droit ni d'avoir faim, ni d'avoir froid" parole de J-J Goldman qui a gagné 58 millions d'euros en 2017 et estime que ce n'est pas suffisant, sa maison de disque non plus.

LVOG - Je n'ai pas le temps de m'attarder sur ce sujet, mais au regard des protagonistes que l'on trouve dans les deux camps, il semblerait que les GAFAM craignent que la population déserte Internet après l'avoir appâtée avec la mise en ligne gratuite de musique, films, documentaires, articles, etc., alors qu'ils ont conçu internet comme un puissant instrument destiné à asservir les peuples en le rendant indispensable dans leur vie quotidienne, par exemple pour lire son courrier ou trouver, remplir et renvoyer des documents administratifs ou encore pour régler des factures, etc.

Si l'accès à la musique et au cinéma, à l'information devient payant, ce qui est déjà le cas en grande partie, disons trop rapidement, en plus de l'abonnement souscrit à un fournisseur d'accès à Internet qui n'est pas gratuit non plus, ils peuvent craindre qu'une partie de la population décroche des écrans qui procèdent à l'abrutissement générale.

Mais surtout, les GAFAM ne supportent pas qu'une institution leur dicte la politique qu'ils doivent adopter, car cette institution peut aussi changer de politique ou voire disparaître dans le cas de l'UE. Sans parler que cela ne ferait qu'accroître le partage de fichiers entre internautes sans aucun contrôle cette fois, y compris au contenu jugé illégal.

Et puis, comme chacun d'entre nous, j'ai pu constater que certains fichiers (YouTube) étaient accessibles gratuitement au téléchargement, alors que d'autres sont uniquement destinés à la lecture, d'autres encore sont téléchargeables mais payant, l'ensemble légalement.

De nombreux artistes acceptent que leurs oeuvres ou certaines d'entre elles figurent sur Internet et puissent être téléchargés gratuitement, tandis que d'autres s'y refusent à moins que l'internaute paie.

Souvent ce sont les ayants droit ou leurs maisons de disques qui bloquent la diffusion ou rendent payant le téléchargement, idem pour le cinéma.

Si j'ai téléchargé gratuitement plus de 1000 morceaux de musique ou concerts, aucun des deux ou trois dernières années, ils sont tous payant, hormis quelques rares exceptions généralement de mauvaise qualité, ceci explique cela dans ce cas-là.

Apparemment la vente de CD n'a pas chuté, et les concerts font toujours salle comble, donc de quoi se plaignent-ils ces nantis ? Ils veulent faire payer les plus pauvres qui se contentent de vidéos souvent médiocres, il faut que les pauvres casquent coûte que coûte, c'est cela ?

- A Bruxelles, bataille féroce autour de la réforme du droit d'auteur - AFP 28 août 2018

"Mensonges" contre "coups bas": la directive européenne sur la réforme du droit d'auteur fait l'objet d'un lobbying tous azimuts entre ses partisans --médiats et créateurs-- et ses opposants --géants du numérique et militants de la liberté sur internet.

L'objectif de la réforme, proposée en 2016 par la Commission européenne, est de moderniser le droit d'auteur à l'ère du numérique.

Le principe est d'inciter les plateformes, comme YouTube, à mieux rétribuer les créateurs de contenus (article 13), mais aussi de créer un nouveau "droit voisin" pour les éditeurs de presse (article 11), qui doit permettre aux journaux ou agences comme l'AFP de se faire rémunérer lors de la réutilisation en ligne de leur production. Deux fronts se sont dégagés: d'un côté les créateurs et la presse, en quête de revenus; de l'autre, une alliance inattendue entre les géants du numérique, qui craignent une remise en cause de leur "business model", et les militants d'internet, qui voient dans le texte une menace pour la liberté du web. AFP 28 août 2018

- « Si on ne peut pas vivre de nos œuvres, nous, créateurs, sommes condamnés à disparaître » - Le Monde 03.07.2018 Dans une tribune au « Monde », plus de 70 artistes demandent la juste rémunération des œuvres diffusées sur

Internet, avant le vote, jeudi, d'une directive européenne. Jean-Jacques Goldman, Abd Al Malik, Julien Doré et Jain font partie des signataires de la tribune

Tribune. Extrait.

L'objectif de cette nouvelle directive n'est pas d'imposer un filtrage ou une quelconque censure sur Internet, mais au contraire de permettre de mieux identifier les œuvres diffusées sur les plates-formes numériques et de rémunérer leurs auteurs. Ces puissants acteurs économiques du numérique sont aujourd'hui des diffuseurs comme les autres, des partenaires essentiels comme

les autres et, à ce titre, doivent être responsables comme les autres. Le Monde 03.07.2018

- Jean-Jacques Goldman, Julien Doré et plusieurs artistes se mobilisent pour les droits d'auteurs
- huffingtonpost.fr 04.07.2018

L'ADIMA, groupe de pression qui rassemble les GAFAs et d'autres grands noms du secteur technologique, a appelé dans un communiqué les eurodéputés à "sauver l'internet" en rejetant le projet de réforme, lors d'un vote qui devrait intervenir ce jeudi au Parlement européen, réuni cette semaine en session plénière à Strasbourg. huffingtonpost.fr 04.07.2018

Commentaires d'Internauts

1- Comment ces gens ne comprennent-ils pas que leur discours s'entend comme " j'ai plein d'argent et je veux en gagner plus"? Même s'ils sont réellement des défenseurs des artistes leur discours est complètement brouillé par leurs fortunes.

2- Avec la protection des oeuvres 70 ans après la mort de l'artiste, nos "artistes" ont d'ors et déjà prouvé leur capacité à voir au delà de leur existence. Quel est le moteur de la création ? avoir une rente ? créer une dynastie de gestionnaires ? Je pense que le moteur de la création n'est pas l'argent, et que cette proposition de loi au parlement européen est liberticide. Qu'ils montrent leur capacité à abandonner leurs droits au delà de leur mort et on en reparle !

3- Internet n'aurait jamais pris cette ampleur sans l'accès gratuit à la culture pour tous, qui a motivés nos premiers abonnements. Maintenant que le boum économique a eu lieu, engraisant une fois de plus les éditeurs et le capital, ceux-ci réclament une dîme supplémentaire. Ils n'arrêteront jamais et trouveront toujours des artistes pour signer leurs papiers. Goldman, toujours pas sur spotify parce-que 4 cents l'écoute d'une chanson c'est pas assez. Pauvres riches...

4- Les artistes voudraient être libre jusqu'à la médiocrité et devenir un artiste officiel d'un Etat, d'un milliardaire, d'une banque, d'un industriel, d'une communauté et le fin du fin : artiste du peuple. Pendant ce temps les enfants se battent pour prolonger les droits de la famille et passer à la télé. Que depuis la nuit des temps les artistes soient obligés de se vendre pour exister, OK, mais nous en sommes tous là, sans droit d'auteur.

5- En essayant de décrire vos propos, je comprends que vous imaginez que les droits d'auteur constituent une espèce de rente versée par l'Etat à quelques artistes. Un musicien écrit une chanson à succès. Pourquoi serait il normal de télécharger sa chanson, de la diffuser à la radio, ou dans un bar sans le rémunérer ? C'est ça le droit d'auteur. Ce qui lui revient quand d'autres gagnent de l'argent grâce à sa chanson. Et lui permet de vivre.

6- On n'est pas toujours d'accord avec eux, mais dans cette affaire, total soutien aux artistes face aux GAFAs. Car ces derniers révèlent un machiavélisme destructeur. Ils s'activent pour rendre les oeuvres d'artistes gratuites à travers une diffusion massive, en quasi illégalité, mais n'oublie pas de faire payer le prix fort pour les pubs qu'ils ont en gestion, et là ils sont intraitables.... tout en amassant des richesses incommensurables. Complètement immoral donc. Honte sur eux.

7- Vous savez bien que le téléchargement légal rétribue les créateurs. Si téléchargement illégal il y a, c'est un problème qui touche le téléchargement et le site qui le lui permet. Mais ce n'est pas le droit, ni un vide juridique, c'est illégal.

8- Certes, il est difficile de contredire cette tribune. Mais pour mémoire, quand l'industrie nous a fait passer du vinyle au CD (souvent de qualité indigne), puis du CD au CD remasterisé, puis a tenté de nous faire passer au SACD ou au DVD audio, il n'y avait guère d'artiste pour s'émouvoir d'être rémunéré 2 ou 3 fois ou plus pour la même oeuvre, que d'ailleurs on ne pouvait pas écouter avant d'acheter. La technologie a changé le rapport de force, et leur apprend l'humilité, c'est déjà ça.

9- Quand on voit l'état de dénuement extrême dans lequel se trouvent les jeunes plasticiens on a beaucoup de mal à compatir au sort des artistes de variétés. Et comme d'hab ceux qui se beurrent les deux côtés de la tartine, en général plutôt les intermédiaires, avancent masqués derrière la liberté d'expression.

10- Est il normal d'écrire un tube dans sa vie et de vivre toute sa vie sur des royalties ? Est ce qu'un carreleur est rémunéré à chaque fois qu'on marche sur son carrelage ? Il faut inventer un nouveau système ou les artistes sont rémunérés quelques années après la sortie de leur disque, puis doivent travailler (faire des concerts !! y'a pire comme boulot) pour ensuite vivre, ou refaire des disques. Aucun des artistes qui signe la pétition n'est à plaindre.

11- Le régime du droit d'auteur est complètement obsolète. C'est devenu au mieux une rente de situation, au pire un droit à la paresse rémunérée. Une disruption totale est nécessaire pour booster la création. 20 ans de droits à partir du 1er janvier suivant la création puis survivance pendant 50 ans sur les droits d'adaptation. Cela permettra de libérer l'accès à la culture tout en préservant l'auteur du pillage.

12- Toujours la même vieille rengaine : sans droits d'auteurs, la création va disparaître. Mais la création n'a pas attendu les

droits d'auteurs. Homère, Virgile ou Ronsard n'ont pas eu besoin de droits d'auteurs pour créer. Et aujourd'hui, des millions de créateurs, artistes, écrivains, intellectuels, vivent sans droit d'auteur (ou si peu), et ça ne les empêche pas de créer. Ils sont professeurs, journalistes, ... Ceux qui ne sont mûs que par l'appât du gain ont bien sûr du mal à comprendre.

13- Le secteur est riche. Qu'il s'organise différemment pour mieux distribuer. Qu'il y ait moins de très riches et moins de très pauvres (revenus du plus riche ne dépassant pas de plus de 10-20 fois celui du plus pauvre). Qu'une partie des droits d'auteurs soient mis dans un pot commun et redistribués.

14- La « campagne de désinformation » est très limitée, puisque aucun grand média ne relaie les arguments contre cette loi européenne sur les droits d'auteurs. Par ailleurs, l'opposition à cette loi vient des internautes et des citoyens, en raison de graves conséquences sur les libertés individuelles. Si elle venait des GAFAM, il y aurait eu bien plus de couverture média. Le problème concerne les articles 11 et 13, entre autres parce qu'ils menacent le partage des liens sur Internet.

15- La seule réponse que je peux donner à ces auteurs tient en une seule oeuvre : le Boléro de Ravel. Son histoire est une parfaite illustration de ce qu'il faut arrêter dans le droit d'auteur. Quand ces signataires diront que cette histoire est un scandale, que cela ne doit plus se reproduire, alors on pourra les écouter et les croire. En attendant, cette histoire de rémunération perpétuelle dérange un peu.

16- Cette tribune aurait eu plus de sens signée par les deux gros industriels de la musique que par des artistes (si je cite les noms de S. et U., je risque encore la modération ?). L'allongement à 70 ans post-mortem m'enlève toute compassion pour le "pre-mortem". Des droits renforcés et mieux payés pour 25 ans après la publication d'une oeuvre semblent plus équitables. Les artistes de la liste se trompent d'adversaires: ils roulent pour leurs éditeurs, aux intérêts contraires aux leurs!

D'autant que les droits voisins rendent la vie belle aux éditeurs de musique qui conservent les droits de musiques des années 30 ou 40 parce qu'un obscur contrebassiste ou parolier a vécu centenaire. Mais leurs héritiers touchent-ils vraiment quelque chose? J'en doute fort et l'opacité du système ne plaide pas pour son maintien. L'industrie de la musique maîtrise scandaleusement un droit complexe, au détriment de bien des artistes dont les GAFAM pourraient bien être de meilleurs amis.

17- Dans le temps, on rémunérait à la prestation. La création/culture ne doit pas être privatisée. Changez de modèle économique. 3 mois de travail en studio pour des rentes à vie c'est difficilement justifiable. Faites des concerts, des festivals, tournez dans les bars, dans des fêtes ou chez les gens et vous serez rémunérés. En bref, travaillez, comme tout le monde.

- La directive sur le droit d'auteur : désinformation et étude indépendante - april.org 29 juin 2018.

Déclaration d'universitaires européens à l'attention des députés du Parlement européen préalable au vote en séance plénière de la directive sur le droit d'auteur le 5 juillet 2018

Pour lire cette déclaration :

<https://www.april.org/la-directive-sur-le-droit-d-auteur-desinformation-et-etude-independante>

La transition avec le sujet suivant était toute trouvée.

[Mystification. Bono est la voix de l'UE et de Soros.](#)

- Le groupe U2 prend les couleurs de l'Europe - euronews 28 août 2018

Les membres du groupe U2 porteront les couleurs du drapeau européen lors de leur tournée de 2018 en Europe. Cette décision a été annoncée par le chanteur du groupe, Bono, dans une tribune intitulée : "l'Europe est une pensée qui doit devenir un sentiment". euronews 28 août 2018

LVOG - ONE (9 millions de membres) fait partie des ONG des réseaux Soros (Open Society Institute).

Bono - Chanteur de U2 - Co-fondateur de ONE et (RED)

Membres du Conseil d'administration(<https://www.one.org/fr/person/bono>)

- Morton H. Halperin - Open Society Institute

- Sheryl Sandberg - Directrice générale, Facebook

- Susan A. Buffett - Présidente de la Fondation Sherwood et de la Fondation Susan Thompson Buffett.

- David Cameron - Ancien Premier ministre du Royaume-Uni

- Joe Cerrell - Directeur général, politiques mondiales et plaidoyer, Fondation Bill & Melinda Gates
- Mark Suzman - Directeur général de la stratégie et des politiques mondiales Fondation Bill et Melinda Gates
- Joshua Bolten - Président et Directeur général de Business Roundtable
- Kevin Sheekey - Responsable mondial des relations avec les gouvernements et de la communication chez Bloomberg L.P. Président de Bloomberg Government
- Lawrence Summers - Ancien secrétaire au Trésor des États-Unis
- Michele L. Sullivan - Directrice de l'innovation sociale d'entreprise chez Caterpillar et Présidente de la Fondation Caterpillar

Dis-moi qui te finance, qui tu fréquentes et je te dirai qui tu es.

one.org - (RED) est une division de The ONE Campaign et noue des partenariats avec des marques emblématiques mondiales comme Apple, Bank of America, Coca-Cola, Beats by Dre, et Belvedere...

En 2016, les dépenses de The ONE Campaign se sont élevées à 35,9 millions de dollars...

ONE faisait partie d'une équipe – composée notamment de la Fondation Gates, du gouvernement canadien et du Fonds mondial lui-même (ONU - LVOG)...

Nous avons été très présents lors de festivals et rassemblements religieux, notamment Together 2016 (plus de 150 000 participants). Nous avons également participé à des événements organisés dans des lieux de culte aux quatre coins du pays et avons travaillé en partenariat avec Seacoast, une « mega-church » du sud des États-Unis..

...nous nous sommes rassemblés avec plusieurs ONG – dont Global Citizen, Oxfam et Save the Children – pour lancer une campagne commune, soutenue par plus de 115 000 personnes, dans le but d'appeler les dirigeants européens à répondre aux besoins de ces réfugiés tout en soutenant le développement des populations les plus pauvres de la planète sur le long terme...

Nous avons continué de mener des actions de plaidoyer et de mobilisation en faveur d'une plus grande transparence financière à la veille du Sommet anti-corruption organisé à Londres en mai 2016. ONE a mis l'accent sur un ensemble de cinq mesures clés pour lutter contre la corruption et l'évasion fiscale...

Plus de 55 000 membres de ONE ont pris part aux actions menées dans le cadre de cette campagne. Nous avons également contribué au Sommet mondial du Partenariat pour un Gouvernement Ouvert organisé à Paris...

Au cours de cette même année (2016), sept nouveaux partenaires du secteur privé ont rejoint le projet : Salesforce, NetJets, Piaggio, Lokai, Billecart-Salmon, Ergo Depot et S'well...

Grâce à cette campagne, (RED) a récolté 69 millions de dollars pour le Fonds mondial, auxquels sont venus s'ajouter les dons de la Fondation Bill & Melinda Gates...

(En font partie - LVOG - L'actrice hollywoodienne Robin Wright, DJ Khaled, James Corden, Julia Roberts et Neil Patrick Harris... Plus 8 grands artistes nigériens : Waje, Toolz, Hon. Desmond Elliot, Falz, Yemi Alade, Basketmouth, Kate Henshaw et Ali Nuhu...

Engagement et activités en Afrique : 3 651 775 dollars (dont 2 623 324 dollars de subventions)...

Nigeria.

En janvier 2016, nous avons lancé avec succès le programme ONE Champions à Abuja au Nigeria. Nous avons recruté au total 23 « Champions » et les avons formés aux processus d'élaboration des politiques publiques...

En partenariat avec 76 organisations de la société civile du secteur de la santé, ONE a travaillé sur une proposition de budget en matière de santé et de stratégie à moyen terme pour le secteur, signée par l'ensemble des membres de la coalition...

Engagement de l'Union Africaine (UA)

En partenariat avec l'Union Africaine, ONE a saisi l'occasion offerte par les divers forums techniques et de haut niveau de l'UA pour appeler les dirigeants africains...

Aux Etats-Unis

Les membres de ONE Action sont des porte-paroles hautement engagés et ont apporté un précieux soutien aux grandes

campagnes menées par ONE Action...

La SEC (Securities and Exchange Commission, autrement dit Wall Street - LVOG) a cité plus de 100 fois des recommandations formulées par ONE...

Si la campagne ONE Vote 16 mettait au départ l'accent sur l'élection présidentielle, nous avons également noué des liens avec des candidats clés au Congrès...

Europe

Suite aux efforts de lobbying de ONE et de ses partenaires, l'Italie a augmenté son engagement de 40 %, la France et la Suède ont maintenu leurs engagements respectifs aux niveaux de 2014-2016, l'Allemagne a augmenté son engagement de 33 % (et revu ainsi pour la première fois en dix ans sa contribution à la hausse), et les Pays-Bas ont ajouté 10 millions d'euros à leur engagement initial.

L'Australie, quant à elle, a augmenté sa contribution de 10 %...

Nous avons organisé une campagne ONE Vote en Irlande pour les élections parlementaires...

Vers la fin de l'année, nous avons commencé à préparer nos actions de campagne et de plaidoyer en vue des élections législatives et présidentielles de 2017 en France, en Allemagne et aux Pays-Bas...

Grâce à la générosité de nos donateurs, ONE Action ne sollicite aucun financement auprès du grand public...

Donateurs

Alex and Ani
America Movil
Ann and John Doerr
Anonymous
Anonymous Fund of MCF
Bank of America
Bill and Melinda Gates Foundation
Bloomberg Philanthropies
Bono
Cargill
Caterpillar Foundation
Cindy and Ryan Beedie
Dangote Foundation
DEMDACO
Denis O'Brien
Fossil
Foundation to Promote Open Society
Fund for Policy Reform
George Lucas Family Foundation
Google
Iger Bay Foundation
Lauran and Myrna Bromley
Litowitz Family Foundation
Lynne and Marc Benioff
Marilyn and Jeffrey Katzenberg
MARS, Incorporated
Mary Ann and Mark Kaufman
Natalie and Amar Doman
New Venture Fund
Omidyar Network
Paddy McKillen
Robert Kraft, New England Patriots Foundation
Ronald O. Perelman
Sherwood Foundation
Sheryl Sandberg
Skoll Foundation
The Bromley Foundation

The Columbus Foundation
The David Geffen Foundation
The Parker Foundation
Theresa Gouw and Matthew McIntyre
Tom Freston
Trott Family Foundation
William and Flora Hewlett Foundation
YouTube

(Source : <https://www.one.org/fr/infos/nos-finances>)

- Morton Halperin chez ONE : réseaux d'Etat & réseaux Soros - sorosconnection.wordpress.com 11 février 2017

Les ONG en général et les réseaux Soros en particulier pratiquent un soft power puissant et effectif. On peut y trouver un grand nombre de raisons ou de justifications : incapacité des Etats à assurer une mission qui échoit dès lors aux initiatives privées, efficacité des moyens de communication, meilleure adaptation aux situations diverses. Mais le facteur principal reste l'aura dont jouissent les ONG, perçues et auto-proclamées représentantes de la « société civile ».

Le profil LinkedIn [1] d'Halperin permet de retracer sa carrière depuis 1960. Point commun de ses postes successifs depuis 1967 : le lieu, Washington DC, au plus proche du pouvoir politique. Sur ONE, sa biographie sur ses années « Maison-Blanche » indique seulement qu'il a « travaillé au gouvernement fédéral américain dans l'administration de Clinton, de Nixon et de Johnson » . [2] C'est incomplet. Son profil LinkedIn précise qu'il fut secrétaire de l'assistant adjoint au département de la Défense, directeur de la planification des politiques au Conseil de sécurité nationale à la Maison-Blanche, consultant pour le département de la Défense (conseillant Bill Clinton sur le maintien de la paix – le PeaceKeeping développé par Kitson dans son Low Intensity Operations – et la promotion de la démocratie), à nouveau le Conseil de sécurité nationale, puis directeur de la planification des politiques sur les questions clés de la politique internationale pour le département d'Etat. De janvier 1977 à novembre 1992, Morton Halperin dirigea le Center for National Security Studies. Il s'y « concentrait sur les questions touchant à la fois aux libertés civiques et à la sécurité nationale, telles que le rôle réel des agences de renseignement et du secret d'Etat. »[3]

C'est sans surprise qu'on retrouve Halperin par deux fois membre du très influent Council on Foreign Relations, que le « Global Go To Think Tank Index Report » de 2016 classe 10ème des plus grands think-tanks mondiaux (il comprend plusieurs milliers de membres) [4] . On y retrouve notamment George et Jonathan Soros, six membres de la famille Rockefeller, Henry Kissinger et Zbigniew Brzezinski.[5]

Ni LinkedIn ni Wikipédia[6] ne sont pour autant complets à son sujet. Une recherche complémentaire nous apprend qu'Halperin occupe le poste de haut conseiller à la Millenium Challenge Corporation (MCC), un organisme paragouvernemental (voir notamment son nom de domaine en .gov), et fait partie de son bureau directeur. Au sein de ce bureau, on trouve le secrétaire d'Etat, le secrétaire au Trésor, le représentant au Commerce des Etats-Unis, l'administrateur de l'USAID, le PDG de la MCC mais aussi quatre membres du secteur privé nommés par le Président des Etats-Unis sur les conseils et avec l'accord du Sénat. Difficile de faire plus « made in White House ».[7]

La frontière entre think-tank et ONG est souvent poreuse (d'où le CFR dans le para-gouvernemental). Halperin a été membre d'autres think-tanks particulièrement influents : la Brookings Institution (plus grand think-tank au monde selon le rapport précité) et la Carnegie Endowment for International Peace (classée 5ème). Le lecteur pourra se reporter aux sites correspondants de ces organisations et y découvrir avec intérêt leurs membres et leur fonctionnement.

Pendant près de neuf ans (1984-1992), Halperin dirigea l'antenne washingtonienne de l'ACLU (American Civil Liberties Union). Il y collabora avec le directeur de la CIA de l'époque, William Casey.[8] Si l'Open Society finance cette ONG au moins depuis 2000 [9], on retiendra surtout le don faramineux que l'organisation de Soros lui accorda en 2014, i. e. 50 millions de dollars.[10]

Pendant trois ans (janvier 2003 – décembre 2005, ce qui semble difficile puisque la page Wikipédia dédiée date sa création du 24 octobre 2003 [11]), Halperin fut vice-président Senior du Center for American Progress, que l'Open Society subventionne généreusement depuis sa création en 2003. Le Fondateur et premier président de ce think-tank fut John Podesta, ancien chef de cabinet de Bill Clinton (1998-2001), directeur de la campagne présidentielle d'Hillary Clinton en 2016 et dont des dizaines de milliers de courriels accablants (les « Podesta Emails ») furent révélés par Julian Assange de WikiLeaks.

La biographie présente sur ONE rapporte en outre qu'Halperin est « coprésident du Groupe de travail sur la stratégie nucléaire de la Fondation New America ». Financée par de nombreuses organisations et entreprises, elle reçoit des subventions de l'Open Society.[12] Hormis les divers membres de l'ONG de Soros qu'on peut y trouver, notons la présence en tant que co-président de Jonathan Soros, l'un des fils de l'oligarque.[13] Il passa auparavant neuf ans au Soros Fund Management en tant que président, puis comme vice-chairman de 2005 à 2011.

Enfin, depuis maintenant quinze ans (2002), Halperin est haut conseiller à l'Open Society au sein du bureau du président et prodigue à ce dernier et aux cadres de l'ONG des conseils stratégiques, notamment pour les plaidoyers sur les questions des « sociétés ouvertes ». Il est aussi l'ancien directeur des plaidoyers pour la branche américaine de l'Open Society.[14]

Ce bref article biographique est bien entendu incomplet. Volontairement, il ne fait que reprendre des éléments biographiques facilement accessibles sur Internet, loin de relever du journalisme d'investigation. Au regard du parcours de Morton H. Halperin – et de tant d'autres... –, alternant successivement entre fonction gouvernementale, réseaux de renseignement, ONG, think tanks « para »-gouvernementaux, le tout mélangé avec de nombreux va-et-vient, comment rester dupe et n'y voir qu'un représentant de la « société civile » ?

George Soros travaille étroitement avec les services de renseignement américains, cela semble évident. (...)

Que les « jeunes ambassadeurs » de ONE soient dupes est une chose. Que des journalistes et le pouvoir politique se fassent abuser au même titre et laissent carte blanche à des hommes de Soros & du renseignement américain pour peser sur notre législation et nos élections en est une autre. sorosconnection.wordpress.com 11 février 2017

Notes

[1] <https://www.linkedin.com/in/morton-halperin-36298a15>

[2] <https://www.one.org/fr/person/morton-h-halperin/>

[3] <https://www.one.org/fr/person/morton-h-halperin/>

[4] http://repository.upenn.edu/cgi/viewcontent.cgi?article=1011&context=think_tanks

[5] <http://www.cfr.org/about/membership/roster>

[6] https://en.wikipedia.org/wiki/Morton_Halperin

[7] <https://www.mcc.gov/about/org-unit/board-of-directors>

[8] https://en.wikipedia.org/wiki/Morton_Halperin#ACLU

[9] <https://www.opensocietyfoundations.org/about/programs/us-programs/grantees/american-civil-liberties-union-national-office>

[10] <https://www.opensocietyfoundations.org/voices/ending-mass-incarceration>

[11] https://en.wikipedia.org/wiki/Center_for_American_Progress

[12] <https://www.newamerica.org/our-funding/our-funders/>

[13] <https://www.newamerica.org/our-people/jonathan-soros/>

[14] <https://www.opensocietyfoundations.org/people/morton-halperin>

Bono, un personnage particulièrement maléfique entièrement fabriqué.

Wikipédia - (Il) se passionne aussi pour le théâtre, ce qui lui permet de monter de nombreuses fois sur scène afin de chanter. En revanche, c'est un guitariste médiocre, ce qui l'amène naturellement vers le chant...

Bono possède une technique vocale qui lui permet de chanter sur des notes relativement hautes⁸. Elle a beaucoup évolué aux cours des albums.

Avant l'enregistrement de *The Unforgettable Fire*, Bono réapprend à chanter...

Il est considéré durant cette période comme l'une des plus belles voix du rock...

Sur Pop, Bono commence à éprouver quelques problèmes de voix[réf. nécessaire] et on[Qui ?] lui conseille alors de mener une vie plus saine. Il arrête les cigarillos et diminue l'alcool...

Sa voix est aujourd'hui désignée par un grand nombre d'artistes[Qui ?] comme la voix la plus sexy du rock...

...auteur engagé dans diverses causes humanitaires et politiques (Artists Against Apartheid, Amnesty International, Greenpeace, War Child, Jubilee 2000, etc.)

Bono est associé du fonds privé d'investissement Elevation Partners, qui possède des participations dans le magazine Forbes et l'éditeur de jeux vidéo BioWare. Depuis janvier 2009, il participe comme éditorialiste au journal américain, le New York Times. Elevations Partners aurait également investi près de 210 millions de dollars sur Facebook depuis 2009, acquérant, selon les sources, entre 1,5 % et 2,3 % de son capital. La valeur de ces actions a depuis fortement progressé - notamment à la suite de l'entrée en bourse du réseau social en 2012 - et était estimée en 2015 à 1,4 milliard de dollars. Le fonds d'investissement aurait ainsi à cette date une valeur financière supérieure aux revenus générés par U2 sur l'ensemble de sa carrière.

En 2003, il sera récompensé d'un Golden Globe de la meilleure chanson originale à Beverly Hills en Californie pour *The Hands That Built America*...

En janvier 2005, en marge du Forum économique mondial de Davos, il participe au lancement d'un label de produits Product Red...

Il a été reçu plusieurs fois au Vatican, par les papes Jean-Paul II et Benoît XVI...

En février 2003, le président français Jacques Chirac le nomme Chevalier de la Légion d'honneur. En décembre 2005, Bono est déclaré personnalité de l'année 2005 par le magazine américain Time pour son combat en faveur de l'Afrique, aux côtés de Bill Gates et de sa femme Melinda Gates. En janvier 2006, il reçoit le prix des médias allemands, toujours pour ses actions humanitaires.

En mars 2007, sur proposition du premier ministre britannique Tony Blair, il est fait chevalier de l'Ordre de l'Empire britannique par la reine d'Angleterre pour ses nombreuses actions humanitaires, mais ne peut porter le titre de Sir, car il n'est ni citoyen britannique ni citoyen d'un pays membre du Commonwealth, il peut cependant apposer à sa signature les lettres KBE (Knight of the British Empire). Tony Blair avait affirmé[réf. nécessaire] qu'il recevait cet honneur pour avoir ouvert les yeux aux dirigeants du G8 sur les besoins accrus d'aide au développement en Afrique. Bono a déclaré être flatté de cet honneur et espérer qu'il lui sera utile pour ses représentations.

Il a été en lice pour le prix Nobel de la paix en 2003, en 2005 et en 2006.

Il a fait partie à deux reprises de la liste des hommes les plus influents du monde dressée par le magazine Time en 2004 et en 2006.

Il est « Homme de la paix » 2008.

Il est nommé Commandeur de l'ordre des arts et des lettres par la ministre de la culture française, Aurélie Filipetti en juillet 2013.

Fin 2006, pour échapper à une réforme irlandaise qui est revenue sur le répit fiscal accordé aux royalties, le groupe a transféré aux Pays-Bas le siège de U2 Limited, société qui gère environ un tiers de la fortune de la formation, ce qui suscite quelques réactions en raison des engagements politiques du groupe et de Bono en particulier. U2 est le groupe de musique qui a généré les revenus les plus importants en 2005 dans le monde¹⁸. Or, aux Pays-Bas, les redevances sont pratiquement exemptes de toute fiscalité.

En novembre 2017, il est mentionné dans l'enquête des Paradise Papers. En ayant investi dans une entreprise basée sur l'île de Malte, Bono aurait participé à hauteur de 5,1 millions d'euros à la construction d'un centre commercial en 2007 dans une petite ville de Lituanie, un pays qu'il n'aurait jamais visité, que ce soit seul ou pour une tournée avec son groupe. Wikipédia.org

Soros avait invité quelques amis à son troisième mariage en 2013 dont l'incontournable Bono.

En anglais, je n'ai pas le temps de traduire.

- George Soros ties the knot - pagesix.com September 22, 2013

Billionaire George Soros was married Saturday a lavish ceremony followed by a wedding party with guests including Bono and IMF chief Christine Lagarde.

Soros, the 83-year-old investor and philanthropist, married health-care consultant Tamiko Bolton, 42, in front of a small group of friends and family, including his five children, at his Bedford estate, which Soros bought in 2003 from "Jurassic Park" author Michael Crichton.

The intimate wedding ceremony was followed by a reception at 4:30 p.m. with more than 500 guests at the Caramoor estate in nearby Katonah. Guests included World Bank President Jim Yong Kim and foreign leaders, including Hendrik Toomas Ilves, president of Estonia; Ellen Johnson Sirleaf, president of Liberia; and Edi Rama, prime minister of Albania.

Also on hand were Gov. Cuomo, House Democratic Leader Nancy Pelosi and California Lt. Gov. Gavin Newsom, as well as hedge-fund titans Paul Tudor Jones and Julian Robertson, British businessman Jonathan Adair Turner, also known as Baron Turner of Ecchinswell, and Italian Foreign Minister Emma Bonino.

Wedding speakers included former UN Secretary-General Kofi Annan and Columbia Professor Anya Schiffrin, wife of Nobel Prize-winning economist Joseph Stiglitz. pagesix.com September 22, 2013

Un pédophile attardé et une prostituée...

Kofi Annan qui est décédé il y a quelques jours et que la "communauté internationale" a couvert de louanges, on se disait bien aussi...

Pour ceux qui ne le savent pas, quand les médias font référence à la communauté internationale, elle se réduit aux Etats-Unis et ses vassaux.

[Qui sème la guerre récolte la révolution socialiste ou la révolution nationale-socialiste, devinez laquelle favorise la situation ?](#)

Après les émeutes racistes de Chemnitz, l'Allemagne inquiète - liberation.fr 28 août 2018

Sidéré, le pays a vu cette ville de Saxe s'embraser deux soirs consécutifs, dimanche et lundi, après la mort d'un homme dans la nuit de samedi à dimanche, qui a suivi une «altercation». Deux suspects, un Syrien et un Irakien, ont été arrêtés.

Dimanche soir, à la suite de ce fait divers, un agglomérat de militants de l'AfD (extrême droite), du mouvement islamophobe Pegida et de hooligans du club de football ultra Kaotic Chemnitz ont défilé dans la rue sur l'air de «Nous sommes le peuple» ou «Les étrangers dehors». Ce premier soir, ils étaient environ 800. Sur des vidéos, on voit des skinheads qui pourchassent dans la rue des personnes ayant l'air «étranger» ; c'est-à-dire non blanches.

Lundi soir, le nombre de «manifestants» a grossi : au moins 6 000 personnes, selon le dernier bilan de la police, ont défilé dans la rue, face à un millier de contre-manifestants. Des individus ont été vus en train de faire le salut hitlérien, interdit en Allemagne: dix procédures préliminaires ont été engagées. Toujours selon la police, on dénombre 20 blessés, dont deux policiers. Les forces de l'ordre ont reconnu dans la soirée avoir cruellement manqué d'effectifs. Ils étaient 591.

«Guerre civile»

«Le degré de haine, d'agressivité et de mépris a choqué même l'observateur chevronné de Pegida», commentait mardi matin le correspondant dans la Saxe du quotidien de gauche Die Tageszeitung, parlant de «guerre civile». «Lorsque des foules excitées d'extrême droite créent de l'agitation au cœur de l'Allemagne et que l'Etat de droit est dépassé par les événements, cela rappelle un peu la situation de la République de Weimar», écrit pour sa part Der Spiegel.

A gauche, beaucoup accusent Seehofer (Le ministre de l'Intérieur CSU - ndlr), figure de proue d'une politique migratoire très durement antiréfugiés, d'avoir soufflé sur les braises. «La foule raciste de Chemnitz n'est pas tombée du ciel», a commenté la porte-parole du parti de gauche Die Linke au Bundestag, Ulla Jelpke, dans les colonnes du journal Die Zeit. «Seehofer et Cie, avec leurs élans antiréfugiés, ont clairement leur part de responsabilité dans cet échauffement du climat social.» liberation.fr 28 août 2018

- Manifestations anti-migrants en Allemagne : Merkel dénonce «la haine de la rue» - leparisien.fr 28 août 2018

A l'origine de ce déferlement de haine, la mort d'un Allemand de 35 ans, poignardé dimanche matin en marge d'une fête locale. Les deux suspects de cet homicide, un Syrien de 22 ans et un Irakien de 23 ans, sont soupçonnés d'avoir « sans justification, à plusieurs reprises, porté des coups de couteau à la victime, à la suite d'une altercation », selon le Parquet.

Pour le parti social-démocrate, membre de la coalition gouvernementale d'Angela Merkel, ces manifestations s'inscrivent dans un contexte de raidissement idéologique au plan national et international. Pour l'extrême droite allemande, cet événement est l'occasion de mobiliser l'opinion contre l'immigration et la politique du gouvernement d'Angela Merkel, à qui elle reproche d'avoir laissé entrer plus d'un million de demandeurs d'asile venant notamment de Syrie et d'Irak, en 2015 et 2016.

L'hebdomadaire allemand Der Spiegel va jusqu'à comparer ces démonstrations de force à « la situation de la République de Weimar ». Une référence au régime politique démocratique né en Allemagne dans le sillage de la Première Guerre mondiale, qui dut affronter régulièrement des tentatives de déstabilisation dans la rue et finit par disparaître lors de la prise du pouvoir d'Adolf Hitler en 1933.

Pour le chef de la diplomatie, Heiko Maas, ce sursaut d'extrême droite doit être pris au sérieux : « Il représente une menace pour la cohésion de nos sociétés. Nous devons tout faire pour défendre [...] la démocratie et la liberté, pas seulement à Chemnitz, mais partout dans le monde ». Josef Schuster, le chef du Comité central des Juifs en Allemagne, a lui aussi exprimé ses inquiétudes, jugeant que « chaque citoyen avait le devoir de s'élever contre les mouvances d'extrême droite ».

Mardi après-midi, une nouvelle manifestation prévue à Dresde, où l'extrême droite est fortement implantée, n'a rencontré que peu d'écho. leparisien.fr 28 août 2018

On retiendra : "Nous devons tout faire pour défendre [...] la démocratie et la liberté" qu'incarne évidemment le gouvernement Merkel et le patronat allemand. Si l'extrême droite ne menace pas directement le régime ou ne peut pas parvenir au pouvoir, au moins elle sert à légitimer celui qui est en place, qui peut ensuite continuer d'appliquer tranquillement sa politique antisociale et impérialiste.

Qui est encore dupe des tenants et des aboutissants de cette irruption soudaine de réfugiés en Europe ?

Un Internaute.

- "Vouloir faire croire que seule l'extrême droite veut stopper l'afflux de migrants relève de l'imposture médiatique."

LVOG - Pour montrer à quel point la pseudo-gauche et extrême gauche est démagogique, sordide, vendue, quand il s'agit de défendre la liberté d'expression cela ne les dérange pas de s'encanailler avec les médias-oligarques ou de se retrouver au côté de personnages peu fréquentables au prétexte que leurs intentions seraient différentes ou opposées, là ils ne sont pas à court d'arguments pour justifier leur position, mais quand il s'agit de s'opposer à une machination montée de toutes pièces par l'Otan, là étrangement ce prétexte ne fonctionne plus, par crainte de passer pour des réactionnaires ou par pur dogmatisme, ils ne peuvent pas adopter une autre position car ils seraient incapables de la défendre.

L'opportunisme et le gauchisme se combinent pour alimenter l'extrême droite, qu'ils vont ensuite prétendre combattre pour qu'on oublie le rôle sinistre qu'ils ont joué et se faire passer pour des gens de gauche ou opposés au régime qu'en réalité ils servent.

Ils prétendent combattre leur impérialisme en dénonçant l'origine de cet exode, les guerres qu'il a fomenté au Moyen-Orient et en Afrique, mais quand il s'agit d'en analyser les conséquences en prenant en compte tous les facteurs ou acteurs qui composent la situation, là ils procèdent à une sélection minutieuse, à une censure de certains d'entre eux en occultant soigneusement ceux que les auteurs de cette machination se sont justement employés à faire disparaître pour finalement leur emboîter le pas.

Autrement dit, leur attention ne porte que sur le sort de ces réfugiés, et encore, car le destin qui les attend dans le meilleur des cas est loin d'être enviable, et ils ignoreront totalement celui des travailleurs allemands avec lesquels ils entreront en concurrence, et qui en réaction renoueront avec des préjugés que l'on croyait disparus à jamais ou en feront surgir de nouveaux, en prenant très mal d'être ainsi culpabilisés, alors que pas un seul peuple dans le monde se comporterait autrement face à un afflux massif d'étrangers dans leur pays, qui plus est ayant un mode de vie très éloigné du leur, pire, qu'on leur impose en les traitant de xénophobes ou de racistes, ce qui a le don de faire naître ces préjugés, ce serait l'objectif recherché qu'ils ne s'y seraient pas pris autrement.

On est bien en présence de la même logique qui voit une minorité détenir le pouvoir et gouverner au détriment de la majorité, où c'est une minorité qui impose sa volonté à la majorité du peuple qui doit la subir.

Personnellement je vis en Inde depuis 22 ans, j'appartiens à une infime minorité d'occidentaux installés dans ce pays, et bien je peux vous dire qu'en dehors de chez moi, jamais, nulle part, en aucune manière mon mode de pensée ou mon mode de vie n'est pris en considération. Aucune de mes valeurs ou des principes auxquels je suis attaché n'existent en dehors de ma tête, et quand il me prend de les extérioriser ou de vouloir les faire valoir, on me remet en place ou on me fait comprendre qu'ici les gens pensent et vivent différemment et que c'est à moi de m'y adapter ou de faire mes valises, sans que je ne traite la personne de xénophobe, de nationaliste ou de raciste, elle a raison et je lui dis en m'excusant si j'en ai l'occasion.

Car voyez-vous, je considère que ce principe de respect est inaliénable, il constitue la base de tous nos rapports en tant que membre de la même classe d'exploités, la base de l'unité de notre classe à l'échelle mondiale sans laquelle nous ne vaincrons jamais notre ennemi, le capitalisme, notre unique ennemi. Et quand on s'en tient à ce principe, on ne porte pas de jugement sur nos semblables qui sont si différents de nous, du coup on ne peut pas devenir xénophobe ou raciste, car on a en permanence à l'esprit les conditions qui sont à l'origine de nos différences, de ce que l'on est, de notre manière de nous comporter, il n'y a que dans les cas extrêmes où une personne attente à des principes qui sont universels, comme par exemple voler son voisin, que l'on est en droit de la rappeler à l'ordre.

Ce serait trop long de vous raconter les rapports que j'ai avec les Indiens, j'ai eu l'occasion d'aborder ce sujet dans de nombreuses causeries. En gros, on ne peut pas vivre ensemble, alors chacun chez soi. C'est encore le seul moyen de se supporter, car j'ai besoin de vivre selon mon mode de vie sans que quelqu'un empiète dessus ou me pose des problèmes, j'ai déjà mon lot comme tout le monde! Et puis, je ne tiens ni à me disputer avec des gens inutilement, ni à essayer de les convaincre de respecter mes principes, je pense que c'est mieux ainsi pour tout le monde, ce qui nous permet d'avoir des relations disons normales, sans plus. Cela ne m'empêche pas de prêter de l'argent ou de rendre des services gratuitement à un tas d'Indiens ou sans rien en attendre en retour, comme on dit tout le plaisir est pour moi et je les en remercie, je précise car entre eux ce n'est pas le cas, et de les respecter scrupuleusement. C'est la seule satisfaction que je tire de nos rapports en sachant qu'il est impossible d'en espérer davantage. C'est peu et beaucoup à la fois, car ce n'est pas toujours facile de respecter les autres en toutes circonstances, il suffit d'une méprise pour adopter une attitude injuste, qui à leurs yeux sera injustifiée, et c'est vite arrivé...

S'agissant de ce qui se passe en Allemagne, évidemment que les manifestations violentes de l'extrême droite sont intolérables.

Mais ce qui me met hors de moi ou que je ne supporte pas, c'est qu'on feint d'en ignorer les raisons dont certaines sont légitimes ou tout du moins compréhensibles. Mettez-vous un instant à la place d'un travailleur allemand pauvre, qui est au chômage ou qui a un salaire misérable, qui vit dans un taudis ou à la rue, quand il apprend qu'un million d'étrangers débarquent et qu'on va leur fournir un emploi et un logement et qu'ils vont s'estimer heureux ainsi, tout du moins provisoirement, il va prendre cela pour une provocation intolérable, alors qu'il se sent abandonné à son triste sort. Il ne faut pas perdre de vue qu'il n'a pas du tout conscience de ce qui se passe réellement, il est instrumentalisé au même titre que ces réfugiés. Il risque de porter une oreille attentive au discours de l'extrême droite, et par dessus le marché on va l'accuser d'être raciste ou le culpabiliser, ce qui sera le meilleur moyen pour qu'il se radicalise ou pour renforcer sa première réaction au point de se persuader qu'elle était juste, voilà comment on gagne des travailleurs aux thèses de l'extrême droite.

On semble avoir oublié que la xénophobie ou le racisme n'apparaissent pas spontanément ou ne sont pas présents dans la tête des travailleurs, ce sont les conditions qu'on leur impose qui vont les sensibiliser à ces notions détestables. Pourquoi ? Mais parce qu'on ne tient pas compte de ces conditions, puisqu'on se penche uniquement sur le sort des réfugiés sans même se demander qui a ouvert les vannes à cette immigration massive, comment elle a été organisée, planifiée, à qui elle profite réellement, à personne hormis le patronat, l'oligarchie.

Cela étonne-t-il quelqu'un que le mouvement ouvrier y soit associé ? Moi, pas du tout. Mais combien sommes-nous à nous poser ces questions, à réfléchir, à aborder la situation autrement que comme nous la présentent les représentants de l'Otan, de l'oligarchie, en demeurant strictement sur notre terrain de classe, au lieu d'être sensible aux émotions qu'elle provoque et sur lesquelles est construite la propagande de nos ennemis ?

ACTUALITE EN TITRES

Libération fer de lance de la réaction

- Une démission recyclée aussi sec - Liberation.fr 28.08

L'opposition, tous bords confondus, saute sur l'occasion du départ de Hulot pour accabler le gouvernement. Liberation.fr 28.08

- Thierry Coste sur le départ de Nicolas Hulot: "C'est pas très glorieux pour le n°3 du gouvernement" - Le HuffPost 28.08

Voilà qui l'est assurément !

- Besançon : la justice rejette l'un des recours déposés contre «l'arrêté anti-mendicité» - Liberation.fr 28.08

Mais certains s'inquiètent...

- La démission de Hulot, nouvelle épine dans le pied de Macron - Reuters 28.08

- Départ de Hulot, affaire Nyssen, budget critiqué : la rentrée du gouvernement torpillée - LeParisien.fr 28.08

L'Empire menace.

- Brésil : L'armée déployée à la frontière avec le Venezuela - Reuters 28.08

- Pérou : Lima décrète l'urgence sanitaire face à l'exode de Vénézuéliens - Reuters 28.08

- La Birmanie rejette le rapport de l'ONU sur les "crimes" de son armée contre les Rohingyas - AFP 28.08

- Les Etats-Unis ont récusé mardi la compétence de la Cour internationale de justice dans la procédure engagée par l'Iran. - Liberation.fr 28.08

- Mattis ne prévoit pas de suspendre d'autres manoeuvres avec la Corée du Sud - Reuters 28.08

- L'ONU demande que le chef de l'armée birmane soit poursuivi pour «génocide» - LeFigaro.fr 28.08

ACTUALITÉ DU JOUR

Débarrassons-nous de «l'ancien monde» !

- Medef : devant les patrons, Edouard Philippe en phase avec «l'ancien monde» - Liberation.fr 28.08

En ouverture de la vingtième université d'été du syndicat des grands patrons, le Premier ministre a défendu la politique «pro-entreprises» de son gouvernement...

Une crise ? Quelle crise ? Ce mardi, peu après l'heure du déjeuner, Edouard Philippe est venu jouer au VRP des réformes de sa majorité devant les patrons réunis à Jouy-en-Josas (Yvelines) pour l'université d'été du Medef. Et ce n'est pas la démission de Nicolas Hulot le matin même qui allait bousculer son propos...

Edouard Philippe est venu défendre sa politique. Il faut dire que le nouveau patron des patrons, Geoffroy Roux de Bézieux, avait l'air contrarié, la veille, apprenant que le gouvernement avait choisi de repousser (du 1er janvier au 1er octobre 2019) une baisse de quatre points de cotisations patronales au niveau du smic et décidé d'augmenter le cinquième acompte d'impôt sur les sociétés pour les grandes entreprises.

Avant de laisser sa place à Philippe à la tribune, Roux de Bézieux l'a prévenu : «Les mesures annoncées par Bruno Le Maire hier sont un très mauvais signal.» Certes, Roux de Bézieux a salué un «gouvernement [qui] a redonné la confiance aux entrepreneurs» avec la réforme du code du travail et la fin d'une «surtaxation du capital» et demandé à ses troupes de «renvoyer la balle» en investissant dans de nouvelles entreprises. Mais il a aussi rappelé sa «ligne rouge» : «Ne pas alourdir les charges.»

Sans nouvelles annonces, Edouard Philippe a cajolé son hôte, listant ce qu'il compte faire voter à la rentrée : suppression d'une vingtaine de petites taxes, suppression ou gel de seuils, simplification des procédures de transmission et création d'un guichet unique pour les créateurs d'entreprise, réforme de l'intéressement, de la participation et de l'actionnariat salarié... Il a surtout insisté sur un mot qu'ici, tout le monde adore : la «compétitivité».

Quant aux réformes sociales, il s'est aussi voulu rassurant. Avant de revoir, dans deux jours à Matignon, le président du Medef pour ouvrir les discussions sur l'assurance-chômage et la santé au travail, il a insisté sur le «problème d'appétence» de certains demandeurs d'emploi. «L'assurance-chômage doit mieux responsabiliser tous ceux qui ont besoin de revenir vers l'activité.» Les patrons l'ont bien applaudi. Liberation.fr 28.08

Libération jubile !

Hier ils condamnaient le voyeurisme.

- Topless : «Les femmes se considèrent suffisamment libérées pour ne plus avoir à le prouver» - Liberation.fr 28.08

Symbole de liberté pour les femmes à l'origine, les seins nus sont de plus en plus rares sur les plages françaises. Une pratique dont les femmes ne trouvent plus la nécessité, selon Janine Mossuz-Lavau, directrice de recherches au Cévipof (CNRS, Sciences-Po).

- Dans la BD "Pénis de table", cette discussion entre hommes révèle ce qu'il faut savoir sur l'orgasme masculin - Le HuffPost 28.08

- Sur France Inter, Constance se met seins nus pour dénoncer les "puritains moralisateurs" - Le HuffPost 28 août 2018

"La poitrine, les doudounes, les nénéés, les lolos, les nibards, les nichons, les roberts, les flotteurs", les seins quoi. Voilà le thème de la "Chronique de Constance" de ce mardi 28 août dans l'émission "Par Jupiter" sur France Inter. Dans le studio de la radio qui a vu Nicolas Hulot annoncer sa démission dans la matinée, l'humoriste a conclu l'après-midi en feu d'artifice en dévoilant ses seins. (Quel délire ! Jupiter doit se contenter d'oeufs au plat refroidis, pendants et tout frippés. - LVOG)

"Mais pourquoi diable, Constance, est-ce que tu nous parles de ta poitrine aujourd'hui et pas plutôt de ton anus", a lâché la chroniqueuse au début de son billet.

Toujours habillée d'une robe d'été, la comédienne a rappelé que dimanche dernier était "la journée mondial du topless", un

événement "largement boudé à Kaboul" mais aussi "en France où régulièrement des scandales éclatent quand les femmes osent allaiter leur bébé dans un endroit public, ou même se mettre seins nus sur une plage (...), explique-t-elle en pointant du doigt les "puritains et les moralisateurs".

"Il faut faire la nique à ces moralisateurs qui nous disent qu'on est pervers avec notre peau qu'on aère alors que eux ils ont juste un problème avec leur zizi", lâche-t-elle avant de se mettre poitrine à l'air provoquant l'hilarité du studio... Le HuffPost 28 août 2018

C'est le type même d'une personnalité psychopathique : impulsivité, instabilité, intolérance à la frustration... (Le Grand Robert de la langue française).

Du fait que le corps de la femme mais aussi de l'homme fait l'objet de convoitise et de commerce, ils ne doivent pas être exposé dans des positions suggestives propre à déclencher des pulsions agressives et parfois incontrôlables, violentes dans des lieux où personne ne peut garantir leur sécurité, dont en général les lieux publics, hormis ceux qui leur sont réservés, comme certaines plages qui accueillent des nudistes.

Vous voyez, on aborde tous les sujets.

Quand une femme adopte une tenue provocante, elle ne doit pas s'étonner que les hommes la regardent ou qu'elle fasse naître chez eux consciemment ou non un désir sexuel, et qu'il se trouve des détraqués parmi eux pour les tripoter, des maniaques pour les violer, ce que personne n'est censé ignorer, n'est-ce pas?

Et puis, c'est un truc de femme d'avoir une tenue provocante, cela n'existe pas chez les hommes. Ce sont des dandies, des excentriques, des tops modèles, des gravures de mode, des belles gueules ou des corps d'Apollon, elle privilégie la forme au fond, en fait comme l'homme !

Le désir qui naît au-delà du désir charnel n'est pas forcément voué à connaître un destin meilleur, bien qu'il soit plus raffiné ou élégant. Autrement dit il ne faut pas non plus s'attendre à régler cette question en continuant de vivre dans cette société puritaine ou de dépravés. C'est un véritable numéro d'équilibriste de ne pas verser dans l'une ou dans l'autre.

Il faut ressentir une certaine vibration pour avoir envie de l'autre, donc je préfère que ce soit la femme qui prenne l'initiative de la manifester en premier, ce qui exclut que je touche une femme, sauf éventuellement celles qui manifestent cette disposition, et encore, à condition de me tendre la main, ce qui fut déjà rare dans le passé, et encore plus depuis que je suis vieux, mais pas un vieux cons !

Il y a des hommes comme moi qui sont sensibles au charme ou aux qualités d'une femme, et il y en a d'autres qui privilégient l'usage sexuel qu'ils pourraient en faire. Evidemment, quand ils sont animés de telles intentions, il ne faut pas s'attendre à ce qu'ils respectent les autres en général.

La pornographie, la prostitution qui s'affiche à travers les médias jusqu'au sommet de l'Etat ou de l'oligarchie (Soros), ne concourent pas à valoriser les femmes, bien au contraire. Que ce soit le seul moyen qu'aient trouvé certaines femmes pour se mettre en valeur ou avoir l'impression d'exister en dit long sur la dégénérescence ou la décadence de la société.

INFOS EN BREF

POLITIQUE

Grèce

Tsipras remanie son gouvernement avant les élections de 2019 - Reuters 28 août 2018

Le Premier ministre grec Alexis Tsipras a remanié mardi son gouvernement dans la perspective des élections législatives de l'an prochain.

Les élections législatives en Grèce ont lieu tous les quatre ans. Actuellement, dans les sondages, Syriza est crédité de 5,3 à 11,6% de moins que la Nouvelle démocratie (ND, droite), en tête des intentions de vote. Les élections législatives sont prévues à l'automne 2019. Reuters 28 août 2018

Abstention plus émiettement des votes et la Nouvelle démocratie prend le relais, émiettement politique qui est le produit

de l'atomisation sociale et de toutes les formes de corporatisme ou de communautarisme qu'on ne parvient pas à éviter ou à dépasser pour se réapproprier un état d'esprit collectif et affronter uni le régime.

Syriza et Tsipras sont à vomir, sans ne jamais leur avoir prêté de bonnes intentions pour les travailleurs grecs.

Syrie

- L'Iran réaffirme sa volonté de maintenir une présence militaire en Syrie - Reuters 28 août 2018

L'Iran va maintenir sa présence militaire en Syrie malgré les pressions insistantes des Etats-Unis, a affirmé mardi l'attaché militaire iranien à Damas, Abolqassem Alinejad.

L'Iran et la Syrie ont signé un accord de coopération militaire à l'occasion de la visite le week-end dernier à Damas du ministre iranien de la Défense Amir Hatami.

Les Etats-Unis ont encore exigé la semaine dernière, par la voix du conseiller à la sécurité nationale de Donald Trump, John Bolton, le retrait des forces iraniennes de Syrie.

"La poursuite de la présence de conseillers (militaires) iraniens en Syrie fait partie de l'accord de coopération militaire signé entre Téhéran et Damas", a déclaré à l'agence de presse iranienne Irna l'attaché militaire iranien dans la capitale syrienne.

Cette présence inquiète aussi les Israéliens mais l'Iran souligne que ses militaires sont en Syrie à l'invitation du président Assad et qu'il n'est pas question de les retirer dans un avenir proche.

L'accord de coopération militaire irano-syrien insiste sur la nécessité de garantir la souveraineté et l'intégrité territoriale de la Syrie, a poursuivi Abolqassem Alinejad.

"L'Iran aidera la Syrie à nettoyer les champs de mines disséminés à travers le pays (...) et à reconstruire les installations militaires endommagées par la guerre", a-t-il dit. Reuters 28 août 2018

Etats-Unis

L'AFP se désole ! McCain qui a appris aux républicains "à tendre la main aux démocrates" n'est plus.

- Après McCain, les voix républicaines anti-Trump se font plus rares - AFP 29 août 2018

Le décès de John McCain, franc-tireur parmi les sénateurs républicains, laisse les élus de son parti sans successeur évident pour s'opposer au président américain Donald Trump.

Plusieurs des voix rebelles ont renoncé à se représenter aux élections parlementaires de novembre et quitteront le Sénat en janvier.

C'est le cas de Jeff Flake, sénateur de l'Arizona comme John McCain, et de Bob Corker, qui étaient allés en 2017 jusqu'à accuser Donald Trump d'être un "danger" pour la démocratie.

"Il n'y a peut-être pas de place pour un républicain comme moi" dans le parti actuel, avait lancé Jeff Flake en annonçant qu'il ne se représenterait pas le 6 novembre, lorsqu'un tiers du Sénat et l'ensemble des sièges de la Chambre des représentants seront en jeu.

Il a encore rendu un hommage appuyé à John McCain, lundi soir dans l'hémicycle: "Nous devons à sa mémoire d'au moins essayer de lui ressembler un peu plus".

Les républicains qui retournaient au Sénat pour la première fois depuis son décès ne montraient en tout cas pas d'empressement à reprendre le flambeau anti-conformiste.

En larmes, le sénateur Lindsey Graham, ami proche de John McCain mais aussi proche de Donald Trump, a rendu hommage à celui qui lui a appris à tendre la main aux démocrates.

"Il m'a appris que les principes et les compromis n'étaient pas incompatibles", a-t-il déclaré mardi dans l'hémicycle, à côté du pupitre de John McCain...

Avant lui aussi de rejeter l'habit de successeur. "Ne vous tournez pas vers moi pour remplacer cet homme".

- Plus admiré par les démocrates? -

Avec le décès de John McCain samedi à 81 ans, d'un cancer du cerveau, la mue du Grand Old Party vers le "parti de Trump" semble bien se confirmer.

Car l'ancien magnat de l'immobilier reste très populaire auprès de la base du parti. Et peu sont ceux qui semblent prêts à s'attirer ses foudres à l'approche des élections parlementaires.

Déjà, le successeur de John McCain pourrait être plus conservateur. Il sera nommé par le gouverneur de l'Arizona, Doug Ducey, qui joue lui aussi son poste en novembre et fait face à un choix délicat.

"M. McCain était devenu à la fin de sa vie une figure qui divisait profondément les républicains, et peut-être plus admirée des démocrates au niveau national, à cause de ses critiques du président et les critiques que le président lui avait adressées", a analysé Kyle Kondik, expert en politique américaine à l'université de Virginie, lors d'une conférence de presse mardi.

Le gouverneur Ducey se retrouve face à un choix délicat: il pourrait nommer l'épouse du sénateur, Cindy McCain, avancent certains médias. Mais cette dernière est "probablement plus à gauche que son époux", remarque Kyle Kondik.

A l'inverse, s'il choisit un sénateur trop à droite, ce dernier pourrait avoir du mal à conserver son siège lorsqu'il sera en jeu en 2020.

Le chef des démocrates à la chambre haute, Chuck Schumer, a commencé à rassembler mardi, de concert avec Jeff Flake, les signatures de sénateurs partisans de renommer l'un des bâtiments du Sénat en son hommage. AFP 29 août 2018

"McCain était (...) peut-être (une figure) plus admiré des démocrates au niveau national", et il y en a qui espèrent encore tirer quelque chose de ce parti, autant dire qu'il n'y a rien à en attendre... d'eux.

[Haut de page ↗](#)